

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE RÉGIME
DE
L'ARTISANAT FRANÇAIS
AU POINT DE VUE DU CRÉDIT
ET DU FISC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

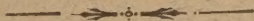
Présentée et soutenue le lundi 6 décembre 1926 à 2 heures

PAR

Jean FREMONT

Président : M. ALLIX, professeur.

Suffragants : { MM. AFTALION, professeur.
PILON, *chargé de cours.*



PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1926

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE RÉGIME
DE
L'ARTISANAT FRANÇAIS

AU POINT DE VUE DU CRÉDIT
ET DU FISC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

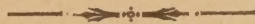
Présentée et soutenue le lundi 6 décembre 1926 à 2 heures

PAR

Jean FREMONT

Président : M. ALLIX, professeur.

Suffragants : { MM. AFTALION, *professeur.*
PILON, *chargé de cours.*



PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1926

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LE RÉGIME
DE
L'ARTISANAT FRANÇAIS
AU POINT DE VUE DU CRÉDIT
ET DU FISC

PRÉFACE

Les interventions de l'Etat dans l'économie nationale sont multiples.

Certaines ont pour fin la protection et le développement d'industries et de commerces déterminés. Tels sont les tarifs douaniers, les primes à l'exportation dont l'Europe continentale a, jusqu'au début de ce siècle, fait grand usage en faveur de l'industrie sucrière.

D'autres concernent des personnes déterminées moins à raison de l'objet de leur activité que de leur situation sociale ou de famille, ou des conditions particulières à leurs agissements. Tels sont les divers encouragements dont bénéficie la coopération, la participation de l'Etat aux retraites pour la vieillesse, diverses lois fiscales et diverses lois de crédit en faveur de la petite industrie.

Cette opposition entre lois faites en considération de genres d'industries, et lois faites en considération de catégories de personnes n'est d'ailleurs pas absolue, car, dans la détermination des industries, il est permis de tenir compte des conditions très variables dans lesquelles s'exerce chaque industrie selon son importance. Toute branche de la production, déterminée par une classification réelle (c'est-à-dire suivant l'objet de cette branche), peut légitimement être subdivisée,

eu égard aux conditions diverses dans lesquelles elle est exercée ; puis, ces subdivisions faites et numérotées, on peut comparer entre elles celles qui portent les mêmes numéros, bien qu'appartenant à des industries diverses, et considérer ce qu'elles ont de commun. L'on obtient ainsi une seconde classification où il est fait abstraction des genres d'industries.

La première classification présente un intérêt immédiat pour ceux qui veulent dresser un tableau des richesses et des ressources d'un pays. La seconde présente un intérêt immédiat pour ceux qui veulent raisonner *in abstracto* sur les choses économiques afin de formuler des conclusions d'une portée plus générale, ceux qui étudient particulièrement l'organisation de la production.

Il semblerait que celle-là dût intéresser particulièrement l'Etat et celle-ci les économistes et sociologues.

Pourtant les gouvernements ne sont se jamais désintéressés entièrement de la façon dont s'exerce la production. C'est ainsi que, en France, après ce que l'on a appelé la révolution communale, lorsque les corporations furent solidement établies, le domaine propre à chacune fut délimité, et encore que fut limitée l'activité de chacun par rapport à ses collègues du même métier, ces dernières restrictions venant d'ailleurs des statuts des corporations que l'Etat se bornait à approuver. C'est ainsi qu'au xvi^e siècle, le gouvernement hollandais réunie en une seule les diverses compagnies qui s'étaient fondées pour trafiquer avec les Indes car il était arrivé que des vaisseaux appartenant à des compagnies différentes abordaient, dans l'ignorance de leurs mouvements réciproques, aux mêmes ports où les acheteurs se faisaient alors une concurrence ruineuse (1). Parler de ces interventions de l'Etat serait faire l'histoire des corporations et des monopoles, ce serait aussi exposer les différentes législations sur les cartels et les trusts.

Les économistes ont étudié les conditions générales de la production. Ils ont fait une place à part à la grande industrie. Par des statistiques ils ont mis en évidence le phénomène de

1. O. Noël, *Histoire du commerce du monde depuis les temps les plus reculés*. Paris, 1906, p. 154.

la concentration des entreprises et se sont efforcés d'en rendre appréciable l'importance. Ils en ont cherché les causes multiples. Ils ont tiré des conclusions, des prévisions.

Les sociologues et les moralistes ont étudié l'influence du développement de la grande industrie sur la situation matérielle des travailleurs manuels, sur la moralité publique et privée, sur la famille, sur la société et sur les Etats.

Cet ouvrage n'a pas pour but d'étudier les mérites comparatifs de la grande et de la petite industrie, de l'industrie en atelier et de l'industrie à domicile, ni de rechercher les avantages respectifs de ces genres d'industries en matière économique. Il se borne à commenter quelques lois qui intéressent la petite industrie.

La petite industrie dont, en principe, nous nous occupons ici, c'est celle dans laquelle le travail de direction n'absorbe pas le maître au point de l'empêcher de travailler manuellement dans son entreprise. Dans la grande industrie le travail de direction est séparé du travail d'exécution. On trouve des services financiers, commerciaux, contentieux, des services de recherches, d'essais et de contrôle techniques qui sont en quelque sorte des laboratoires, et enfin des services pour la réalisation des travaux manuels. Dans ces derniers, les différentes opérations à effectuer en vue de la confection des produits à obtenir ont été analysées en éléments d'autant plus simples qu'ils sont plus nombreux. Il a été alors possible de cantonner chaque ouvrier dans une tâche extrêmement facile et de lui permettre ainsi, par la répétition continuelle d'un tout petit nombre de gestes et la fixation de l'attention sur un tout petit nombre de questions, d'acquérir une grande dextérité et une sorte de mécanisation de son activité. Une opération simple, rapidement exécutée, doit, pour occuper un ouvrier être renouvelée constamment, c'est-à-dire que la quantité d'objets en cours de fabrication doit être considérable. La multiplicité des opérations scindées entraîne la multiplicité des postes et nécessite un personnel important. Dans ces conditions la division du travail n'est pas applicable dans la petite industrie. Certains ouvriers d'usine peuvent ne pratiquer qu'un seul geste, l'artisan doit connaître un métier.

Les machines à grand rendement dont le prix élevé est

compensé par ce rendement ne peuvent se rencontrer que dans une entreprise ayant des débouchés assez vastes pour écouler cette production abondante. Le plus généralement la machine ne fait qu'une partie des opérations que l'on est accoutumé à rencontrer dans le genre d'établissements où elle trouve son emploi. Il faut donc toute une collection de machines. Si l'une des opérations ne peut être faite avec des machines suffisamment perfectionnées soit parce que celles-ci font défaut dans le commerce soit parce qu'elles sont d'un prix très élevé, il va falloir employer beaucoup d'ouvriers afin de pourvoir à cette étape de la production. De toutes façons il faut des capitaux importants pour acquérir des machines et pour les alimenter (1).

La grande entreprise vise facilement à l'intégration, c'est-à-dire à l'extension de son activité aux industries servant immédiatement, voire médiatement, soit à ses approvisionnements soit à ses débouchés. La petite entreprise, au contraire bien loin de viser à intégrer, peut être amenée à se borner à un stade très étroit de la production, de façon à ce que toutes les ressources dont elle dispose, étant ainsi concentrées aient un rendement maximum (2).

La grande entreprise, parce qu'elle produit beaucoup doit beaucoup écouler c'est-à-dire que là où les débouchés sont limités elle ne trouve pas de place.

On rencontre les moyennes et petites entreprises dans «un grand nombre d'ateliers mécaniques fortement spécialisés dont les débouchés sont par conséquent restreints... Le cas se présente notamment pour les travaux devant s'exécuter sur place. Même situation dans l'industrie du bâtiment, la brasserie, la boulangerie... L'imprimerie n'a généralement

1. Ne faisant pas ici un ouvrage sur le machinisme, nous n'avons pas étudié la question des machines *continues* réunissant les fonctions d'une série de machines, ni la répercussion d'une telle innovation sur la division du travail (V. Brouilhet, *Economie Politique*, p. 367, note 1, cité par Ansiaux, *Economie Politique*, p. 97). Disons toutefois que la question des machines continues est susceptible d'intéresser les artisans d'une façon toute particulière.

2. Il arrive parfois qu'un même individu s'adonne à des travaux d'ordres très différents, par exemple l'ouvrier agricole qui devient maçon en hiver, le facteur rural qui s'improvise coiffeur dans son village, mais il n'y a rien là qui puisse être comparé à l'intégration.

pas de débouchés comparables à ceux de la métallurgie, des charbonnages, des filatures... » Le recensement belge de 1896, qui n'inscrit dans la petite industrie que les établissements occupant moins de cinq ouvriers, constatait que sur 212.000 entreprises de la petite industrie, plus de 190.000 soit les 9/10, se concentrent dans 25 métiers presque tous purement locaux. En voici la nomenclature par ordre d'importance : couturières, cordonniers, menuisiers, boulangers, tailleurs, forgerons, débardeurs, maçons, blanchisseurs, modistes, peintres, voituriers, sabotiers, charrons, menuisiers, couvreurs, scieurs de bois, plombiers, selliers, tonneliers, vanniers, lingères, chaudronniers, bateliers.

La cause de la survivance apparaît ici très clairement. « Le métier est une production directe, pour la clientèle locale (1). » Les travaux de réparations ou de simples montages paraissent tout indiqués pour la petite entreprise. C'est ainsi que les inventions de la bicyclette et de l'automobile ont permis l'établissement d'une quantité de mécaniciens tant dans les villes et faubourgs que dans les campagnes. Les inventions nouvelles peuvent donc donner lieu à de nouveaux métiers et la petite industrie ne doit donc pas seulement être considérée comme un vestige du passé mais au contraire comme quelque chose de vivant.

IMPORTANCE NUMÉRIQUE DES ARTISANS.— « D'après M. Brenier, député, les statistiques suivantes étaient établies en 1918 :

Les entreprises de	0 à 3	salar. occupaient.	2.964.553	salar.
—	4 à 10	—	1.444.154	
—	11 à 50	—	1.092.760	
—	51 à 100	—	405.133	
—	plus de 5.000	—	<u>140.477</u>	
			7.619.913	

« En conséquence les entreprises artisanales dont le maximum de salariés employés est de 10, occuperaient 4 millions et demi sur les 7.619.913 indiqués, y compris les artisans travaillant seuls.

« D'après M. Béranger, sénateur rapporteur de la commission des finances du sénat lors de la discussion, en juillet 1922

1. Ansiaux, *Traité d'économie politique*. Paris, 1920, pp. 209 et 210.

de la fiscalité des petits artisans, le nombre des artisans travaillant seuls était évalué 353.000 environ.

Enfin d'après le ministre des finances... le nombre des contribuables dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 150.000 francs serait de 1.500.000. En comptant environ 500.000 commerçants proprement dit, le million restant serait représenté uniquement par les artisans travaillant seuls ou n'employant pas plus de trois salariés.

« Dans un avenir prochain « l'électrification des campagnes accroîtra le nombre des entreprises artisanales (1). »

Le rapport cité fixe à 10 le maximum des employés d'une entreprise artisanale. On verra plus loin (ch. IX, s. II) qu'une commission chargée d'établir des coefficients pour le calcul par forfait des bénéfices industriels et commerciaux, n'a considéré comme artisanales que les entreprises n'occupant pas plus de cinq personnes.

Le chef d'un petit établissement peut travailler pour des particuliers. Il peut travailler pour des commerçants. Dans le premier cas qui est celui de beaucoup d'artisans ruraux : maréchaux-ferrants, cordonniers, charrons, etc., les matières employées et les machines utilisées sont le plus souvent la propriété du travailleur. Dans le second cas, si l'on prend le mot « commerçant » dans son acception courante selon la terminologie économique, il paraît impossible que le commerçant ait cette propriété soit sur les matières soit sur les machines. Ce serait alors un fabricant qui ne se contenterait pas d'acheter aux artisans pour revendre mais qui ferait effectuer pour son compte des travaux industriels souvent divers et connexes dans des ateliers de famille. Alors si le façonnier est riche il conservera vraisemblablement la propriété de son outillage, mais s'il est pauvre c'est le fabricant qui fera l'avance du capital d'exploitation. Enfin lorsque le façonnier agit sous les ordres et selon la direction du fabricant ou de l'industriel ou d'un intermédiaire, le sous-entrepreneur, il n'est plus qu'un ouvrier à domicile (2). Selon les industries et les cir-

1. Actes du XX^e congrès du crédit populaire Paris (centre fédératif du crédit populaire) 1924, rapport de MM. Cuvillier et Grandadam, p. 52.

2. Sur ces questions v. Ansiaux, *op. cit.*, pp. 263 à 265.

constances l'indépendance de l'artisan est plus ou moins menacée. La situation de l'artisan est souvent assez difficile à distinguer de celle du simple salarié. Elle lui est toujours semblable par ce côté : artisans et ouvriers travaillent manuellement.

Cette analogie de situation a été le point de départ de diverses dispositions fiscales.

D'autre part le législateur a pensé que la petite industrie se trouvait, en France, en matière de crédit, dans une situation défavorable à laquelle il était possible de remédier.

Exposons quelques généralités sur le crédit et les artisans.

LE CREDIT. — Chaque fois que, par l'effet d'un contrat, l'une des parties profite immédiatement de l'obligation stipulée à son profit, mais n'est tenue d'accomplir qu'à terme celle qui est à sa charge, il y a crédit c'est-à-dire confiance faite par celui qui exécute immédiatement son obligation à celui qui jouit d'un délai. Tel est le cas de la vente d'un objet quand le prix est payé par versements ultérieurs. Généralement celui qui profite du terme voit son obligation accrue. Le créancier, mettons le vendeur, qui a octroyé un terme à celui qui est son débiteur d'une somme d'argent ou d'une chose fongible, peut demander à un tiers de lui fournir immédiatement cette chose contre transfert de la créance et paiement d'une certaine somme pour prix du service rendu. Tel est le cas de l'escompte en banque.

Les opérations de crédit intéressent les artisans (1). Elles

1. « Les besoins de crédit du petit commerce et de la petite industrie sont les mêmes que ceux du grand commerce et de la grande industrie et proviennent des mêmes causes : 1^o Achat ou location d'immeuble de machines et d'outillages, avances de loyer ; — 2^o Achat de matières premières, de marchandises et des divers objets de leur commerce ou de leur industrie ; — 3^o Payement des salaires des employés et ouvriers, de personnel, etc. ; — 4^o Frais généraux qui comprennent, notamment, l'entretien des immeubles et du matériel. Il faut tenir compte aussi de la nécessité de constituer des réserves. »

(Projet de loi ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et moyen commerce, à la petite et moyenne industrie, n^o 2212, Ch. des députés, 1912. Paris, 1912. Impr. spéciale de la Ch. des dép., p. 37 [Rapport de la commission extraparlamentaire]).

leur permettent, par exemple, d'acheter des matières premières et de les travailler mais de ne les payer que lorsque certains objets en cours de fabrication ou déjà fabriqués au moment de l'achat, auront été vendus, ou même que lorsqu'elles auront, ces matières premières, été complètement ouvrées et que les objets ainsi fabriqués auront été revendus en tout ou en partie (1). Il s'agit là de crédit à *court terme* parce que c'est dans un délai restreint que, normalement, l'artisan doit faire rentrer dans sa caisse la somme qu'il doit.

Dans la même catégorie de crédit rentreront celui qui est utilisé pour fournir une machine en combustible et y faire des dépenses de menus entretiens, celui même qui permettra l'achat d'un outil de peu de valeur.

Le crédit, lorsqu'il tend à faciliter à l'artisan l'acquisition d'instruments de production, de la propriété du local où il habite ou travaille, du droit à un bail, etc..., d'une façon générale lorsqu'il se rapporte à l'installation d'un artisan, ou à l'amélioration d'une installation déjà existante, est à *long terme* parce qu'il faudra à l'artisan un temps considérable pour prélever sur les fruits de son travail la somme importante nécessaire au remboursement et qu'il est logique et possible, au point de vue de la direction financière de l'entreprise, de ne prévoir, chaque année, qu'un remboursement partiel, parce que les choses achetées au moyen de ce crédit sont destinées à durer longtemps et qu'il suffit d'en avoir payé le prix au moment où elles devront être remplacées.

Il y a un rapport indispensable à établir entre la durée

1. Des exemples feront comprendre l'importance de ce genre de crédit : Si le prix des matières premières vient à subir une hausse considérable, ou si des dépenses imprévues, ou simplement fatales et anormales ont été nécessaires, voilà notre artisan manquant de ressources et ne pouvant acheter les matières dont il a besoin pour travailler à moins de recourir au crédit. Si l'on suppose une industrie où règnent successivement une saison de mévente et une saison de ventes précipitées, mais dans laquelle industrie, les objets puissent être fabriqués à l'avance, l'artisan ne pourra fournir un travail régulier exempt de chômage et de surmenage que s'il a des disponibilités suffisamment importantes pour continuer à acheter des matières premières alors qu'il ne gagne rien, ou s'il peut faire appel au crédit.

maxima d'un prêt et la dépréciation plus ou moins rapide des choses achetées à crédit.

D'une façon générale, disons que le crédit à court terme, intéresse le fonds de roulement de l'entreprise, le crédit à long terme les immobilisations.

La possibilité d'obtenir du crédit à court terme, permet donc de réduire l'importance du fonds de roulement, de diminuer par exemple la marge pour imprévus. Les sommes ainsi libérées peuvent être affectées à des immobilisations de telle sorte que le crédit à court terme, dépassant, ainsi, d'une façon indirecte, le rôle qui lui est propre, remplit, dans une très faible mesure il est vrai, l'office de crédit à long terme.

De ce que le crédit est une possibilité de posséder pendant un temps sans avoir à payer le prix de la chose, moyennant une rémunération spéciale, il résulte que le crédit peut être avantageux et qu'il peut être dangereux. Il semble devoir toujours être avantageux, si le profit retiré de la jouissance de la chose est supérieur au prix payé pour jouir à crédit, en somme si le crédit est bon marché. Pourtant il peut arriver que le crédit bon marché, en facilitant les achats, entraîne un accroissement de la demande des choses et, par contre-coup, une élévation des prix. Même en dehors de cette hypothèse, il pousse à acheter inconsidérément des marchandises et objets. Si les choses achetées ainsi n'ont pas donné les avantages escomptés, la dépense faite pourra entraîner une perte. Si l'artisan veut, par exemple, revendre une machine achetée dont il n'a pas un emploi suffisant, il perdra toute la différence de valeur qui existe entre une machine neuve et une d'occasion. Enfin si le crédit est cher, il grève lourdement les frais généraux.

En résumé le crédit est un instrument utile mais dangereux. Il peut sauvegarder l'indépendance de l'artisan. S'il permet d'acheter des matières premières, il évitera à l'artisan de travailler à façon seulement, et lui permettra, au cas où la nature du métier le comporte, de continuer à fabriquer pour vendre à des particuliers et non de travailler pour des industriels et des commerçants qui, en général, sont seuls à faire travailler à façon. Lorsqu'un façonnier est propriétaire de son outillage il a, pour choisir celui ou ceux pour le compte duquel ou desquels il travaille, une liberté qu'il n'a

pas lorsque l'outillage appartient à un industriel ou à un commerçant.

Justement ceux qui ont des raisons et des possibilités de faire du crédit aux façonniers, voire aux artisans, sont souvent des commerçants et industriels en relation d'affaires avec eux. Un façonnier pourra demander à un industriel pour le compte de qui il travaille, une avance lui permettant d'acquérir telle machine dont il a besoin ; mais tant que l'avance ne sera pas remboursée, il reste l'obligé de l'industriel. En Angleterre au milieu du XVIII^e siècle, les tisserands façonniers perdirent peu à peu la propriété de leurs métiers. Ils étaient pauvres même lorsqu'ils possédaient, comme il était de règle dans la vallée de Halifax, leur maison et autour un jardin potager. Si la récolte était mauvaise la nécessité d'emprunter se faisait sentir. Le marchand drapier prêtait, garanti par l'outillage. Faute de faire face aux échéances, le marchand devenait propriétaire de l'outillage (1). Il est vrai qu'en l'espèce, il s'agissait de crédit à la consommation, et il ne faut pas dire : les tisserands perdirent leur indépendance et devinrent pauvres, mais les tisserands étaient pauvres et perdirent leur indépendance (2).

Le louage de chose et le prêt sont des opérations qui ressemblent au crédit. Elles en diffèrent parce que le locataire n'acquiert jamais la propriété. Mais, en fait, il peut être plus avantageux d'être locataire que d'être propriétaire, surtout propriétaire à crédit. Ainsi beaucoup de gens très fortunés ne sont que locataires de leurs compteurs à gaz. Dans les grandes villes, où des raisons d'ordre économique, obligent plus spécialement à la construction d'immeubles élevés, la propriété par étage ne connaît qu'un médiocre succès. Une personne, exerçant une certaine profession tire des capitaux qu'elle y engage un rendement généralement supérieur à l'intérêt de la propriété foncière ou bâtie. Aussi ce n'est que lorsqu'elle aura complètement satisfait les besoins de son

1. P. Mantoux, *La Révolution industrielle au XVIII^e siècle*. Paris, 1906, p. 43 et s.

2. D'ailleurs les tisserands n'étaient pas dans une situation absolue d'indépendance parce que, faute de débouchés sur place, pour leurs produits, ils travaillaient toujours, qu'ils soient ou non propriétaires de leurs métiers, pour des marchands.

capital d'exploitation, qu'elle s'occupera de devenir propriétaire. Ceci dit, il est juste de reconnaître que l'acquisition de la propriété est pour un exploitant une certitude de stabilité qui vaut d'être prise tout particulièrement en considération. Disons aussi que faute de bailleurs, il faut trouver des vendeurs ou des producteurs ou produire par soi-même (1).

Soit parce que la combinaison à base de crédit est la plus avantageuse, soit parce qu'elle est la seule possible, il arrive donc que l'artisan sente le besoin du crédit.

Difficultés que rencontre l'artisan. — Sa situation est toute particulière : il n'est pas, pour les banquiers, un client intéressant. Le fournisseur de crédit a besoin de garanties. Au point de vue du crédit à court terme, il y a tout d'abord les garanties morales, mais, pour être à même de les apprécier, il faut souvent des démarches et des dépenses qui ne valent d'être faites que si la somme à fournir est importante et procure un droit d'escompte suffisant. Or, précisément, les artisans vendent relativement peu, ce sont de petits industriels, ils n'achètent, par conséquent que pour de petites sommes. De plus ils font, chacun, beaucoup moins d'opérations de crédit que les industriels et commerçants importants. Les renseignements sont donc plus difficiles à obtenir. Il en résulte que la signature d'un artisan ne rend guère bancable du papier commercial. Le fournisseur de matières premières peut, il est vrai, consentir lui-même un crédit, s'il connaît personnellement son acheteur, et se procurer de son côté des disponibilités par l'escompte, mais l'acceptation par le débiteur artisan ne servira pas à la circulation de la traite.

D'autre part « forcé de recruter sa clientèle parmi ceux qui ne peuvent payer comptant, le petit commerce doit traiter avec les moins bons payeurs, et il ne peut guère songer à créer des valeurs en couverture de ses modestes ventes, ses acheteurs ne s'y prêtant pas. S'il s'y résout pour mobiliser les ressources dont il dispose, il risque en cas de non paye-

1. Ainsi tandis que le louage de compteurs à gaz et de bicyclettes est une chose courante, le louage de beaucoup de machines est totalement inconnu. Force est bien de s'adresser à ceux qui font la vente au comptant ou à tempéraments. Ainsi encore le manque de locaux offerts en location oblige à acheter ceux qui sont offerts en vente, ou à les faire construire ou à les construire soi-même.

ment et de poursuites judiciaires d'avoir à supporter des frais qui dépassent de beaucoup le bénéfice qu'il aurait dû réaliser » (1).

Enfin la concentration bancaire qui a été favorable au commerce et à l'industrie par l'abaissement du taux de l'es-compte, a entraîné la disparition des banques locales en rapports personnels avec les industriels et les commerçants de la région (2).

Au point de vue du crédit à long terme, les garanties morales se révèlent particulièrement insuffisantes. Tandis que dans une puissante société anonyme ou même en nom collectif, on peut espérer que les principaux actionnaires ou intéressés veilleront au renouvellement des compétences, il faut craindre, dans un établissement modeste, que le sort de cet établissement ne soit entièrement lié à celui du chef (3), de telle sorte que si le maître vieillit prématurément ou s'il meurt laissant un fils incapable, tout périclite.

D'ailleurs la disparition des banques locales a eu pour conséquence la suppression du crédit à long terme (4) dont les petits industriels et commerçants souffrent tout particulièrement, tandis que les sociétés importantes peuvent procéder à l'émission d'actions et d'obligations. Quelles garanties réelles l'artisan peut-il donner ? Il y a tout d'abord l'hypothèque s'il est propriétaire du logement dans lequel il habite. Il y a aussi l'outillage, acheté à crédit, mais cet outillage perd de sa valeur, tout d'abord par le seul fait de la prise de possession par l'artisan, puis ensuite par l'usage. Il faut donc que le tableau d'amortissement en soit très bien dressé, et que la somme avancée soit, même dès le début, inférieure à la valeur de l'outillage, ou qu'une garantie complémentaire soit appréciée. Dans les villes on doit se méfier de déménagements clandestins. On a pensé aussi

1. Ch. des députés, rapport n° 2212, p. 37. Paris, 1912.

2. Rap. 2212, exposé des motifs, p. 1.

3. Rapport n° 2212, p. 390.

4. On sait que les établissements de crédit opérant surtout avec des dépôts à vue ne peuvent pas pratiquer de prêts à long terme. Voir le rapport 2212 déjà cité p. 41 et le deuxième rapport Landry (n° 2590, Ch. Paris, 1913), p. 5 et s. Ce rapport constatait qu'en Allemagne la concentration bancaire n'avait pas revêtu la même forme qu'en France ni eu les mêmes conséquences (p. 9).

se trouver une garantie dans le nantissement du fonds de commerce, et, pour faciliter la chose on a compté sur le vote de la loi dite sur la propriété commerciale en faveur des locataires qui permettrait au fonds de ne pas diminuer de valeur à l'approche de la fin du bail. Mais que vaut un fonds de commerce dont le maître ne peut faire face à ses engagements? La valeur de l'emplacement (et pas même si cette valeur est dépréciée du fait de l'insuccès du commerçant). Aussi le système ne peut fonctionner que si le nantissement porte sur cette valeur, que si celle-ci, par conséquent, ne trouve pas une contre-partie entière dans le prix du loyer. Autrement dit le propriétaire doit louer ses locaux au dessous de ce qu'ils valent, pour que la différence dont il est privé, figure toujours, capitalisée, à l'actif du locataire commerçant, même défaillant.

Voilà pour le crédit.

QUESTIONS FISCALES. — En ce qui concerne les questions fiscales; l'accroissement des impôts, corrélativement à l'appauvrissement de la France, à la suite de la grande guerre, en rend l'intérêt plus actuel. Il n'est pas indifférent pour un producteur de payer ou non au fisc la taxe sur le chiffre d'affaires, de bénéficier ou non de larges exemptions à la base en matière d'impôts cédulaires, de payer ou non les centimes additionnels à la patente.

On le voit, les lois de crédit et les lois fiscales intéressent directement la bourse de l'artisan. C'est pourquoi il nous a semblé intéressant d'en donner un commentaire (1).

Nous avons laissé en dehors de notre étude la loi du 12 décembre 1915 sur les coopératives ouvrières de production, parce que ces coopératives ne sont pas nécessairement de petites entreprises ignorant la division du travail. On verra plus loin qu'une loi de 1923 intéresse la coopération,

1. Les personnes qui voudraient avoir une vue générale sur le mouvement législatif en France des choses qui concernent les artisans trouveront des renseignements intéressants dans les comptes rendus de différents congrès syndicaux notamment à la Confédération générale de l'Artisanat français à Paris, 30, rue des Vinaigriers; sur les questions de l'apprentissage et de l'orientation professionnelle, l'ouvrage récent *Les Chambres de Métiers*, Paris, 1925, de M. Barraud est d'une lecture particulièrement attrayante.

en matière de crédit aux artisans, mais ce n'est qu'à titre secondaire, les coopératives ne devant ici faire que des opérations accessoires à l'exercice isolé et indépendant des métiers. Toutefois la loi fiscale du 4 avril 1926, a fait une très petite place aux artisans travaillant en association.

LEXIQUE. — On lit dans le dictionnaire de Littré.

« Art : 1^o Manière de faire une chose selon certaine méthode, selon certains procédés...

« Artisan : 1^o Celui qui exerce un art mécanique, un métier.

Syn. : Artisan, ouvrier. L'étymologie est au fond de la distinction qui existe entre ces deux mots. L'ouvrier de *opera*, œuvre, fait un ouvrage ; artisan de *ars*, exerce un art mécanique. L'artisan est un ouvrier, mais l'ouvrier n'est pas un artisan... Bref, artisan, retenant toujours son étymologie, indique l'homme exerçant un métier considéré comme un art mécanique.

« — Remarque : L'académie ne donne pas le féminin artisan. Cependant les lexicographes réclament l'enregistrement de ce mot, qui en effet se dit : une artisanne, la femme d'un artisan ; la classe artisanne, la classe des artisans. Dans les anciens dictionnaires on trouve noté que artisanne ne se dit qu'au figuré : La Sagesse est l'artisanne de toutes choses. »

Nous allons donner de l'artisan une définition différente.

Ici nous considérons que le trait essentiel qui le distingue de l'ouvrier c'est sa qualité de patron. La citation qui vient d'être faite montre une tendance à accueillir le mot *artisan* comme *adjectif*, et le féminisme *artisanne*. Des néologismes ont été créés, auxquels la répétition des « a » donne une consonance peu harmonieuse ; mais il faut les connaître puisque la loi les a adoptés ; ce sont l'adjectif *artisanal* (fém. *ale*) qui présente sur l'adjectif artisan l'avantage d'une forme nettement différente de celle du substantif, et aussi le substantif *artisanat* que l'on emploie pour désigner l'ensemble des choses qui concernent les artisans, la classe des artisans, l'ensemble des artisans, etc.

Il semblerait, d'après la définition de Littré, qu'il faille distinguer entre les personnes exerçant un métier d'art et les autres, mais ni les lois que nous étudierons ici, ni la loi sur les chambres de métiers ne font cette distinction.

Par contre d'autres confusions doivent être soigneusement évitées.

L'artisan est un *travailleur manuel et non un artiste ou un intellectuel*. Un peintre ou dessinateur paysagistes sont des artistes, mais un dessinateur industriel est un artisan. Le photographe est plutôt considéré comme un artisan. On admet aujourd'hui que le chirurgien exerce une profession libérale. Il n'en a pas toujours été ainsi ; ce n'est qu'en 1743 qu'un édit sépara définitivement la corporation des barbiers de celle des chirurgiens. Le vétérinaire aussi exerce une profession libérale. Au contraire un hongreur exerce un art mécanique. Dans ces conditions il est bien difficile de dire que le manucure exerce une profession libérale non plus que le coiffeur. D'autre part on ne peut les considérer comme de simples marchands. Les pharmaciens sont à la fois marchands et travailleurs intellectuels, et ne sont pas des artisans. La pratique de tout métier suppose la mise en œuvre d'un certain minimum de connaissances intellectuelles, et beaucoup de professions intellectuelles supposent l'exercice d'une habileté manuelle et même parfois d'une force physique considérable. L'opposition entre intellectuels et artisans ne saurait donc être absolue. Il s'agit d'apprécier l'importance respective des connaissances intellectuelles et de la simple habileté manuelle à mettre en œuvre dans chaque profession. Que fait le chirurgien ? Il compare des symptômes, diagnostique, puis éventuellement pratique une opération. Et alors, ce faisant, si de nouvelles données lui sont révélées il modifie, au cours même de l'exécution, le plan primitif d'intervention chirurgicale. Que fait l'ouvrier chargé de « dépanner » un moteur ? Il diagnostique, démonte une partie du moteur, se rend compte éventuellement d'un défaut qu'il n'avait pas soupçonné, effectue les réparations nécessaires. Pourtant ce n'est qu'un ouvrier, car l'ensemble des connaissances à mettre en œuvre est réduit.

Plus difficile encore, peut-être, est la question de savoir *s'il faut ou non distinguer l'artisan du simple manœuvre*, et comment le faire. Le projet Courtier sur l'organisation des chambres de métiers, ne reconnaissait comme maître-artisan que celui « qui exerce un métier manuel, soit en mettant en

œuvre la matière première pour la transformer en produits ouvrés, soit en procédant sur des objets déjà fabriqués, à des opérations destinées à en prolonger ou à en faciliter l'usage, à condition... » Cette définition eût exclu tous ceux qui donnent des soins aux corps, le manucure, le coiffeur, et aussi le simple travailleur manuel, par exemple le portefaix. Mais dans le texte promulgué, l'incidente « soit en mettant... soit en procédant... » a été supprimée. Il reste que l'artisan exerce un métier, un art mécanique. Qui dit art, dit ensemble de procédés techniques à mettre en œuvre pour arriver à un résultat, et par conséquent apprentissage, tout au moins essais répétés et corrigés jusqu'à l'acquisition de l'habileté suffisante. Ce métier peut être extrêmement simple : un peintre en bâtiment est artisan. Un déménageur n'en serait pas un car, outre que l'essentiel du métier porte sur une opération de transport qui est une opération commerciale, on a recours à l'ébéniste lorsqu'il faut monter ou démonter des meubles précieux. Le cireur de bottes concourt bien à la perfection d'un objet. Pourtant l'opération qu'il fait est si simple qu'il est difficile de le considérer comme artisan. Par contre le rempailleur de chaises, le remouleur-ambulancier, le réparateur de porcelaines et faïences sont des artisans.

Dans le sens courant, l'expression « les artisans » désigne les maîtres et leurs compagnons. Ici elle désigne uniquement les maîtres qu'ils aient ou non des compagnons. Ainsi considéré, l'artisan occupe, nous l'avons vu une situation médiane. Comme l'ouvrier il travaille manuellement. Comme l'entrepreneur il est chef d'établissement. Dans cette réunion du travail de direction et du travail d'exécution réside un critérium très sûr de la qualité d'artisan.

Il s'ensuit, pratiquement, que l'entreprise de l'artisan est de proportions modestes, car dans une entreprise importante, le maître, accaparé par le travail de direction, ne dispose pas du temps nécessaire pour collaborer utilement avec ses compagnons. Toutefois il n'est pas toujours commode d'apprécier si un patron travaille habituellement ou ne travaille qu'occasionnellement avec ses ouvriers.

Les artisans sont loin d'avoir des situations semblables. Par exemple le façonnier, même lorsqu'il travaille pour des

particuliers, doit être soigneusement distingué de l'artisan qui travaille avec les matières lui appartenant.

Aussi lorsque le législateur a arrêté des dispositions fiscales ou de crédit, il a tenu compte des données particulières à chaque problème à résoudre. Il ne faut guère chercher, hors de la loi sur les chambres de métiers, de loi qui concerne les artisans en général. Parfois un texte désigne les bénéficiaires par un ensemble de conditions et n'emploie pas le mot artisan, ou bien s'il emploie les expressions « artisans », « petits artisans », il en précise le sens dans une définition à l'usage de la seule application du texte, ou confie le soin de le faire à une commission.

Nous avons vu que les frontières du domaine qui comprend les artisans sont difficiles à déterminer. Il convient de le faire pour l'application de chaque texte particulier, en se référant au but poursuivi par le législateur ; s'agit-il par exemple d'exemptions fiscales on n'écartera pas les plus modestes travailleurs, s'agit-il au contraire d'organiser l'apprentissage il serait logique de les évincer.

Nous terminons cette préface, en présentant nos remerciements aux personnes accueillantes que nous avons eu l'avantage de rencontrer, et particulièrement à M. Allix, professeur à la Faculté de Droit dont les directives nous ont été des plus précieuses.

PREMIÈRE PARTIE

CRÉDIT

CHAPITRE PREMIER

Généralités.

Lorsque le législateur, à la suite de nombreuses récriminations (1), se décida à organiser le crédit populaire un vaste champ d'expérience pouvait être exploré avec fruit. C'est ce que fit la commission extra-parlementaire réunie en 1911.

En ce qui concerne le crédit populaire urbain à la production, elle constata qu'en 1830 et en 1860, l'Etat était venu en aide directement aux commerçants et industriels.

Du crédit extraordinaire de 90 millions de francs ouvert au ministre des Finances par la loi du 17 octobre 1830 afin de « conjurer les effets de la crise commerciale et économique que les événements de 1830 faisaient craindre », une somme de 29.811.329 francs avaient été dépensée qui (1), augmentée des intérêts courus et de frais divers, formait au 1^{er} janvier 1891 un total de 34.106.177 francs sur lequel 28.267.185 francs avaient été remboursés, la différence étant considérée alors comme définitivement irrécouvrable. La proportion entre les créances irrécouvrables et le capital versé ressortait à 44,79 % pour les entrepreneurs qui ont engagé le matériel de leur établissement, à 34,22 pour les emprunteurs avec garantie hypothécaire, à 22,49 pour les emprunteurs ayant disposé des marchandises en garan-

1. Rapport n° 2212, p. 64.

tie, mais à 2,48 seulement pour les emprunteurs simplement cautionnés. Le tableau montre que les garanties réelles ne sont pas toujours les meilleures.

La loi du 1^{er} août 1860 fut votée pour octroyer aux industries nationales des subsides nécessaires à la réorganisation de leur outillage que le traité de commerce d'allure libérale conclu la même année avec l'Angleterre rendait indispensable pour soutenir la concurrence étrangère désormais plus redoutable. Trente-six millions dont les huit-dixièmes contre garantie hypothécaire (1) furent avancés à 213 industriels. Le rapport de la commission extra-parlementaire calcule qu'au 1^{er} janvier 1910 la perte du Trésor était de onze millions sur une créance de 52 millions, soit 21 % (sans compter les intérêts des sommes considérés entre temps irrécouvrables), et soit 28 % par rapport au seul capital des avances consenties (2).

Parmi les institutions subventionnées, la caisse de prêts en faveur des chefs d'ateliers de la fabrique de soie de la ville de Lyon « fondée en 1882 et immédiatement reconnue comme établissement d'utilité publique, paraît être la plus ancienne institution de crédit populaire créée en France pour venir en aide aux artisans » (3). Cette caisse prête sur les métiers et sur les instruments de travail en cas de chômage. Elle prête également pour favoriser la transformation de l'outillage. Il est remarquable que « la somme remboursée par les tisseurs possédant des métiers mécaniques est, en tenant compte de l'importance des sommes prêtées, huit fois moins élevée que celle remboursée par les emprunteurs ayant des métiers à bras » (4). Les créances de plus de dix ans sont considérées comme irrécouvrables. Il restait à rembourser en 1911, 41 % des sommes prêtées pour l'outillage en 1900, et, parmi les sommes remboursées, figurent, pour un tiers, des versements gracieux opérés par l'Etat afin de permettre de majorer de moitié les remboursements effectués.

Quant aux banques populaires proprement dites, après

1. P. 69 du rapport précité.

2. P. 71.

3. Rapport n° 2212, p. 73.

4. Rapport de l'exercice 1905 cité par le rapport de la commission extra-parlementaire, p. 75.

une étude très détaillée, le rapport de la commission extra-parlementaire arrivait (1) aux conclusions suivantes : 65 sur 84 avaient disparu, 37 ayant vécu moins de cinq ans, 15 de cinq à dix ans, 7 de dix à quinze ans, 6 plus de quinze ans. Les échecs proviendraient du défaut de compétence du personnel dirigeant, corollaire d'un manque de rémunération (2), de la pratique développée des prêts directs à long terme, avec pour corollaire une immobilisation presque immédiate de presque toutes les ressources de l'établissement et la charge d'aléas trop grands (3), du manque de garanties exigées et de la mauvaise qualité de leurs clients (4).

Après avoir passé en revue les institutions de crédit populaire existant à l'étranger, le rapport de la commission contient les conclusions suivantes (pp. 371 et s.) :

Les institutions de crédit populaire urbain sont ignorées dans maints pays, quand elles existent c'est en moins grand nombre que les institutions de crédit agricole.

En ce qui concerne le crédit populaire urbain :

1° « Dans tous les pays sauf au Japon, au Danemark et en Suède, la création (en) est due à l'initiative privée... ». L'Etat n'est intervenu que pour consacrer, en leur donnant un statut légal, des associations ayant fait leurs preuves ;

2° Le développement de ces institutions est généralement beaucoup plus important dans les pays où l'esprit d'association est plus vivace ;

3° Le crédit populaire affecte ordinairement la forme coopérative et son développement est un corollaire de l'extension de la coopération sous toutes ses formes ;

4° Il n'y a pas exclusion de coopératives de consommation ni de production ;

5° La grande majorité des prêts sont à court terme. Les crédits à long terme sont généralement consentis sur hypothèque ;

1. P. 189.

2. « Les banques populaires qui ont prospéré sont celles qui ont eu la chance d'avoir à leur tête des hommes capables » : (Rapport, n° 2212, p. 189).

3. « Les banques populaires qui ont survécu ont, toutes, supprimé ou considérablement réduit les prêts à long terme et elles font de l'escompte leur principale base d'opérations ».

4. V. le rapport, p. 189 et à titre d'exemple concret, pp. 147 et 148.

6° Toujours, et même en matière de crédit à court terme, des garanties sont exigées soit réelles (hypothèque, nantissements...) soit personnelles (cautions, engagements solidaires d'associés, etc...);

7° « Dans de nombreux pays et particulièrement dans ceux où les banques populaires se sont le plus développées, la valeur moyenne des opérations d'escompte faites par ces institutions est relativement élevée ». Il est vrai qu' « il suffit de quelques grosses opérations pour augmenter sensiblement cette valeur moyenne » ;

Les banques populaires font généralement toutes les opérations de banque sauf les « opérations de spéculation et l'achat de titres ou d'immeubles pour le compte de l'institution » ;

8° Les crédits sont accordés par préférence, voire exclusivement, aux associés ;

9° Beaucoup de banques populaires reposent sur la responsabilité solidaire soit illimitée, soit limitée de leurs associés;

10° « Dans certains cas, les institutions de crédit populaire ont été fondées avec le concours de corporations publiques locales... » ;

11° « Les prêts directs de l'Etat ne se rencontrent sous forme d'institutions permanentes que dans les Etats Scandinaves... » ;

12° « Les tentatives faites dans divers pays pour fonder, d'abord, des organismes centraux destinés à augmenter (lire sans doute : alimenter) des caisses locales à créer, ont toutes abouti à des échecs... » Aussi bien dans tous les pays les caisses centrales ne sont apparues (avec ou sans le concours de l'Etat) que pour couronner un édifice que des banques populaires et leurs fédérations avaient à peu près complètement terminé ;

13° « Dans plusieurs pays, les caisses d'épargne sont autorisées à placer une partie de leurs fonds soit en prêts à des coopératives de crédit... soit en avances ou escomptes », mais elles recherchent souvent des effets d'une grosse valeur et ne font pas, dans ce cas, du crédit populaire ;

14° « Diverses exemptions d'impôts ont été accordées à certaines institutions de crédit populaire... »

Enfin tandis que « en Allemagne les adhérents de nombreux

et anciens « Vereine » non seulement se connaissent et se réunissent fréquemment, mais encore sont suffisamment au courant des affaires les uns des autres pour pouvoir, le cas échéant, exercer sur eux une sorte de surveillance mutuelle », et que dans de nombreux pays règne un état social analogue, — « en France, au contraire, l'esprit de la grande majorité des habitants est nettement individualiste... ; toute ingérence de tiers soit pour surveiller la marche des affaires, soit pour contrôler l'emploi des fonds prêtés apparaît comme une vexation insupportable ». Le Français n'a généralement qu'un moindre besoin d'emprunter, les fortunes étant divisées, la chose lui répugne et s'il le fait c'est le plus discrètement possible.

Les conclusions qui, trop longuement peut-être, viennent d'être résumées, n'étaient pas encourageantes. Elles commandaient d'agir avec une grande prudence. Aussi, n'est-il pas étonnant que lors des travaux et débats parlementaires on renonça à organiser le crédit à long terme et à créer un établissement central et des banques auxiliaires pour dispenser ce crédit.

Après maintes vicissitudes on aboutit à la loi du 13 mars 1917 sur le crédit à court terme au petit et au moyen commerce, à la petite et moyenne industrie, aux deux lois du 7 mai 1917 sur le crédit aux coopératives de consommation.

Lorsque vint la fin de la guerre, le législateur pensa qu'il fallait faciliter aux démobilisés la reprise de leurs occupations professionnelles. La loi du 22 novembre 1918 s'occupa des salariés (1). Celle du 24 octobre 1919 s'occupa des petits commerçants et industriels. Mais tandis qu'il suffisait de rendre aux salariés l'emploi qu'ils avaient cessé de tenir, il fallait fournir aux petits commerçants et industriels démobilisés dont les entreprises avaient périclité les avances nécessaires pour les achats indispensables de matières premières, marchandises, outils. La loi organisa donc le crédit à long terme jugé nécessaire pour atteindre le but proposé. Ce n'était en somme qu'une mesure exceptionnelle compa-

1. Depuis, la loi du 23 juin 1921 est venue garantir, à titre permanent normal, la reprise de leur travail ou de leur emploi aux hommes appelés sous les drapeaux.

rable à celles qui ont été prises à diverses époques en considérations d'événements divers (1).

Mais l'idée d'organiser le crédit à long terme, à titre moins exceptionnel n'était pas abandonnée. Dès avant les lois de 1917, le crédit à long terme avait été créé (L. 18 décembre 1915) en faveur des sociétés coopératives ouvrières de production ; c'est du 4 décembre 1913 que date la loi réorganisant le crédit maritime mutuel sous les deux formes à long terme et à court terme. On le voit, le législateur procède par des lois à objectifs limités ; c'est afin de tenir compte des particularités propres à chaque sorte de crédit, et aussi pour des raisons d'opportunité et de prudence. Une loi du 27 décembre 1923 organisa le crédit collectif aux artisans et le crédit individuel à long terme aux petits artisans.

Il reste maintenant à étudier quelques-unes des lois dont il vient d'être parlé.

1. En 1830 et en 1860 (V. *supra*, pp. 23 et s.) ainsi qu'en 1902 (à la suite d'inondations catastrophiques), le législateur décida l'ouverture de crédits pour permettre des prêts à certaines personnes (industriels sinistrés, etc.).

CHAPITRE II

Loi du 13 mars 1917.

La loi du 13 mars 1917 a pour objet d'organiser le crédit à court terme au petit et moyen commerce, à la petite et moyenne industrie.

Elle intéresse grandement les artisans, encore qu'elle ne les intéresse pas seuls.

Le titre I^{er} : porte « Sociétés de caution mutuelle », le titre II « Banques populaires », le titre III « Dispositions générales ». Les « sociétés de caution mutuelle » ne font pas d'opérations bancaires. Elles ne prêtent pas d'argent, mettant seulement leur signature sur le papier de leurs membres pour en faciliter l'escompte en banque. Les banques populaires qui remplissent certaines conditions peuvent recevoir des avances de l'Etat ce qui facilitera leurs opérations d'escompte, un peu comme les sommes que le public confie à un taux généralement très minime aux grands établissements de crédit, à cause de leurs bases imposantes, donne à ces établissements de grandes commodités pour faire l'escompte. Les règles contenues dans la loi n'étaient, au début, obligatoires que pour les sociétés qui voulaient bénéficier des avantages prévus au texte. En parlant des banques populaires et des sociétés de caution mutuelle nous n'aurons en vue, ici, que les sociétés se conformant aux dispositions de la loi de 1917. On verra d'ailleurs que la loi du 7 août 1920 a subordonné l'usage de la dénomination « banque populaire » à l'octroi d'une autorisation administrative, d'où il résulte que les banques

qui voudront se qualifier de populaires feront bien de se conformer à l'esprit de la loi de 1917.

L'intervention des sociétés de caution mutuelle n'est pas indispensable au fonctionnement de la loi, car les banques populaires ne sont pas tenues d'exiger de leurs clients l'adhésion à une société de caution mutuelle. On verra plus loin qu'il en va différemment pour le crédit artisanal visé par la loi du 27 décembre 1923.

Le décret du 28 juin 1922 ratifié par la loi du 1^{er} mai 1926 (J.O. du 11) porte application aux départements de la Moselle, du Bas et du Haut-Rhin, des lois du 13 mars 1917 et du 7 août 1920. Il décide que les sociétés existantes dans ces départements et soumises à la loi locale peuvent conserver leur régime juridique ou adopter celui de la loi française. Les banques populaires qui conservent le régime local doivent dans les trois mois du décret faire suivre l'expression banques populaires dont elles se servent des mots « du droit local ».

OBJET — Sociétés de caution mutuelle. — *Elles ont pour objet exclusif l'aval et l'endos des effets de commerce et billets souscrits ou endossés par leurs membres à raison de leurs opérations professionnelles* (art. 1^{er}, al. 2^d). Ces sociétés ne font pas de prêts. Elles ne reçoivent donc, ni avances, ni dépôts.

La faculté d'escompter elles-mêmes le papier de leurs membres leur a été refusée comme étant dangereuse pour leur patrimoine (1). C'est uniquement par aval et endos que la

1. M. Jean Codet a accusé le projet d'être l'œuvre de grandes banques désireuses de se réserver l'escompte du papier créé grâce aux sociétés de caution mutuelle (Documents parlementaires, Sénat : 1915, séance du 2 septembre, annexe 307, p. 206, et année 1916, séance du 24 février, annexe 63, f° 6, p. 88). Il a réclamé la transformation des sociétés de caution mutuelle en « véritables banques mutuelles » « recevant une part des avances de la part de la Banque de France, émettant des bons de caisse,... recevant des dépôts de fonds,... ouvrant des comptes courants... » (Sénat, doc. parl., 1916, ann. 63, pp. 88 et 89).

L'accusation de M. Codet se heurte au fait que le projet élaboré par la Commission extraparlamentaire prévoyait l'existence de banques populaires, indépendantes des grandes banques et bénéficiant des faveurs de l'Etat. Par ailleurs, on peut estimer que les sociétés de caution mutuelle qui feraient l'escompte courraient de gros risques. Leurs adhérents, du moins dans les localités de peu d'étendue, pratiquent des métiers très différents dont quelques-uns

garantie est donnée. Elle ne peut l'être, par conséquent, pour une ouverture de crédit qu'une banque consentirait à l'un de ces mutualistes. Ce dernier procédé, bien qu'il fonctionnât en Bohême, a été jugé dangereux par le législateur (1). Il est de plus d'un rendement inférieur à celui qui a été adopté. En effet, la société de caution mutuelle ne peut utilement se porter garante de ses membres que jusqu'à concurrence d'une certaine somme globale : comme toute société son crédit est limité. Si elle procède par garantie de crédits, chaque fois qu'un de ses membres n'utilise pas entièrement le crédit qui lui est ouvert en banque sur garantie mutuelle, la société de caution ne peut faire profiter un autre membre de ces disponibilités sans réduire au préalable la garantie de crédit donnée au premier membre. Au contraire lorsqu'un billet endossé ou avalisé par la société vient à échéance, le remboursement qui en est fait accroît d'autant et automati-

peuvent être à la merci du caprice de la mode, d'autres ruinés par une invention nouvelle. Les caisses locales de crédit agricole qui font des prêts à leurs membres ne connaissent pas ces inconvénients ; de plus, les ruraux sont plus stables et se connaissent mieux entre eux que les citadins, ils présentent souvent des garanties réelles (capital foncier, capital d'exploitation, produits) que ne présentent pas les petits industriels, artisans, et commerçants. Accorder aux sociétés de caution mutuelle le droit de faire directement des prêts eût été leur rendre un mauvais service. Le papier qu'elles auraient escompté, elles auraient très souvent été obligées de le présenter au réescompte à cause de leurs disponibilités forcément réduites. Mais l'ignorance, dans laquelle les banques appelées à faire ce réescompte, se seraient trouvées concernant les affaires des sociétés de caution mutuelle, aurait été la source d'une juste défiance. La création d'organismes faisant obligatoirement ce réescompte aurait été dangereux. De toutes façons un contrôle des sociétés de caution mutuelle par des établissements plus forts devenait indispensable. Il a paru plus radical de supprimer la faculté d'escompte et la disponibilité de fonds que suppose cette faculté ; le métier de banquier, même de petit banquier, ne s'improvise pas.

1. La garantie par apposition de signature cesse lorsque le papier revêtu de cette signature vient à être remboursé. La société ne sera engagée que par une nouvelle signature sur du nouveau papier. Au contraire la garantie de crédit dure par elle-même. « Le système de l'endos et de l'aval présente l'avantage de donner à la société un pouvoir discrétionnaire pour la limitation des crédits. Au contraire avec le système d'une garantie de crédit, il est plus difficile, plus délicat pour la banque de ne pas continuer à donner cette garantie » : [Ch. des députés, 10^e législature, session de 1913, annexe n° 2590, rapport fait au nom de la commission du commerce et de l'industrie... présenté par M. Landry député. Paris, 1913, p. 75].

quement la marge de garantie dont dispose la société. Mais il n'est pas certain, ni souhaitable, que celui qui vient de faire face à une échéance, ait aussitôt besoin d'un nouveau crédit et réclame dans ce but l'aval de la société, tandis, au contraire, qu'un autre membre qui jusque-là n'avait pas demandé de crédit, peut en avoir momentanément besoin pour une somme importante. En ne donnant pas sa garantie simultanément à tous ses membres, la société peut la donner davantage à chacun (1).

Rien ne s'oppose à ce que l'aval soit donné par acte séparé, conformément à l'article 142 du Code de commerce. La loi admet, même, qu'il soit dissimulé sous la forme d'un endossement, ainsi qu'il est courant dans la pratique commerciale car « généralement les commerçants répugnent à faire avaliser ouvertement leur signature » (2) pour ne pas publier ainsi leur peu de crédit, et préfèrent endosser à un tiers complaisant qui ne paye pas l'effet acquis mais le réendosse à un banquier escompteur. Rien ne révèle au public la complaisance du tiers. Mais, en ce qui nous occupe, comme la société de caution mutuelle ne peut pas acquérir d'effets, le procédé ne tromperait personne ; il est donc inutile (3). Bien que le texte ne le dise pas, il y a lieu d'admettre

1. « La forme de société de caution mutuelle à responsabilité limitée est un peu décevante. Un capital de 100 000 francs composé par 1.000 adhérents, tous participants, qui ont souscrit et versé chacun une part de 100 francs ne donne pas à chacun une garantie supérieure au montant de son propre versement, c'est-à-dire à 100 fr... » [Delamarche *actes du XIX^e Congrès des banques populaires*, p. 270, Paris, Alcan]. Ainsi d'après M. Delamarche, pour qu'une société de caution mutuelle puisse fonctionner, il faut bien que la responsabilité ne soit pas limitée aux versements, ou bien que des membres ne participent pas aux avantages de la société. La loi a prévu l'existence de tels membres, peut être suffirait-il que les sociétaires ne profitent pas ensemble de la garantie de la société, jouant ainsi successivement dans une certaine mesure le rôle de membres non participants.

2. Lacour, *Droit commercial*, 1^{re} édition, n° 1225.

3. La jurisprudence n'admet pas sans réserves la validité du procédé ; en particulier un arrêt de la Cour de cassation du 2 février 1904 (D. 04.1.492) a dénié, au tiers dont la complaisance est démontrée tout recours contre celui qu'il a cautionné par endossement. Il est intéressant de noter que la loi de mars 1917 cadre avec une doctrine favorable aux effets de complaisance.

que l'aval peut être donné à propos d'une acceptation qu'un membre de la société aurait faite d'une traite tirée par un fournisseur. La loi ne dit pas que l'effet doit être présenté à l'aval *par* le membre ; rien n'empêche la société de donner son aval ou son endos lorsque le billet qui porte la signature de l'un de ses membres lui est présenté à cet effet par un porteur subséquent (1).

La société devra s'assurer que son adhérent n'a donné sa signature qu'à raison de ses opérations professionnelles.

Banques populaires. — L'article 10-3° déclare : *Les banques populaires ne peuvent faire d'opérations qu'avec des commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales pour l'exercice normal de leur industrie, de leur commerce et de leur métier. Toutefois elles peuvent recevoir des sommes en dépôt de toutes personnes ou sociétés.*

L'expression sociétés commerciales est générique et n'exclut pas les coopératives ouvrières de production, ni les coopératives de consommation (2) lorsqu'elles sont commerciales.

L'article 10-4° continue : *Les statuts doivent exiger que le Conseil d'administration détermine pour chaque client, le montant maximum des escomptes et avances qui peuvent être consentis, et limiter la durée des avances et l'échéance des effets admis à l'escompte.*

On s'est demandé s'il fallait considérer l'article 10-3° comme prohibant toutes opérations, ou au contraire comme n'apportant de restrictions qu'aux seules opérations de crédit. Les raisons d'adopter la seconde solution sont les suivantes (3) : Les paragraphes 2 et 4 ne s'occupent que d'opé-

1. En cas d'aval il n'est même pas nécessaire qu'il soit donné à la signature de l'adhérent. Il peut l'être de celle du présentateur non adhérent. La loi ne le défend pas, et le recours contre le sociétaire est assuré des deux façons. (Mais l'aval ne pourrait être donné à la signature d'un porteur antérieur du titre). La loi a admis que l'aval pouvait être dissimulé sous la forme d'un endossement ; pourquoi n'admettrait-elle pas qu'il ne puisse être dissimulé sous la forme de l'aval à la signature du présentateur, voire d'un porteur intermédiaire ?

2. Cf. Houpin et Boisvieux, *Traité des Sociétés*, 1918, t. II, p. 869, 1^{er} rapport. Landry, p. 85.

3. Voir à ce sujet : *Bulletin du Crédit populaire*, 1919, pp. 208 et suiv., l'article de MM. Dufourmantelle et Renard : de quelques griefs formés contre les banques populaires.

rations de crédit ; le paragraphe 3 doit être considéré comme ne régissant que les opérations de crédit, et le silence qu'il garde touchant d'autres opérations ne serait pas une prohibition. Avant la promulgation de la loi, les banques populaires ne bornaient pas leur activité aux fournitures diverses de crédit, elles souscrivaient des titres, trafiquaient en Bourse, encaissaient des coupons, etc. Si le législateur eût voulu interdire cette pratique il l'eût fait expressément ; au contraire les travaux préparatoires montrent que les banques populaires doivent de plus en plus suppléer les banques locales défaillantes. Une interprétation non libérale conduirait « à refuser aux banques populaires le droit de réescompter leur portefeuille à la Banque de France ou ailleurs puisque ce droit n'est pas expressément consacré par l'article 10 de la loi de 1917 » (1). Les statuts modèles contiennent un article 2 qui interdit aux banques populaires de faire, pour elles-mêmes, toutes autres opérations de bourse que l'achat et la vente au comptant de titres figurant sur la liste des valeurs admises par la Banque de France en garantie d'avances. Ne faut-il pas conclure que ces opérations ne sont pas prohibées lorsqu'elles sont effectuées non pour la banque elle-même mais pour autrui ? Justement l'article 2 des statuts termine ainsi : « elle (la banque) s'interdit également toute participation à des syndicats d'émission ainsi que toutes opérations de bourse à terme tant pour elle-même que pour ses clients ». Mais une objection vient immédiatement à l'esprit : si les rédacteurs des statuts-modèles ont jugé bon de réduire un domaine dont la loi ne se serait pas occupée, c'est que les incursions dans ce domaine présentent des inconvénients pour les banques populaires. Il est bien surprenant que le législateur n'y ait pas pensé. La commission extraparlamentaire avait pourtant passé soigneusement en revue les différents établissements de crédit populaire français et étrangers. Le danger des immobilisations excessives lui était apparu. L'article 2 des statuts-modèles limite à des valeurs facilement mobilisables et, croyait-on alors, peu sujettes à de grandes fluctuations en Bourse, le portefeuille-titre des banques populaires. Mais l'adoption de ces statuts

1. Article cité.

n'est pas obligatoire. Pourquoi d'autres statuts n'autoriseraient-ils pas l'achat de toutes valeurs à terme ou au comptant ? la participation à un syndicat d'émission, malgré le risque de voir les titres rester longtemps à la charge du participant ? la souscription à des affaires nouvelles malgré la difficulté de réaliser rapidement en cas de besoin, tout ou partie des capitaux investis dans ces souscriptions ? Les opérations dont l'article 10-3° ne parle pas constituent un domaine dont certains parages sont dangereux. Pourquoi ne pas penser que le législateur n'a pas voulu abandonner aux statuts le soin de déterminer librement ces parages, mais qu'il a au contraire bel et bien voulu fermer tout le domaine ? Il n'est pas permis aux caisses d'épargne de placer leur fortune en valeurs dites spéculatives, la loi de 1917 les autorise à participer à la formation du capital des banques populaires. L'interprétation libérale conduit à admettre qu'une partie de ce capital (voire la totalité si la banque populaire trouve dans les dépôts et les avances de l'Etat des disponibilités suffisantes pour l'escompte) soit investie en de telles valeurs. Il en résulterait que les Caisses d'épargne pourraient engager indirectement leur fortune dans des valeurs qui ne sont pas admises pour leurs placements personnels.

Il est vrai que depuis la promulgation de la loi le contrôle administratif a été étendu, diminuant les dangers envisagés ; mais comme il s'agit d'interpréter le texte de 1917, il ne faut pas tenir compte de la disposition intervenue postérieurement.

Le décret pour l'application de la loi semble cadrer avec une interprétation sévère car il dispose : «... Les statuts de chaque banque populaire déterminent... les opérations qu'elle fera par application de l'article 10-3° de la loi...» (art. 1^{er} *in fine*). Il ne prévoit aucune réglementation pour d'autres opérations. Bien mieux, « toute demande d'avance formulée par une banque populaire doit être accompagnée » (art. 4^o du décret) d'un certain nombre de pièces. Parmi ces pièces figurent une évaluation en argent de la garantie personnelle des membres de la société lorsque cette garantie existe (art. 4-10^o et 11^o), une copie du dernier bilan (art. 4-8^o), « le tableau des opérations actives et passives du dernier exercice ». Les deux derniers documents ne renseignent pas sur la compo-

sition du portefeuille-titres ; ils feront savoir quelle est l'importance des valeurs mobilières acquises, ils seront muets sur la nature. Des précisions à ce sujet semblent, pourtant, au moins aussi importantes que l'évaluation en argent de la garantie personnelle des sociétaires. Si le décret ne les réclame pas n'est-ce pas tout simplement que les banques populaires ne doivent pas posséder un portefeuille-titres, ou n'avoir dans ce portefeuille que des créances émises sous forme d'obligations ou autrement, et soumises aux dispositions du 4^o de l'article 10 ? Il faut reconnaître, il est vrai, que les enquêteurs désignés par le ministre pour l'instruction de la demande présentée régulièrement peuvent prendre connaissance du livre de la banque et réclamer tous renseignements utiles (art. 5 du décret). Il reste néanmoins acquis que le décret ne paraît pas prévoir d'autres opérations que celles de l'article 10-3^o et 4^o de la loi.

L'argument tiré du silence de la loi sur les opérations autres que les opérations de crédit, et de la prévision implicite aux statuts-modèles de ces dites opérations est donc insuffisant pour justifier l'interprétation libérale.

Que vaut l'argument tiré de l'impossibilité pour les banques populaires de fonctionner normalement en observant rigoureusement à la lettre l'article 10 ?

En ce qui concerne les opérations faites pour les déposants et dont la prohibition serait de nature à tarir les dépôts, on pourrait remarquer que l'autorisation de recevoir des dépôts entraîne celle de faire toutes opérations accessoires ordinairement faites pour le compte des déposants.

En ce qui concerne l'argument tiré de l'impossibilité de faire réescompter le portefeuille commercial ou de réescompter des effets appartenant à une autre banque populaire, il faut remarquer que ces opérations ont été considérées explicitement lors des travaux préparatoires comme devant être faites couramment par les banques populaires (1). On ne

1. V. notamment Sénat, débats, séance du 1^{er} février 1917, p. 109, 3^e vol. rap. Perchot, le passage relatif à l'inutilité de la création d'un établissement central pour opérer la compensation entre les banques populaires ayant un excès et celles ayant un manque de disponibilité

voit pourtant pas que cette possibilité soit expressément indiquée au texte.

Peut-on dire que si la loi passe sous silence ces importantes opérations de réescompte, c'est parce qu'elles sont sous-entendues comme accessoires à celles qui sont énumérées ?

On se trouve, dans ce cas, amené à reconnaître que la loi permet d'autres opérations que celles qu'elle indique.

Comment déterminer ces nouvelles opérations ? Ce seront toutes celles qui ont un *rapport naturel avec l'exercice de la profession bancaire tel qu'il est défini par l'article 10, 3° et 4°*. Ainsi les disponibilités qui ne pourraient pas, faute de demandes présentant les garanties voulues, être employées à l'escompte, seraient valablement utilisées par opérations de reports, réescompte, achats de valeurs à court terme ou facilement réalisables ou susceptibles de procurer rapidement des disponibilités par le moyen d'un emprunt sur titres. Réciproquement, au cas où les fonds liquides seraient insuffisants, les réalisations de valeurs mobilières, la présentation d'effets au réescompte, les emprunts, sont tout indiqués ; les facilités données aux déposants d'effectuer par l'établissement toutes opérations de banque et de bourse sont aussi en rapport étroit avec la recherche par la banque de disponibilités. Les opérations faites pour l'établissement et le fonctionnement matériel de la société telles que : achat des locaux (immeuble ou boutique), achat d'un fonds de commerce en vue de trouver un emplacement, voire une clientèle, d'un droit au bail, acquittement des loyers, installations de mobiliers, émission de prospectus, tout ce qui donne lieu en un mot aux dépenses de premier établissement et aux frais généraux, est licite. La commission extra-parlementaire de 1911 avait, en terminant son enquête, conclu que les banques populaires font toutes des opérations de banques (*suprà*, p. 26, 7°).

Sans doute les banques populaires risquent d'abuser de cette grande liberté. Mais il ne faut pas oublier que celles qui veulent bénéficier de la loi, ont intérêt pour n'en

et pour uniformiser le taux de l'escompte. V. les conclusions (7° al. 2°) rapportées *suprà*, p. 26

V. p. 45, note 3.

être pas privées à rester dans l'esprit de la loi. Celles qui reçoivent des avances de l'Etat sont soumises à un contrôle administratif continu ; leurs statuts doivent être approuvés par l'administration, en ce sens du moins que celle-ci peut ne pas octroyer d'avances si les clauses statutaires paraissent insuffisamment sévères. Tout cela dès avant que la loi de 1920 soit venue restreindre l'usage de la dénomination « banque populaire ». On a vu que les statuts modèles apportent une réglementation bienfaisante à ces opérations accessoires, pour lesquelles le législateur a laissé une trop grande liberté.

On sait que les banques populaires, à la différence des grands établissements de crédit, sont appelées à escompter en grand nombre des effets de commerce peu importants, car c'est pour remédier aux difficultés rencontrées par les moyennes et petites entreprises que ces banques ont été instituées. Néanmoins ni la loi, ni le décret ne fixent aucun chiffre maximum pour le montant de chaque effet admis à l'escompte et ne contiennent aucune disposition déterminant l'importance des entreprises auxquelles le crédit peut être consenti. On a vu (1) que les fournisseurs de crédit ont intérêt à escompter des effets d'une certaine importance. Une banque populaire pourrait systématiquement écarter les petits effets sans encourir déchéance des avantages fiscaux prévus au texte ; mais elle risquerait fort de se voir refuser toute avance par la commission prévue pour l'instruction des demandes d'avances. Les banques populaires auront donc en portefeuille de petits effets et ce sera pour elles une source de frais et de risques. Pour remédier aux risques, l'on a proposé le recours à l'assurance. Malheureusement le propre de l'assurance est de parer à des cas fortuits, à des accidents qui ne dépendent que médiocrement des qualités morales de l'homme. Lorsqu'une police d'assurance contre l'incendie, par exemple, est dressée la compagnie tient compte pour fixer le taux de la prime, de la nature des matériaux employés à la construction, du conditionnement des tuyaux de cheminées, de la présence ou de l'absence de produits inflammables ; cette étude porte sur des choses toutes

1. *Suprà*, p. 15.

matérielles, la façon dont le propriétaire gère ses propres affaires ne joue qu'un rôle insignifiant (1). En matière de crédit, c'est la volonté, l'intelligence, les qualités morales du bénéficiaire qui jouent le rôle principal. Des tables d'insolvabilité, s'il en était dressé, ne rendraient qu'un médiocre service, car il faudrait affecter les chiffres ainsi fournis de coefficients extrêmement divers pour l'application aux cas particuliers, et pour la fixation de ces coefficients, aucun barème ne pourrait être utilement dressé (2).

On verra plus loin que les caisses d'épargne peuvent participer à la formation du capital des banques populaires. On s'est demandé si une collaboration des caisses d'épargne et des banques populaires ne serait pas fructueuse.

Certains, considérant que la situation d'actionnaire est moins sûre que celle de créancier, ont préconisé « l'ouverture dans la banque populaire d'un compte de dépôts d'attente au profit de caisses d'épargne, afin de leur permettre un emploi lucratif des fonds qu'elles reçoivent et dont la Caisse des dépôts et consignations ne leur bonifie les intérêts que par décades... » ; on a fait remarquer que les souscriptions de petits épargnants aux émissions publiques si elles sont faites par l'intermédiaire de la caisse d'épargne... ne peuvent lui laisser aucun profit tandis qu'opérées par la banque populaire, elles bénéficieront d'une commission dont une partie fera retour à la caisse d'épargne (3).

Justement les caisses d'épargne ont des dépôts abondants ; pas les banques. Les caisses d'épargne ne peuvent recevoir des dépôts que jusqu'à concurrence de cinq mille francs par personne : qu'elles fassent, auprès de leurs déposants, de la

1. Notons toutefois que les compagnies se réservent de réclamer pour l'avenir une augmentation de prime en cas de réalisation d'un sinistre.

2. Sur la question de l'assurance crédit voyez : Ch. des dép., 1912 session extraordi. ann. n° 2212. Paris. Imp. de la Ch., 1912, p. 391 : « jusqu'ici toutes les sociétés qui se sont fondées pour garantir les risques d'insolvabilité ont complètement échoué » ; voir également : *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1924, t. XLIX, p. 556, article de M. Jean Delmas.

3. XIX^e Congrès des banques populaires, pp. 217 et s. (Rap. Brémont)

propagande en faveur des banques populaires (1) ! Il n'est pas défendu aux caisses d'épargne de donner des conseils bons ou mauvais à qui les écoute, mais elles n'ont pas le droit d'engager librement les dépôts qui leurs sont confiés ; elles excéderaient leurs pouvoirs en transmettant ces sommes à des banques mêmes populaires. Par contre l'article 13 déjà cité les autorise à faire à ces derniers établissements des prêts sur leur fortune personnelle et jusqu'à concurrence d'une certaine quotité ainsi qu'il a été expliqué. (Rapport Brémont).

Outre les opérations d'avances et les opérations bancaires qui viennent d'être indiquées, les banques populaires peuvent recevoir des avances de l'Etat. Le maximum pour chaque banque est en rapport avec le capital versé (2). La durée ne peut dépasser cinq ans, sauf renouvellement. Les avances « sont immédiatement remboursables en cas de violation des statuts ou de diminution des garanties sur le vu desquelles elles ont été accordées » (art. 12 § 1^{er}).

Une commission spéciale donne son avis pour chaque demande d'avance ou de renouvellement. Le ministre du Commerce décide (art. 12). Le règlement d'administration publique impose la communication de certaines pièces destinées à faire connaître les statuts, les membres participants ou non avec leur intérêt dans l'entreprise, le personnel de la direction, la situation financière de la société, la valeur estimée en argent de la responsabilité personnelle des associés, etc... (art. 4 du décret). « La demande d'avances est soumise à une enquête. La société demanderesse doit tenir ses livres à la disposition de toute personne chargée de procéder à cette enquête et produire tous renseignements qui lui seraient demandés » notamment sur les « sociétés de caution mutuelle dont elle escompte le portefeuille » (art. 5 du décret).

Le gouvernement exige telles garanties qu'il lui plaît.

1. Observation de M. Delamarche dans la discussion sur le rapport cité à la note précédente, p. 220.

2. « Le double du capital versé en espèces » dit l'article 2, mais il est très possible que des lois viennent prochainement accroître la proportion.

Les banques bénéficiaires doivent avertir à l'avance le ministre du Commerce de tout projet de modification à ses statuts ou de dissolution, et tout changement dans la composition de son conseil d'administration. Si le ministre fait opposition et que la banque passe outre, les avances deviennent immédiatement exigibles lorsqu'il s'agit d'une modification aux statuts susceptible de diminuer les garanties de l'Etat (art. 9 du décret). Mais que décider si le ministre garde le silence bien qu'averti en temps utile, c'est-à-dire averti à un intervalle fixé dans la demande d'avances ? Il résulte du texte du décret que l'exigibilité doit être écartée. Mais c'est le contraire qui doit être admis, car l'article 12 de la loi veut le remboursement immédiat en cas de « diminution des garanties », sans restriction.

CAPITAL. Montant, Division. PARTS : Cessibilité, Négociabilité, Remboursement, Caractères. — Lorsque la société adopte la forme à capital variable, il faut, conformément à l'article 49 de la loi de 1867, que le capital initial, ainsi que toute augmentation par année, ne dépassent pas 200.000 fr. Ce chiffre a été porté à 500.000 francs pour les banques populaires, par la loi du 7 août 1920.

Le capital peut-il, contrairement aux dispositions de l'article 51 de la loi de 1867 descendre au-dessous du dixième du capital initial ? *A fortiori*, est-il défendu aux statuts de fixer librement ce minimum ? La raison de le croire réside dans le troisième paragraphe de l'article 2, lequel, en ce qui concerne les sociétés de caution mutuelle, dispose : « Les statuts réservent aux sociétaires le droit de réclamer le remboursement des parts leur appartenant... ».

Cette disposition est à rapprocher de différentes dispositions de la loi de 1867 : l'article 51 de cette loi oblige les statuts à déterminer le minimum au-dessous duquel le capital ne peut descendre, ce minimum devant obligatoirement n'être pas inférieur au dixième du capital initial ; l'article 52 prévoit que les remboursements seront limités par les dispositions qui le précèdent.

La loi de 1917 ne reproduit pas les restrictions ci-dessus. Ce silence signifie-t-il que rien ne doit entraver la faculté de remboursement ? Signifie-t-il au contraire que le législa-

teur n'a voulu qu'éviter une redite superflue ? Le texte actuel est calqué sur l'article 5^a de la loi de 1867 ; il est donc destiné à le remplacer. Les restrictions figurant à cet article et non reproduites, par la loi nouvelle, doivent être tenues pour abandonnées par le législateur. Les travaux préparatoires sont en ce sens (1).

En ce qui concerne les banques populaires, la loi est muette, c'est le droit commun qui s'applique. L'article 2 du décret du 31 janvier 1918 ne peut être considéré comme y dérogeant.

Le capital des sociétés de caution mutuelle « est divisé en parts nominatives qui peuvent être de valeur inégale, sans cependant qu'aucune d'elles puisse être inférieure à 50 francs » (art. 1^{er} al. 3). Celui des banques populaires « doit être constitué par sept souscriptions au moins. Ces souscriptions peuvent être inégales » (art. 10, 1^o) (2).

L'article 8, alinéa 2 qui concerne à la fois les sociétés de caution mutuelle et les banques populaires déclare : « Les certificats de parts non négociables ne sont soumis qu'au timbre de dimension prévu par l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII ». Il s'ensuit *a contrario* que des certificats négociables peuvent être créés, et que ces certificats

1. Dans l'avant projet, tel que l'avait rédigé la commission extraparlamentaire, la disposition figurait à l'article 3 dont le dernier paragraphe, celui qui donne des pouvoirs discrétionnaires au conseil d'administration pour octroyer ou refuser l'aval, se terminait ainsi : « sous réserve du droit pour le sociétaire discuté de réclamer le remboursement de tout ou partie des parts qui lui appartiennent » (Ch., 1912 s. e. Doc. parl. an. 30577) On se trouvait en présence d'une disposition impérative. Il était évident qu'un associé qui ne pourrait plus librement bénéficier de la société (les avantages résident bien plus dans des facilités d'escompte que dans l'intérêt statutaire) devait pouvoir se retirer. Mais la commission parlementaire a trouvé cette faculté insuffisante (1^{er} rap. Landry) elle a décidé d'en faire une disposition générale au profit de tout sociétaire, même non discuté. Enfin l'on verra plus loin que la commission parlementaire a manifesté un grand désir d'innovation tendant à lui faire faire table rase des dispositions de la loi de 1867.

2. Le minimum de 50 francs ne figurait pas dans l'avant-projet. Il a été ajouté par la commission extra-parlementaire pour les sociétés de caution mutuelle. En fait, il sera toujours dépassé pour les banques populaires, il était donc inutile pratiquement de l'imposer ici. Les statuts-modèles prévoient un minimum de 100 francs.

ne sont pas soumis qu'au timbre de dimension. Il est évident que le législateur suppose que les dits certificats sont soumis au droit proportionnel. On sait que la négociabilité est le critérium de choix pour qualifier d'action, un titre constatant un droit sur une fraction du capital social ; d'autre part, au point de vue fiscal, les parts d'intérêts des sociétés en nom collectif ou en commandite simple ne sont pas soumises au droit proportionnel, tandis que les actions supportent ce droit.

Il est donc permis de conclure : chaque fois que le certificat est négociable, il est une action (1) et doit présenter les caractères d'une action.

Lorsque le certificat est une action, il est soumis au régime fiscal des actions.

En vertu de l'article 8, alinéa 1^{er}, toutes parts (qu'il y ait ou non des actions) sont exemptes de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

L'existence d'actions a pour conséquence de donner aux sociétés qui les ont émises le caractère de sociétés par actions et de les soumettre, sauf exceptions prévues au texte, au droit commun de ces sociétés (2).

La loi ne contient aucune disposition en ce qui concerne la cessibilité des parts. On sait que dans les sociétés par intérêts la cession n'est pas libre et est soumise à l'approbation unanime des autres associés (art. 1861 du C. civ.). L'objet des sociétés de caution mutuelle, les pouvoirs discrétionnaires du Conseil de direction en matière de cautionnement, les dispositions qui se trouvent figurer aux statuts (3) entraveront toujours la cessibilité des parts des sociétés de caution mutuelle même anonymes.

1. Cf. L. Lacour, *op. cit.*, n° 394, son commentaire des articles 14 et 25 de la loi du 5 juin 1850 sur le timbre. Voyez Houpin et Boissieux, *Traité des sociétés*, p. 855. Les auteurs font en outre état de l'article 13 qui parle d'« actions inscrites » par les caisses d'épargne dans la formation des banques populaires, et considèrent que « le régime des banques populaires est le même que celui des sociétés de caution mutuelle ».

2. Sauf controverse sur la possibilité de constituer des sociétés en nom collectif par actions et plus généralement des sociétés mixtes.

3. Les statuts modèles du ministère du commerce contiennent un

Pour les banques populaires le règlement d'administration publique dispose (art. 2, al. 2) : les parts « lorsqu'elles sont négociables ne peuvent être transférées qu'avec l'agrément du Conseil d'administration » (1).

Le remboursement est de droit au profit du membre sortant d'une société de caution mutuelle (voir *supra* et art. 2, § 3). Mais des restrictions indispensables sont apportées :

« ... Toutefois il ne pourra être fait usage de ce droit qu'en fin d'exercice et moyennant un préavis de trois mois.

« Le remboursement des parts ne peut être effectué qu'après apurement de toutes les opérations sociales engagées au moment de la demande de restitution. Il ne peut excéder ni la valeur, à cette époque, des parts du membre démissionnaire, ni leur valeur nominale. La plus-value, s'il y en a reste acquise au fonds de réserve sur lequel le membre remboursé n'a aucun droit » (art. 2). « Les sociétaires ne peuvent être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie » (art. 2). Cette disposition-ci ne peut évidemment pas avoir pour effet une réduction éventuelle de la prescription quinquennale dont parle l'article 64 du Code de commerce. La loi ne spécifie rien en ce qui concerne les banques populaires, mais les statuts modèles proposés par le ministère du commerce admettent le droit de retrait dans des termes identiques. Seulement, ainsi qu'il a été dit, ce droit de retrait est limité par les dispositions qui régissent les sociétés à capital variable. Il est à noter toutefois que les statuts-modèles ne parlent pas d'une limite au-dessous de laquelle le capital ne pourrait descendre.

SOCIÉTAIRES. — Par suite de l'objet très particulier des sociétés de caution mutuelle et de celui des banques popu-

article 9 dont l'alinéa 3 dispose : « les parts ne peuvent être transférées ni cédées ». Il en résulte que ces sociétés ne sont pas anonymes au sens de la loi de 1867. Voyez sur ce sujet, *infra*.

1. Il en est évidemment de même de la cession (cf. art. 11 des statuts modèles qui pourtant stipulent que l'agrément du cessionnaire est inutile pour un actionnaire, donnant ainsi une interprétation libérale au décret).

lares, il est recommandé de prendre comme membres des personnes se connaissant bien, ou tout au moins pouvant se bien connaître, et, pour cela, ayant des domiciles relativement voisins. C'est-à-dire que les statuts limiteront volontairement le ressort de l'activité de la société. La diversité des professions paraît peu favorable à cette connaissance réciproque, mais elle présente cet avantage inestimable de diviser les risques provenant de crises économiques (1) et d'éparpiller les époques où les membres sont habituellement en morte saison.

A côté des *membres actifs*, c'est-à-dire appelés à jouer le rôle de clients, les établissements visés par la loi, peuvent avoir des *membres « non participants »* qui n'ont droit qu'à la rémunération de leurs apports ». Cette rémunération étant très modique, il n'y a pas lieu d'espérer leur présence. En dépit de la rédaction très générale du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}, ces membres peuvent être de simples rentiers philanthropes ou des personnes ne réunissant pas les qualités requises pour être membres actifs. Mais les dispositions concernant la nationalité doivent être respectées. Les petites maisons sont clientes des grosses. C'est pourquoi les maisons importantes, celles qui sont susceptibles d'assurer le crédit des banques populaires ont intérêt à être sociétaires et à prendre en main la direction de ces sociétés (2).

L'article 14 oblige à ce que les souscripteurs soient français. Il est profondément regrettable que la loi ne dise rien des cessionnaires. Sans doute il n'y aura guère de cessions dans les sociétés de caution mutuelle, et dans les banques populaires la cessibilité ne laissera pas que d'être restreinte non seulement par les empêchements plus ou moins grands que les statuts peuvent juger bon de créer, mais encore par les pouvoirs discrétionnaires du Conseil d'administration en matière d'escomptes et d'avances. Ces pouvoirs seront beaucoup plus efficaces que les simples restrictions de cessibilité

1. Ministère du Commerce, etc., *Le crédit au petit et moyen commerce*, etc... Paris, 1918, pp. 12 et 13.

2. Lamant, *Actes du XX^e Congrès des banques populaires*. Paris, 1924, p. 63.

figurant aux statuts-modèles et qui n'atteignent pas le cessionnaire déjà devenu actionnaire par une précédente cession agréée, même des plus minimes (1). Enfin et surtout les statuts modèles des banques populaires et des sociétés de caution-mutuelle imposent la qualité de Français aux actionnaires (2).

Dispositions particulières aux sociétés de caution-mutuelle. — Les membres actifs sont obligatoirement des « commerçants industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales » (art. 1^{er}). La loi n'exclut pas les sociétés coopératives de consommation pourvu qu'elles soient commerciales. Les sociétés coopératives de production étaient dans le projet primitif l'objet d'une mention spéciale qui a été remplacée à dessein par l'expression « Sociétés commerciales » considérée comme plus extensive (3).

Dispositions particulières aux banques populaires. — Une restriction analogue à celle qui vient d'être indiquée pour les membres des sociétés de caution mutuelle existe pour les membres actifs des banques populaires, en ce sens que ces membres doivent évidemment réunir les qualités nécessaires pour être clients (4).

L'article 10 dernier alinéa dispose : « Les associations fondées par des commerçants, industriels, fabricants, artisans, sous le régime de la loi de 1901, les syndicats professionnels, les sociétés de caution mutuelle et les caisses d'épargne sont autorisés à concourir à la formation du capital des banques ci-dessus définies (5) ».

1. « Le cessionnaire, s'il n'est pas déjà actionnaire, devra être agréé, au préalable, par le Conseil d'Administration... » (statuts-types pour banques populaires, art. 11).

2. Banques populaires. Statuts art. 13, al. 3; sociétés de caution mutuelle statuts art. 14 et 15.

3. Premier rapport Landry. Ce rapport faisait valoir que les sociétés coopératives de consommation payaient patente, subissaient les charges de la loi des finances du 27 février 1912 sur les sociétés à succursales multiples. Mais dans la pensée de la Commission la loi nouvelle ne devait pas servir à avantager spécialement les coopératives de consommation « dans la concurrence qu'il peut leur arriver de faire aux petits commerçants ». Conformément à la pensée de la commission une loi spéciale (7 mai 1917) a réglé les avances aux coopératives de consommation.

4. Article 10, 3°.

5. Premier rapport Landry, p. 86. « On a voulu... autoriser à cet

La faculté reconnue par ce texte ne va pas jusqu'à autoriser les bénéficiaires à être membres participants. Ils ne le seraient que s'ils réunissaient les conditions exigées au 3^e de l'article 10 ce qui est impossible dans l'état actuel de notre législation.

L'article 13 est ainsi rédigé : « *Les caisses d'épargne* sont autorisées à faire, sur leur fortune personnelle des prêts aux banques populaires constituées suivant les dispositions de la présente loi.

« Ces prêts, ainsi que le montant des actions souscrites en vertu du dernier paragraphe de l'article 10 ci-dessus, ne peuvent dépasser la quotité prévue par l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 modifié par l'article 10 de la loi du 23 décembre 1912. Les actions doivent être entièrement libérées (1). »

Les travaux préparatoires ne donnent aucune explication sur le sens du mot actions employé au texte.

Le deuxième paragraphe ne figurait pas au projet primitif.

L'expression : « actions souscrites en vertu du dernier paragraphe de l'article 10 ci-dessus », semble indiquer que le mot actions a été pris par inadvertance, car le passage auquel renvoie le texte cité en évite l'emploi avec soin ; l'article 10, 1^o fait de même ; l'article 1^{er} qui concerne les sociétés de caution mutuelle use volontairement du mot parts. Pourtant le dernier paragraphe de l'article 13 se présente comme une restriction apportée, après coup, aux facultés accordées à l'article 10 ; il semble qu'à ce moment le législateur n'ait pas prévu que les caisses d'épargne pussent souscrire autre chose que des actions.

Au point de vue pratique, il est certain que le texte

effet, certaines sociétés et institutions, qui, faute d'une disposition législative expresse n'auraient pas pu souscrire de parts aux banques populaires ou bien pour qui la chose eût été douteuse... Pour ce qui est, enfin, des caisses d'épargne la loi du 20 juillet 1895, en son article 10, dit ceci : « Les caisses d'épargne... pourront... employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle et le cinquième du capital de cette fortune en valeurs locales énumérées ci-dessous... : prêts aux sociétés coopératives de crédit ou à la garantie des opérations d'escompte de ces sociétés... » Mais le texte ne fait pas mention de la souscription des parts du capital. »

que nous avons cité impose aux engagements que peuvent prendre les caisses d'épargne, une limite qui risquerait d'être dépassée dans le cas d'une banque populaire à responsabilité illimitée, de telle sorte que dans cette circonstance la souscription est interdite.

Par contre lorsqu'une banque populaire sera à responsabilité limitée, selon la loi du 7 mars 1925, il est difficile de voir une prohibition dans l'article 13, si du moins la société se constitue sans apports en nature.

Mais que décider au cas de société à responsabilité limitée avec des apports en nature dont « les associés sont solidairement responsables » pour « la valeur attribuée au moment de la constitution de la Société » à ces apports (l. 7 mars 1925, art. 8), lorsque la valeur de ces apports ajoutée à celle de la souscription faite par la caisse d'épargne, formera un total inférieur au « plafond » autorisé par l'article 13 ? Que décider également lorsqu'une banque populaire par actions, aura inséré dans ses statuts une clause (supposée valable) d'après laquelle la responsabilité de chaque sociétaire est augmentée de tant de fois le montant de sa part, si le total de la souscription et des versements à faire éventuellement par le jeu de cette responsabilité reste dans les limites légales ? La réponse est donnée par la dernière phrase de l'article 13 ; la loi ne veut pas que les caisses d'épargne soient amenées à suppléer des membres défaillants : elle a jugé excessive la responsabilité qui d'après l'article 3 de la loi de 1867 incombe au cédant d'une action non libérée ; A plus forte raison doit-on prohiber toute combinaison qui crée une responsabilité solidaire à la charge des membres.

Seulement dans les statuts-modèles du ministère du Commerce il est proposé une clause accroissant la responsabilité jusqu'à un nombre à déterminer de fois le montant des actions possédées, mais sans solidarité. Une telle clause ne nous paraît pas contraire à l'article 13, mais à la condition que par la cession le sociétaire puisse se trouver libéré complètement du passif postérieur. On admet cette libération au profit de l'ex-associé d'une société par intérêt sous certaines conditions de publicité ; on admet même que, si les statuts d'une société par intérêt autorisent la cession, il y a une sorte

de novation qui libère l'associé sortant « de toute obligation même pour le passé ». Il n'y aurait pas de raison de traiter moins favorablement le sociétaire d'une banque populaire.

Ajoutons que les hypothèses ci-dessus envisagées semblent être restées sans applications dans la pratique.

Responsabilité. — L'article 10-1^o, reproduisant pour les banques populaires une disposition insérée à l'article 2 pour les sociétés de caution mutuelle, déclare : « Les statuts règlent l'étendue et les conditions de responsabilité qui incombent à chacun des sociétaires dans les engagements de la société ».

S'il s'agissait de dire que les établissements à fonder pourraient l'être selon des types variés, auxquels correspondent des degrés divers de responsabilité des sociétaires, mais sans pouvoir modifier le type choisi quant à cette responsabilité, la disposition citée était superflue. Elle n'est pas rédigée d'une façon assez impérative pour qu'on puisse y voir, au premier abord, et dans une interprétation opposée, une innovation capitale permettant la libre détermination par les statuts de la responsabilité des sociétaires quelque soit le régime légal adopté pour la société.

Les commentaires suivants ont été donnés : « La commission a ajouté à l'article 10 un paragraphe relatif à la responsabilité des sociétaires... Il était utile pour bien marquer que les banques populaires, tout comme les sociétés de caution mutuelle, sont des sociétés d'un type nouveau et non pas des sociétés rentrant dans le cadre de la loi de 1867 » (1). « Au point de vue de la responsabilité qui incombera aux sociétaires toutes les combinaisons, tous les systèmes seront admis... M. Lerolle demande que des sociétés puissent se constituer, qui n'auraient point de capital du tout... M. Lerolle se trompe... lorsqu'il dit que les membres des caisses Raiffeisen ne versent point de capital. La loi allemande de 1866 fait une obligation à toutes les sociétés mutuelles, à toutes les coopératives de crédit d'avoir un capital : et,

1. Deuxième rap. Landry, Ch. 1913, s. e ann, n° 3250, *Jour.off*, 1913⁴ Doc. s. e f° 7. Commentaire de l'article 10.

depuis... les caisses Raiffeisen... « ont établi pour la plupart » des parts d'une valeur très réduite... 10 marks, soit 12 fr. 50, exactement la somme que nous demandons aux membres des sociétés de caution mutuelle de verser. Il y aura donc sur ce point identité entre la législation française et la législation allemande... M. de Gailhard-Bancel : Vous n'excluez donc pas du bénéfice de la loi, les sociétés du type Raiffeisen ? — M. le rapporteur : Du tout » (1).

Lorsqu'une société prendra la forme en nom collectif, les statuts ne pourront pas déroger utilement à la responsabilité solidaire et illimitée qui apparaît, du moins dans une certaine opinion (2), trop intimement liée en droit primitif français, au régime de ces sociétés, pour souffrir une dérogation conventionnelle, réserve faite toutefois des dispositions de la loi du 7 mars 1925. Mais les dispositions statutaires pourront valablement dans une société en nom collectif, même non régie par la loi de 1925, limiter la responsabilité incombant à ceux des associés qui ne sont pas indiqués au statut ou qui ne le sont qu'en qualité de simples souscripteurs et non comme associés en nom, et qui ne figurent pas dans la raison sociale.

Lorsque la société aura émis des titres négociables, pourra-t-elle accroître la responsabilité des sociétaires ? La responsabilité accrue au delà du capital versé est une dérision quand il s'agit de titres au porteur ; la jurisprudence paraît décider et la doctrine estime généralement que dans ce cas l'accroissement de responsabilité est impossible. Au contraire on admet qu'une société anonyme peut accroître la

1. Ch. 1914. Débats. *J.O.*, p. 1750 (2^e séance du 18 mars).

2. Répert. Dall. V^e sociétés n° 880 ; Lacour, *Précis de dr. comm.*, n° 222 ; Houpin et Boisvieux, *Traité des sociétés*, t. III, n° 1411. Thaller in *Ann. de dr. com.*, 1903, p. 199. Le code de com., art. 20 et suiv. attache la plus grande importance à la responsabilité solidaire et illimitée des associés dont les noms figurent dans la raison sociale (cpr not. les art. 25 et 23). La loi allemande du 1^{er} 1889 sur les coopératives prévoit des degrés très divers de la responsabilité, elle prohibe l'emploi d'une raison sociale renfermant aucun nom d'associé (art. 2).

La loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée indique clairement qu'il n'est pas possible de déroger librement à la responsabilité solidaire et illimitée, puisqu'elle pose des règles précises que devront observer ceux qui veulent y déroger.

responsabilité de ses membres, pourvu que les actions soient nominatives (1).

Lorsque les titres sont nominatifs la loi française admet indirectement un certain accroissement de responsabilité puisque ces titres peuvent circuler tout en n'étant libérés que du quart.

Pour éviter que le souscripteur ne se décharge sur un tiers de son obligation, l'article 3 de la loi de 1867 dispose : « ... Tout souscripteur ou actionnaire qui a cédé son titre cesse, deux ans après la cession, d'être responsable des versements appelés ». D'autre part rien n'empêche de stipuler dans les statuts d'une société constituée conformément à la loi de 1867, que les versements complémentaires ne seront appelés que pour faire face aux engagements de la société. Il y a donc là un moyen détourné pour étendre la responsabilité au delà des sommes versées. Mais lorsque les statuts prévoient bien la forme nominative, sans néanmoins adopter le moyen qu

1. Voyez : Lacour op. et n. cités ; du même *De la possibilité de combiner entre elles les diverses espèces de sociétés commerciales*, in *rev. critique de légist. et de jurispr.*, 1885, p. 453 et s., note H. Thiercelin, D. 1868. 2. 244. Fraissinnea, *Le double critérium de l'action* in *Annales de dr. com.*, 1914, p. 277 et la bibliographie ; Lyon-Caen et Renault, *Traité des sociétés commerciales*, 1892, n° 679 ter ; Thaller, in *Annales de dr. com.* 1903, p. 201 ; Vavasseur, *Traité des sociétés*, n° 354. La jurisprudence peut difficilement être retenue, c'est surtout en matière fiscale et à propos de sociétés en commandite qu'elle a eu à se prononcer. Dans l'affaire du « Petit marseillais » l'on se trouvait en présence d'une société en nom collectif par actions au porteur ; la Cour de cass. a considéré que la présence de titres au porteur rendait factice la responsabilité personnelle des associés ; en disant que l'on se trouvait en réalité en présence d'une société en commandite par actions, dont les fondateurs seraient les commandités et les actionnaires acquéreurs subséquents de titres, les commanditaires, elle semble avoir indiqué que si un porteur d'actions se faisait connaître il ne pourrait être poursuivi personnellement et indéfiniment. Mais c'est seulement sur une question de taxes fiscales que la Cour avait à se prononcer (S. 1909. 1. 578, et la note Wahl). Voyez aussi cass. civ. 16 nov. 1910. S. 11. 1. 300. — Néanmoins avant 1893 elle admettait que lorsque des sociétés civiles se constituaient par actions, les membres étaient conjointement et indéfiniment responsables (Thaller in *Annales de dr. com.*, 1903, p. 199). — M. Vavasseur (op. cit.) a fait remarquer que les caisses Schultz-Delisch allemandes étaient à responsabilité illimitée et par actions, mais il ne faut pas oublier que depuis cette date a été promulguée la loi allemande du 1^{er} mai 1889 qui exige l'inscription des actionnaires sur un registre (§ 74) ; l'Angleterre connaît les compagnies unlimited by shares.

vient d'être indiqué, s'ils prévoient par exemple que la responsabilité sera égale à dix fois le montant nominal de l'action, ou bien s'ils indiquent que le sociétaire sera pleinement déchargé de cette responsabilité par le seul fait d'une cession de ses actions, ou encore plus simplement peut-être, s'ils omettent de spécifier une survie de deux ans des obligations du sociétaire sortant (1) que décider ?

Lorsqu'un titre est négociable sans entrave, il est dangereux d'admettre que la responsabilité du titulaire est autre que celle indiquée par la loi sur les sociétés anonymes ; cela est moins dangereux pour les créanciers qui prennent leurs garanties auprès des administrateurs avant de traiter que pour le public épargnant qui peut, par le seul fait d'un achat, avoir sa responsabilité engagée au-delà de ses prévisions. Les précautions que la loi de 1867 a prises contre l'agiotage révèlent chez le législateur un état d'esprit malaisément conciliable avec l'opinion qui autorise l'extension non réglementée de la responsabilité sociale, car les dispositions de l'article 3 de la loi de 1867 qui maintient pendant deux ans la responsabilité du cédant, visent uniquement les actions partiellement libérées et ne s'appliquent pas en l'espèce. Le titulaire d'une action nominative serait déchargé de plein droit par le fait de la cession, si du moins le cessionnaire, n'est, à cette époque, ni en déconfiture ni en faillite ouverte (arg. art. 1276 du code civ.). Disons toutefois qu'aucune valeur ne peut être admise à la cote officielle sans l'accomplissement de certaines formalités, parmi lesquelles figure le dépôt des statuts. Le syndicat des agents de change dispose ainsi d'un pouvoir de contrôle très appréciable. Le

1. La jurisprudence a admis que la clause des statuts d'une société civile, qui, en soumettant le cessionnaire d'une part d'intérêt à toutes les obligations incombant à l'associé cédant, stipule que ce dernier sera déchargé de toute contribution aux dettes contractées, même antérieurement à cette cession par la société, est pleinement valable et opposable aux tiers, par cela seul qu'elle se trouve inscrite dans l'acte social. Paris, 28 janv. 1868. S. 69.2.105 et la note Lyon-Caen.

Ainsi tandis que la loi de 1867 a imposé l'obligation biennale qui vient d'être expliquée afin d'assurer le versement du capital non libéré, mais pourtant souscrit ; cette même obligation n'existerait pas à l'encontre de ceux qui seraient responsables à titre personnel d'un passif social déjà avéré avant la cession.

syndicat des banquiers exerce aussi un contrôle semblable sur les valeurs se négociant en banque.

La loi du 5 novembre 1894 sur les sociétés de crédit agricole qui prévoyait la liberté pour les statuts de fixer la responsabilité des sociétaires (art. 2), défendait avec soin la création d'actions (art. 1^{er}, al. 3^e). Il a été fait (1) allusion aux caisses Raiffeisen lors de la discussion de la loi de 1917 à la Chambre. Ces caisses ne connaissent que des parts d'intérêts. « Les membres admis ont à signer les statuts de l'association et acquièrent par là seulement leurs droits d'associés » dit le paragraphe 3 des statuts modèles (2). La loi allemande du 1^{er} mai 1889 sur les coopératives, à laquelle les législateurs ont certainement pensé, prohibe également l'existence de titres négociables ; le paragraphe 15 exige en outre « une déclaration absolue d'adhésion signée par le sociétaire entrant » (3).

La loi de 1917 ne contient aucune prohibition de l'emploi de titres négociables. Il est seulement stipulé, pour les sociétés de caution mutuelle, que les parts doivent être nominatives. Une obligation semblable figure pour les banques populaires, dans le décret d'application (art. 2) tandis que la loi est muette. Si l'on est tenté de voir, dans les dispositions pourtant sommaires de la loi, en ce qui concerne les sociétés de caution mutuelle, une garantie, jugée suffisante par le législateur, pour autoriser l'extension de la responsabilité des sociétaires, comment adopter la même manière de voir en ce qui concerne les banques populaires pour lesquelles la prohibition des titres au porteur ne figure pas dans la loi. On est amené à considérer qu'aucune dérogation n'est faite au droit commun des titulaires d'action.

En fait les banques populaires observeront le décret ; leurs titres seront nominatifs et ne pourront être négociés qu'avec l'autorisation du Conseil d'administration (Décret art. 2). Sans doute la jurisprudence considère, au point de vue fiscal, que

1. *Suprà*, p. 49.

2. Ces statuts-modèles ont été consultés aux annexes de l'ouvrage *Le crédit agricole en Allemagne*, par Le Barbier, Paris 1890.

3. Texte publié par Dufourmantelle, *Recueil des principales lois étrangères régissant le crédit populaire* ; Menton, centre fédératif du crédit populaire, 1913.

ces restrictions ne suffisent pas à faire perdre à un titre sa qualité d'action, tant du moins que l'agrément du Conseil d'administration est considéré comme une chose devant être donnée d'une façon non-exceptionnelle. Mais la défaveur avec laquelle nous considérons l'extension de la responsabilité des actionnaires, tient moins à des textes de droit qu'à une incompatibilité entre la parfaite négociabilité d'un titre et la responsabilité étendue et personnelle du titulaire. Chaque fois que les statuts adopteront un ensemble de clauses mettant suffisamment en évidence l'*intuitus personnae*, nul doute que la jurisprudence ne valide l'extension de responsabilité (1).

BÉNÉFICES. — *Réserves ; Rémunération du capital ; Ristournes.* — Des prélèvements doivent être effectués sur les bénéfices, afin de constituer un fond de réserves. La loi s'en explique nettement pour les sociétés de caution mutuelle. Au contraire pour les banques populaires les réserves ne sont mentionnées que d'une façon incidente, de telle sorte qu'aucune innovation n'est faite à leur sujet ; l'article 10-2° indique seulement que le capital sera rémunéré en premier, puis les ristournes distribuées après prélèvements pour les réserves. Il s'ensuit que si une banque populaire est fondée sous forme de société en nom collectif, sous un régime juridique qui n'exige pas la constitution de réserves, il n'existera aucune obligation de réaliser cette constitution ; on verra même que dans ce cas et si les statuts restent muets la loi peut être considérée comme prohibant tout prélèvement pour un fonds de réserve. Dans l'opinion qui prétend que la loi de 1917 se suffit à elle-même, il faut même aller jusqu'à dire qu'une banque populaire, pouvant diviser son capital en actions et limiter la responsabilité des sociétaires sans observer les règles de la loi de 1867, les statuts d'un établissement ainsi constitué seront libres de prévoir ou non la dotation d'un fonds de réserve, et que dans leur silence il n'existera aucune obligation (nous disons même aucune possibilité) de constituer ce fonds. Nous estimons, au con-

1. Dans ce cas nous conseillons la nécessité d'obtenir du sociétaire entrant la signature de la clause extensive de responsabilité.

traire, que la réserve est obligatoire dans toute société de capitaux parce que la loi de 1867 régit ces sociétés, et dans toute société où la responsabilité est limitée, car ces sociétés sont soumises à la loi de mars 1925, sauf bien entendu les règles concernant les commandites.

Dans les banques populaires tout dépendra donc du type juridique adopté et des clauses statutaires. Au contraire, en ce qui concerne les sociétés de caution mutuelle, la loi exige, dans tous les cas, un prélèvement initial de 10 %, et, après la faible rémunération (4 %) du capital, un prélèvement nouvel et important (les trois quarts du bénéfice restant) Puis les membres actifs toucheront une ristourne.

Nous avons vu que la responsabilité des sociétaires pouvait être accrue ; dans ce cas, il sera possible de déclarer que le surplus de responsabilité diminuera avec la constitution des réserves, et même qu'il sera définitivement éteint lorsque ces réserves auront atteint un niveau déterminé.

« Les versements au fonds de réserve cesseront d'être obligatoires lorsque ce fonds sera devenu égal à la moitié du capital. A la dissolution de la société, le fonds de réserve et le reste de l'actif net sont partagés entre les sociétaires proportionnellement à leurs souscriptions, à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre de crédit » exposent les derniers paragraphes de l'article 5 relatifs aux sociétés de caution mutuelle. Théoriquement les réserves sont des bénéfices accumulés, elles devraient donc être partagées suivant le principe coopératif. Au contraire elles profitent au capital. Il était difficile d'adopter une autre solution ; la répartition aux membres actifs sous forme de ristournes risquait d'être injuste si les bénéficiaires ne devaient être considérés que selon les opérations faites dans l'année précédant cette répartition, compliquée si les bénéficiaires devaient être considérés à raison de toutes les opérations effectuées depuis la fondation de la société. En outre la destination normale des réserves est de parer aux accidents, à tous les passifs éventuels, et de reconstituer le capital lorsqu'il aura été entamé (art. 4). Enfin la rémunération des bailleurs de fonds est si minime qu'il n'est aucunement scandaleux de la voir accrue par le jeu des réserves.

Au surplus dans les sociétés de caution mutuelle bénéfices et réserves seront insignifiants.

Mais que décider dans le silence de la loi pour la distribution des réserves des banques populaires ? Les statuts peuvent-ils admettre la répartition au prorata de la valeur des parts possédées ? Pourquoi traiter différemment les banques populaires et les sociétés de caution. Malheureusement la loi, le décret, les statuts-modèles sont muets. Peut-on admettre que, dans le silence des statuts, les réserves, qui sont constituées par des bénéfices accumulés, soient distribuées autrement que les bénéfices, c'est-à-dire sous forme de ristournes ? En faveur de la distribution au capital on peut faire remarquer que si la loi parle de ristourne c'est seulement en ce qui concerne la répartition des bénéfices faits pendant l'année expirante après que l'intérêt statutaire a été servi au capital et les prélèvements opérés pour les réserves. Ces réserves une fois constituées ne sont pas des bénéfices acquis pendant l'année écoulée, mais pendant toute une période qui peut être très longue ; si la loi est muette, touchant le mode de leur répartition c'est qu'il est celui du droit commun, c'est le mode capitaliste. Toutefois, comme ni la loi de 1867 ni la loi de 1917 ne contiennent de dispositions impératives, les statuts peuvent adopter le régime qui leur plaira. Au surplus même en admettant l'attribution des réserves au capital, l'Assemblée générale n'aura pas le droit d'affecter aux réserves des sommes supérieures à celles convenues aux statuts parce que les clients de la banque populaire se trouveraient frustrés d'un droit qu'ils tiennent de la loi même (le droit aux ristournes).

Faut-il admettre une défense pareille au sujet des sociétés de caution mutuelle. Ici la loi paraît décider impérativement l'attribution au capital de toutes les réserves. Disant que les versements « au fonds de réserve cesseront d'être obligatoires lorsque ce fonds sera devenu égal à la moitié du capital » l'article 2 donne la faculté de continuer ces versements selon le bon plaisir de l'Assemblée générale. Mais il n'est pas possible de faire échec au principe coopératif de la ristourne en prélevant pour les réserves des sommes supérieures à celles qui sont prévues par la loi. L'article 54° : « Ce qui restera (des bénéfices après les divers prélèvements

indiqués aux numéros d'ordre précédents) sera réparti entre les membres, au prorata des prélèvements supportés par eux, en raison de leurs opérations », a un caractère impératif.

Il en résulte que dans les sociétés de caution mutuelle, aussi bien que dans les banques populaires, les membres actifs peuvent utilement s'opposer à l'inscription d'amortissements exagérés. Ces amortissements constituent en réalité des réserves dissimulées qui viennent grossir l'actif net. On sait que cet actif net appartient aux sociétaires ou à une œuvre de crédit selon les dispositions des statuts. Quel sort faire à l'actif net dans les banques populaires ? L'actif net n'est pas un bénéfice fait pendant l'année écoulée, encore qu'il ressemble beaucoup à un excès de réserves, il est impossible de le distribuer sous forme de ristournes ; c'est aux intéressés de s'opposer à l'inscription d'un passif fictif. Mais ici des difficultés sont à prévoir : qui dira si un amortissement pratiqué sur un immeuble est ou non exagéré ? La difficulté n'est pas insurmontable, les financiers possèdent des barèmes d'amortissement pour les différentes catégories de biens mobiliers et immobiliers ; aucune réclamation ne saurait être accueillie si les taux habituels d'amortissements ont été observés quand bien même, par exemple, le développement d'un quartier, ou des circonstances économiques quelconques, auraient donné à l'immeuble possédé, une plus-value considérable, souvent malheureusement plus apparente que réelle.

Quoi qu'il en soit il faut admettre que les clients des banques populaires, qui même non sociétaires ont droit aux ristournes, peuvent critiquer le bilan, ce qui ne laisse pas que d'être une gêne tout au moins morale pour les banques.

Il est difficile, on le voit, de pousser jusqu'au bout le principe coopératif, d'où certains frottements. Mais des difficultés peuvent être évitées par l'attribution de réserves et de l'actif net à une œuvre de crédit. Cette philanthropie serait du meilleur aloi, l'Etat qui est appelé à soutenir l'édifice bancaire créé, consolidé par la loi de mars 1917, y trouverait un allègement à ses charges, et un signe appréciable de la reconnaissance de ses obligés (1).

1. Il est vrai que les membres actifs seuls sont des obligés, les

Sur quelles bases seront calculées les ristournes ? La loi emploie des expressions très extensives : au prorata « des prélèvements » (art. 5), « des prélèvements de toute sorte » (art. 10 2°). Faut-il faire rentrer dans ces prélèvements, les frais que la société compte bien au client, mais qui ne constituent pas un bénéfice pour elle, tels les droits fiscaux ? Il y a lieu de distinguer : si ces frais doivent normalement rester à la charge de la société, ils entreront dans le calcul des prélèvements, même s'il s'agit d'un droit fiscal payé par la banque ; si au contraire ces frais sont normalement à la charge du client, mais que la banque en fasse l'avance, quitte à porter une inscription au débit du compte de ce client, la somme ainsi comptée ne doit pas entrer en jeu dans le calcul des prélèvements, il en sera ainsi des timbres pour les reçus donnés par le bénéficiaire d'une avance consentie par la banque.

On s'est demandé si les simples déposants, auxquels les banques populaires bonifient un intérêt, peuvent participer aux ristournes (1). A la différence des emprunteurs ils ne sont pas, à proprement parler, clients de la banque, mais fournisseurs : la banque leur achète du crédit pour le vendre à ses clients. Ils ne subissent pas de prélèvements. Ce n'est qu'indirectement que leurs dépôts sont sources de bénéfices pour la banque (2). Leur situation ressemble ici à celle des membres non participants et ne donne droit également qu'à l'intérêt convenu. Mais rien n'empêche la banque, lorsqu'elle reçoit des dépôts, d'accepter de bonifier un supplément d'intérêt proportionnel aux bénéfices qui seront distribués en fin d'année sous forme de ristournes aux clients de la banque, et proportionnel encore aux intérêts servis en tout état de cause aux déposants ; le principe de la liberté des conventions a le champ libre.

Les bénéficiaires seront nécessairement des membres dans les sociétés de caution mutuelle, ce seront les clients

membres non participants ont un rôle désintéressé, ils seront d'ailleurs assez rares.

1. Sur la ristourne dans les banques populaires voyez : *Bulletin du crédit populaire*, 1923, pp. 44 et s., 79 et s., les articles signés Yves Guérin, Dufourmantelle, Lamarche.

2. G. Dufourmantelle, article cité, *contra* Lamarche, article cité.

ainsi qu'il vient d'être expliqué, sans qu'il soit nécessaire que ces clients soient membres pour les banques populaires. Mais rien n'empêche les statuts de borner l'activité de la banque aux opérations faites avec ses propres membres. Il est également loisible d'exiger, des clients étrangers à l'établissement, l'engagement de souscrire une part, à un terme fixé soit directement, soit indirectement et conditionnellement par le moment où les ristournes atteindront un certain chiffre ; les sommes ainsi acquises en fin d'année servant au paiement de cette part, si la société est à capital variable.

Mais dans les sociétés par actions cette souscription ne pourrait figurer à titre d'accroissement du capital qu'en fin d'année, lorsque le chiffre de la bonification sera arrêté et non inférieur au quart de la valeur nominale de l'action, et la ristourne, effectivement due par la société. Dans les sociétés régies par la loi de 1925, les parts doivent être intégralement libérées.

La répartition des bénéfices selon le mode coopératif est matériellement plus difficile à effectuer, que celle faite selon le mode capitaliste, car le calcul des prélèvements subis par les clients nécessite une attention plus grande que celui des parts de chaque associé. Il y a là une question de comptabilité qui n'est pas à négliger (1).

ORGANES de la société. — Il n'est rien prévu sinon l'existence d'un conseil d'administration (art 3 et 10, 4^e) ou d'un collège de directeurs (arg. art. 7, al. 2). Cela d'une façon incidente de sorte qu'il faut admettre que la loi s'est bornée à désigner l'organe de direction, sans rien préciser quant à sa nature, et que les organes nécessaires au fonctionnement de ces sociétés dépendront du régime légal adopté. Il faudrait dans l'opinion qui prétend que la loi de 1917 se suffit à elle-même, admettre que les statuts sont souverains, même si la responsabilité des associés est limitée aux mises et si les parts sont incorporées dans des titres négociables, voire au porteur pour les banques populaires. Lorsque la société doit avoir peu de membres, il peut être intéressant

1. Cf. Yves Guérin, article cité à l'avant dernière note.

d'adopter le régime de la loi du 7 mars 1925 qui comporte une organisation de la gestion simplifiée (1).

Les administrateurs doivent être français (art. 14). « Les statuts doivent exiger que le Conseil d'administration détermine » pour chaque membre dans les sociétés de caution mutuelle, pour chaque client dans les banques populaires, « le montant maximum des avals et endos qui peuvent être accordés », s'il s'agit d'une société de caution mutuelle, « le montant maximum des escomptes et avances qui peuvent être consentis » s'il s'agit d'une banque populaire, et limiter la durée pour laquelle ces avals, endos, prêts ou avances peuvent être accordés. Les statuts des sociétés de caution mutuelle doivent réserver au Conseil d'administration « le pouvoir de refuser la signature qui lui est demandée ou ne l'accorder qu'en prenant les garanties qu'il jugerait nécessaires (2) ».

FORMALITÉS de Constitution ; Publicité. — L'article 7, applicable aux sociétés de caution mutuelle et aux banques populaires dispose : § 1^{er} : « Les conditions de publicité prescrites pour les sociétés commerciales ordinaires sont remplacées..., par les dispositions suivantes ». C'est l'annonce d'un ensemble de mesures toujours nécessaire et toujours suffisant quel que soit le régime juridique adopté par les statuts (société en nom collectif, société anonyme, société à responsabilité limitée de la loi de 1925). Deux raisons ont permis au législateur cette innovation capitale : les dispositions de l'article 7 assurent très convenablement la publicité, la réglementation générale des établissements indiqués au texte est susceptible de diminuer les dangers existants pour le public du fait des sociétés anonymes simplement soumises à la loi de 1867.

L'article 7 continue : « Avant toute opération, les statuts avec la liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires, indiquant leurs noms, professions, domiciles, et le montant de chaque souscription, sont déposés en quatre exemplaires au greffe de la justice de paix du

1. L. 7 mars 1925, art. 24 et 25 à 32.

2. Art. 3.

canton où la société a son siège. Il en est donné récépissé.

« Chaque année, dans la première quinzaine de février, le directeur ou un administrateur de la société dépose de même en quatre exemplaires la liste des membres faisant partie de la société à cette date, et le tableau sommaire des recettes et des dépenses ainsi que des opérations effectuées dans l'année précédente.

« Un des exemplaires de ces divers documents est, par les soins du juge de paix, déposé au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement, les deux autres sont adressés au ministre des Finances. »

Ces dispositions identiques à celles qui régissent le crédit agricole peuvent être comparées à celles du titre IV de la loi de 1867 concernant les divers types de sociétés. On peut relever les différences essentielles suivantes : aucune publication par la presse dans la loi de 1917, le dépôt au greffe du tribunal de commerce est fait non directement mais par le juge de paix ; des documents concernant la situation financière sont également publiés, alors que la publication du bilan ou de documents financiers n'est obligatoire ni pour les sociétés par intérêts, ni pour les sociétés anonymes ; enfin la communication de certains documents aux ministres du Commerce et des Finances est toute spéciale.

L'article 4, qui ne concerne que les sociétés de caution mutuelle, dispose : « les administrateurs sont tenus, avant de commencer à donner aucun aval ou endos, d'énoncer dans une déclaration déposée en double au greffe de la justice de paix du siège de la société, l'emploi qu'ils ont fait du capital (placements en valeurs ou dépôts en banque). Il est donné récépissé de cette déclaration. L'un des exemplaires est transmis par les soins du juge de paix au greffe du tribunal de Commerce de l'arrondissement. Chaque année une déclaration dans les mêmes formes doit faire connaître l'emploi du capital et du fonds de réserve ».

« Les documents déposés au greffe de la justice de paix et du tribunal de commerce, par application » des articles 4 et 7 « sont communiqués à tout requérant » (art. 7, *in fine*).

L'inscription au registre du commerce est obligatoire. Il faut produire, à cet effet, au greffier, les déclarations indiquées par la loi du 18 mars 1919.

Les statuts doivent obligatoirement contenir certaines clauses, contenant des obligations précises, et aussi des clauses régissant librement certains points. Il suffit de se référer à la loi.

Les sociétés de caution mutuelle ne sont constituées qu'après versement du quart du capital souscrit. Cette disposition est rédigée d'une façon générale qui la rend obligatoire, même pour les sociétés en nom collectif et à responsabilité illimitée, mais elle ne supprime pas l'obligation du versement de la totalité du capital pour les sociétés de caution mutuelle, ayant adopté un régime où cette libération totale est imposée. Une telle disposition ne se rencontre pas pour les banques populaires. C'est une lacune. Tout dépendra donc du régime adopté par les fondateurs.

CONTROLE ADMINISTRATIF. — Il en a déjà été parlé à propos des avances. Ajoutons que la loi du 7 août 1920 dispose dans son article 3 : « L'usage, comme titre ou comme qualificatif, des mots « banque populaire » est interdit à toute entreprise qui n'aura pas été autorisée par décision du ministre du Commerce, prise après avis de la Commission de répartition des avances instituée par l'article 12 de la loi du 13 mars 1917, et ce sous peine des condamnations prévues par les dispositions de l'article 405 du Code pénal » (1).

Naturellement la décision du ministre peut faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat pour détournement de pouvoir selon les règles admises en matière de contentieux administratif.

Il pourrait arriver que le ministre accorde le droit au titre de banque populaire, car il doit le faire lorsque les conditions légales sont remplies, mais refuse toute avance car il jouit d'un pouvoir discrétionnaire en cette matière, et doit apporter le plus grand soin à l'étude de la situation financière de la société.

Ainsi comprise la loi de 1920 ne protège que très imparfaitement le public.

1. L'article 405, c. p., vise le délit d'escroquerie par usage de faux noms, etc., et établit des peines d'un à cinq ans de prison et de 50 à 3.000 francs d'amende.

La circulaire ministérielle du 24 juillet 1919 (1) donne quelques détails sur le fonctionnement du contrôle administratif.

En cas de demande d'avances présentée par une banque populaire, la commission d'enquête vérifie la régularité de la demande. (2) Elle se documente sur les personnes qui dirigent la banque (3), voire sur les membres de la société. Si la société n'est pas nouvelle elle en étudie le passé. Elle examine les pièces comptables, « et spécialement le portefeuille et les postes représentant des crédits constitués par la banque sous forme d'escompte ou autrement, de manière à apprécier surtout, par l'examen comparatif de ces postes, si la clientèle se renouvelle d'une manière active et fructueuse pour la société, si les risques sont bien divisés ou, si au contraire, la société n'est pas alourdie par un ou plusieurs comptes trop considérables pour son capital ou par des créances qu'elle ne peut faire rentrer et qui n'ont pas d'autre mouvement que l'augmentation constante des intérêts ».

Même s'il n'y a pas de demande d'avances, la banque populaire est soumise à un contrôle, car elle ne peut bénéficier d'exemptions fiscales que si elle remplit les conditions légales. On a vu que la loi de 1920 a encore étendu la nécessité du contrôle ; mais si l'on concevait des banques populaires ne bénéficiant pas d'avances et ayant droit au titre, on conçoit mal des banques autorisées à s'intituler populaires mais déchuës du bénéfice de l'exemption, sinon pour tromper le public, d'où les sanctions pénales prévues dans cette dernière loi.

Ce contrôle a lieu deux fois par an. En vue de le faciliter les banques populaires, qui bénéficient d'une avance ou en sollicitent une, doivent se conformer dans la tenue de leurs

1. Min. du Com. et de l'Ind. Le texte est cité d'après la publication faite par la *Rev. de l'Enregistr.*, 1919, art. 6966 (pp. 561 593 du numéro d'oct. nov.).

2. C'est-à-dire la conformité aux prescriptions des articles 3 et 4 du décret du 5 déc. 1918, concernant tant la rédaction de la demande que la production des pièces annexes. Voir *suprà*...

3. C'est-à-dire « sur leur honorabilité, sur leur passé, sur leur surface, et sur les garanties de toute nature qu'ils peuvent présenter ».

bilans à des prescriptions destinées à mettre en évidence l'importance respective des diverses catégories de l'actif et du passif. (1)

Le contrôle des sociétés de caution mutuelle est annuel. Il est facilité par ce que, généralement, les effets endossés et avalisés s'en vont à la même banque populaire chez laquelle on trouve les éléments d'appréciation.

RÉGIME JURIDIQUE des sociétés de caution mutuelle et des banques populaires. — Ces sociétés «devront être constituées sous le régime *des lois françaises*» (art. 14). Le pluriel signifie que plusieurs lois françaises conviennent à ces sociétés. Peut-être aussi faut-il tenir compte de ce que, lorsque l'article 14 a été rédigé, d'autres établissements étaient prévus au projet.

Elles sont commerciales. La loi le dit expressément pour les sociétés de caution mutuelle ; cela résulte de leur objet pour les banques populaires qui s'entremettent dans la circulation de biens, en l'espèce de capitaux, du moins lorsqu'une rémunération est prévue pour le capital, car autrement on pourrait prétendre que toute intention de réaliser des bénéfices fait défaut, et qu'il n'y a pas acte de commerce. Mais il n'est pas douteux que le législateur ait

1. L'actif comprendra, l'actif immobilisé, avec, séparément, les biens mobiliers, les biens immobiliers, les frais de constitution et de premier établissement, etc., l'actif réalisable (portefeuille, effets, portefeuille-titre, etc.), l'actif disponible (caisse, banque de France, banquiers, etc.). Le passif comprendra : celui de la société envers elle-même (capital, réserve légale, réserve spéciale de garantie pour le remboursement des avances à l'Etat, etc.), les engagements à terme (créance de l'Etat, dépôts à préavis, créanciers à terme etc.), les engagements exigibles (dépôts à vue, effets à payer etc.). « Les amortissements devront être déduits des comptes-valeurs qu'ils concernent, » mais par des opérations dont les termes apparaissent au bilan en chiffres distincts. De même le poste « créance de l'Etat » devra non pas comprendre un seul chiffre obtenu en déduisant du montant de l'avance de l'Etat, le total des remboursements effectués, mais faire apparaître à la fois le montant de l'avance reçue et le montant des remboursements opérés année par année (circulaire précitée). En résumé, le bilan doit révéler et non dissimuler la situation de la banque.

pensé que dans tous les cas les banques populaires étaient commerciales : c'est la raison de son silence.

La question est discutée de savoir si la loi de 1917 se suffit à elle-même ou si elle doit être complétée par des dispositions tirées non seulement des principes généraux du droit, mais encore au moyen des divers régimes juridiques établis pour les sociétés. En un mot, le fait pour une société de se constituer conformément à la loi de 1917 la dispense-t-elle d'être obligatoirement constituée, suivant un régime juridique de droit commun, en nom collectif, en commandite, etc.

En faveur de l'affirmative on a fait valoir le commentaire donné à la Chambre sur l'article 10. Nous avons cité ce texte (1) Il nous paraît insuffisant, car une innovation aussi capitale que la constitution d'un régime juridique complet, doit figurer au texte, ou en résulter soit expressément, soit par une difficulté considérable à faire cadrer les dispositions nouvelles et les autres. Enfin, un type nouveau de société pour reprendre les expressions mêmes du rapporteur, peut-être parfaitement créé par le simple jeu de règles exceptionnelles venant tantôt compléter celui des règles ordinaires, tantôt s'y substituer.

Il n'est nullement impossible de faire cadrer la loi de 1917 avec une interprétation modeste de cette loi. Sans doute des difficultés d'interprétation peuvent se rencontrer, telle disposition paraîtra impérative aux uns, alors que d'autres voudront n'y voir qu'une possibilité, permise seulement si la société adopte un régime juridique conforme à cette possibilité. Nous avons refusé d'admettre que les statuts puissent limiter la responsabilité des sociétaires, lorsque la société se constitue en nom collectif, parce que nous avons trouvé un ensemble de textes d'où il nous paraît résulter clairement une incompatibilité absolue entre le fait pour un associé de limiter sa responsabilité et celui de figurer en nom dans la raison sociale (sauf application de la loi de 1925).

On peut douter du caractère licite d'une extension apportée à la responsabilité des actionnaires dans une société anonyme. Dans ce cas, pour que la disposition contenue aux

1. *Supra*, p. 49.

articles 2 et 10 trouve son application, ne faut-il pas lui donner un caractère impératif qui lui permette de tenir en échec les règles opposées ; et alors pourquoi tenir en échec certaines de ces règles plutôt que d'autres ? On prétendra peut-être que les unes sont d'ordre public (sur la responsabilité illimitée des associés en nom), les autres pas. Disons plus simplement que les premières ont un fondement plus solide que les secondes ; celles-ci peuvent, dans certaines conditions, chanceler sous le choc de la disposition nouvelle, pas celles-là. Pour formuler une règle d'ordre public on pourrait dire : « Toute garantie personnelle (d'associés) ne peut être valablement réduite si la société se révèle au public comme n'ayant pas limité cette garantie, affichant une forme juridique où cette garantie doit être illimitée. Aucune garantie personnelle ne peut être ajoutée à la garantie réelle fournie par le capital, si la société adopte des dispositions statutaires qui, d'une part, rendent illusoire cette garantie, ou par ailleurs sont insuffisantes à faire connaître aux personnes entrant dans la société par le moyen de cession ou autrement, les charges inusitées, toutes spéciales, qu'elles assument. »

Est-il possible d'admettre que des sociétés soient régies uniquement par la loi de 1917 ? Cette loi est incomplète ; si elle avait l'importance que certains doctrinaires lui attribuent, elle eût comporté la présence de plus de quinze articles.

Elle est muette sur la constitution des organes nécessaires à la société, l'existence ou l'absence de réserves dans les banques populaires, la convocation des assemblées, la possibilité de modifier les statuts (elle ne s'en occupe que pour la sauvegarde des intérêts de l'Etat vis-à-vis des banques populaires). Faut-il donc décider que toutes les combinaisons sont possibles ; qu'une banque populaire, par exemple, peut limiter la responsabilité de tous les associés, créer des titres au porteur voire non entièrement libérés, n'avoir pas d'assemblées générales convoquées annuellement, ni commissaire de surveillance etc... ? Pour parer à ces inconvénients on pourrait dire, il est vrai, que si les statuts adoptent la division du capital en actions, certaines règles de la loi de 1867 sont applicables. Mais, sauf par les dispo-

sitions expressément déclarées dans cette loi applicables à toutes les sociétés (ce sont précisément des règles de publicité que nous considérons comme expressément écartées par la loi de 1917) cette loi du 24 juillet ne dispose que pour les sociétés qu'elle régit ; on ne peut, en principe, y puiser une règle sans les adopter toutes (1). D'ailleurs quelle difficulté pour faire un choix, parmi les dispositions concernant des choses si nombreuses : souscription, libération et forme des actions, vérification des apports en nature, assemblées générales, administrateurs, durée de leurs fonctions, contrôle de leur gestion etc... ! Mieux vaut dans ce cas appliquer la loi de 1867, en bloc, sauf quelques dérogations autorisées par le texte de la loi de 1917. Pour faire le choix dont nous venons de démontrer la nécessité, il faudrait se servir à jet continu de la notion d'ordre public.

Nous conseillons l'adoption de la forme à capital variable. Elle est même indispensable en fait pour les sociétés de caution mutuelle dont les sociétaires peuvent toujours se retirer avec la valeur de leurs parts. Pour compenser la diminution de capital en résultant, il est bon de prévoir que le capital pourra augmenter par l'adjonction de membres nouveaux. Dans les banques populaires, les administrateurs doivent naturellement n'accorder l'escompte que lorsque le client présentera les garanties (morales ou autres, suffisantes. Il est donc indispensable que les statuts prévoient le droit de retrait en faveur d'associés auxquels l'escompte serait refusé ; cela ne se peut ici qu'en adoptant la forme à capital variable.

Mais cette forme n'est pas un régime juridique complet. Elle peut s'accorder avec les sociétés de personnes aussi bien qu'avec les sociétés de capitaux. Quel choix convient-il de faire ? La considération de personne est prédominante en matière de sociétés de caution *mutuelle* ; cela résulte évidemment du nom même de l'objet de ces sociétés. Elle joue un rôle aussi considérable dans le recrutement des membres participants des banques populaires. Mais, par ailleurs, le désir de limiter la responsabilité de tous les associés s'accorde mal avec l'adoption du type ordinaire des sociétés de

1. Cf. Lacour, art. cit., in *rev. crit.*, 1885, p. 46

personnes. Or voici justement que la loi du 7 mars 1925 organise des sociétés de personnes à responsabilité limitée dont les organismes sont moins compliqués que ceux des sociétés anonymes. L'emploi de ce type est donc tout indiqué.

DISPOSITIONS FISCALES. — On admet que les pièces à déposer en vertu de l'article 7 de la loi, sont, à l'instar de ce qui est accepté en matière de crédit agricole, exemptes de droit de timbre, sauf quand elles sont établies sous forme d'actes réguliers. « Mais, dit M. Houpin à propos des sociétés de crédit agricole, (1) nous ne voyons pas comment on peut constituer une société sans établir des statuts par un acte régulier signé de tous les associés ou des fondateurs, et ce n'est pas le simple dépôt des statuts non signés qui peut suffire à leur donner une valeur comme acte de société. » Ce dépôt au greffe de la justice de paix ne donne lieu en ce qui concerne les caisses de crédit agricole à aucune rémunération au greffier, car il n'est pas dressé d'acte de dépôt mais il est seulement délivré un récipissé unique dont le timbre doit être d'ailleurs acquitté (2). Il faut admettre les mêmes solutions en ce qui concerne les banques populaires et les sociétés de caution mutuelle (3). S'il n'y a pas d'acte, il n'y a pas obligation d'enregistrer. En cas d'enregistrement le droit fixe seul est exigible, car, ici encore la situation est la même que pour les caisses de crédit agricole régies par la loi du 5 novembre 1894 où cette règle est admise.

Les sociétés de caution mutuelle et les banques populaires qui observent les dispositions de la loi de 1917 sont exemptes de l'impôt de la patente (art. 8), de celui sur les bénéfices industriels et commerciaux (L. 7 août 1920, art. 3, mod. l'article 8 de la loi de 1917) et par ricochet, de la taxe sur le chiffre d'affaires, cette taxe n'étant pas due par les intermédiaires (parmi lesquels il faut compter les banquiers), lorsqu'ils ne sont pas assujettis à l'impôt cédulaire (4).

1. *Sociétés civiles et commerciales*, 1920, 5^e éd., n^{os} 1403 et s.

2. Circulaire Briand garde des sceaux, 14 mai 1908, in *Bul. du crédit pop.*, 1923, pp. 95 et 96.

3. *Bul. du crédit pop.*, 1923, article cité, p. 96 et aussi pp. 164 et s.

4. *Arg.*, L. 25 juin 1920, art. 59 et 62, 2^o.

Enfin elles sont exemptes de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (art. 8), c'est-à-dire sur les revenus et intérêts qu'elles distribuent ou servent à leurs créanciers, ou actionnaires, ou déposants (1).

« Les certificats de parts non négociables ne sont soumis qu'au timbre de dimension prévu par l'article 12 de la loi du 18 brumaire an VII, » (art. 8) Il en résulte *a contrario* que le droit proportionnel est dû sur les autres.

RESULTATS. — Les petits commerçants et les artisans ont manqué d'initiative pour créer des *sociétés de caution mutuelle*. Lorsqu'ils l'ont fait, le recrutement n'a pas opéré une sélection suffisante et les résultats ont été lamentables. « Les seules sociétés qui ont obtenu quelques résultats sont celles dont la naissance a été provoquée et protégée par des hommes d'œuvre, désintéressés pour eux-mêmes... (qui) étaient parfois des hommes d'affaires, presque toujours des créateurs de banques populaires qui ont discerné dans le titre I^{er} de la loi du 13 mars 1917 un moyen de donner un plus grand développement à leur banque. Sous cette forme la société de caution mutuelle apparaît à tous ceux qui en ont poursuivi la pratique comme un moyen d'éducation du petit commerçant ou de l'artisan trop souvent insuffisamment instruit de la partie administrative de sa profession » (2).

On trouve des sociétés de caution mutuelle où la respon-

1. V. *Bul. du crédit pop.*, 1925, p. 195, la reproduction d'une instruction du 21 février 1921 élaborée pour le crédit agricole mais applicable aux banques populaires. « L'immunité profite aux seules opérations passives des sociétés envisagées, c'est-à-dire celles qui comportent de leur part un service d'intérêt. Dès lors les prêts consentis par les caisses de crédit agricole, soit à des particuliers soit à des collectivités, ne bénéficiant pas elles-mêmes de l'immunité, tombent directement sous l'application du titre V de la loi du 31 juillet 1917 (Instruction n° 3525) modifié par l'article 32 de la loi du 23 juin 1920 (Instruction n° 3226) ou de la loi du 29 juin 1922 s'il s'agit d'une collectivité soumise à cette loi, et ils sont passibles de la taxe de 10 % sur l'intérêt servi par le débiteur. On remarquera toutefois que l'escompte par les caisses locales d'effets négociables souscrits par leurs sociétaires, en matière de prêts à court terme, ne saurait donner ouverture à la taxe, cette opération ne présente pas en effet le caractère juridique d'un prêt au sens de l'article 38 1^{er} de la loi du 31 juillet 1917 (Instr. 3525, p. 3).

2. *Bul. du crédit populaire*, mai 1926, rapport Renard.

sabilité personnelle des membres est de deux et demie à dix fois le capital versé.

Certaines sociétés ont végété, comme celles de Loches en Touraine, parce que leur capital est à peu près nul et le maximum de chaque aval réduit à 500 francs, ou ont succombé soit faute d'un capital suffisant, soit faute d'une sélection rigoureuse; mais d'autres, parmi lesquelles on peut citer les trois sociétés de caution mutuelle fondées par la banque populaire de Morlaix, la société de crédit de la fédération de la petite industrie de la chaussure à Paris, et la caisse de crédit de la Confédération générale de l'artisanat, de fondation récente, ont rendu ou paraissent devoir rendre de grands services.

On verra dans les chapitres suivants que les sociétés de caution mutuelle ont un rôle qui dépasse celui qui vient d'être étudié.

La loi du 13 mars 1917 n'ouvrit pour commencer qu'un crédit de 12 millions, cette somme se trouva accrue par suite de diverses dispositions légales. Au 31 mars 1923 les avances accordées sans intérêt aux banques populaires (13 mars 1917 art. 11 et 12) ne dépassaient pas le double de leur capital versé en espèces. Au 31 décembre 1924 elles atteignaient 64. 411.000 francs laissant un reliquat disponible de 129.000 francs (1).

« Si on considère les effets de commerce reçus à l'escompte pendant l'année 1924, on constate que 90,58 % d'entre eux sont des effets de moins de 2.000 francs, et 98,77 % d'entre eux sont des effets de moins de 10.000 francs. Parmi les comptes courants tant débiteurs que créditeurs 51,27 % ont au 31 décembre 1924 un solde de moins de 2.000 francs et 80,99 % présentent un solde ne dépassant pas 10.000 francs ».

La somme globale des soldes débiteurs et celle des soldes créditeurs sont à peu près égales (122 et 158 millions) (1). A la fin de 1925, il y avait en France 100 banques populaires, 122 succursales ou agences permanentes, 112 bureaux non permanents, soit au total 364 établissements au lieu de 280 en 1923, 128 en 1921, 3 en 1918; le capital versé atteignait pour

1. Voir le rapport publié au *Journal officiel* du 18 avril 1926, ou les extraits parus au *Bul. du crédit populaire*, juin 1926, pp. 163, et suiv.

l'ensemble 64 millions au lieu de 33 en 1922 et de 775.000 francs, en 1918 (1).

La caisse centrale des banques populaires a été fondée en 1921 au capital de 1 million. Elle est appelée à jouer de plus en plus le rôle de caisse de compensation entre les banques populaires et d'intermédiaires entre les banques locales et le ministère du travail, son importance croît rapidement (2).

1. *Bul. du crédit populaire*, août 1926, p. 223.

2. Albertini, *Le développement du crédit populaire*. Thèse Paris, 1926, p. 118 ; *Bul. du crédit pop.*, art. cité.

CHAPITRE III

Crédit à long terme en faveur des démobilisés.

La loi du 24 octobre 1919, ouvrit « au ministre du Commerce... un crédit (spécial) de cinquante millions de francs (50 000.000 fr.), destiné à consentir des prêts aux petits commerçants, aux petits industriels, aux petits fabricants et artisans démobilisés, ainsi qu'aux veuves des petits commerçants, des petits industriels, des petits fabricants et artisans démobilisés qui bénéficient des dispositions de la loi du 31 mars 1919, sur les pensions des armées de terre et de mer » (art. 1^{er}). Les avances devaient être faites par les banques populaires pour une durée ne pouvant dépasser *quatorze années* (art. 2).

Il paraît suffisant d'indiquer cette loi sans plus de commentaires parce qu'elle n'est plus aujourd'hui la source d'aucun prêt. Le crédit de 50 millions a été intégralement employé. Les banques populaires sont obligées de rejeter les demandes nouvelles. Les remboursements ne peuvent servir à de nouveaux prêts. Ils ont atteint, au cours de l'année 1924, environ 2 millions et demi portant, à 5 millions et demi le total des sommes remboursées par les emprunteurs au 31 décembre 1924 (1).

Cette loi ayant d'un seul coup accordé 50 millions aux banques populaires aurait été la cause de leur essor (2).

1. J. O. 18 avril 1926, rapport, d'après le *Bul. du créd. pop.*, juin 1926, p. 164.

2. Albertini, *op. cit.*, p. 118.

CHAPITRE IV

Loi du 27 décembre 1923.

La loi du 27 décembre 1923 a pour but d'organiser « le crédit aux sociétés coopératives et unions de sociétés coopératives d'artisans, ainsi qu'aux petits artisans » (1).

En ce qui concerne les *petits artisans*, il s'agit de crédit à *long terme*. La durée maxima est de cinq années. L'objet en est « la constitution..., l'aménagement..., l'installation..., la réfection totale ou partielle..., la dotation en outillage ou en matériel d'une petite entreprise... » (art. 5).

En ce qui concerne le *crédit collectif*, la durée maxima est portée à dix ans, mais il n'est rien spécifié quand à l'objet. Les sociétés et unions bénéficiaires pourront donc emprunter, non seulement pour faire des immobilisations, ce qui est le but propre aux emprunts à long terme, mais encore pour accroître leurs fonds de roulement. Elles pourront emprunter; non seulement pour acheter des machines, mais encore pour acheter des matières premières destinées à être revendues dans un délai relativement restreint, sous forme d'objets fabriqués. En résumé, la loi organise, ici à la fois le crédit à *long terme* et le crédit à *court terme*.

Pourquoi cette différence entre le crédit collectif et le crédit individuel? Pour les artisans isolés, la loi du 13 mars 1917 avait déjà organisé le crédit à court terme. Quant aux sociétés, les lois du 7 mai 1917 ne régissent que les coopératives de consommation, celle du 18 décembre 1915, que les coopératives de production. En principe la loi nouvelle s'occupe de sociétés différentes (sauf les coopératives

1. Pour les travaux préparatoires, voyez J. O., Doc. parl. Ch., 1923, n° 5886, 6272, 6371, 6401, pp. 771, 1503, 1593.

de ventes qui peuvent bénéficier de la loi de 1915 et de celle de 1923).

BÉNÉFICIAIRES. — a) *Prêts individuels.* — On trouve des artisans à titre individuel, mais ils ne sont pas complètement indépendants. Ils doivent être présentés par une union déjà agréée au ministère du Travail pour le service du crédit collectif, sans que l'union fasse, ici, autre chose que la présentation, c'est-à-dire la constitution d'un dossier concernant l'intéressé. Comme l'union est composée d'artisans qui désirent bénéficier du crédit collectif, elle n'a pas intérêt à favoriser la demande d'artisans indépendants. En fait le fonds de dotation est loin d'être épuisé et permet de satisfaire les demandes de crédit collectif et celles de crédit individuel. La formalité de présentation qui ne donne au Trésor qu'une garantie purement morale, aurait pu être supprimée sans inconvénient. Le seul intérêt de cette intervention pourrait être que les unions vérifient avec plus de sévérité la qualité artisanale des personnes présentées, mais ce n'est pas seulement la qualité d'artisan qui doit être vérifiée, c'est la qualité de petit artisan. Or les sociétés qui constituent l'union comprennent indistinctement artisans et petits artisans. On verra plus loin qu'en pratique l'intervention de l'union tend à obliger le petit artisan à faire partie d'un syndicat, et d'une société affiliée à l'union. Faire partie d'un syndicat est onéreux, faire partie d'une société affiliée comporte des risques parce que ces sociétés font aussi des prêts. La formalité de présentation devrait être supprimée (1).

L'artisan doit faire partie d'une société de caution mutuelle et obtenir l'argent d'une banque populaire. Cette double dépendance se conçoit parfaitement parce qu'elle est source de garanties. Toutefois on aurait pu laisser ici, comme dans

1. V. en sens contraires les rapports, n° 6272 et 6401 précités. Pour M. Courtier rapporteur au nom de la commission du travail l'intervention de l'union « est indispensable pour augmenter la garantie et pour assurer à l'artisanat la cohésion organique de ses efforts et de ses services; l'éparpillement et le désordre ne peuvent avoir que de funestes conséquences pour un mouvement qui cherche à se développer au plus grand avantage de la nation elle-même » (*J. O. Ch. Doc.*, 1923, p. 1506). La commission du commerce et de l'industrie critiqua l'intervention de l'union; pour elle l'artisan isolé n'a rien, c'est une lacune au projet (*J. O. Ch. Doc.*, 1923, p. 1593).

la loi de 1917, à la banque populaire la liberté d'exiger ou non l'aval d'une société de caution mutuelle, parce que les sociétés de caution mutuelle sont très difficiles à former, même lorsqu'il ne s'agit que de cautionner des emprunts à très court terme.

L'article 5 de la loi a laissé à une commission le soin de déterminer l'importance que l'entreprise de l'artisan ne doit pas dépasser pour que les avances puissent être accordées. Pour l'appréciation de cette importance divers éléments pouvaient être retenus : le bénéfice réalisé (mais une affaire importante peut ne pas réaliser de bénéfices en rapport avec son importance, il y a même de grosses entreprises qui éprouvent des pertes), le chiffre d'affaires, la valeur du capital d'exploitation, le nombre de personnes travaillant dans l'entreprise, ces trois derniers éléments appréciés les uns par rapport aux autres et aussi en tenant compte de la nature du métier exercé. La commission aurait donc pu arrêter tout un barème et le modifier ensuite, selon que l'abondance des fonds à distribuer aurait été plus ou moins grande, de façon à accroître ou à restreindre les catégories bénéficiaires. Elle a retenu comme seul élément d'appréciation le nombre des travailleurs étrangers à la famille. Voici le texte de la définition qu'elle a adoptée. « *Sont considérés comme petits artisans au sens de l'article 5, les travailleurs de l'un ou de l'autre sexe, exerçant une profession indépendante, effectuant eux-mêmes les travaux manuels qui font l'objet de ce métier et n'occupant comme auxiliaires en dehors des membres de leurs familles que deux personnes au plus ; ce nombre peut être porté à trois, s'il y a parmi eux un apprenti ayant passé un contrat écrit d'apprentissage. Sont considérés comme membres de la famille : le conjoint, les ascendants, les enfants et petits enfants et leurs conjoints, ou les pupilles, habitant avec eux.* »

La commission considère qu'un artisan doit être indépendant et joindre le travail de direction et le travail d'exécution. Toutefois, la solution contraire a été donnée sur une question fiscale, en faveur d'un vieillard qui faisait travailler ses enfants et les nourrissait (1).

Le simple manœuvre n'est pas un artisan. Mais il y a

1. Voir *infra*, p. 114, note 4.

peu d'activité qui n'exige une certaine adresse acquise. Comme il s'agit en somme d'aider les petits à gagner leur vie, on peut penser que la commission se montrera libérale à ce point de vue. C'est plutôt de ceux qui garantissent à l'Etat le remboursement des prêts que viendraient les difficultés : un métier si simple qu'il ne serait même pas un métier, demande si peu de capitaux qu'il n'est pas intéressant de faire les enquêtes et de prendre les précautions nécessaires pour assurer le recouvrement. L'intérêt prélevé ne suffit pas alors à couvrir les frais occasionnés par le prêt. D'autre part les garanties ne peuvent être très grandes.

En certaines questions fiscales, les personnes faisant le transport de marchandises ne sont pas considérées comme artisans. Le conseil d'Etat (1) donne pour raison de cette exclusion que le voiturier « ne peut être assimilé à un ouvrier travaillant chez lui ou chez les particuliers », selon les termes de la loi de 1917, première rédaction. On a fait remarquer aussi (2) que la loi de 1917 (même sous la dernière rédaction) fait une mention spéciale des cochers (et chauffeurs), pour les joindre aux autres bénéficiaires des dispositions fiscales dont s'agit, mais que cette mention ne saurait être étendue aux voituriers qui transportent des marchandises. Ni le cocher ni le voiturier ne sont des artisans, car ils ne travaillent pas de leurs mains, suivant un ensemble de procédés constituant la technique propre à un métier, en vue d'obtenir la confection d'un produit ou l'agrément d'une chose. Aussi nous estimons qu'ils ne peuvent pas bénéficier de la loi sur le crédit artisanal.

Par contre nous pensons que le boulanger, qui dans la généralité des cas n'est pas considéré comme bénéficiaire des exemptions de l'impôt de la patente, ni de la disposition de l'article 13 de la loi du 31 juillet 1917 en faveur des artisans, est un véritable artisan au sens de la loi de 1923. En effet, s'il est écarté du bénéfice des dispositions fiscales précitées c'est uniquement parce qu'il est censé réaliser un

1. C. E., 26 juin 1925. *Rec. des quest. fisc.*, 1925, p. 291.

2. Réponse ministérielle, *J. of.*, 21 janvier 1925. débats. ch. p. 151 et *Bull. des contr. direct. et du Cadastre*, 1925, p. 41.

bénéfice sur les farines qu'il travaille, et acquérir, contrairement aux exigences de la loi de 1917, la qualité juridique de commerçant. Mais ces exigences ont une portée limitée à des considérations fiscales que l'on ne saurait étendre ici.

Des avances peuvent-elles être faites à des compagnons, ou à des personnes quelconques capables d'exercer le métier choisi, en vue de leur établissement ? La loi ne parle que de l'artisan et la commission exclut de sa définition les travailleurs non indépendants. Toutefois l'article 5, 2^e alinéa prévoit l'emprunt pour la constitution d'une petite entreprise. La qualité d'artisan qui est exigée c'est donc celle qui sera possédée après la constitution de l'entreprise, non avant.

On verra plus loin, que en fait, par la nécessité pour le postulant d'être membre de divers groupements, seuls les artisans peuvent bénéficier de la loi.

L'entreprise à constituer doit être petite, c'est-à-dire ne comporter qu'un nombre restreint d'auxiliaires. Elle ne peut être agrandie après coup, avec des ressources provenant de l'emprunt, cela va de soi. Elle ne peut l'être non plus avec des ressources dont l'emprunteur disposait avant son établissement, car il aurait dû, simplement, emprunter moins et ne pas faire concourir les sommes demandées à la fondation d'une entreprise plus grande. Toutefois des ressources personnelles, qui n'étaient que difficilement mobilisables à cette époque, qui étaient en quelque sorte latentes, comme dans le cas de créances non échues ou irrécouvrables doivent être assimilées à des ressources nouvelles : bénéfices réalisés, héritage etc. . . Mais voici qu'un article 32 du règlement d'administration publique dispose : « au cas où les conditions mises à la concession du prêt ne sont pas observées par l'emprunteur, les sommes prêtées deviennent immédiatement et intégralement exigibles en principal et intérêts ». Faut-il déclarer que l'emprunteur, qui aurait réalisé suffisamment de bénéfices, par exemple, pour prendre un nouvel ouvrier, ou pour faire monter son apprenti au grade de compagnon, serait immédiatement déchu ? Nous ne le pensons pas, parce que tirer argument de l'article 32 en faveur de la déchéance serait résoudre la question par la question, à savoir : l'octroi du prêt est-il subordonné à l'obligation pour l'emprunteur

de rester jusqu'au paiement un petit artisan. En pratique les organes de contrôle qui seront responsables ne s'occuperont d'empêcher l'extension de l'entreprise que lorsque cette extension paraîtra scabreuse. Il reste bien entendu que l'artisan qui a étendu son entreprise ne peut plus demander de nouvelles avances, par le procédé du prêt direct. Il faudra qu'il recourt au crédit collectif.

On remarque que la commission considère des frères travaillant ensemble comme des étrangers. Il est vrai que s'ils sont jeunes ils travailleront normalement chez leurs parents ou tuteurs, que si l'un est majeur il sera normalement le tuteur des cadets. La commission a assimilé le pupille aux enfants (ce que n'avaient pas fait les lois fiscales antérieures étudiées dans d'autres chapitres) et cette assimilation devait être explicitement formulée car il n'existe aucune obligation alimentaire entre tuteur et pupille, ni aucun droit de jouissance au profit du tuteur sur les biens du pupille. Les enfants et petits enfants, ce sont tous les descendants même au delà du second degré. Ce sont les enfants naturels (même adultérins ou incestueux), et leurs descendants ; mais non les enfants naturels d'enfants légitimes ou non, car la loi civile ne fait produire aucun effet à cette filiation entre l'aïeul et le petit-fils.

Naturellement les adoptés sont assimilés aux enfants s'ils sont adoptés par le maître artisan, mais ils ne sont pas assimilés aux petits enfants, s'ils sont adoptés par un enfant du maître artisan (arg. art. 350, c. civ.) Peut-être la commission ferait-elle bien de considérer que dans ces matières la loi civile a tenu compte de la pratique courante ; s'il convient à l'aïeul de recevoir les enfants naturels ou adoptés de ses enfants, doit-on se montrer plus sévère que lui et ne pas admettre qu'il travaille avec sa descendance. La raison d'hésiter est l'absence d'obligation alimentaire et de droit de successibilité entre l'aïeul et le descendant dans ces conditions.

Le libéralisme que la commission a manifesté quant aux pupilles, ne peut qu'être favorable à la descendance naturelle.

La commission a désigné expressément les conjoints des descendants. Déjà, interprétant une loi fiscale de 1920, l'Administration avait admis ces conjoints. Si on relit la phrase on voit que l'expression « et leurs conjoints » ne se rapporte

pas aux ascendants; c'est à dire que le parâtre ou la marâtre seraient exclus. Mais cette exclusion n'a pas été prononcée à propos de différentes dispositions fiscales, il n'y a pas lieu ici de montrer plus de sévérité.

Enfin il faut remarquer que ce sont les unions, les sociétés de caution mutuelle, et les banques populaires qui ont à se prononcer sur l'octroi du crédit, non l'Etat. L'assimilation du parâtre au père, du descendant naturel au descendant légitime ne leur cause aucun tort.

Parmi les bénéficiaires du crédit individuel on peut mentionner tous les artisans, parce que les sociétés bénéficiaires du crédit collectif semblent viser au rôle de banquier. A la Chambre (1) il fut expliqué que ces sociétés pourront « accorder des facilités de paiement aux petits artisans qui n'auront pas les disponibilités suffisantes pour faire face immédiatement aux dépenses d'installation et de matériel. » Il n'est pas certain que l'expression petits artisans ait ici le même sens que celle employée à l'article 5 ; il s'agit plutôt d'artisans manquant de fonds. C'est ce que considère la C. G. A. F. (2). Que le groupement donne à son adhérent les capitaux requis ou qu'il paie pour lui l'outillage acheté, il y a presque toujours à la base de son intervention une opération faite spécialement pour un seul, c'est du crédit individuel bien plus que du crédit collectif.

Il en résulte: 1° Que l'intervention d'une société de caution

1. Doc. parl. Ch. 1923, n° 5886, fo 49, p. 771, 3^e col.

2 « *L'Artisan Français*, mai 1925 et divers numéros: *Crédit artisanal* manifeste: « Les artisans actionnaires de la société auxiliaire de la C. G. A. F. (société coopérative réunissant les membres des groupements professionnels affiliés à la C. G. A. F ne faisant pas partie d'une société artisanale française) « peuvent : ou demander une avance sur le fonds de dotation de l'artisanat français comme indiqué plus haut (il venait d'être parlé du fonds de dotation, son importance, son but, et des avances individuelles aux artisans) ou obtenir de l'Union nationale des sociétés coopératives d'artisans de France des ouvertures de crédit pouvant aller jusqu'à dix mille francs, remboursables en cinq années... leur permettant d'acheter chez les fournisseurs agréés par cette société, l'outillage mécanique qui leur est nécessaire; obtenir de cette même société soit des ouvertures de crédit etc... » ; sans doute il se pourrait que ces ouvertures de crédit fussent faites sur des ressources propres à la société auxiliaire, mais s'il en était ainsi le tract s'étendrait plus longuement sur le fonctionnement du crédit coopératif.

mutuelle et celle d'une banque populaire ne sont pas indispensables pour le crédit aux petits artisans ; 2° Que le crédit individuel n'est pas réservé aux petits artisans.

b) *Prêts collectifs*. — Les principaux bénéficiaires de la loi de 1923 sont « les sociétés coopératives ayant pour but l'achat, la fabrication, la répartition des marchandises, machines ou objets quelconques, ou ayant tout autre but intéressant directement ou indirectement la profession artisanale de leurs membres » (art. 3) et les unions de ces sociétés (L'art. 3 et 4 ; décret d'application, titres I et II).

Les statuts-types publiés par le ministère du travail ainsi que l'expression la profession artisanale employée à l'article 3 de la loi semblent bien indiquer que chaque société doit grouper des artisans appartenant au même métier (1). Les coopératives de consommation rentrent ainsi malaisément dans le cadre de l'article 3 de la loi, car elles visent à procurer des choses à usage domestique et ne cherchent pas en conséquence à ne grouper que des personnes appartenant au même métier. Mais la première raison est suffisante seule ; l'article 3, 1° des statuts-types montre que les coopératives ne peuvent fournir que des objets à usage professionnel (2).

Les unions peuvent grouper des sociétés se rapportant à des métiers différents (3).

Ni les sociétés ni les unions ne peuvent être des coopératives de production, les artisans qui les composent doivent être des travailleurs indépendants qui ont recours à elles pour certaines opérations accessoires à l'exercice du métier, celles des achats de matière première, telles des ventes d'objets fabriqués. L'article 3 de la loi dit en effet que les sociétés coopératives ont un but « intéressant l'exercice de la profession artisanale de leurs membres ».

1. Dans le rapport indiqué à la note 1 il avait été expliqué que les sociétés se montreront très circonspectes et qu'elles exigeront la garantie d'une société de caution mutuelle. Mais, aujourd'hui, les sociétés de caution, sont dénoncées comme un organisme encombrant et inutile, que des garanties réelles pourraient avantageusement remplacer.

2. Voir le texte à la deuxième note suivante.

3. Statuts-types ; article 2. L'union « a pour objet de grouper les sociétés d'artisans (de telle ou telle spécialité) et de toutes autres professions déterminées dans la suite par l'assemblée générale... »

Il est vrai qu'une profession peut-être exercée en commun et que c'est justement le rôle de la coopérative de production. Il est vrai que l'article 3 parle précisément, de fabrication par les sociétés coopératives. Mais la fabrication dont il s'agit est celle qui a pour but de fournir aux artisans les produits qu'ils utilisent dans leurs métiers (tels des fils pour les tisserands); le texte énumère achat, fabrication, répartition. L'article 3 des statuts-types suppose clairement l'existence d'entreprises distinctes (1).

Ces sociétés peuvent faire beaucoup de choses : achat et répartition de marchandises, de machines par exemple, et généralement tout ce qui intéresse « directement ou indirectement la profession artisanale de leurs membres ». L'article 3 des statuts modèles parle de « l'apport d'un concours financier sous quelque forme que ce soit aux entreprises artisanales » des membres de la société.

Comme nous l'avons dit c'est, dans ce dernier cas, du crédit individuel par l'intermédiaire de sociétés, autant que du crédit collectif.

Les sociétés et unions sont soumises à un certain *régime juridique*, celui des articles 1^{er}, 3, 4 et 7 de la loi du 7 mai 1917 sur les coopératives de consommation, de l'article 7 de la loi du 13 mars 1917, et, pour les sociétés seulement, de l'article 10 1^o de la même loi.

1. Statuts-types, article 3 « La société a pour objet de faciliter aux artisans s'occupant du commerce et de l'industrie de... en France, l'exercice de leur commerce, de leur industrie et de leur métier, et notamment :

1^o L'achat et la fabrication en vue de la répartition entre les actionnaires conformément aux demandes de chacun d'eux, de toutes marchandises, matières premières et machines ou objets quelconques se rattachant directement ou indirectement au commerce ou à l'industrie de...;

2^o L'apport d'un concours financier, sous quelque forme que ce soit aux entreprises artisanales de ses membres dans le domaine ci-dessus visé ;

3^o Et généralement toutes opérations industrielles et commerciales quelconques, intéressant directement ou indirectement l'exercice ou la profession artisanale de ses membres, qui seront nécessaires pour la réalisation de son objet.

La société agira soit directement, soit indirectement en tant qu'intermédiaire, soit encore sous forme de souscription, participation ou autrement ».

Il est vrai que les deux derniers paragraphes peuvent s'accommoder de l'exercice en commun de la profession des membres.

Tout d'abord, ces sociétés et unions doivent respecter les principes coopératifs d'*exclusion du public* et de *non participation du capital aux bénéfices* et à la *direction de la société*.

Le public, c'est tous ceux qui ne sont ni sociétaires, ni assimilables aux sociétaires. Sont assimilables aux sociétaires, non pas de simples adhérents auxquels le versement d'une légère cotisation permet de profiter de la société, mais ceux qui auraient droit aux ristournes au même titre que les sociétaires, avec affectation de ces sommes dues à titre de ristourne, à la souscription et la libération normale d'une part de sociétaire. Naturellement une coopérative d'achat qui ne doit vendre qu'à ses membres peut acheter à n'importe qui, et une coopérative de vente qui ne doit vendre que les objets fabriqués par ses membres peut vendre au public. Le public peut et doit normalement être la contre partie des coopérateurs, il ne doit pas en être le complément. Les bénéfices doivent être ristournés aux sociétaires, au prorata des affaires faites pour eux par la société, mais le capital peut recevoir, sur ces bénéfices, un intérêt qui ne dépasse pas six pour cent. Il n'est pas nécessaire de distribuer tous les bénéfices ; une partie peut être donnée à des œuvres d'intérêt général, une autre, mise en réserve, à condition que la réserve ne fasse jamais l'objet d'une répartition entre les porteurs de parts sociales, mais qu'elle soit distribuée comme les bénéfices, c'est-à-dire ristournée ou allouée à des œuvres dites d'intérêt général.

Tandis que dans les sociétés capitalistes, du moins dans les sociétés par actions, chaque membre dispose aux assemblées d'un nombre de voix proportionnel à l'importance de sa part, ici, chaque sociétaire, quelle que soit l'importance de sa part, ne peut disposer que d'une voix, et, d'après une loi récente (3 juillet 1925), peut toujours en disposer. Les unions ont, principalement pour membres, des sociétés. Chaque société a normalement une voix, toutefois les statuts peuvent lui en donner un nombre qui soit en rapport exact avec celui de ses membres. Même lorsque les coopératives ont revêtu la forme anonyme, les assemblées n'ont pas, contrairement aux dispositions des articles 4, 24, 25, 29, 30 et 31 de la loi du 24 juillet 1867, à réunir une certaine proportion du capital social, mais seulement une certaine pro-

portion du nombre des adhérents. Ceci est une innovation qui est due à la loi du 3 juillet 1925, laquelle, il est vrai, ne modifie expressément que la loi du 7 mai 1917 et ne dit rien concernant celle de 1923. Mais cette dernière est modifiée par ricochet, car elle renvoie à certaines dispositions de la loi de 1917 (1). Celles de la loi du 3 juillet 1925 sont impératives, en ce sens que les sociétés, qui se constitueraient sans les observer, ne pourraient être légalement considérées comme des sociétés coopératives de consommation, des sociétés coopératives artisanales, ou des unions artisanales, mais seulement comme des sociétés ordinaires. Le changement n'est donc pas aussi radical que celui, opéré par la loi du 1^{er} août 1893, reconnaissant aux actionnaires la faculté de groupement. Dès la promulgation de cette loi il a été impossible de constituer une société anonyme où le droit au groupement ait été dénié, une controverse s'engagea sur la question de savoir si cette loi du 1^{er} août 1893 avait ou non un effet rétroactif. La loi du 22 novembre 1913 y mit pratiquement fin d'une façon affirmative. La question se pose actuellement de savoir si la loi de 1925 s'applique aux sociétés constituées antérieurement. Nous ne le pensons pas, car si de nouvelles sociétés peuvent se fonder sans observer cette loi, *a fortiori* les anciennes sociétés peuvent continuer à fonctionner comme par le passé. Toutefois, en ce qui concerne les privilèges et avantages divers résultants de la conformité des statuts à certains textes législatifs et réglementaires, nous estimons qu'ils ne sauraient continués à être octroyés, si la société ne met pas ses statuts en harmonie avec les nouvelles dispositions. Ainsi, par exemple, une société coopérative artisanale cessera éventuellement d'être habile à recevoir les avances prévues à la loi du 27 décembre 1923 ; mais comme elle n'a pas manqué aux engagements pris lors de la réalisation de l'emprunt ni modifié ses statuts, l'article 11 du décret du 27 juillet 1924 sur l'exigibilité immédiate de la créance de l'Etat, ne saurait trouver d'application.

1. Une proposition de loi déposée sous le n° 1927 tend, dans son article 1^{er}, § 1^{er}, à modifier paragraphe de l'article 3 de la loi de 1923 en indiquant que les sociétés doivent se conformer à la loi du 3 juillet 1925. (Texte de la proposition et exposé des motifs dans *L'Artisan français* de décembre 1925.)

La loi de 1925 a arrêté sur la représentation et le vote aux assemblées générales deux ordres de dispositions dont le second semble un complément du premier. Le premier ordre figure à l'article 4 nouveau de la loi de 1917 auquel renvoie la loi de 1923 et concerne la représentation par tête dont il vient d'être parlée, le second figure à l'article 5 nouveau et a trait à la répartition des sociétaires en sections et à la représentation aux assemblées générales par les délégués de ces sections, tandis que l'ancien article 5 devient le premier paragraphe de l'article 6 ainsi modifié. Or la loi de 1923 ne renvoie pas à l'article 5. Les dispositions de cet article ne sont donc pas applicables aux sociétés et unions artisanales (1).

Le principe de non participation du capital à la direction de l'entreprise n'est pas absolu. Les sociétaires doivent être porteurs de parts ; ceux qui ont la qualité de membres non participants ne sont pas exclus des assemblées ; les statuts peuvent librement fixer le nombre minimum des parts sociales que doivent posséder les administrateurs, car même en coopération le capital est le grand répondant ; enfin, dans les sociétés anonymes, pour intenter en commun une action contre les gérants ou les membres du conseil de surveillance, les actionnaires doivent réunir au moins le vingtième du capital social (2).

« Les statuts des sociétés coopératives et des unions de sociétés coopératives d'artisans ne peuvent prévoir l'attribution de tantièmes aux administrateurs. Ceux-ci, en dehors du remboursement des frais qu'ils avaient exposés

1. L'article 5 nouveau ne prévoit d'ailleurs qu'une simple faculté de répartition de sections, sans en faire une nécessité statutaire. Les dispositions du nouvel article 4 peuvent être fort bien observées sans qu'il soit nécessaire d'appliquer celles de l'article 5. En pratique le groupement par sections trouve un équivalent pour les unions parce que leurs membres sont des sociétés. Pour les sociétés artisanes il présente moins d'intérêt que pour les coopératives de consommation, car celles-là ne réunissant que des gens du même métier, leurs membres se connaissent souvent mieux que de simples consommateurs, et sont plus aptes à pourvoir individuellement aux représentations nécessaires. On peut supposer qu'ils attachent plus d'importance que les consommateurs au bon fonctionnement de leurs coopératives.

2. Art. 39 et 17 de la loi de 1867.

pour l'accomplissement de leurs fonctions, ne pourront recevoir que des indemnités que fixera l'assemblée générale des sociétaires » (décret du 27 juillet 1924, art. 3.)

L'article 7 de la loi du 13 mars 1917 auquel renvoie la loi de 1923 concerne la publicité et a déjà été étudié.

L'article 10, 1^o qui s'applique aux sociétés coopératives, a, aussi, été analysé en parlant des banques populaires. Il prévoit la souscription du capital par au moins sept personnes, membres participants ou non participants, et la réglementation par les statuts de la responsabilité des associés.

Les sociétés et unions sont à capital et personnel variables, c'est-à-dire qu'elles sont constituées sous le régime du titre III de la loi du 24 juillet 1867 (la loi de 1923 renvoie à celle de 1917 qui renvoie à ce titre). Mais le capital peut, ainsi que chaque augmentation, dépasser 200.000 francs.

La forme à capital et personnel variable convient également aux sociétés par intérêt et aux sociétés par actions. Convient-elle ici aux *association* ?

On admet que le législateur de 1867 n'a pas voulu exclure du bénéfice du titre III de la loi, les coopératives sous quelque forme qu'elles soient constituées, parce que le but alors poursuivi était d'instituer un régime qui convînt tout spécialement, mais d'une façon très libérale, à la coopération 1.

Pour savoir si les sociétés et unions visées dans la loi de 1923 peuvent exister sous forme d'associations il faut se reporter à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901 : « L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que celui de partager des bénéfices. » Si l'on admet que les ristournes ne sont que des trop-perçus restitués et non des bénéfices distribués, il semble bien que la coopération n'a pas pour but de partager des bénéfices, et puisse s'accommoder du régime des associations à condition toutefois de ne rémunérer en aucune façon, pas même par un intérêt fixe, le capital social, sans que cette restriction puisse être étendue au service d'un emprunt car tandis que les intérêts servis aux sociétaires sont des dettes de la société envers

elle-même, c'est-à-dire des bénéfices, les intérêts servis aux créanciers sont des dettes de la société envers les tiers et n'ont pas le caractère de bénéfices.

Même en admettant que les coopérateurs en dépit du but évidemment intéressé qu'ils poursuivent, des avantages pécuniaires qu'ils recherchent pour eux-mêmes sous forme d'économies, puissent se réclamer de la loi sur les associations, il ne faut pas oublier que l'Administration qui accorde les avances et l'union agréée qui les garantit, peuvent exiger telle rédaction statutaire nécessaire à la sauvegarde de leurs intérêts, et surtout que les dispositions de la loi de 1923 et du décret d'application du 24 juillet 1924, par exemple celles qui concernent la publicité et la tenue des livres sont impératives.

Seulement le régime des associations n'est pas un régime qu'on est libre de prendre ou de laisser. Si on considère qu'une coopérative qui ne rénumère aucunement son capital *peut être* une association, il faut dire que toute coopérative qui se conduit ainsi *est* une association et doit en conséquence se conformer aux dispositions combinées de la loi de 1901 et du titre III de la loi de 1867, observer notamment les restrictions de l'article 6 de la loi de 1901.

Supposons, maintenant que ces coopératives soient considérées comme réalisant des bénéfices. Ce sont des sociétés. Ces sociétés sont-elles commerciales par leur objet ? Oui, si elles collaborent à une circulation de produits, comme dans le cas d'une coopérative d'achats de matières premières (parce que ces matières sont destinées à être revendues après avoir été travaillées). Oui encore si leur objet est la réalisation d'opérations accessoires à l'accomplissement d'actes de commerce comme par exemple, l'établissement des coopérateurs, ou la vente des objets fabriqués par chacun d'eux. Toutefois si les associés ne sont pas commerçants, (la chose est théoriquement possible) (1), les sociétés n'ont directement ni accessoirement un objet commercial.

Dans le raisonnement qui précède, on a supposé que la personnalité du groupe n'est pas assez forte pour faire dis-

1. Voir *infra*, pp. 123 et suiv.

paraître la personnalité de chaque coopérateur, et l'on a dit : ce sont les coopérateurs qui achètent, vendent etc., et non : c'est la société qui achète, etc. Si la personnalité de la société éclipse totalement celle de chacun des associés, il y a alors évidemment intervention dans une circulation de produits et par conséquent objet commercial.

Dans les sociétés anonymes la personnalité des individus est toujours éclipsée par celle de la société. D'ailleurs la loi du 1^{er} août 1833 répute commerciales les sociétés à forme anonyme.

Les statuts-types prévoient la forme anonyme. Il y a lieu pour les fondateurs de sociétés de mettre ces documents à jour, en tenant compte de la loi du 3 juillet 1925 (1).

1. Loi du 3 juillet 1925 complétant la loi du 7 mai 1917.

« Article 1^{er}. Les articles 4, 5 et 6 de la loi du 7 mai 1917 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 4. — Chaque associé, quel que soit le nombre de parts sociales ou actions dont il est titulaire, a droit à une voix seulement pour son compte personnel dans les assemblées de la société coopérative de consommation à laquelle il adhère.

Sont applicables aux assemblées générales des sociétés coopératives de consommation, les dispositions suivantes qui, pour celles revêtues de la forme anonyme, emportent dérogation aux prescriptions des articles 29, 30 et 31 de la loi du 24 juillet 1867 modifiées par la loi du 22 novembre 1913.

Les assemblées générales, qui ont à délibérer dans des autres cas que ceux prévus par les deux alinéas qui suivent, doivent être composées d'un nombre de sociétaires représentant par eux-mêmes ou par procuration, le sixième au moins du nombre total des membres inscrits à la société à la date de la convocation.

Les assemblées, qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts, doivent être composées d'un nombre de sociétaires représentant par eux-mêmes ou par procuration, la moitié au moins du nombre total des membres inscrits à la société à la date de la convocation.

Les assemblées qui ont à délibérer aux termes des articles 4, 24 et 25 de la loi du 24 juillet 1867, sur la vérification des apports ne constituant pas en numéraire, sur la nomination des premiers administrateurs, sur la sincérité de la déclaration faite par les fondateurs, doivent être composées d'un nombre de membres représentant au moins la moitié de celui des souscripteurs ou titulaires de parts sociales ou actions. Le nombre des souscripteurs, de titulaires de parts ou actions dont la moitié doit être présente ou représentée pour la vérification de l'apport, est constitué seulement par l'ensemble des adhérents dont l'apport n'est pas soumis à vérification.

Si l'assemblée générale ne réunit pas un nombre de membres en proportion suffisante pour prendre une délibération valable, suivant

Ces statuts, par l'agrément qu'ils imposent à l'admission de tout nouveau membre, mettent à la libre circulation des actions, une entrave qui trouve, par ailleurs, une compensation dans le droit au remboursement, encore que l'article 51 de la loi du 24 juillet 1867, vienne limiter ce droit par l'obligation pour les statuts de fixer une somme non inférieure au dixième du capital social, au-dessous de laquelle le capital ne puisse être réduit par le jeu des reprises d'apports.

En matière de prêts individuels, la commission a donné une définition du petit artisan, mais elle n'a rien dit, et n'avait rien à dire, en ce qui concerne les prêts collectifs pour la définition de l'artisan, car la loi ne l'en a pas chargée. Le projet de loi comportait la définition suivante : celui qui exerce un métier manuel, soit en mettant en œuvre la matière première pour la transformer en produits ouvrés, soit en procédant sur des objets déjà fabriqués, à des opérations destinées à en faciliter l'usage, à condition qu'ils accomplissent ce travail par eux-mêmes ou avec le concours de leur conjoint, des membres de leur famille ou de compagnons ou apprentis, et à condition d'autre part, qu'ils l'exécutent sans se trouver sous la direction d'un patron. Nous avons expliqué dans la préface que cette définition est passée légèrement amputée dans la loi sur les chambres de métiers. Mais en ce qui concerne le crédit, elle a été supprimée, bien que considérée comme excellente et susceptible d'être

les distinctions ci-dessus établies, une nouvelle assemblée est convoquée, au moins dix jours à l'avance, dans les formes statutaires et par insertion dans un journal d'annonces légales du département où la société a son siège. Cette convocation reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement quel que soit le nombre des membres présentes.

Dans les assemblées générales qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts, les résolutions pour être valables, doivent réunir au moins les deux-tiers des voix des sociétaires présents ou représentés.

Dans toutes les autres assemblées, les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Dans le cas prévu à l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867, le 4^e alinéa du dit article ne s'applique pas aux présentes sociétés, (selon cet alinéa la majorité devait comprendre pour la vérification des apports en nature, le quart du capital social ou numéraire).

étudiée avec profit, parce que les artisans doivent être groupés en sociétés bénéficiaires et que « le jugement des pairs suffit » (1).

On remarquera que dans la définition supprimée, le nombre de collaborateurs n'est pas limité. Quant à l'expression métier manuel il faut l'opposer à profession libérale d'une part et à commerce d'autre part ; mais elle ne saurait, pensons-nous, être exclusive de l'emploi des machines. En effet, l'article 3, pour les artisans groupés, prévoit l'acquisition de machines, l'article 5, pour les petits artisans isolés, prévoit la « dotation en outillage » d'une petite entreprise.

« Les artisans qui font partie des sociétés coopératives prévues ci-dessus, doivent être membres d'un syndicat professionnel... » dit l'article 3 de la loi de 1923. Le décret d'application spécifie (art. 1^{er}) que les statuts doivent prévoir cette limitation au recrutement.

Il prévoit aussi (art. 1^{er}-2^o) au sein des sociétés coopératives, la présence de syndicats et de sociétés de caution mutuelle ; il oblige même les statuts à autoriser cette admission. Pourtant l'article 3 de la loi, indique incidemment, que les membres des coopératives exercent eux-mêmes une profession artisanale, ce que ne font ni les syndicats, ni les sociétés de caution mutuelle ; il prévoit que, dans les assemblées générales des unions, les sociétés adhérentes pourront disposer d'un nombre de voix en rapport avec le nombre de leurs membres, mais il n'exprime rien de pareil pour les assemblées générales des sociétés ; il prévoit que les unions peuvent avoir des syndicats et sociétés de caution mutuelle comme membres, mais il ne dit rien de semblable en ce qui concerne les membres que peuvent avoir les sociétés. Seulement l'article 10-1^o de la loi du 13 mars 1917, auquel renvoie l'article 3, prévoit l'existence de membres non participants. C'est en cette qualité seulement que peuvent être admis les syndicats et sociétés de caution mutuelle (cf. statuts-types, art. 13). Quant à la désignation expresse des sociétés de caution mutuelle et des syndicats comme membres possibles des unions, elle était nécessaire

1. Rapport Courtier 6272, précité, p. 1505, col. 2 et 3.

parce que l'article 3 ne renvoie pas, pour les unions, à l'article 10-1^o de la loi de 1917.

Nous avons vu que les prêts individuels peuvent, en principe, être consentis à des compagnons en vue de leur établissement. Il semble qu'il en soit différemment en ce qui concerne les prêts collectifs. Les compagnons ne paraissent pas pouvoir faire partie des sociétés d'artisans ou des unions de ces sociétés, du moins à titre de membres participants. D'autre part, l'article 3 semble plutôt prévoir l'entretien, le fonctionnement, l'amélioration d'une entreprise existante que la constitution d'une nouvelle entreprise. Le compagnon devrait, par le prêt individuel, pouvoir fonder une petite entreprise, et, par le prêt collectif, l'agrandir.

Les UNIONS ont pour SOCIÉTAIRES les sociétés coopératives. Elles « *peuvent* admettre... des syndicats professionnels et des sociétés de caution mutuelle se rattachant aux professions artisanales, en vue desquelles fonctionnent les dites sociétés coopératives » dit l'article 3 de la loi (1). Elles le doivent dit le décret (art. 5). Mais en quelle qualité ? Pour les sociétés de caution mutuelle, ce ne peut être qu'en qualité de membres non participants, car ces sociétés sortiraient de leur rôle en intervenant autrement. Quant aux syndicats ce sera généralement en la même qualité. Toutefois la loi de 1920 leur permet d'acheter et de répartir des choses à usage professionnel entre leurs membres. Ils peuvent donc intervenir en qualité de membres participants. Dans cette circonstance ils devraient pouvoir disposer, dans les assemblées générales, d'un nombre de voix en rapport avec le nombre de leurs propres membres, ainsi que le peuvent les sociétés coopératives adhérentes, lorsqu'elles ne sont pas simplement admises en qualité de membres non participants. Toutefois l'article 3 du décret déclare que « les statuts doivent préciser que ces syndicats professionnels et sociétés de caution mutuelle seront, en ce qui concerne leurs droits et obligations, assimilés aux sociétaires individuels », il refuse ainsi le vote plural aux syndicats.

1. Une lecture hâtive du texte pourrait laisser croire qu'il s'agit, non de syndicats et sociétés de caution mutuelle, mais de membres de ces syndicats et sociétés, il n'en est rien (cf. décret, art. 5, statuts-types, art. 3).

L'union peut admettre des membres individuels. Ceux-ci, être choisis parmi les membres des sociétés coopératives adhérentes (art. 3). Cette faculté a un caractère exceptionnel ; on ne saurait autoriser le recrutement des membres individuels parmi les personnes faisant partie de syndicats et sociétés de caution mutuelle adhérents. Les artisans, qui constituent la société de caution mutuelle adhérente, doivent-ils être syndiqués ? On n'en voit pas la nécessité, puisque la société de caution mutuelle est un membre non participant et que la loi ne dit rien.

La responsabilité des sociétaires est déterminée par les statuts, dit l'article 10-1^o de la loi du 13 mars 1917 applicable aux sociétés coopératives artisanales, mais non aux unions. Le sens et la portée de cette disposition ont été expliqués à propos des banques populaires. Il faut respecter, à l'encontre des sociétaires sortants, la responsabilité quinquennale de l'article 52 de la loi du 24 juillet 1867.

RÉGIME DES AVANCES. — Formalités. Montant des avances. Garanties. — *Prêts Collectifs*. — Le titre II du décret du 27 juillet 1924 traite « des avances aux sociétés ou unions de sociétés coopératives d'artisans ».

La société présente une demande y joignant des pièces (énumérées à l'article 7 du décret), afin de faire connaître le but de l'emprunt, la société, ses statuts, ses établissements (« la liste des succursales avec l'indication pour chacune d'elles, du chiffre d'affaires »), sa situation financière (dernier bilan), les membres préposés à l'administration ou au contrôle, les baux et assurances concernant les locaux occupés, le nombre de personnes travaillant pour la société « avec le numéro de la carte d'identité de ceux qui sont soumis à l'obligation de l'assurance par la loi sur les retraites ouvrières et paysannes ».

La demande est soumise à une enquête. La demande donne les renseignements réclamés, et montre ses livres.

« Le remboursement des prêts a lieu par termes égaux ; des effets sont inscrits, pour chaque échéance, par la société et remis par elle, en échange du prêt, pour lui être restitués

au moment de chaque paiement. Ces effets restent déposés au Trésor jusqu'à l'époque à laquelle ils doivent être encaissés... » (art. 10 du décret).

Les prêts sont consentis par le Trésor aux sociétés et unions; mais l'intermédiaire d'une union spécialement agréée est indispensable (loi, art. 4). Ils « sont notifiés à l'union qui sert d'intermédiaire. Elle recevra mandat de reverser à chacune des sociétés bénéficiaires, le montant du prêt qui lui sera attribué, de régler avec la société les conditions et les termes du remboursement, de prendre toute sécurité jugée nécessaire, y compris toute hypothèque et tout nantissement sur le fonds de commerce en vue d'assurer le recouvrement des arrérages de remboursement et d'exercer éventuellement toute poursuite judiciaire... Les effets sont souscrits (par la société emprunteuse) au nom de l'union agréée, et portent la mention que le prêt est consenti par elle, d'ordre du ministre du Travail (Décret, art. 13).

L'article 16 du décret parle des cas (dissolution, faillite, etc., manquements aux conventions, atteintes graves ou modifications importantes aux statuts...) où l'agrément est retiré à une union agréée. L'État lui est alors « substitué pour le recouvrement des sommes dues sur tous les prêts en cours et représentés par les effets non encore retirés » (Décret, art. 16).

Ces diverses citations paraissent indiquer que les unions agréées n'encourent aucune responsabilité pour le service des prêts. Elles doivent constituer avec les intérêts qu'elles prélèvent sur les sociétés emprunteuses, un fonds de garantie au profit de l'État. Mais ce fonds est constitué à l'occasion de chaque avance pour laquelle avance l'union joue le rôle d'intermédiaire, et dès que l'avance est remboursée il est définitivement acquis à l'union. Si plusieurs avances sont faites simultanément, les fonds restent distincts, et le total des intérêts perçus ne semble pas garantir le total des remboursements.

Toutefois, et ceci est essentiel, l'article 42 des statuts-types affecte aux remboursements des avances faites d'ordre du ministère du Travail, tous les bénéfices nets résultant de ces opérations d'avances, ainsi que toutes réserves et tout actif social. Au ministère du travail on considère l'union per-

sonnellement responsable. Le rôle de l'union se comprend mieux ainsi. Il est néanmoins surprenant que le décret n'ait pas mieux précisé la responsabilité des unions, alors qu'il a fort bien précisé celle des banques populaires dans le mécanisme des prêts individuels. De plus on verra (1) que le tableau des avances collectives publié par le ministère du Travail pour l'exercice 1925 mentionne comme bénéficiaires des sociétés et unions, mais pas d'union agréée.

« Les prêts ne pourront dépasser le triple de l'actif net de la société emprunteuse ni leur durée excéder dix années, elles seront renouvelables. » Le taux en sera celui des avances sur titres par la Banque de France. Il sera perçu par l'union agréée à son profit, et affecté comme il vient d'être dit (2). On considère que si le taux des avances sur titres de la Banque de France vient à varier pendant la durée du prêt, le taux du prêt, lui, reste constant.

Le taux des avances par la Banque de France étant très élevé une proposition de loi tend à faire de ce taux un maximum (3).

La même proposition voudrait que le produit de l'intérêt put n'être affecté qu'à concurrence de la moitié (après couverture des frais) au fonds de garantie, les 50 % restants pouvant « après constitution de la réserve légale statutaire et le service normal des intérêts, être affectés, soit à la constitution d'une réserve spéciale, soit ristournés aux coopératives bénéficiaires d'une avance au prorata des intérêts versés par elles ». Nous estimons qu'il faudrait fixer un minimum au-dessous duquel le taux d'intérêt ne doit pas descendre et ne ristourner qu'une petite part. Pour justifier le principe de la ristourne l'exposé des motifs fait valoir que « la réserve des garanties peut devenir illusoire si les coopératives bénéficiaires d'avances ne sont pas intéressées au contrôle des frais ».

Les Prêts individuels aux artisans sont faits par l'intermédiaire de banques populaires (4). Ces banques sont consti-

1. P. 98 notes 1 et 2.

2. Art. 2.

3. Prop., n° 2196 déjà mentionnée. V. *L'Artisan Français*, décembre 1925.

4. Loi, art. 5, al. 1^{er}.

tuées et fonctionnent selon la loi du 13 mars 1917. Elles peuvent et doivent naturellement rédiger ou modifier leurs statuts en conséquence de ces nouvelles attributions. Dans les prêts collectifs, la demande de la société emprunteuse est adressée « au ministre du Travail par l'intermédiaire d'une union agréée (1) ». La banque populaire, au contraire, reçoit et ne transmet pas la demande (2) : elle est donc juge de l'opportunité d'octroyer ou de refuser le prêt et maîtresse de sa décision. Il est vrai que l'union est libre de refuser la transmission des demandes qui ne lui paraissent pas bien garanties. D'autre part, pour recevoir l'argent qu'elles reverseront aux artisans demandeurs, les banques populaires doivent faire, au ministère du Commerce, une demande d'avances, mais, sauf « la copie du procès-verbal de l'assemblée générale ou de la délibération du Conseil d'administration qui, suivant les statuts, a décidé de présenter la demande d'avance » (3) les documents à fournir au ministre ne concernent que la situation de la banque. La responsabilité des banques populaires vis-à-vis du Trésor est mieux établie par les textes que celle des unions en matière de crédit collectif. Le paragraphe 6 de l'article 5 dispose : « Les avances attribuées à ces fins seront remboursables *par* les banques populaires dans un délai qui ne pourra excéder six années. » Comme la durée maxima des prêts consentis par les banques aux artisans est de cinq ans, l'établissement dans ce cas, a, douze mois pour opérer le recouvrement. L'article 4 ne contenait rien de semblable pour les prêts collectifs. Le décret d'application prévoit bien que dans ce cas l'union agréée, opère les recouvrements, mais les effets que la société ou l'union emprunteuses sont appelées à souscrire au moment de la réalisation du prêt, le sont à l'ordre du Trésor et restent, jusqu'aux échéances, déposés au Trésor. Pour les prêts individuels les effets sont souscrits à l'ordre de la banque populaire (4), l'article 23 du décret

1. Décret art. 7.

2. Décret art. 26.

3. Décret du 3 mars 1920 (art. 10, 7°) pris en application de la loi du 17 octobre 1919 et rendu par l'article 25 du décret du 27 juillet 1924, applicable en ce qui concerne ses article 9, 10 et 11 aux demandes d'avances présentées par les banques populaires en vue de consentir les prêts individuels prévus par la loi de 1923.

4. Décret art. 29.

parle de dette de ces banques envers l'État, l'article 25 de l'exigibilité immédiate par l'État des avances faites à la banque sans que d'ailleurs, celle-ci ait le droit de se retourner vers l'emprunteur, surtout l'article 19 du décret pose nettement la responsabilité des banques populaires tant sur leurs fonds de garantie que sur leurs réserves et sur « tout autre actif social », enfin l'article 10, 10^o et 11^o du décret du 3 mars 1920 montre que la responsabilité personnelle des membres de la banque entre en jeu lorsque cette responsabilité n'est pas limitée aux montants des parts.

L'article 5 de la loi dit que les prêts sont remboursables par les artisans aux banques populaires, par annuités. Le décret estime que c'est là une simple faculté car son article 31 prévoit les remboursements « soit en une seule fois, soit en plusieurs fois..., soit par des amortissements annuels ». Lorsque les remboursements ont lieu par annuités les intérêts sont compris dans le montant des annuités. Autrement ils sont payés chaque trimestre.

Comme les unions agréées pour les prêts collectifs, les banques populaires doivent constituer avec ces intérêts un fonds de garantie ayant les mêmes affectation, destination et attribution.

Le taux est le même que pour le crédit collectif, c'est-à-dire celui des avances sur titres par la Banque de France.

Mais si le taux des avances sur titres varie pendant la durée du prêt, celui du prêt accordé doit-il varier pour rester à égalité ou demeurer constant ? La loi ni le décret ne le disent. La lettre circulaire du ministère du Commerce datée du 1^{er} septembre 1925 considère qu'il vaudrait mieux fixer le taux au début du prêt à un chiffre inva-riable.

La proposition 2187 déjà indiquée, tend son article 3 à faire admettre que les prêts « seront consentis à un taux d'intérêt qui ne pourra être inférieur de 1 % à celui prévu pour les parts des banques populaires (article 10 de la loi du 13 mars 1917) ni supérieur de 1 % aux taux d'escompte de la Banque de France. Pendant la durée du prêt, ce taux d'escompte ne pourra être augmenté, mais il pourra diminuer

toutes les fois, où la Banque de France réduira le taux de son escompte ».

Les banques populaires sont soumises à un contrôle et doivent dresser des états semestriels faisant ressortir la situation des prêts consentis et celle des emprunteurs (Décret, art. 23).

Les artisans doivent être présentés par une union agréée, ici l'union semble bien se borner à constituer un dossier, à donner son avis après enquête pour éclairer la banque populaire, mais ne pas encourir de responsabilité.

Au contraire, une société de caution mutuelle constituée et fonctionnant conformément à la loi du 13 mars 1917, donne sa garantie.

Elle avalise les effets souscrits par l'emprunteur, et a, « en outre, pour mission de contrôler l'emploi de la somme prêtée » (art. 5).

La banque doit prendre une sûreté en rapport avec l'importance des prêts.

« Le postulant doit déclarer n'être pas déjà bénéficiaire de prêts, octroyés par une autre banque populaire, au titre de la loi du 27 décembre 1923, et prendre l'engagement de n'en pas demander à une autre banque » (Décret, art. 26).

« Conformément à un avis, émis par la Commission spéciale de l'artisanat, à la date du 27 février 1925, le montant de chaque prêt individuel ne peut dépasser la somme de 10.000 francs » (1).

Ni la loi, ni le décret n'obligent les petits artisans à être syndiqués ou à faire partie d'une banque populaire. Seulement il est logique que les banques populaires donnent la préférence à leurs membres, que l'union agréée donne la préférence aux membres d'une société affiliée, et l'on sait que ces derniers sociétaires doivent être syndiqués. C'est évidemment une source de frais pour l'intéressé, mais cela explique pourquoi l'Union centrale de la coopération artisanale française (U. C. C. A. F.) exige que le postulant soit membre : « a) d'un syndicat professionnel ; b) d'une société

1. Lettre circulaire du ministre du Commerce et de l'Industrie, en date du 1^{er} septembre 1925, aux Présidents des banques populaires.

coopérative affiliée à l'U. C. C. A. F ; c) d'une société de caution mutuelle ; d) d'une banque populaire » (1).

On peut comprendre de diverses façons l'octroi d'avances. La fourniture directe des choses nécessaires où l'avance en nature ne peut être envisagée dans les prêts individuels. Les banques populaires sont libres de remettre l'argent au bénéficiaire ou de payer pour lui les fournisseurs. Ce dernier procédé qui présente l'avantage d'un contrôle facile est généralement adopté (2).

COMMISSION DE RÉPARTITION. — « *Les avances... seront réparties, aux sociétés coopératives et unions de sociétés coopératives et aux banques populaires, par le ministre du Travail, après avis d'une commission spéciale* » comprenant (art. 7) six représentants des ministères du Travail (trois), du Commerce (deux), des Finances (un), cinq parlementaires, le gouverneur de la Banque de France ou son délégué, six membres de sociétés coopératives ou d'unions, trois membres de banques populaires.

RESSOURCES BUDGÉTAIRES ET FONDS DE DOTATION. — Les sommes affectées au crédit artisanal ont diverses sources. Tout d'abord ce sont les crédits ouverts éventuellement par les lois de finances. Celle du 29 avril 1926 n'a rien octroyé à ce titre. On y lit « (1391) Avances aux sociétés coopératives et unions de sociétés coopératives d'artisans ainsi qu'aux petits artisans : *Mémoire* ». Ceci indique qu'il y a des ressources permanentes annuelles ; en l'espèce le fonds de dotation était plus que suffisant pour satisfaire les besoins du crédit artisanal. Il comprend une somme initiale que le gouvernement avait la faculté de fixer librement jusqu'au taux de deux millions en l'imputant sur certaines redevances dues par la Banque de France à l'Etat, puis surtout un prélèvement annuel « du tiers du produit disponible de la redevance supplémentaire (de la Banque de France à

1. *L'Artisan français*, 1925, manifeste sur le Crédit à la dernière page de divers numéros. V. en particulier le numéro de juillet avec l'article de M. Grandadam (p. 4) sur le « Crédit artisanal ».

2. *L'Artisan français*, juillet 1925, p. 4, col. 4.

l'Etat) précédemment attribué à la Banque nationale française du commerce extérieur déduction faite des sommes revenant encore à ladite banque » (art. 2). En 1925 les ressources permanentes, annuelles à provenir des redevances de la Banque de France étaient évaluées à 7 ou 8 millions (1).

RÉSULTATS. — Au début de 1926 le fonds de dotation atteignait un total de 23.416.414 francs, sur lesquels il avait été attribué, en 1925, 800.000 francs aux sociétés et unions, 700.000 francs aux banques populaires (2). Deux unions ont été agréées ; l'une a son siège à Paris, l'autre à Lyon (3).

Selon *L'Artisan français* du mois de juin 1926, « à ce jour, deux millions seulement ont été répartis au titre avance aux coopératives artisanales et deux millions à des banques populaires à titre d'avances aux petits artisans. La commission spéciale siégeant au Ministère n'a pu faire mieux faute de demandes ».

En présence de cet insuccès (le sixième seulement du fonds de dotation est employé) l'auteur de l'article cité rappelle que le crédit aux artisans n'est pas un secours obligatoire mais un prêt qui suppose des garanties. Toutefois il consi-

1. *L'Artisan français*, 1925, divers numéros, crédit artisanal, manifeste.

2. Voici le détail paru au *Bulletin du ministère du Travail*, numéros d'avril-mai-juin 1926, p. 159.

1° Avances aux sociétés et unions de sociétés d'artisans :

Aube, La renaissance soc. des bourreliers et cordonniers de la région de l'Est à Troyes.....	300.000
Seine, Union nationale des Sociétés coopératives d'artisans de France à Paris.....	200.000
Le Comptoir coopératif des tissus et fournitures pour tailleurs à Paris.....	300.000
	800.000

2° Avances aux banques populaires :

Côte d'Or, Banque populaire de la Côte d'Or à Dijon....	100.000
Côtes-du-Nord, Banque populaire de Saint-Brieuc.....	100.000
Gironde, Banque populaire de la Gironde à Bordeaux..	300.000
Seine, Banque populaire de la banlieue nord de Paris..	100.000
Vosges, Banque populaire des Vosges à Epinal.....	100.000
	700.000

3. L'union centrale de la coopérative artisanale française, Paris, 30, rue des vinaigriers (arrêté du 22 janvier 1925); le Crédit artisanal, Lyon, 7, rue Cavenne (arrêté du 27 juillet 1925) (Lettre circulaire du 1^{er} sept. 1925 déjà citée)

dère que les sociétés de caution mutuelle sont un rouage qui devrait être supprimé parce que ces sociétés ne peuvent pas prendre des garanties, les garanties étant prises en dehors d'elles.

Cette loi appelle quelques réflexions d'ordre général.

Contrairement à ce qui a lieu pour les coopératives de production le crédit artisanal jouit d'un fonds de dotation ; c'est un inconvénient pour les finances publiques, car le budget doit, en principe mettre en évidence le total des ressources de l'Etat et le total de ses dépenses. Par ailleurs, il donne plus de garanties à ceux qui veulent créer des organismes en vue de profiter des crédits promis. Il rend la loi plus efficace.

Pour être mise en pratique la loi suppose le concours de sociétés artisanales et d'unions agréées. Pour un grand nombre ces sociétés étaient à créer. On aurait pu, pour le crédit collectif étendre le domaine de la loi du 7 mai 1917 (coopératives de consommation) et du 18 décembre 1915 (coopératives ouvrières de production). Mais de ce que les sociétés artisanales eussent dues être réparties en deux groupes et que des sommes allouées au titre de la loi de 1923 l'eussent été au titre des deux lois précitées, il ne s'ensuit pas que de nouveaux organismes n'auraient pas dû être constitués. Seulement conformément aux conclusions de l'enquête rapportée au début de cet ouvrage, il eût été sage d'instituer tout au moins une période transitoire pendant laquelle les sociétés artisanales n'eussent reçu les fonds que d'établissements existant déjà, et utilisés pour le fonctionnement du crédit populaire, du moins lorsque de telles sociétés donnaient satisfaction. Les banques populaires semblent s'être acquittées convenablement des missions que diverses lois, notamment celle de 1919 leur ont confiées. Elles paraissent tout indiquées pour jouer un rôle de premier plan. Ce n'est qu'après avoir fonctionné un certain temps que les sociétés artisanales eussent dû être appelées à toucher les avances par l'intermédiaire d'unions à créer qui auraient été comme des banques populaires constituées par des artisans.

L'on a voulu organiser un crédit spécifiquement artisanal et l'organiser d'une façon qui assure l'unité et l'ampleur au mouvement artisanal. Mais le mouvement artisanal ne se

borne pas aux questions de crédit. C'est pourquoi l'on est tenté de dire que la loi de 1923 a une portée politique.

La Confédération générale de l'artisanat est la principale distributrice du crédit artisanal. Elle a créé les coopératives prévues par la loi. Par son union agréée elle oblige les artisans isolés à renforcer sa puissance comme nous l'avons expliqué.

Il faut toutefois remarquer que même sans la formalité de présentation par une union, même en faisant une plus large place aux banques populaires la C. G. A. F., par sa société de caution mutuelle aurait joué un rôle de premier plan car de telles sociétés sont très difficiles à former.

Il semble que la confédération ait joui d'un monopole de fait. Le détail des avances publiées pour 1925, que nous reproduisons dans une des notes précédentes, montre qu'aucune société ou union et qu'aucune banque populaire n'ont reçu d'avances dans la ville de Lyon. Il est permis de supposer qu'il en aurait été autrement si l'union lyonnaise agréée avait pu servir réellement à la répartition du crédit aux artisans. Par ailleurs, nous apprenons que « Lyon compte deux sociétés de caution mutuelle », l'une « a reçu une trentaine de demandes de crédits qui n'ont pas été maintenues, à cause du taux élevé qu'il faudrait imposer et aussi parce que l'éducation des artisans reste à faire... » ; l'autre de création récente « a retardé sa mise en route, à cause de l'instabilité du franc et de la gravité de la crise » (1).

La C. G. A. F. voudrait un monopole de droit ; elle prétend que les mots « unions agréées » devraient être « remis au singulier » parce que ses amis ont fait voter la loi du 27 décembre 1923, parce que tels furent les avis de la Commission spéciale de l'Artisanat, des groupes parlementaires de défense de l'Artisanat et du ministre Justin Godard (2).

QUESTIONS FISCALES

Nous estimons que les mêmes solutions doivent être adoptées ici que pour les banques populaires et sociétés de cau-

1. *Bul. du crédit pop.*, mai 1926, rapport Renard, sur les soc. de caut. mut.

2. *L'Artisan français*, oct. 1925.

tion mutuelle, en ce qui concerne les frais et impôts inhérents à la constitution.

Quant aux exemptions de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières la situation est la même, la loi de 1923 renvoyant à l'article 8 de la loi du 13 mars 1917.

A propos de la taxe sur le chiffre d'affaires, nous avons vu que les banques populaires en étaient exemptes, parce que la profession de banquier est considérée comme celle d'un intermédiaire. La même solution est applicable aux unions et sociétés lorsqu'elles jouent le rôle d'intermédiaire. Mais quand elles achètent pour revendre même à leurs seuls adhérents, ou lorsqu'elles achètent à leurs adhérents pour vendre au public et qu'elles ne se bornent pas à grouper les commandes ou les offres de vente, elles ne sont plus de simples intermédiaires et doivent l'impôt sur le chiffre d'affaires dans les conditions qui seront exposées dans un chapitre spécial.

La proposition de loi 2197 déjà citée, suivante à la loi de 1923, article 3, § 5. « De plus les pouvoirs en vue de la représentation aux assemblées générales sont dispensées du droit de timbre ».

CHAPITRE V

Le warrant artisanal

La proposition 2212 déposée à la chambre en vue d'instituer le warrant artisanal (1) invoque l'impossibilité pour l'artisan de recourir aux magasins généraux par suite du dépôt obligatoire des marchandises engagées, et d'autre part les précédents en matière de warrant agricole et de warrant hôtelier.

La proposition est calquée sur les lois indiquées. Il y a lieu de remarquer que le warrant pourrait porter sur les produits en cours de réparation. Ceci a besoin d'être éclairci pour rassurer ceux qui confient à réparer aux artisans des choses diverses : instruments de musique, machines, meubles, etc...

Le propriétaire n'exerce son privilège que sur les termes échus. Pourtant le propriétaire loge constamment à crédit son artisan, lorsque le loyer n'est payé qu'au bout de trois mois de jouissance. Il serait logique de lui accorder au moins le terme en cours, sauf lorsqu'il y a eu dépôt de garantie.

1. Exposé des motifs et texte publiés par *l'Artisan français*, décembre 1925.

DEUXIÈME PARTIE

QUESTIONS FISCALES

INTRODUCTION

La situation des artisans à la fin de l'ancien régime.

Pour étudier la situation fiscale des artisans dans l'Ancienne France il faut passer en revue divers impôts et obligations, en se rappelant toutefois que l'uniformité n'était pas de règle. Les pays d'Etats avaient leur fiscalité indépendante et même entre les pays d'élections il existait de grandes différences. Le plus souvent des guerres nationales avaient obligé le prince à se procurer d'importantes ressources dans un délai restreint ; il acceptait volontiers le rachat des impôts qu'il avait l'intention de lever. Comme les pays d'Etats, le Clergé avait toujours suivi une politique de rachat ; mais les corps et communautés aussi passaient de telles conventions avec le souverain. A Paris les gens de métier étaient exempts de la taille. Enfin des systèmes fiscaux divers étaient pratiqués. On distinguait les pays de taille réelle et les pays de taille personnelle. Tandis que la taille réelle n'atteignait que le revenu foncier, la taille personnelle frappait tous les revenus et par conséquent aussi bien ceux du marchand et ceux de l'artisan. Il est vrai que les pays de taille réelle avaient connu le compoix cabaliste (1) portant évaluation des revenus mobiliers et dont l'importance

1. De cabaux, meubles.

variait du quinzième de la taille réelle dans les campagnes, au douzième dans les bourgs avec foires et au dixième dans les villes. Mais ce compoix cabaliste était difficile à établir et tombait en désuétude.

Au XVIII^e siècle un grand effort fut fait pour atteindre les divers revenus ; dans la généralité de Paris on connaissait la taille d'industrie qui frappait les revenus du travail à l'exception des profits du fermier, du métayer et du propriétaire d'exploitation ; elle était établie d'après le salaire journalier au moyen de coefficients variables suivant la nature de chaque profession ; comme cette imposition atteignait les personnes vivant de leur travail on en usait avec modération.

La guerre contre la ligue d'Augsbourg nécessita de nouvelles ressources fiscales : la *capitation* fut créée en 1695. Les contribuables payaient une somme variable suivant la catégorie dans laquelle ils étaient rangés d'après un classement effectué en vue de la perception de cet impôt. Les artisans, les manœuvres, les journaliers, les soldats figuraient dans la dernière catégorie et payaient une livre. La guerre de succession d'Espagne obligea au maintien de la capitation. On chercha alors à mieux la proportionner aux revenus des contribuables ; elle tendit à devenir un simple supplément à la taille du moins dans les pays de taille personnelle où cette évolution fut consacrée en 1761. Mais dans les pays de taille réelle, on chercha par la capitation à atteindre les revenus mobiliers, et notamment les bénéfices des marchands (1).

L'impôt du dixième créé en 1710 devint en 1750 après diverses vicissitudes l'impôt du vingtième qui subsista jusqu'en 1790. Il atteignait en principe tous les revenus. Parmi les exemptés ont figuré certains contribuables que la taille atteignait lourdement, les ouvriers et journaliers, et les artisans des campagnes. Mais les artisans des villes dont le travail était considéré comme plus productif étaient assujet-

1. « En mars 1779, les gens de métier de Paris étaient répartis en 24 classes selon leur fortune et la communauté à laquelle ils appartenaient. Ainsi les drapiers étaient répartis entre les vingt premières classes ; ceux de la première payaient 800 livres, ceux de la vingtième 9 livres. Les cotes les plus faibles (24^e classe) étaient de 80 sous » E. Martin Saint-Léon, *op. cit.*, p. 541.

tis (1). A Paris la corporation devait fournir une somme qu'elle levait librement sur ses membres.

Les artisans devaient faire « place au feu et à la chandelle » aux militaires pourvus d'un billet de logement ; étaient astreints à certaines corvées, payaient des dons plus ou moins volontaires et rachetaient leurs obligations de servir aux milices.

Le maître était obligé de payer un droit de réception dont l'importance variait suivant le métier ou la localité (2).

La proportion de l'impôt au revenu qui était des plus lourde sur le petit propriétaire (81 0/0) (3), aurait été bien moindre pour les gens de métier (4).

1. Selon M. Martin Saint-Léon (*Histoire des corporations...* p. 512) « le 4 novembre 1777 (Isambert, *Rec. des anc. lois françaises*, t. 50, p. 146), un arrêt du conseil supprima les vingtièmes d'industries perçus sur les maîtres de métiers et marchands des bourgs, villages et campagnes « tant pour y attirer davantage l'industrie que parce qu'on ne peut y régler cette cotisation comme dans les villes où la répartition est confiée aux chefs des corps et communautés ». Il paraît certain du reste que cette exemption demeura lettre morte ».

2. Drapiers 2.500, orfèvres 1.200, pelletiers 1.000, tisserands 500, vanniers 200 (E. Martin Saint-Léon, p. 540).

3. D'après Taine cité par E. Martin St-Léon, p. 543.

4. « A Paris, ... où les gens de métier étaient exempts de la taille, les impôts directs n'enlevaient au maximum aux gens de métier que 15 à 20 0/0 de leurs revenus. Il est vrai que les communautés parisiennes étaient particulièrement visées par la création d'offices dont le rachat les obligeait à contracter des dettes considérables » (E. Martin Saint-Léon, *op. cit.*, p. 545).

CHAPITRE VI

Patentes

La Constituante abrogea le régime corporatif et créa les patentes (1). — « Dans l'ancien système on exigeait un capital au profit de la corporation, dans le nouveau, la corporation étant supprimée, on demande un revenu au profit de... l'Etat(2). » En principe une telle substitution est favorable à ceux qui ont pénurie de capitaux, les sommes à verser, au titre du droit de patente, pouvant être prises chaque année sur les bénéfices réalisés. Cela fait penser à une opération de crédit. Supprimé un moment par la Convention, l'impôt de patente fut, jusqu'à une époque toute récente (1^{er} janvier 1918), une des pièces maîtresses de notre système fiscal. Les principales lois qui le concernent sont celles de l'an VIII, de 1844, de 1880. de 1905.

Tel que l'impôt fonctionnait après la loi de 1880 on trouvait plusieurs tableaux. Le tableau A qui existait seul à l'origine divisait les patentables en classes d'après la nature de la profession et aussi, sauf de rares exceptions, d'après la population du lieu. Le tableau B qui comprenait le haut négoce et le tableau C, qui visait l'industrie et dans lequel la considération de l'importance de la population n'intervenait pas, avaient innové en 1844 le système des taxes variables c'est-à-dire dont l'importance était mieux adapté à l'importance de l'établissement que par la simple classification en professions et localités. Le tableau D servait à la détermination d'un droit, dit proportionnel, « calculé sur la valeur locative de l'habitation du patentable et des locaux consa-

1. L. des 2-17 mars 1791.

2. Répertoire Bécquet, t. XVIII, *Impôt*, p. 101.

sacrés à l'exercice de la profession. Le taux n'en était pas uniforme et variait par exemple du vingtième au cinquantième pour les patentables du tableau A.

A l'origine les ouvriers étaient assujettis à la patente. La loi de l'an VII y soumettait ceux qui travaillaient chez eux et exemptait ceux qui travaillaient chez les autres.

En 1844 un changement important fut accompli.

« On ne voit pas pourquoi » avait expliqué le ministre des Finances à la Chambre (1) « on exempte l'ouvrier qui travaille chez un maître, on impose l'ouvrier qui travaille chez lui pour ce même maître ou pour les particuliers ; pourquoi de tous les ouvriers travaillant chez eux pour les maîtres, les ouvriers tisseurs sont seuls exempts (2) ». Leur condition est semblable, le risque de chômage plus grand pour les ouvriers qui travaillent chez eux rend leur situation pire (1). Aussi la loi du 25 avril 1844 fut-elle favorable aux ouvriers à domicile, mais elle ne devait pas, semble-t-il, s'appliquer à ceux qui, établis pour leur compte, travaillaient comme de petits patrons indépendants. La preuve en est fournie par les travaux préparatoires de la loi de 1850. « Dans toutes ces professions (3) tant qu'on reste simple ouvrier on est exempt de la patente, en vertu de la loi de 1844, mais le jour, où, après avoir été successivement manœuvre, apprenti puis compagnon, on devient maître, le jour où on s'établit pour son compte, si chétive que soit la boutique ou la chambre dans laquelle on s'établit... on passe dans la catégorie des patentables, on est serrurier, maçon, couvreur, et par conséquent passible du même droit fixe que » ceux qui établis depuis nombre d'années ont une clientèle assurée (4).

1. *Moniteur Universel*, supplément au numéro du 5 fév. 1843, p. 228.

2. A cette époque la loi faisait une situation privilégiée aux ouvriers tisseurs travaillant pour le compte d'un marchand ou d'un fabricant avec un seul métier (voir le rapport cité).

3. Celles du bâtiment, maçon, charpentier, menuisier, couvreur.

4. *Moniteur Universel*, supplément au numéro du 17 mars 1850, rapport sur le projet, p. VI. Sans doute la loi de 1844 qui exemptait les ouvriers obligeait les bénéficiaires à n'avoir ni enseigne, ni boutique, ce que ne fera pas la loi de 1850 qui fait remise de la moitié des droits aux patentables des quatre dernières classes du tableau A, mais, il n'en reste pas moins que, dans l'opinion du rapporteur, il y avait des travailleurs en chambre qui n'étaient pas de simples ouvriers, et qui, pour cela, ne pouvaient bénéficier de la loi de 1844 quand bien même ils eussent rempli toutes les autres conditions (ni compagnon, ni apprenti, ni enseigne, ni boutique).

La jurisprudence du Conseil d'Etat refusa tout d'abord le bénéfice de la loi du 25 avril 1844, à ceux qui travaillaient à commande avec des matières qu'ils fournissaient (1). Puis elle devint plus libérale, et cette restriction disparut (2). La loi du 2 juin 1858 ratifia cette interprétation. Avant 1844 les travailleurs à façon étaient soumis à une patente différente de celle que payaient ceux qui vendaient au public le produit de leur travail. Depuis un avis du Conseil d'Etat du 19 novembre 1821, il fallait, pour que la patente de marchand-cordonnier fut exigible, que les fabricants « tinsent magasins de chaussures ou qu'ils exposassent en vente, sur la devanture de leur boutique, des bottes ou des souliers confectionnés à l'avance » (3). Ceci montre que l'artisan pouvait dans une certaine mesure devancer la commande sans être imposé comme marchand.

Sous l'empire de la loi de 1844, il fallait donc distinguer, celui qui travaillait à façon, en chambre ou en boutique, assujéti à une patente spéciale, le marchand qui exposait en vente les produits de son travail, et enfin l'ouvrier qui travaillait à façon, voire à commande. Depuis l'interprétation libérale, sans compagnon ni apprenti, ni enseigne, ni boutique.

L'interprétation libérale de la loi de 1844 rendit superflue la loi de 1850 (4) qui ne conserva d'intérêt que pour ceux qui avaient « enseigne ou boutique ». Mais la loi de 1862, que l'on peut rapprocher de l'avis du Conseil d'Etat de 1821 autorisant les cordonniers façonniers à travailler en boutique sans être considérés *ipso facto* comme des marchands, la loi de 1862 supprima pour les bénéficiaires de l'exemption totale, l'obligation de n'avoir ni enseigne, ni boutique. Les dispositions de la loi de 1850, ne se retrouvent pas dans la loi de 1880 ; sans doute étaient-elles devenues inutiles.

1. V. par ex. : C. E., 13 décembre 1854, recueil des arrêts du C. E., 1854, p. 964.

2. C. E., 14 mai 1856 et le rapport Derwinck sur la loi de 1858.

3. Note sous arrêt du C. E. du 9 mai 1836, au recueil des arrêts, du C. E., 1836, p. 113.

4. V. arrêt du C. E., 1^{er} juin 1853, p. 576.

L'ARTICLE 17 DE LA LOI DU 15 JUILLET 1880 dispose : « Ne sont pas assujettis à la patente.. 5^o... Les commis et toutes les personnes travaillant à gages, à façon et à la journée dans les maisons, ateliers et boutiques des personnes de leur profession ; — Les ouvriers travaillant chez eux ou chez les particuliers, sans compagnons ni apprentis, soit qu'ils travaillent pour leur compte et avec des matières à eux appartenant, qu'ils aient ou non une enseigne ou une boutique ; — Les ouvriers travaillant en chambre avec un apprenti âgé de moins de seize ans ; — La veuve qui continue, avec l'aide d'un seul ouvrier ou d'un seul apprenti la profession précédemment exercée par son mari ; — ... Les savetiers, les chiffonniers au crochet, les porteurs d'eau à bretelle ou avec voiture à bras, les rémouleurs ambulants, les gardes-malades ; — . Ne sont point considérés comme compagnons ou apprentis, la femme travaillant avec son mari, ni les enfants non mariés travaillant avec leurs père et mère, ni le simple manœuvre dont le concours est indispensable à l'exercice de la profession... »

Le même article exonère « les peintres, sculpteurs, graveurs et dessinateurs considérés comme artistes et ne vendant que le produit de leur art... les sages-femmes... les propriétaires ou fermiers de marais salants... les pêcheurs, lors même que la barque qu'ils montent leur appartient... les cantiniers attachés à l'armée. . les personnes qui vendent en ambulance dans les rues, dans les lieux de passage et dans les marchés, soit des fleurs, de l'amadou, des balais, des statues et figures en plâtre soit des fruits, des légumes, des poissons, du fromage et autres menus comestibles ».

L'article 18 dispose : « Tous ceux qui vendent en ambulance des objets non compris dans l'article précédent, et tous marchands sous échoppe ou en étalage, sont passibles de la moitié des droits que paient les marchands qui vendent le même objet en boutique. Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux bouchers, épiciers et autres marchands ayant un étal permanent ou occupant des places fixes dans les halles et marchés »

La première énumération « les commis... etc » vise les personnes travaillant pour autrui et chez autrui ; elle ne demande ici aucune explication. Au contraire, parmi les dis-

positions qui suivent, il en est qui nécessitent un examen attentif.

Le texte parle d'ouvriers travaillant sans compagnons, ni apprentis. Il ajoute « soit qu'ils travaillent à façon, soit qu'ils travaillent pour leur compte *et avec des matières* à eux appartenant », et ne considère pas le simple manœuvre comme un apprenti ni comme un compagnon. Faut-il en conclure que les bénéficiaires doivent non seulement travailler de leurs mains comme tous les ouvriers, mais encore travailler la matière en vue de la confection, de la réfection d'un objet, ou de l'élaboration d'un produit ?

Cette interprétation aurait pour conséquence d'éliminer tous ceux qui donnent des soins aux corps : médecins, chirurgiens, infirmiers, gardes-malades, nourrices, masseurs, pédicures, barbiers, vétérinaires, éleveurs..., d'une part, ce qui permettrait semble-t-il de se passer de la distinction si délicate à établir entre travail intellectuel et travail manuel, et d'éliminer, d'autre part, ceux qui se livrent à une occupation purement manuelle d'où il ne résulte que des services, mais aucune œuvre : hommes de peine, débardeurs, portefaix, commissionnaires avec voiture à bras, brouette, hotte. Mais elle n'a inspiré aucun arrêt de jurisprudence, et si le texte paraît rédigé spécialement en vue de ceux qui ouvrent la matière, il faut seulement en conclure que la situation la plus courante a entraîné une rédaction d'une forme particulière, mais non que le législateur ait entendu exclure les ouvriers qui fournissent un simple travail de main-d'œuvre, bien que la plupart du temps ceux-ci rentrent dans la première catégorie énumérée ci-dessus : « les commis etc... ». Et cela est si vrai que l'article 20 de la loi du 18 mai 1850, dont les dispositions sont devenues caduques lors de la promulgation de la loi de refonte de 1880, accordait une remise de droit à certains patentables exerçant « pour leur compte une profession consistant en un travail de fabrication de confection ou de main-d'œuvre. » (1)

1.L. du 18^e mai 1850, article 20. « Les patentables des 4 dernières classes du tableau A annexé à la loi du 25 avril 1844, et du tableau D annexé à la présente loi, lorsqu'ils exercent pour leur compte etc... ne seront imposés qu'à la moitié du droit lorsqu'ils travailleront sans compagnon ni apprenti ».

Les cochers, ni les ehauffeurs, ni les voituriers ne sont considérés comme pouvant bénéficier de l'exemption parce qu'ils ne travaillent pas *chez eux ni chez les particuliers* (1). En matière d'impôt cédulaire figure une mention spéciale en faveur des seuls cochers et chauffeurs qui ne figure pas ici (1). Par contre on trouve une mention en faveur de ceux qui tirent des voitures à bras. Le rémouleur-ambulante ne travaille ni chez lui ni chez des particuliers, il fait l'objet d'une mention distincte.

L'idée dominante est qu'un ouvrier doit *vivre de son travail*. D'où l'exigence de ces conditions : *absence de spéculation sur des marchandises ou sur le travail d'autrui, travail personnel*.

On avait pensé, au début, sous l'empire de la loi de 1844 réserver le bénéfice de l'exemption aux travailleurs à façon. Cette idée ancienne expliquerait peut-être la présence au texte de la mention spéciale faite en faveur de savetiers (c'est-à-dire des réparateurs de souliers qu'il ne faut pas confondre avec les cordonniers lesquels travaillent dans le neuf) qui font un travail de réparation avec des cuirs leur appartenant et qui, par conséquent, auraient risqué, dans l'idée des législateurs de 1844, de ne pas se voir traités comme des faconniers et d'être exclus du bénéfice de la loi. Mais avec l'évolution tant jurisprudentielle que légale dont il a été parlé, cette mention spéciale figurant au texte de la loi de 1880 est un anachronisme.

Approvisionnement. — On admet donc, et la loi le dit expressément, que l'ouvrier puisse posséder les matières qu'il travaille. Mais peut-il s'en approvisionner sans attendre qu'une commande lui soit faite ? Il faut bien l'admettre ; on ne voit pas un maréchal ferrant, un forgeron, ni un serrurier aller acheter du fer seulement quand se présente un client, et l'acheter en quantité limitée à la demande de ce client, seulement les approvisionnements doivent être peu importants, ne pas constituer des stocks. Faut-il tenir

1. V. l'arrêt du C. E. du 26 juin 1925 rendu en matière d'impôt cédulaire pour un voiturier, *infra* p. 122.

compte de la *valeur des marchandises* composant les approvisionnements ? Lorsque la marchandise est de faible valeur on peut admettre que le prix de vente de l'objet représente principalement celui du travail. Mais lorsqu'elle est chère il dépend surtout du prix de cette matière. Dans le premier cas l'objet vendu est une création de l'artisan, dans le second c'est une marchandise relativement précieuse qui est revendue, apprêtée par l'artisan. Le bénéfice réalisé apparaît alors comme celui d'un marchand. Mais l'Administration a considéré comme pouvant bénéficier de l'exemption, un fabricant de brides de sabots « bien que la valeur de la matière employée soit supérieure à celle de la main-d'œuvre. Le fabricant en question achète du cuir, le noircit, le vernit et le coupe suivant certains modèles. » Elle a considéré qu'il y avait un travail de main-d'œuvre et non une spéculation commerciale (1). La conclusion est que l'on devrait dans tous les cas réserver à l'artisan le droit de prouver, au moyen de factures d'achats et de ventes et de tous autres documents, que le bénéfice réalisé ne porte aucunement sur la matière mais seulement sur le travail fourni.

Un boucher qui transporte de la viande, sépare et apprête les morceaux, fait bien œuvre manuelle, mais c'est de la viande qu'il revend, il est marchand ; jamais la jurisprudence ne l'a exempté ; mais voici des personnes économes qui sont allées aux halles et qui ont acheté un quartier de bœuf ; elles le font apprêter par un homme compétent, afin que chacune ait un morceau de viande. Celui qui prépare les lots fait un travail à façon, son gain est un véritable salaire. Un boulanger faisait bien en 1880 œuvre manuelle en pétrissant la pâte, en préparant le four, etc..., pourtant la jurisprudence l'a toujours considéré comme un marchand bien qu'il ne vende pas de la farine mais le pain qu'il a fait. Néanmoins le prix de la farine a une influence prédominante sur le prix du pain, et lorsque le boulanger fait ses achats il fait une spéculation sur les cours de la farine (2). Il semble bien que le boulanger soit à la frontière de l'exemption car

1. *Bull. des Contrib. dir. et du Cadastre*, 1901, p. 138, comparer avec la situation faite au boulanger, *infra*.

2. Actuellement le prix du pain est taxé, mais non celui des farines.

tout artisan doit tenir compte du prix de revient dans le prix de vente. Le boulanger est obligé d'avoir toujours du pain. Non seulement il ne travaille pas à la commande, il expose en vente, ce qui a cessé d'avoir un intérêt pour la discrimination, mais encore il doit avoir des approvisionnements. Nous verrons, il est vrai, en matière d'impôts cédulaires, que le ministre estime que les approvisionnements pour deux ou trois mois n'étaient pas excessifs pour un artisan auquel ses fournisseurs ne livrent la matière première qu'avec des délais qui nécessitent ces approvisionnements en vue d'éviter le chômage.

Des arrêts anciens considèrent que le dentiste, le pharmacien, le dessinateur de fabrique, ne sont pas exemptés de la patente (1).

Il est évident que celui qui achète pour revendre est un marchand. Aujourd'hui le maréchal ferrant achète des fers de fabrique, mais le travail de finissage et de pose paraît sans doute être l'élément principal de la rémunération car le ministre des Finances a expliqué en matière d'impôt cédulaire (et la règle paraît être la même ici), qu'un tel travailleur est un artisan. Notons par contre que celui qui vend des bicyclettes qu'il monte lui-même par pièces détachées est imposable à la patente (2).

L'administration et la jurisprudence tolèrent qu'un artisan revende quelques produits achetés tout faits mais à la condition que cette revente ait un caractère exceptionnel.

L'ouvrier vit de son travail et non de celui d'autrui. C'est pourquoi le bénéficiaire de l'exemption doit travailler seul. Pourtant le *travail en famille* n'est pas considéré comme donnant un profit au chef de famille mais comme procurant les moyens d'existence au petit groupe. Seulement la loi a employé des expressions très précises qui excluent les collatéraux de telle sorte, que si un père et deux fils travaillent ensemble il y a possibilité d'exemption, mais que cet avantage disparaît si le père vient à mourir. Elle n'exclut pas les

1. Dall., *Lois administratives*, V^e *patente*, n^o 8432. Nous avons dit que le pharmacien, ni le dentiste ne sont des artisans.

2. C. E., 1917, 20 juillet, p. 583.

petits-enfants, mais elle n'admet pas les enfants mariés, ni, telle est du moins l'interprétation courante (1) divorcés ou veufs. La jurisprudence n'a pas eu pitié d'un vieillard qui travaillait avec un fils veuf (2). Le beau-fils, travaillant avec le parâtre, n'est pas exclu de la catégorie (3). Il semblerait que l'ouvrier dût travailler lui-même et ne pas se contenter de faire travailler ses enfants et de les entretenir. La solution contraire a pourtant été donnée (4).

La loi a eu pitié de quelques femmes ; les *veuves*, à condition qu'elles continuent la profession de leur mari, ont droit à un compagnon ou apprenti. Mais s'il n'y a pas eu mariage régulier, la condition n'est pas remplie. De même s'il y a eu divorce. Si la profession est changée, non plus. C'est une question de fait que de savoir quelles modifications peuvent être apportées à un métier sans entraîner déchéance. Si la femme est restée quelque temps sans travailler, puis qu'elle reprenne le travail de son mari, il n'y a pas déchéance pour cela. Mais si elle reste longtemps sans travailler et si elle s'établit dans un local, voire dans une commune ou une région différente, peut-on dire vraiment qu'elle « continue » la profession de son mari ? Le fait de changer de local ou même de pays, en laissant la place à un successeur au besoin, n'empêche pas la continuation de la profession. Mais celui de ne pas exercer pendant plusieurs années, marque une rupture qui semble être défavorable à la veuve. Peut-être, pourrait-on considérer que la loi a statué d'après la majorité des cas, et que la veuve, qui reprend la profession de son mari même tardivement, et après avoir cru l'abandonner définitivement, est bénéficiaire.

La loi est favorable à ceux qui travaillent en chambre ; vu leur condition extrêmement modeste, on leur concède un apprenti de moins de seize ans. Mais il faut que ce soit un

1. Recueil des Arrêts du Conseil d'Etat, 1915 ; 19 mars 1915, p. 82.

2. C. E., 1915, 19 mars, p. 82.

3. *Bull. des Contr. dir. et du Cadastre*, 1901, p. 139 ; argument : « si... une veuve ayant des enfants se remarie, l'obligation de nourrir et d'entretenir les enfants du premier lit est une charge de la nouvelle communauté », Conseil de préfecture Pyrénées-Orientales, 3 juin 1912, *Bul. des Contr. dir. et du Cad.*, 1912, p. 622 et table décennale du bulletin, 1909-1918. V^o *Patente: exemption*.

4. *Bulletin des Contributions directes et du Cadastre*, 1901, p. 139.

apprenti, c'est-à-dire qu'il y ait un métier à apprendre et que l'apprenti ou l'apprentie apprenne quelque chose. En somme il y a toujours quelque chose à apprendre, et le maître prétend toujours qu'il enseigne.

Enfin, la loi permet dans tous les cas (ouvriers travaillant sans compagnons etc..., ouvriers en chambre, veuves) l'aide d'un *simple manœuvre*. Ainsi le maréchal-ferrant peut avoir un aide qui tienne le pied du cheval à condition qu'il ne prépare ni ne pose aucun fer, le poseur de briques peut se faire porter et passer les briques par un aide, mais l'aide pourrait-il préparer du mortier ou du ciment ? On admet l'affirmative (1).

Lorsque le travail n'est pas de confection, mais de simple main-d'œuvre, il ne peut y avoir évidemment d'apprenti ; le manœuvre auxiliaire ne saurait, semble-t-il, être toléré davantage (sauf pour aider la veuve), parce qu'il ne serait pas possible de le distinguer du compagnon. Seulement, il est très difficile de trouver une profession qui ne consiste qu'en un travail de main-d'œuvre, et l'on peut toujours trouver quelqu'un qui soit le manœuvre de quelqu'autre.

Si la loi fait des prohibitions concernant l'emploi des manœuvres, compagnons, apprentis, la jurisprudence admet que certaines personnes, dont l'aide constante entraînerait assujettissement, peuvent être employées à titre exceptionnel. C'est une question de fait (2).

Le *mode de fabrication* joue aussi un rôle prépondérant. Lorsqu'un ouvrier dispose d'un outillage important, on peut considérer qu'il ne fait plus un travail manuel, il dirige des machines, ce ne serait plus un ouvrier. Il faudrait donc distinguer entre la machine qui fait le travail, et l'outil avec lequel on travaille. Cette distinction n'est pas toujours aisée (3). Elle ne serait pas non plus pertinente, car les ma-

1. Répertoire Becquet, t. XVIII, *Impôt, Patente*, 151.

2. Arrêts du Conseil d'Etat, 1920, v. table des matières, v^o *Patente, ouvrier travaillant seul*.

3. Voyez : P. Mantoux, *La révolution industrielle au XVIII^e siècle* Paris, 1906, pp. 179 et s. : « Un rouet n'est pas tout à fait une machine car, même en se servant du rouet, c'est avec les doigts qu'on étire le fil. Une pompe est une machine, car il suffit, pour la faire fonctionner, d'imprimer à un piston, un mouvement de va et vient qu'une force brute peut produire. La définition de la machine serait

chines mues par l'homme ne suppriment pas le travail manuel (1), mais peuvent au contraire demander une force physique considérable qui ne serait pas nécessaire dans le travail effectué sans machine. De plus, la surveillance d'une machine, la direction plus ou moins minutieuse à donner, les travaux d'entretien et de réparations sont bien des travaux manuels, que l'emploi d'une force motrice non fournie par l'homme ne supprime pas. Mais un outillage important nécessite l'engagement de capitaux en rapport. Il faudra donc, que des débouchés suffisants soient assurés aux produits fabriqués, pour récupérer les dépenses ainsi faites; c'est une spéculation industrielle dans laquelle il faut faire entrer l'intérêt et l'amortissement des capitaux engagés, voilà pour le passif; le rendement technique de la machine, les quantités qui peuvent être produites, celles qui peuvent être écoulées, la valeur qu'on en peut retirer et qui sera l'actif. Nous sommes loin de la conception de l'artisan qui fait payer le prix de son travail en ajoutant sur la facture les dépenses faites pour l'achat de matières premières.

Pourtant il y a dans tout métier des frais de premier établissement; un forgeron, un menuisier à façon ne peuvent se passer, le premier d'une forge, le second d'un établi. Il n'y a donc là qu'une question de proportion, de mesure, une question de fait. Aussi bien les décisions de jurisprudence se bornent-elles à dire : l'outillage est trop important (2) ou est suffisamment réduit. L'emploi de la force motrice n'est pas à lui seul une cause de déchéance (3).

Pendant un temps, l'Administration et le Conseil d'Etat

donc la suivante : un mécanisme qui, sous l'impulsion d'une force motrice simple, exécute les mouvements composés d'une opération technique, effectuée auparavant par un ou plusieurs hommes » (p. 180).

1. Voir l'exemple de la pompe à la note précédente. Plus le mécanisme mis en mouvement doit donner un résultat complet, plus il doit être important et recevoir une énergie considérable.

2. C. E., 4 août 1916, rec. des arrêts du Cons. d'Et., 1916, p. 359 : une turbine de 6 CV, une machine à percer, deux martinets, une forge à deux feux, constituant le principal de l'outillage d'une personne fabricant des instruments aratoires ont été jugés trop importants.

3. C. E., 20 avril 1883 « ... la circonstance qu'il se sert d'un tour mis en mouvement par la force motrice d'un moulin à eau ne fait pas obstacle... » (D. 1884.3.53; Dall., *Lois admin.*, t. IV, v° *pat.*, n° 8470).

estimèrent que « l'exemption établie par l'article 13 de la loi du 25 avril 1844 en faveur des ouvriers travaillant sans compagnon ni apprenti ne peut s'appliquer aux professions rangées dans le tableau C annexé à ladite loi... ou dans le tableau F annexé à la loi du 18 mai 1850, pour lesquelles le droit fixe se compose d'abord d'un droit invariable en raison de la nature de la profession, et ensuite d'un droit calculé sur le nombre des ouvriers employés » (1). Puis la pratique changea (2) et cette distinction est complètement abandonnée aujourd'hui.

La mise en œuvre de moyens chimiques n'est pas nécessairement une cause d'exclusion, du moins, lorsqu'elle nécessite un travail manuel important et que celui qui l'effectue apparaît socialement comme un véritable ouvrier (3) (4).

D'autres dispositions du régime des patentes méritent d'être signalées.

Il peut arriver qu'un décret de dénombrement assimile une banlieue à la ville voisine, ou constate une augmentation de la population locale, qu'il doive en résulter pour les patentables du tableau A établi en tenant compte de la population, un changement de classe. Si l'intéressé figure sur l'une des quatre dernières classes du tableau, l'augmentation n'aura lieu, tant en ce qui concerne le droit proportionnel que le droit fixe, qu'au décret de dénombrement suivant, si ce décret confirme le nouvel état de choses (loi du 21 avril 1905, art. 1^{er}, modifiant les art. 5 et 16 de la loi du 15 juillet 1880). Au contraire, les patentables des autres classes ne bénéficient que d'une réduction de droit fixe.

La loi du 27 février 1912, article 3, ne fait courir que du sixième nouvel an qui suit l'installation d'un pétrin méca-

1. C. E., 15 févr. 1864, p. 147. V. aussi les arrêts du 18 mars 1860, (p. 266), du 2 fév. 1859 (p. 85).

2. C. E., 7 sept. 1864 (p. 835). V. Dall. *Lois admin.*, IV, v^e *pat.*, n^o 8456.

3. C. E., 26 juil. 1866 (Dall. *Lois adm.*, IV, art. cité, n^o 8473). L'arrêt est favorable à un laveur de cendres qui préparait de la potasse en faisant filtrer de l'eau sur des cendres et en évaporant le liquide obtenu.

4. Sur le refus d'exemption à un distillateur, à un teinturier. V. Rep. Becquet, XVIII, p. 151. V. aussi Dall., *ouvr. et art. cit.*, n^o 8479.

nique par un boulanger « dont le personnel ouvrier ne dépasse pas deux personnes » l'augmentation correspondante de patente. Les dispositions de la loi de 1880 sur le travail en famille n'ayant pas été reproduites, les parents ou alliés du patron, qui travaillent dans la boulangerie, doivent être comptés.

Le tableau D porte : « ... Sont exempts du droit proportionnel : les patentables des septième et huitième classes, les deux dernières du tableau A, qui exercent leur profession en ambulance sous échoppe ou en étalage ; les patentables des mêmes classes qui résident dans les communes d'une population de 20.000 âmes et au-dessous... les fabricants travaillant exclusivement à métier à façon et les mouliniers en soie travaillant exclusivement à façon, dont le droit fixe calculé suivant le tarif légal n'excède pas 150 francs en principal. Toutefois, pour les fabricants travaillant exclusivement à métier à façon, et pour les mouliniers en soie, travaillant exclusivement à façon, dont le droit fixe dépasse 150 francs en principal, le droit proportionnel sera perçu pour moitié, lorsque le droit fixe dépasse 450 francs en principal, le droit proportionnel sera perçu pour la totalité. »

CHAPITRE VII

Impôt cédulaire

Passage de la cédule des bénéfices industriels et commerciaux à celle des salaires.

La loi du 31 juillet 1917 n'a laissé en vigueur la législation sur la patente, qu'en ce qui concerne les centimes additionnels perçus au profit des communes.

Le principe nouveau est que l'impôt est prélevé sur les bénéfices réalisés, déclarés, contrôlés dans certains cas, fixés d'autres fois d'après une méthode empirique, à titre forfaitaire. Les bénéfices sont classés en diverses catégories, auxquelles correspondent des règles et des taux d'imposition différents. Ces catégories sont : celle des bénéfices industriels et commerciaux, celle des traitements et salaires, celle des bénéfices agricoles, celle des bénéfices des professions non commerciales, celle des revenus, des créances, dépôts et cautionnements qu'il faut, pour l'harmonie du système, élargir en y faisant rentrer les dispositions antérieures sur les valeurs mobilières. Les deux premières seules intéressent les artisans.

On s'est demandé quelles devaient être les frontières de la première catégorie. L'Administration soutenait qu'il fallait « s'attacher moins à la nature juridique des actes accomplis qu'à leur analogie avec les opérations que comporte l'exercice de professions, dont le caractère commercial est indiscuté » (1) Dans une opinion opposée, il fallait au contraire se référer aux dispositions du Code de commerce qui déter-

1. Instruction générale du 30 mars 1918, passage cité par Bocquet, *L'Impôt sur le revenu cédulaire et général*, Paris, 1921, p. 183. Dans le sens de la thèse administrative, voyez Lecerclé, *L'Impôt sur le revenu*. Thèse Paris, 1922, pp. 25 et s.

minent les actes de commerce. (1) Dans une opinion intermédiaire il faut ajouter aux commerçants, ceux dont l'activité range, économiquement parlant, parmi les industriels (2) Cette discussion n'a ici que peu d'intérêt, parce que la loi fait une mention spéciale des artisans. Peu importe que, les artisans étant considérés comme non-commerçants, la mention originelle ait indiqué que la loi ne limite pas aux commerçants l'étendue de la catégorie considérée, peu importe que cette mention n'ait pas eu une telle importance et ait dû être expliquée uniquement par des raisons historiques : la confusion qui existait sous le régime des patentes entre les professions commerciales et les autres, la mention qui se trouvait alors faite des artisans avec les commerçants et que la loi de 1917 aurait reproduite par inadvertance. Le principe a été l'assujettissement des artisans. Mais à ce principe, la loi faisait une exception partielle. L'article 13 dans sa rédaction primitive, qu'une loi de 1923 devait modifier, disposait en effet : « Ne sont assujettis à l'impôt sur les bénéfices des professions commerciales et industrielles, que sur la portion des bénéfices dépassant 1.500 francs : les ouvriers travaillant chez eux ou chez les particuliers etc... » L'énumération est calquée sur celle de la loi de 1880. La faveur faite aux artisans n'était pas aussi grande qu'elle semblait ; en effet le droit commun, pour ceux qui sont inscrits à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux, était l'imputation pour un quart seulement des bénéfices inférieurs à 1.500 francs. Au delà de cette première tranche, aucune distinction ne devait être faite entre artisans et non artisans la tranche qui va de 1.500 à 5.000 francs était comptée pour moitié.

Si au lieu de rapprocher la situation de ces ouvriers indépendants, dont parle le texte, de celle des autres redevables inscrits à la même cédule, on la compare à celle des simples ouvriers, on ne la trouve pas favorable.

« Déjà sous le régime de la loi du 31 juillet 1917 » dit M. Henry Béranger (3) « l'exemption à la base, en matière de

1. V. Bocquet, *op. cit.*, pp. 181 et s.

2. V. Allix et Lecercelé, *L'Impôt sur le revenu*, 1926, t. I, p. 339.

3. Rapport au Sénat. Sénat, 1922, Doc. Parl. s e f^{os} 27 et 28, p. 430.

salaires, pouvait s'élever de 1.500 à 2.000 francs et le taux de l'impôt était de 3, 75 %, alors qu'en matière de bénéfices industriels, le taux de l'impôt était de 4, 50 % et l'exemption à la base pour les contribuables, dont nous parlons, de 1.500 francs. La loi du 25 juin 1920 a augmenté encore la différence de traitement : l'impôt sur les bénéfices industriels est maintenant de 8 %, et l'exemption à la base pour les artisans et façonniers reste toujours de 1.500 francs ; l'impôt sur les salaires est de 6 %, et l'exemption à la base n'est jamais inférieure à 4.000 francs et atteint 6.000 francs à Paris ».

LA LOI DU 30 JUIN 1923 est beaucoup plus favorable aux artisans. Son article 10 est ainsi conçu : « L'article 13 de la loi du 31 juillet 1917 est modifié ainsi qu'il suit : Ne sont pas soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et sont passibles de l'impôt sur les traitements et salaires institués par le titre III de la présente loi :

« 1^o Les ouvriers travaillant chez eux, soit à la main, soit à l'aide de la force motrice, que leurs instruments de travail soient ou non leur propriété, lorsqu'ils opèrent exclusivement à façon pour le compte d'industriels ou de commerçants, avec les matières premières fournies par ces derniers, et lorsqu'ils n'utilisent pas d'autre concours que celui de leur femme, de leurs père et mère, de leurs enfants et petits-enfants habitant avec eux, d'un apprenti de moins de 16 ans et d'un compagnon ;

« 2^o Les artisans travaillant chez eux ou au dehors, qui se livrent principalement à la vente des produits de leur propre travail et qui n'utilisent pas d'autres concours que celui des personnes énumérées au paragraphe précédent ;

« 3^o La veuve de l'ouvrier et celle de l'artisan, travaillant dans les conditions prévues aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, lorsqu'elle continue la profession antérieurement exercée par son mari (1) :

1. « 4^o Les personnes qui vendent elles-mêmes et pour leur compte, en ambulance dans les rues, dans les lieux de passage et dans les marchés, des marchandises de faible valeur ou de menus comestibles, à la condition que ces personnes soient munies d'autorisations administratives et que les marchandises destinées à la vente soient

« Les dispositions du présent article sont applicables à partir du 1^{er} janvier 1922, sauf celles contenues dans les paragraphes 1^{er}, 5 et 6 ci-dessus, qui auront effet à partir du 1^{er} janvier 1920 ».

L'énumération faite par cet article, et les conditions exigées des bénéficiaires, diffèrent sensiblement des précédentes.

La loi distingue nettement les faconniers (§ 1^{er}) et les artisans (§ 2).

ARTISANS. — Quelles sont les personnes considérées ici comme artisans ?

Tout d'abord il faut exclure ceux qui ne sont pas des producteurs, ceux dont le travail ne vise, ni à élaborer un produit, ni à améliorer une chose, à tout le moins ceux dont les bénéfices ne relèvent que d'une activité commerciale. Ainsi les cochers et chauffeurs, pour bénéficier de la loi, sont l'objet d'une mention spéciale faite dans un autre alinéa, le quatrième, et cette mention ne comprend pas les voituriers, ceux qui transportent des marchandises (1). Le barbier est un artisan ; le hongreur, aussi (mais le vétérinaire exerce une profession libérale). La loi de 1880 contenait une mention spéciale en faveur des savetiers et des remouleurs-ambulants. Cette mention inutile pour les premiers, l'est devenue pour les derniers depuis la rédaction de 1923 qui a remplacé l'expression : travaillant chez eux ou chez les particuliers par : travaillant chez eux ou dehors. Le Conseil d'Etat avait, dans un arrêt du 26 juin 1925 (2) argué de l'expression chez

transportées autrement que par véhicule automobile ou que par voiture attelée ;

5° Les mariniers propriétaires d'un seul bateau qu'ils conduisent et gèrent eux-mêmes ;

6° Les chauffeurs et cochers propriétaires d'une ou de deux voitures qu'ils conduisent et gèrent eux-mêmes, à la condition que les deux voitures ne soient pas mises simultanément en service, qu'elles ne comportent pas plus de quatre places et que les conditions de transport soient conformes à un tarif réglementaire ;

7° Les pêcheurs se livrant personnellement à la pêche des poissons, crustacés, coquillages et autres produits de mer ou d'eau douce ».

Voir plus loin... l'addition interprétative faite par la loi du 4 avril 1926.

1. Rép. min., *J. Off.*, 21 janvier 1925 (Ch. Déb., p. 191 ; *Bull. des contr. dir. et du cadastre*, 1925, p. 41) déjà citée.

2. *Rec. des quest. fiscales*, 1925, p. 291.

eux ou chez les particuliers pour écarter le voiturier. Ce sont les raisons plus générales déjà exposées qui doivent continuer de motiver cette exclusion.

A prendre à la lettre la loi de 1917, ceux qui tirent des voitures à bras, s'ils agissent pour leur compte, sont des voituriers, astreints à l'impôt sur les bénéfices des professions commerciales et industrielles. Il n'en est rien car leurs bénéfices proviennent surtout de leur travail physique. La mention expresse qui figurait dans la loi de 1880 n'a pas été reproduite.

Les travaux préparatoires font, à maintes reprises, état de l'arrêt que la Cour de Toulouse a rendu le 16 février 1908, et de l'arrêt de la Chambre des requêtes rendu le 22 avril 1909, dans une même affaire où il s'agissait de savoir, si un cordonnier qui travaillait seulement à commande, sans enseigne ni boutique, seul, et dont le gain paraissait en conséquence avoir pour cause uniquement son travail manuel, si un tel cordonnier donc pouvait être considéré comme commerçant et être mis en faillite. La négative a été adoptée. « Sans doute », disait l'arrêt de la Cour de Toulouse, « l'article 632 du Code de commerce... considère comme acte de commerce tout achat de marchandises pour les revendre, soit en nature soit après les avoir travaillées et mises en œuvre, mais... il y a lieu cependant de considérer si la marchandise après le travail auquel elle a été soumise, ne constitue pas une production nouvelle, une œuvre suffisante, faisant disparaître la marchandise achetée dans ses éléments originaires..., dans ce cas, la vente qui en est faite n'est pas une véritable revente selon les prévisions de l'article susvisé ». La Cour de cassation a considéré que les faits de la cause « exclusifs de toute spéculation sur l'achat et la revente de marchandises sont caractéristiques de la profession d'artisan et non de celle de commerçant ».

La formule employée par la Cour de Toulouse pour écarter l'application de l'article 632 nous paraît trop absolue, car c'est de toute l'industrie que naît une « production nouvelle... faisant disparaître la marchandise achetée en ses éléments originaires ». Qu'est-ce donc qu'une automobile, sinon quelque chose de tout différent d'un monceau de ferraille ?

qu'un parfum extrait, par distillation, de la houille, sinon quelque chose de tout différent d'un morceau de charbon, etc... ?

Si on relit l'article en question, on voit que dans une première énumération (achat pour revendre) rentrent le commerce et l'industrie ; qu'une seconde énumération débute ainsi : « Toute entreprise de manufactures... », non pour faire mention de l'industrie, car ce serait redire ce que le paragraphe précédent a exprimé, mais pour inclure le façonnier qui est en effet un commerçant, bien qu'il n'achète pas pour revendre, mais « parce qu'il coopère, dans un but lucratif, à la circulation des produits qu'il reçoit, en leur faisant subir une fabrication qui en augmente la valeur vénale » (1).

On a voulu tirer argument à l'encontre de la commercialité des achats faits par les artisans de ce que, si l'ordonnance de 1673, titre XII, attribuait à la juridiction consulaire compétence sur les « différends pour ventes faites par des marchands, artisans et gens de métier, afin de revendre ou de travailler de leur profession (2)... », le Code de commerce ne parle pas de choses vendues à quelqu'un pour qu'il y exerce son art. Seulement il n'y a qu'une différence de rédaction : la formule nouvelle est concise, mais elle est semblable.

Avant 1789, l'artisan était considéré comme commerçant. Pourtant, l'idée, que certains artisans ne réalisaient pas des bénéfices commerciaux, mais touchaient un salaire ou l'équivalent d'un salaire, existait déjà. C'est ainsi qu'un arrêt de règlement du Parlement de Paris en date du 28 avril 1575, défend aux tribunaux consulaires de connaître sur les sujets justiciables de la prévôté d'Angers « pour salaires d'artisans manouvriers, serviteurs... » et qu'un commentateur, Jean Toubeau explique : « le travail des charpentiers, des maçons et autres de même catégorie, n'est point ordinairement dans le commerce » (3).

1. Lacour, *Droit commercial*, 1^{re} éd., n° 37.

2. Sur cette question, voir Noguier, *Des tribunaux de commerce*, etc., Paris, 1844, t. II, p. 73.

3. *Institutes du Droit Consulaire*. Bourges, 1682, ch. XI, p. 229. La déclaration du 20 juillet 1566 déniait la compétence consulaire en matière d'ouvrages faits « seulement pour l'usage et commodité particulière des personnes ». (Toubeau, p. 225). C'est en commentant

Une circulaire du Grand Juge, du 11 avril 1811, considère « qu'il ne paraît pas qu'on doive ranger dans la classe (des commerçants) le simple artisan qui ne travaille qu'au fur et à mesure des commandes qu'il reçoit journellement, et ne fait point de son état un objet de spéculation » (1).

Il semble que l'on peut chercher, sans dénaturer le sens de l'article 632, une justification de la solution adoptée par la Cour de Toulouse. En règle générale, le louage de services, le contrat de travail, le louage d'industrie ou contrat d'entreprise, ne sont pour le bailleur aucunement commerciaux.

Mais pour exécuter le travail dont il a pris commande auprès d'un particulier par un contrat purement civil, l'artisan est obligé de se procurer les matières dont sera composé l'objet de son art. Si le bénéfice réalisé par les opérations nécessaires à la production et à la livraison de l'objet, a pour source l'activité manuelle de l'artisan et non les opérations d'achat et de vente de marchandises, la profession est civile, les opérations d'achat et de vente sont accessoires à cette profession, et, pour cette raison ne constituent pas des actes de commerce. De même, le sculpteur qui achète un bloc de marbre pour réaliser une œuvre d'art de sa conception ne fait pas acte de commerce. Les deux cas diffèrent pourtant : le sculpteur ne fait pas un travail manuel, sa profession est libérale (2).

Au contraire, il semble bien que tout le travail de l'artisan soit un travail manuel, et même un travail industriel. Si l'industrie réalise des bénéfices sur les marchandises vendues, c'est parce que les opérations appliquées aux matières premières, ont donné une plus-value, résultant d'une utilité nouvelle, à ces marchandises. Mais ces bénéfices sont-ils autre chose que la rémunération de l'activité industrielle ? L'artisan, en travaillant, a donné une utilité nouvelle à la marchandise achetée, c'est de là que vient son profit. Il y a

cette déclaration et d'autres documents ultérieurs, que le savant auteur s'exprime comme il est expliqué au texte.

1. V. le texte complet, cité par Noguier. *Des tribunaux de commerce*, etc. Paris, 1844, p. 75, v. aussi Alanzet, 3e éd., 1879, t. VIII, n° 2991.

2. Il est peu intéressant de distinguer ici l'artisan de celui qui exerce une profession libérale, car le tarif d'imposition est le même (sauf pour les revenus provenant des charges et offices).

une similitude de situation. Quelles différences relever ?

L'industriel ne travaille généralement pas pour des particuliers. L'essentiel de son activité n'est pas ordonné par un contrat civil de louage d'industrie. On a vu que le manufacturier, qui travaille simplement à façon, est un commerçant. A plus forte raison celui qui travaille avec des matières lui appartenant. Plus encore que le façonnier, il s'entremet dans la circulation des richesses. En général, il ne travaille pas seulement à la commande. Il possède souvent des stocks plus ou moins considérables de produits pour lesquels il recherche des acquéreurs. Il a des approvisionnements plus ou moins importants de matières premières. Il apporte le plus grand soin à constituer ces approvisionnements dans des conditions favorables, lorsqu'ils consistent en matières dont les cours sont susceptibles de variations notables, il compulse des mercuriales et des documents statistiques pour choisir l'époque de ces achats. Son bénéfice est donc commandé, non par la facture d'un travail fourni que l'on puisse ajouter au prix de revient du produit, mais par des cours qui s'imposent du dehors à l'entreprise, et qui sont déterminés par la concurrence, par des ententes, etc. Il a souvent un outillage important. Sous des formes diverses, il immobilise des capitaux pour un temps plus ou moins long. Il ne vit pas que de son travail, mais aussi de ses capitaux.

Quelles conditions doit donc remplir le travailleur pour être un artisan dans le cadre prévu au 2^o de l'article 10 de la loi du 30 juin 1922 ?

a) *Absence d'achats d'objets tout faits.* C'est le propre du commerce que de vendre au public les objets achetés aux fabricants ou aux grossistes. Toutefois, lorsque ce commerce n'a qu'une importance réduite, il n'en est pas tenu compte. C'est intentionnellement que le mot principalement a été substitué dans le texte au mot exclusivement (1). Il va de soi que les objets revendus doivent rentrer « parmi ceux qu'il est d'usage de trouver chez les artisans en même temps que ceux de leur propre fabrication ». Autrement il y a commerce

1. Chambre, séance du 19 janvier 1923, *J. O.*, débats, p. 197; séance du 29 juin 1923, *J. O.*, débats, p. 2943.

distinct. Il n'est pas nécessaire que les objets exposés par l'artisan soient les mêmes que ceux qu'il est en mesure de produire. Par exemple, un maréchal-ferrant pourra vendre des onguents pour les chevaux, des instruments aratoires et des machines agricoles (1) ; un coiffeur, des parfums, des savons, des rasoirs ; un menuisier des appliques métalliques destinées à servir de support mural à des planches, étagères, etc... L'expression : il est d'usage, employée par la circulaire, doit être complétée, par celle ou convenable, afin de laisser une certaine latitude aux innovations, et surtout à la **présentation des produits nouveaux**.

C'est une question de fait, que l'appréciation de l'activité commerciale d'un artisan en comparaison avec son travail manuel. On peut considérer qu'un chiffre d'affaires ne dépassant pas deux ou trois mille francs, soit admissible (2). Pour l'Administration, l'importance des accessoires ne doit pas dépasser 20 à 25 % du chiffre d'affaires total. Mais une décision rendue le 8 mars 1926 par le Conseil de Préfecture de Vaucluse a estimé qu'un artisan qui « réalise environ 40.000 francs de recettes, au titre de sa profession et 30.000 fr. au titre de commerce » peut être considéré « comme se livrant principalement à la vente des produits de son travail » (3).

Cette distinction, s'appuie uniquement sur le mot principalement figurant au texte. Mais les travaux préparatoires montrent que cet adverbe n'a été mis que pour permettre à l'artisan de faire accessoirement un commerce très modique, mais non un commerce d'une importance presque égale (4).

1. Arg., intervention Billet, voir note suivante.

2. Arg. Ch., séance du 19 janv. 1923 (*J. O.*, débats, p. 196) pour la suppression du mot exclusivement, intervention de M. Billet en faveur des artisans ruraux qui font, en qualité de représentants de maisons d'outillage, un chiffre d'affaires de deux ou trois mille francs.

3. V. *L'Artisan Français*, mars 1926, p. 2 : Les Petits Artisans, la question des accessoires. La décision a été rendue en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires, mais la question est connexe. Il s'agit toujours de l'interprétation de l'article 10, 2^e de la loi de 1923.

4. Ch., séance du 19 janvier 1923 ; voir la note 4 de la page précédente ; M. Billet ayant proposé l'emploi du mot principalement, le ministre accepte (p. 197) et explique « si un barbier de campagne vend quelques flacons d'eau de cologne, *de minimis non curat prætor* ! il ne paiera pas la taxe sur le chiffre d'affaires, mais s'il en vend une

Nous ne pensons pas que cette décision fasse jurisprudence.

Selon une réponse ministérielle, le maréchal-ferrant, qui emploie des fers de fabrique ou n'en forge qu'à de rares intervalles pour pieds spéciaux, est un artisan (1). On considère sans doute que la pose des fers est un travail suffisamment difficile pour constituer un métier.

b) *Absence d'approvisionnements en matières premières.*
— Il faut bien que l'artisan ait en réserve des matières à travailler. On ne conçoit pas qu'un cordonnier n'achète du cuir qu'après avoir reçu la commande d'un client, et en une quantité restreinte à la satisfaction de cette commande ! Mais la quantité de cuir dont le cordonnier dispose doit être modique et ne suffire qu'aux besoins courants et prochains. Il est certain que des approvisionnements pour un an seraient excessifs. Quelle durée fixer ? C'est une question d'espèce. L'arrêt de la Cour de Toulouse paraît sévère. Mais de ce qu'il constate qu'un artisan n'avait des matières premières qu'en quantités infimes, il ne s'ensuit pas nécessairement que tous les artisans doivent être dans ce cas. Un arrêt de la Cour de cassation du 24 juillet 1883 (2), avait imposé la qualité de commerçante à une couturière dont les approvisionnements avaient été jugés trop importants.

Une réponse ministérielle autorise une personne possédant trois tricoteuses à main à constituer un stock de laine de deux ou trois mois, parce que les filateurs qui le fournissent demandent cinq à six semaines pour les livraisons et que le stock n'est en conséquence qu'un moyen d'éviter le chô-

quantité notable il la paiera... (p. 198). Par conséquent le mot principalement ne veut pas dire : pour une partie majeure de la moitié plus un, mais : essentiellement, les autres opérations n'ayant qu'une importance minime.

1. *J. O.*, 19.1.24, cité dans l'ouvrage de droit fiscal de M. Garde.

2. D. 84.1.124, cité par Lacour et Bouteron, *Droit commercial*. Voir aussi Douai, 24 janvier 1900. D. 1900.2.467 à propos de la mise en faillite d'un cordonnier, solution affirmative : « Attendu que... l'achat de matières premières fait... pour une somme de 1391 francs ne peut être considéré comme une de ces acquisitions modiques que les artisans peuvent faire accidentellement pour l'exécution d'un travail commandé, que cette marchandise était destinée d'être revendue après avoir été travaillée et mise en œuvre ; qu'elle formait entre les mains de G... un véritable approvisionnement et que son acquisition doit, aux termes de l'article 632 du Code de commerce, être considérée comme un acte de commerce... » On remarquera en passant l'expression travail commandé.

mage (1). Ceci dit, il faut se rappeler que les travaux préparatoires posent le principe de la non-constitution de véritables approvisionnements.

c) *Travail sur commande. Stocks de produits ouvrés.* — On pourrait croire, à la lecture des arrêts de la Cour de Toulouse et de la Cour de cassation, que l'artisan doit attendre les commandes pour travailler. Mais le texte de la loi ne dit rien, et même il autorise dans une certaine mesure la revente d'objets achetés tout faits. L'artisan peut donc devancer la commande. Mais dans quelle mesure ? Pas plus qu'il ne peut stocker des marchandises destinées à être travaillées, il ne peut stocker les produits de son travail en vue d'une vente ultérieure, car il serait censé faire une spéculation sur les produits mis en réserve. Seulement, de même que l'on a tendance à autoriser tous les approvisionnements de matières premières nécessaires pour éviter l'arrêt du travail, de même il semble que si l'artisan connaît une période de mort-saison, il puisse continuer à produire et attendre la période de presse pour écouler les objets de son art. C'est une question de mesure. Lorsque l'artisan travaille normalement en devançant la commande, on ne peut dire que son activité professionnelle soit ordonnée par des contrats civils de louage d'industrie. C'est donc au critérium si souvent rappelé dans les travaux préparatoires, d'absence de spéculation sur la matière, qu'il faut faire appel.

d) *Procédés industriels : valeur et productivité du matériel, force motrice.* — Le paragraphe 1^{er} autorise les façonniers à faire usage de la force motrice, mais le paragraphe 2 ne reproduit pas cette permission (2). La jurisprudence, en matière de patentes, admet que l'emploi de la force motrice n'est pas une cause de déchéance lorsque l'outillage est de peu de valeur (3). On pourrait croire que les mêmes règles fussent être appliquées ici. Une solution différente a été donnée : sur une question posée par M. Thoumyre député le 3 décembre 1925, M. le ministre des Finances a expliqué que l'on « ne peut considérer comme des artisans au sens de ce paragraphe (2^o de l'article, 1^{er}) que les personnes dont

1. J. O., 6 avril 1924, cité par Garde.

2. En ce sens, la réponse ministérielle dont nous citons un extrait

3. Voir *supra* p. 116.

la profession consiste principalement dans l'exécution d'un travail manuel. Il s'ensuit que la qualité d'artisan ne peut être reconnue à ceux qui utilisent la force motrice, que si le rôle du moteur dans la transformation de la matière première peut être regardé comme secondaire par rapport à celui de l'ouvrier et des aides dont ils sont autorisés à utiliser le concours. Ce principe n'est pas infirmé par la jurisprudence qui se dégage de l'arrêt du Conseil d'Etat visé dans la question (arrêt du 10 juill. 1925), attendu que cet arrêt, qui concerne d'ailleurs un ouvrier façonnier, a été rendu à l'occasion de l'application de l'article 17 de la loi du 15 juillet 1880, dont les dispositions ne sont pas identiques à celles de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 » (1). Nous trouvons là une des conséquences de la distinction que les travaux préparatoires commandent de faire ici entre artisans et commerçants et du renvoi qu'ils ont fait à deux arrêts de jurisprudence en matière de définition de l'acte de commerce. Il est certain que le cordonnier, en faveur duquel ont été rendus les deux arrêts indiqués, n'usait ni de machines, ni de force motrice. Pour justifier la non-commercialité de l'activité artisanale, nous avons fait appel à la théorie de l'accessoire. Cette théorie ne peut évidemment recevoir d'application lorsque l'artisan exploite un matériel important et coûteux. Qu'en est-il, dans l'hypothèse où la machine, bien que ne réclamant qu'une mise de fonds modeste, est assez parfaite pour supprimer complètement le travail direct de l'artisan sur la matière ? La réponse ministérielle estime, que lorsqu'il n'y a pas application de l'activité de l'homme sur la matière même, l'artisan fait place à l'industriel.

Nous avons déjà expliqué (2) que diriger une machine est un travail manuel et même un travail très pénible lorsque l'énergie motrice est fournie par l'ouvrier. Mais si la machine est parfaite, elle travaille vite et bien, les prix unitaires sont abaissés. L'artisan pour gagner sa journée doit vendre des quantités importantes. La question des approvisionnements et surtout celle des débouchés priment

1. Textes complets de la demande et de la réponse publiés par *l'Artisan français*, mars 1926, p. 4.

2. *Supra*. pp. 115 et 116.

tout. Or elles sont essentiellement commerciales. C'est donc à la productivité de la machine, à son rendement plutôt qu'à sa constitution, à sa qualité de suppléer plus ou moins complètement le travail direct de l'artisan sur la matière, que nous pensons convenable de s'attacher. La doctrine ministérielle au contraire, met en avant une question de méthode. Elle conduirait à admettre en principe l'emploi des outils et à refuser toujours l'emploi des machines, sans distinguer s'ils sont mus ou non par la force motrice, parce que ce n'est jamais le moteur qui transforme la matière première, mais la machine actionnée soit par lui, soit à la main.

Les objections faites à l'emploi des machines par les artisans n'ont pas toutes la même valeur lorsqu'ils ne travaillent qu'à façon pour des particuliers. Dans ce cas le façonnier contracte un louage d'ouvrage, opération civile. Aucune possibilité de spéculer sur la matière première, aucun souci des approvisionnements. Restent la spéculation sur les capitaux immobilisés dans l'outillage et la nécessité de produire beaucoup. Mais nous avons supposé que l'outillage avait peu de valeur ; l'obligation de produire beaucoup diffère de la recherche des débouchés, le façonnier cherche un patron plus qu'un client. Pourtant les objections posées par le ministre ont ici la même importance. Il est peu probable que la pratique fasse la distinction. D'ailleurs l'artisan, qui travaille à façon pour des particuliers, travaille généralement aussi à son compte.

Un arrêt du Conseil de Préfecture de la Sarthe, rendu le 21 décembre 1925, au profit d'un fabricant de fromages, sur l'interprétation de la loi de 1923, considère que « le terme « artisan »... s'entend de toute personne qui exerce à ses risques et périls un art mécanique ou un métier manuel, que ni les termes, ni les travaux préparatoires de la loi du 30 juin 1923 n'autorisent » à introduire « une distinction peu conforme à la nature même des choses entre l'individu qui exerce une industrie exclusivement manuelle et celui dont le travail met en œuvre l'action de *phénomènes chimiques* ou utilise les forces de la nature au moyen de *machines* ».

L'Administration s'est pourvue devant le Conseil d'E-

tat (1). Le Conseil de Préfecture avait relevé ce fait, que le bénéfice réalisé par le fromager « rémunère principalement son travail personnel et que la matière première achetée et transformée par lui n'est que le moyen accessoire de sa spéculation ». On a fait observer (2) que le fromager n'exerce pas un art mécanique, que sa profession « consiste en gros à mettre un peu de levure dans des pots de lait et à la laisser agir, et à tenir le tout à une température fraîche et uniforme ». On a vu en matière de patente que le Conseil d'Etat s'était montré favorable à un laveur de cendres. Il est vrai que la loi de 1844 employait le mot ouvrier, tandis que la loi de 1923 emploie le mot artisan, mais il semble bien que ce terme doive être pris dans un sens très large, et que pour le fromager, le principe est de savoir si la source de ses bénéfices réside dans la matière achetée ou dans le travail fourni.

e) *Vente suivant des procédés commerciaux.* — Les arrêts cités aux travaux préparatoires, avaient retenu que l'artisan partie aux procès, n'avait ni enseigne, ni boutique. Faut-il faire de cette absence, une condition ? La loi de 1880 autorise enseigne et boutique ; celle de 1923 est muette. Une instruction de l'Enregistrement s'exprime ainsi : « On devra... considérer, non comme un artisan, mais comme un commerçant, l'ouvrier qui tient magasin ou boutique des produits de son travail. A cet égard, toutefois, chaque situation de fait sera appréciée en tenant compte de l'importance de l'installation destinée à attirer la clientèle. Ainsi la qualité d'artisan ne devra pas être refusée à l'ouvrier qui, à l'aide d'enseignes, et sans étalages, cherche à provoquer des commandes de la part du public » (3).

Il n'est pas défendu à un ouvrier qui cherche du travail de faire des démarches, de payer des petites annonces, de montrer telles références qu'il lui plaît. En supposant même, ce qui est peu vraisemblable, qu'il fasse une promesse d'argent au préposé, d'où dépend parfois son embauchage,

1. V. *L'Artisan français*, juin 1926, p. 4, col. 3 et surtout *Rec. des quest. fisc.*, fév. 1926, p. 97, le texte de l'arrêt et le commentaire.

2. *Rec. q. f.*, art. cité.

3. Instruction, n° 3797.

il n'en reste pas moins salarié. Pourquoi interdire à l'artisan de permettre à tout passant de juger de ses qualités professionnelles ? S'il habite un rez-de-chaussée donnant sur rue, il effectuera son travail bien en évidence, et s'arrangera pour exposer, au moyen d'un étalage approprié, les produits de son travail. S'il habite dans un lieu retiré, il louera par exemple sur une place publique, une vitrine ou une place à l'étalage d'un autre artisan. Cela peut occasionner des frais, mais des frais qui ne visent qu'à éviter le chômage sont parfaitement légitimes. Que décider s'ils ont pour résultat de permettre de vendre, plus cher ? Est-ce l'artisan qui est plus connu, plus apprécié, est-ce son travail qui est mieux rémunéré ? Est-ce la marchandise qui acquiert une plus-value, une plus-value commerciale ? Si l'artisan ne travaille guère qu'à la commande, et qu'il n'expose que les objets qu'il doit livrer et des laissés pour compte, on ne voit pas quelle plus-value commerciale peut exister ; aux prochains contrats de louage d'industrie qu'il concluera l'artisan pourra exiger une rémunération supérieure parce qu'il aura réussi préalablement à se faire valoir ; un artiste qui débute, a quelquefois autant de talent que lorsqu'il est connu, il gagne moins. Mais l'artisan peut devancer la commande, et dans ce cas la notion de louage d'industrie ne peut jouer. Si les frais de publicité, c'est-à-dire de réclame, exposition, étalage, etc...et d'aménagements somptuaires sont minimes, on peut admettre qu'ils visent seulement à faire connaître l'artisan et à lui éviter le chômage. S'ils sont très élevés, il faut que les prix de vente soient modifiés, en conséquence, l'intention commerciale se révèle.

On a vu que l'artisan peut accessoirement à son industrie revendre des objets achetés déjà confectionnés. S'il résulte du fait de la publicité, une augmentation de ce trafic secondaire, mais non de la quantité des travaux effectués par l'artisan, on peut considérer la publicité comme commerciale. Tout dépend du résultat obtenu.

Un artisan peut-il exposer des produits autres que ceux de son art ? Peut-il exposer des objets qu'il a achetés ? Un barbier ne peut guère exposer le produit de son art. Peut-il avoir en vitrine du savon, des parfums... ?

Il faut dire en principe que l'artisan ne doit pas apparaître au public sous les dehors d'un commerçant.

On a vu par la citation qui a été faite que l'Administration est sévère à ce sujet. Aussi le coiffeur fera-t-il bien de restreindre son étalage.

De même un artisan qui mêle à l'étalage des objets de son art, des objets semblables achetés, doit le faire avec la plus grande discrétion.

Nous venons d'exposer quelques-unes des raisons qui militent en faveur d'une pratique plus libérale que celles que l'Administration annonce. Mais il ne faut pas oublier qu'à côté des artisans ruraux, existent de très modestes commerçants de campagne et qu'il paraîtrait à ceux-ci tout à fait injuste de détaxer leurs voisins sans limiter ces détaxes par des conditions très rigoureuses. Le coiffeur n'est pas seul à vendre du savon et de la parfumerie. Si par des procédés de publicité, tel un étalage, il ôte des clients à l'épicier voisin, celui-ci ne comprendra pas les faveurs fiscales dont profite celui-là.

Un ouvrier n'est pas tenu de faire à tout le monde les mêmes conditions de travail. Il est même logique qu'il travaille à moindre salaire pour celui qui l'emploie pendant une durée considérable que pour celui qui n'a recours à ses services qu'occasionnellement, à cause des risques de chômage. Les « extras » touchent un salaire plus élevé que les gens en place. L'artisan pourra donc consentir des conditions plus avantageuses à un client qui lui passe une forte commande.

Mais peut-il agir de même avec un client qui lui fait un achat important? Cela ressemble beaucoup à un escompte commercial, ou à une mise en solde. S'agissant de produits fabriqués par l'artisan, la conséquence d'une vente importante est la possibilité pour l'artisan de se remettre au travail, soit parce que les réalisations procurent les disponibilités nécessaires à de nouveaux achats de matières premières, soit encore, et ceci est essentiel, parce que l'artisan ne peut pas accumuler les produits de son travail, et ne peut devancer la commande que légèrement. En définitive, c'est une prime contre le chômage qu'il abandonne au client. Cette situation peut se rencontrer pour celui qui a une nombreuse famille, et produit par conséquent beaucoup.

Un artisan peut-il travailler à un tarif syndical ? La chose n'est pas défendue aux ouvriers qui s'embauchent, elle ne peut être interdite aux artisans lorsqu'ils travaillent à façon. Mais lorsqu'ils fournissent la matière peuvent-ils vendre l'objet de leur art, d'après un tel tarif ? La raison d'en douter est que dans ce cas l'artisan, comme tout industriel, vend au prix courant et que le *leit-motiv* : il ne fait payer que son travail dont il ajoute le prix au coût de la matière fournie, apparaît ici comme une pure fiction. Ceux dont l'industrie ont déterminé ces prix courants doivent généralement faire face à des frais commerciaux multiples que ne connaissent pas les artisans, et dont l'avance est faite en vue de réaliser un profit commercial. L'artisan encaissera donc des sommes répondant à des frais qu'il ne fait pas, autrement dit bénéficiera d'une véritable « rente » (1), et en plus encaissera le bénéfice commercial que les concurrents retirent des frais indiqués. Sans doute, mais il ne faut pas oublier que l'industriel ou le patron entrepreneur se procurent souvent la matière première à des conditions plus avantageuses, qu'ils travaillent dans des conditions techniques supérieures (outillage, spécialisation du travail...) qu'ils vendent des quantités importantes de marchandises de telle sorte qu'ils puissent gagner peu sur chaque unité. En somme ceci peut compenser cela. Toutefois, lorsqu'il apparaîtra que, par la vente à un tarif syndical, ou à un tarif supérieur, l'artisan réalise un profit hors de toute proportion avec le gain des simples salariés de la même profession, il pourra être considéré comme commerçant. Nous sommes loin de la petite dentellière auvergnate dont les doigts habiles jonglent avec les bobines en faisant un bruit de castagnettes, et sur le sort de laquelle s'attendrissait le député Courtier, aujourd'hui sénateur.

Quelle est la situation des *artisans du sexe féminin* ? Le paragraphe 3 contient une disposition spéciale aux veuves calquée sur celle de 1844. Mais alors on autorisait la veuve à faire appel à une aide supplémentaire non permise à l'artisan. La loi actuelle ne concède plus cet avantage parce

1. Les économistes désignent parfois sous le nom de rente, tout profit retiré par un propriétaire, un industriel, etc..., d'une situation avantageuse.

qu'elle a étendu la collaboration permise et en a fait profiter l'artisan. Reste la défaveur : l'obligation de continuer « la profession précédemment exercée par son mari ». C'est un anachronisme malheureux. Il serait bon que le texte fût modifié par la suppression du 3^o.

Pourtant une interprétation libérale du texte actuel s'impose. Si la loi ne fait pas mention de l'ouvrière après l'ouvrier, ni du sexe après le mot artisan, ce n'est pas pour exclure la couturière à façon dans le premier cas, la dentellière dans le second, c'est par application de la règle de grammaire que le masculin l'emporte sur le féminin. Si elle n'envisage pas le cas de la femme aidée par son mari, mais seulement celui du mari aidé par la femme, c'est parce que dans les ménages c'est généralement le mari qui est le chef de l'industrie familiale comme il est en droit (art. 1421 C. civ.) le chef de la communauté. Il s'ensuit que la femme peut bénéficier de la loi autant que l'homme. Elle peut librement (si elle n'est pas en puissance maritale ou paternelle) choisir sa profession. Une fille-mère peut travailler avec ses enfants naturels reconnus par elle. Une femme sans enfants peut avoir un compagnon ou une compagne et un apprenti ou une apprentie. Une veuve n'est pas tenue de continuer la profession précédemment exercée par son mari.

Le travail en famille. — L'artisan doit, pour bénéficier de la loi, travailler seul ou en famille. La loi nouvelle est plus libérale que celle de 1880. Elle admet les enfants mariés et, par voie de conséquence, les gendres ou belles-filles » (1). Il semblerait qu'au décès du fils ou de la fille, la bru ou le gendre dussent être considérés comme étrangers, comme ouvriers ; mais l'instruction que nous venons de citer ne distingue pas. Une autre (2) est encore plus catégorique : « il y a lieu de comprendre notamment sous la dénomination « enfants », les gendres et les belles-filles (3) (4).

1. Direct. gén. des contrib. directes, circulaire, n° 1404 (d'après la publication faite au *Recueil des questions fiscales*, 1924, p. 103).

2. Enregistrement Instruction, n° 3797 du 20 nov. 1913 (déjà citée).

3. Toutefois une réponse ministérielle (*J. off.*, 1925, Ch. Déb. p. 2413 citée et commentée au *Rec. quest. fisc.*, 1925, n° 1452 est défavorable au travail en association de l'artisan et du gendre. Mais depuis la loi de 1926, analysée plus loin, la question du travail en association est sans influence, et la réponse n'envisageait pas le cas où ce travail aurait lieu sans association.

4. On peut comparer cette pratique libérale aux dispositions de

Cette instruction ajoute : « De même, le concours des auteurs de la femme du façonnier (ou de l'artisan) est autorisé au même titre que celui-ci ».

Il est regrettable que la loi n'ait pas envisagé favorablement le cas de jeunes orphelins de père et mère travaillant ensemble. Vainement prétendrait-on qu'ils continuent la personne du défunt car l'argument vaudrait éventuellement pour les collatéraux et même pour des étrangers (légataires universels). Toutefois en application des dispositions générales qui vont être expliquées, deux orphelins peuvent travailler ensemble, un troisième peut être admis en qualité d'apprenti, s'il a moins de seize ans, mais, actuellement, un quatrième ne le pourrait pas ; par contre l'obligation de cohabiter ne se rencontre pas ici puisque les frères et sœurs orphelins sont considérés comme étrangers.

Une innovation des plus importantes est celle qui autorise dans tous les cas, le « concours » d'un compagnon et d'un apprenti de moins de seize ans, Par contre il n'est plus question du simple manoeuvre, et cette omission est volontaire. « On acceptera que le compagnon soit remplacé par un apprenti de plus ou moins de seize ans... *L'emploi occasionnel d'une main-d'œuvre en excédent...* ne suffira pas à faire perdre... le bénéfice des dispositions de la loi nouvelle ; mais c'est à la condition expresse que le concours supplémentaire soit de courte durée et ne revête pas un caractère périodique (1) ». Ces citations n'appellent pas de commentaires.

Une proposition de loi déposée à la Chambre sous le numéro 2198 tend à porter à 18 ans l'âge maximum de l'apprenti. L'exposé des motifs donne les justifications suivantes :

« Les parents préfèrent avant de placer leur enfant en apprentissage, leur faire faire des stages dans des bureaux où, par un travail peu pénible, comme celui de groom par exemple, ils reçoivent une rémunération immédiate, et ce

l'article 206 du Code civil sur l'obligation alimentaire entre beaux-fils ou belles-filles et beaux-parents. Toutefois « cette obligation cesse ; 1^o lorsque la belle-mère a convolé en secondes noces ; 2^o lorsque celui des époux qui produisait l'affinité, et les enfants issus de son union avec l'autre époux sont décédés. » On ne fait pas application de ces restrictions à la notion de travail familial étudiée au texte.

1. Inst. 3797 précitée.

n'est qu'un peu plus tard vers 15 ou 16 ans que ces jeunes gens apprennent effectivement un métier manuel... Or la durée de l'apprentissage qui varie suivant les métiers peut s'étendre sur 3, 4 et même 5 années... En outre... le décret du 21 mars 1914 classe comme travail dangereux interdit aux enfants de cet âge (16 ans) tout travail fait avec un outil mécanique » (1).

La même proportion tend à faire accorder un compagnon supplémentaire aux « pensionnés de guerre d'après la loi du 31 mars 1819 ou pensionnés du travail d'après la loi du 1^{er} juillet 1898, qui se trouvant dans l'incapacité d'exercer normalement leur profession en raison de leurs blessures ou maladies recourent, pour ce motif, à un compagnon supplémentaire », et à la veuve de l'artisan ou du façonnier. Nous ne voyons pas pourquoi celui qui naît manchot serait moins bien traité que le pensionné du travail. Est-ce parce qu'il ne touche pas de pension ? Il faudrait soit n'admettre que le mutilé de guerre, soit admettre sans exception tous les mutilés et infirmes incapables d'exercer normalement leur profession.

Pourquoi encore une veuve d'artisan mérite-t-elle plus de faveurs fiscales qu'une vieille fille travaillant pour vivre ? Il faudrait donc tenir compte des infirmités et de la vieillesse, du sexe eu égard à l'âge de l'intéressée, au genre de métier exercé, voire à la nécessité pour une veuve de ne pas laisser périliter l'entreprise tenue par son mari et de remplacer le défunt par un compagnon.

Au Sénat, M. Courtier a déposé sous le numéro 285 une proposition de loi tendant à ce que les artisans « puissent apprendre leur métier à des mutilés de guerre et du travail quel que soit l'âge de ceux-ci, sans être pour cela déchu du bénéfice de la loi et pour qu'ils puissent ensuite employer ces mutilés au titre de compagnon, dans la mesure de leur capacité de travail » (2).

L'article 59 de la loi du 4 avril 1926 a complété ainsi, à titre interprétatif l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 : « Les

1. V. dans *l'Artisan français*, décembre 1925, le texte de la proposition et de l'exposé des motifs.

2. *L'Artisan français*, octobre 1925, discours de M. Grandadam, p. 4, col. 6.

dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 s'appliquent dans tous les cas prévus, sans qu'il y ait à distinguer suivant que l'artisan, le façonnier ou l'ouvrier travaille à titre individuel ou en association ou en communauté d'intérêts avec les personnes dont le concours est autorisé ». Comme parmi ces dites personnes se trouvent un compagnon et un apprenti, c'est autoriser les associations binaires, voire trinaires, d'artisans (1) ; de plus, l'un des membres du binôme ou du trinôme peut s'adjoindre ou faire entrer dans l'association les membres de sa famille déterminés comme il a été expliqué (descendants et ascendants, exclusion des collatéraux), mais deux familles ne peuvent s'associer. Tout cela résulte clairement du texte. Ces dispositions étant interprétatives, les intéressés peuvent réclamer le remboursement des sommes indûment perçues par l'Administration.

Une instruction du 20 avril 1926 (2) précise : « Les façonniers seront autorisés à réclamer la restitution des sommes versées depuis le 1^{er} janvier 1920. Les artisans au contraire ainsi que les veuves de façonniers ou d'artisans n'auront droit au remboursement qu'à compter du 1^{er} janvier 1922. Pour les redevables qui antérieurement au décret du 23 mai 1925, étaient placés sous le contrôle de l'Enregistrement et qui

1. Jusqu'à cette loi du 4 avril 1926 l'Administration (Enregistrement circulaire, n° 3797) et les Commentateurs de la loi de 1920, faisant état des travaux préparatoires, considéraient les associations d'artisans comme prohibées. En effet l'amendement du sénateur Bouveri : « Ajouter à l'alinéa 6 les dispositions suivantes : *Les affaires effectuées par l'association d'ouvriers travaillant à façon et dûment enregistrées et composées de deux ouvriers au plus*, les petits artisans, travaillant chez eux ou au dehors qui, etc... », fut rejeté. Sans doute la rédaction définitive du texte a encore été modifiée, ainsi l'alinéa 6 auquel fait allusion l'amendement n'est pas le 6^e de la loi de 1923, mais il n'en reste pas moins que, lors de l'élaboration du texte l'extension des faveurs de la loi aux associations d'artisans, fut repoussée sur l'intervention du rapporteur général : « On a l'air, toute les fois qu'on parle de ce taux de 1,10 % de dire que la forge va s'éteindre, que la famille va disparaître. Mais non ! il s'agit là d'un impôt très modeste... Vous devez... consentir en conséquence que les ouvriers travaillant à façon, mais faisant acte de commerce, payent comme les camarades, aussi bien..., que la petite mercière, le petit fruitier, que le petit barbier du village » (Sénat, débats, *J. Of.*, 1923; pp. 67 à 69). On voit par cet extrait que c'est à propos de la taxe sur le chiffre d'affaires que la discussion était engagée.

2. *J. O.*, 25 avril 1926, « Recueil des questions fiscales », juillet 1926.

relèvent aujourd'hui de l'administration des contributions indirectes, leurs demandes seront instruites et les remboursements effectués par l'administration des contributions indirectes. Aucun délai n'est fixé dans le texte (l'article 59 de la loi du 4 avril 1926) pour la formation et l'administration des demandes en restitution. A toute éventualité il convient toutefois de préciser les conditions dans lesquelles la prescription peut être opposée aux demandes de l'espèce formulées par les bénéficiaires de l'article 59 de la loi du 4 avril 1926, savoir : a) Pour les paiements effectués par eux avant le 4 avril 1926 le seul délai de prescription applicable sera celui de 5 ans prévu par la loi du 29 janvier 1831 ; b) Pour les paiements que les intéressés auraient faits postérieurement au 4 avril 1925 la prescription sera celle de deux ans édictée par l'article 70 de la loi du 25 juin 1920 ».

La loi favorisant le travail en famille a cru devoir imposer la *cohabitation*, mais cette obligation ne s'étend pas aux étrangers (compagnon apprenti) dont le concours est autorisé.

L'instruction de l'Enregistrement dit qu'il faut tenir compte des circonstances particulières à chaque espèce. Il ne semble pas que la prise en commun des repas soit indispensable.

Peut-on autoriser un ouvrier à travailler et à habiter tantôt chez son père, tantôt chez son beau-père ? Cela ne paraît pas conforme à l'esprit de la loi ; l'habitation en commun doit avoir une certaine constance pour être réelle. Mais il n'est pas absurde de supposer un homme sachant deux métiers dont l'un soit exercé par son père et l'autre par son beau-père, que les périodes de morte-saison et les périodes de « presse » de ces métiers soient différentes, et que cet homme change d'habitation trois ou quatre fois par an. Il faut répondre favorablement. Au surplus l'article 109 du Code civil : « Les majeurs qui servent ou travaillent habituellement chez autrui, auront le même domicile que la personne qu'ils servent ou chez laquelle ils travaillent, lorsqu'ils demeureront avec elle dans le même établissement » autorise un grand nombre de permutations. Il est vrai que dans les espèces envisagées le travailleur non fixé, sera, non pas le patron, mais le salarié, de sorte qu'aucune difficulté

n'existe. On peut cependant envisager qu'il y ait association.

FAÇONNIERS. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 est relatif aux façonniers. Ceux-ci doivent opérer exclusivement à façon. Aucune dérogation n'est envisagée (Instr. 3.737 précitée). Ils peuvent employer la force motrice. Les travaux préparatoires sont favorables au droit pour le façonnier, de posséder, d'exploiter un outillage considérable. Il n'y a pas lieu de fixer un maximum au total des capitaux que le façonnier peut ainsi mobiliser (1).

Il faut respecter les dispositions déjà étudiées sur la limitation du nombre des collaborateurs et sur le travail familial, avec cette aggravation que l'administration aura pour être plus vigilante et plus sévère ce motif qu'en raison de l'outillage important dont peut disposer le façonnier, la main-d'œuvre employée est particulièrement productive (2). Pourtant l'instruction dit qu'un supplément passager et non périodique de main-d'œuvre sera toléré.

Le façonnier doit travailler pour les seuls commerçants et industriels et non pour les particuliers.

Nous considérons qu'il peut travailler pour les petits artisans, ceux qui sont considérés comme non-commerçants parce qu'au point de vue technique une entreprise artisanale ne diffère pas nécessairement selon la cédule sur laquelle les bénéfices réalisés doivent être inscrits. L'artisan qui donne à travailler à façon perd généralement la qualité de petit artisan. Le façonnier peut travailler pour des groupements constitués entre commerçants, industriels ou artisans pour opérations professionnelles.

Peut-il travailler pour des coopératives de consommation ? Oui si celles-ci sont assujetties en droit à l'impôt sur les

1. Au sénat M. Henri Béranger, dans le rapport déjà cité, exposa que pour la fabrication de la dentelle on se servait de métiers d'une valeur de plus de 60.000 francs chacun. Il en concluait uniquement qu'il ne fallait pas étendre le nombre de collaborateurs autorisés, un seul ouvrier suffisant « à assurer la conduite de deux de ces métiers » (p. 431). Un façonnier, fabricant mécaniquement de la dentelle pourrait donc s'il travaille avec son père, sa femme, sa fille, son gendre, deux fils, un compagnon et un apprenti (situation qui ne paraît pas extraordinaire) avoir un outillage valant près d'un million.

2. Voir la note précédente.

bénéfices industriels et commerciaux quand bien même par le moyen de la déduction des ristournes les impôts payés seraient à peu près nuls. Quand une coopérative de consommation est exonérée en droit, faut-il considérer que cette exonération a lieu par suite d'une faveur et que la nature de la coopérative n'est pas changée, au lieu que cette exonération n'a lieu que parce que la coopérative n'est en réalité ni commerciale ni industrielle ? L'administration considère bien que l'exonération ne peut être étendue à d'autres sociétés qu'à celles qui sont expressément désignées au texte de telle sorte que l'on paraisse bien être en présence d'une faveur, mais on verra plus loin qu'il semble se trouver que lorsque la coopérative réunit la condition pour bénéficier de cette faveur elle n'a pas le caractère de société commerciale ni industrielle. En résumé il faut apprécier la qualité commerciale ou industrielle de la coopérative et il est pratique pour cela de se reporter au régime fiscal de cette société.

Voici, d'après « l'artisan français » et la circulaire n° 1419 de l'Administration des contributions directes une *liste des principaux métiers artisanaux* qui peut être consultée utilement à titre indicatif. On remarquera que le fabricant de chaussures ne figure pas sur la liste, sans doute à cause de l'importance du prix du cuir dans le prix des chaussures. Toutefois le cordonnier de village qui répare et fabrique des chaussures semble devoir bénéficier de l'exemption.

Abat-jour pour lampes (Fabricant d') ; Abatage du bois (Entrepreneur d') ; Alicheur ; Agencement de magasins, de bureaux (Entrepreneur d') ; Agrafes, aiguilles, alènes, épingles, anneaux, boucles, fermoirs et articles similaires (Fabricant d') ; Ajusteur-balancier ; Ameublement (Fabricant d'objet d') ; Apprêteur de tissus, de plumes, de poils ; Armes (Réparateur d') ; Articles de Paris, jouets (Fabricant d') ; Articles et objets d'aluminium articles de ménage et de cuisine (Fabricant d'). — Bourrellier-selier ; Boutonnier en métal, os, ou autres matières ; Bretelles, ceintures, jarretelles, jarrettières (Confectionneur de) ; Broderies, dentelles (Confectionneur de) ; Bronze d'art, d'éclairage, bronzes d'imitation (Fabricant de) ; Bronzeur ; Brosserie fine ou commune (Fabricant de) ; Cannes (Fabricant de) ; Caoutchouc ou celluloid (Fabricant d'objets en) ; Carreleur en faïence, mosaïque, etc... — Carrière (Exploitant de), si l'exploitation est effectuée sans emploi de moyens mécaniques ; Carrossiers capotes de voitures (Fabricant de) ; Cartons, cartonnages,

enveloppes, sacs en papier (Fabricant de) ; Céramiste ; Chaises (Fabricant de) ; Chapelier ; Charpentier en bois ou en fer ; Charbon ; Chaudronnier ; Chaussures (Réparateur de) ; Chemisier ; Cimentier ; Cirier ; Ciseleur ; Coiffeur ; Cordier ; Corroyeur ; Corsetière ; Couronnes et articles funéraires (Fabricant de) ; Coutelier ; Couturière ; Couvreur. — Dactylographie et écritures à la main (Entrepreneur de) ; Décorateur en bijoux ; Décorateur sur bois, faïence, porcelaine, verre ; Dessins pour étoffes, papiers peints, etc... (Entrepreneur de) ; (Liseur de) ; Doreur sur tranche et sur cuir, sur bois et métaux. — Ebénisterie ; Emailleur ; Embaleur cadres (Fabricant de) ; Etameur. — Faïence, porcelaine (Raccommodeur de) ; Ferblantier, Ferblantier-lampiste ; Ferronnerie d'art ; Fil de fer ou d'acier (Fabricant d'objets en) ; Filets (Fabricant de) ; Fleurs en papier, tissu, métal, celluloïde perles, porcelaines (Fabricant de) ; Fondateur en cuivre, laiton, bronze ; Forgeron ; Formier ; Fouets et cravaches (Fabricant de) ; Fourreur ; Fumiste, poêlier. — Galochier ; Gantier en peau, ou tissus ; Graveur sur bois, sur métaux, sur verre sur bijoux ; Graveur lithographe ; Guêtres (Fabricant de). — Horloger. — Imprimeur-typographe ; Lithographe ; Prototypeur ; Imprimeur en taille douce ; Imprimeur sur étoffes ; Installations électriques (Entrepreneur d') (Fabricant de fournitures pour) ; Instruments de chirurgie (Fabricant d') ; Instruments de musique et accessoires (Fabricant d') ; Instruments d'optique et de précision (Fabricant d') ; Souffleur de verre. — Joaillier ; Lapidairier ; Sertisseur. — Lames (Affûteur de) (Repasseur de) ; Laqueur ; Limes (Tailleur de) ; Lingerie et trousseaux (Confectionneur de) ; Luthier (Accordeur de pianos). — Maçon ; Malletier ; Marbrier ; Maréchal-ferrant ; Maroquinier. — Gainier, Colliers et Muselières (Fabricant de) ; Marqueteur ; Matelassier ; Mécanicien ; Menuisier ; Miroitier, Biseuteur de glaces et de verre ; Modèles (Créateur de) ; Modeleur ; Modes et formes pour modes (Confectionneur de) ; Mouleur-statuaire, Figuriste en plâtre ou cire. — Numéroteurs et dateurs (Fabricant de). — Objets d'art, tableaux, tapis, tapisseries (Réparateur et restaurateur d') ; Orfèvre ; Batteur d'or ; Outilleur. — Pantoufles, chaussons, sandales (Fabricant de) ; Parapluie (Fabricant de, Réparateur de) ; Passementier ; Peintre en bâtiment, Peintre décorateur, Peintre d'enseignes ; Photographies ; Plâtriers ; Plisseur de tissus ; Plombier, Appareils sanitaires (Entrepreneur d'installations d') ; Plumassier ; Polisseur ; Potier ; Prothèse dentaire (Fabricant d'appareils de). — Rejointeur ; Relieur, Brocheur, Satineur, Assembleur, Registres, albums pour cartes postales, Dessins, Photographie (Fabricant de) ; Ré mouleur ambulant ; Repasseuse Robinettier ; Rocaille. — Sabotier ; Sculpteur sur bois, Sculpteur-statuaire ; Serrurier, Charnières, Crémones ; Cuivrierie ; (Fabricant de) ; Soudeur autogène ; Stoppeur, Renmailleuse de bas ; Stores (Fabricant de) ; Stucateur ; Tabletlier ; Taillandier ; Tailleur ; Talons, tiges de chaussures (Fabricant de) ; Tanneur, Mégissier ; Tapisier-décorateur, Tapisier en sièges ; Teinturier, Teinturier-dégraissage (la qualité d'artisan ne pouvant toutefois être reconnue à celui qui fait exécuter les travaux qui lui sont confiés ; Tisserand ; Tôlier ; Tonnelier ; Tourneur sur bois, métaux, gallith, ivoire ; Tourneur-décoleteur, Découpeur sur métaux, Emboutisseur, Estampeur, Reperceur ; Tourneur-repous-

seur ; Tulliste. — Vannier-rottier ; Vernisseur ; Vitrier. — Zingueur.

Personnes vendant en ambulance. Mariniers. Chauffeurs et cochers. Pêcheurs. — L'instruction 3797 ne considère pas comme vendant exclusivement en ambulance selon les termes de la loi, celle « qui possède un pavillon de vente dans une exposition ou qui occupe une place dans un marché découvert, même si cette place varie d'un jour à l'autre » ni celle qui vend aussi à son domicile. Les personnes doivent vendre pour leur compte et non pour celui d'une maison. Les autres conditions sont indiquées clairement au texte.

Peu importe, pour les mariniers, le mode de traction adopté.

Les pêcheurs doivent se livrer eux-mêmes à la pêche ; ils peuvent travailler en association. Les ostréiculteurs peuvent être assimilés aux pêcheurs (1). Un arrêt du Conseil d'Etat (2), les assimile aux agriculteurs lorsqu'ils vendent des huîtres provenant de leurs parcs.

Nous avons expliqué que les voituriers ne pouvaient être assimilés aux cochers (3).

RÈGLES D'IMPOSITION. — Les artisans remplissant les conditions légales sont inscrits à la cédule de l'impôt sur les traitements et salaires, « à raison de la totalité de leur revenu « professionnel, y compris (éventuellement) les bénéfices « réalisés sur la vente d'accession d'articles provenant « d'achats. Mais, si cette vente ne peut être considérée comme « secondaire, par rapport à celle des produits de leur propre « travail, les intéressés se trouvent dans le cas d'être soumis « à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux « d'après l'ensemble de leur revenu professionnel. La règle « ainsi formulée n'est, toutefois susceptible de recevoir son « application que si les objets revendus rentrent parmi ceux « qu'il est d'usage de trouver chez les artisans en même « temps que ceux de leur fabrication. Lorsqu'il en est autre-

1. Instr. 3797 précitée.

2. C. E. 31 décembre 1925. D. 1925.3.70 et la note.

3. *Supra*, p. 122.

« ment les intéressés doivent être considérés comme exer-
« çant un commerce distinct, et soumis, de ce chef, à l'im-
« pôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, l'impôt
« sur les traitements et salaires étant applicable s'ils se
« trouvent dans les conditions requises, aux revenus prove-
« nant de leur profession artisanale. Tel serait, par exemple,
« le cas d'un maréchal-ferrant qui tiendrait une épicerie » (1).

A quels signes reconnaitra-t-on l'existence d'un commerce distinct ? L'instruction citée indique la dissemblance des produits. Mais il n'est pas défendu de prévoir le cas où un artisan ferait vendre dans un local distinct de celui où il travaille des produits achetés tout faits mais analogues « à ceux qu'il est d'usage de trouver chez les artisans en même temps que ceux de leur fabrication ». Par exemple, un coiffeur qui ferait tenir par sa fille mineure, ou par une personne quelconque, salariée, un magasin de produits de beauté, même si la tenancière de l'établissement y donnait les soins que donnent les manucures, ou bien encore un cordonnier qui ferait tenir en ville un magasin de chaussures ; un menuisier qui ferait tenir un magasin de meubles ; c'est une question de fait que celle de la confusion ou de la distinction du commerce tenu et de la profession artisanale. La nature des objets, l'éloignement des locaux peuvent être considérés. Envisageons le cas de l'électricien qui pose à domicile, fils, lampes, etc. ; il ne travaille pas chez lui mais chez d'autres. Ce qui fait que s'il vend chez lui des produits analogues à ceux qu'il pose, du fil, etc., on peut dire qu'à raison de la différence de locaux, il y a commerce distinct. En somme nous serons en présence d'un commerçant qui délaisse souvent sa boutique pour aller exercer au dehors une profession artisanale.

Souvent la femme d'un artisan tient un commerce, si elle a la qualité de commerçante, si elle n'est pas la simple préposée de son mari, il n'y a pas de doute, on se trouve toujours en présence d'un commerce distinct. Mais, si elle n'est que préposée, nous retombons dans les situations qui viennent d'être étudiées (2).

1. Instruction 3797 précitée. Le texte cité fait renvoi pour l'exemple de l'épicerie à celle de la Dir. gén. des Contr. dir. du 23 août 1923.

2. Voir une réponse ministérielle (*J. O.*, 1924. Chambre, Débats, p. 2210), citée au *Recueil des questions fiscales*, 1924, p. 267.

RESTITUTIONS. — La loi du 30 juin 1923 a un effet rétroactif (1). Il en résulte que les bénéficiaires peuvent obtenir le remboursement des sommes versées indûment. Si les sommes ont été versées avant le 30 juin 1923, le délai de prescription est de cinq ans, dans le cas contraire il est de deux ans. Nous avons déjà indiqué la marche à suivre pour bénéficier rétroactivement de la loi du 4 avril 1926, article 59 (2).

La circulaire 3797 de l'Enregistrement stipulait que la restitution pourrait « être effectuée, sous les justifications utiles au vu d'un simple relevé établi sur papier non timbré et indiquant, par référence aux relevés précédemment déposés, le montant des affaires, pour lesquelles l'impôt acquitté se trouve rétroactivement non exigible ».

BASES D'IMPOSITION ET TARIFS. — Sans entrer dans le détail de ces questions (3), nous rappelons que peuvent être déduites du gain réalisé toutes les dépenses rendues *nécessaires* par l'exercice de la profession, tels des frais de transport, des frais supplémentaires de nourriture (repas pris obligatoirement au restaurant), ou d'habillement (bottes et vêtements spéciaux pour les métiers comportant l'emploi de liquides corrosifs) (4). De plus, sont déductibles les versements, même volontaires, effectués en vue de la constitution d'une retraite, à moins que leur importance, eu égard au gain annuel, ne leur donne le caractère d'un véritable placement. Les salaires versés effectivement aux enfants, voire à la femme (5), semblent pouvoir être déduits, quitte à rendre, éventuellement, enfants et femme cotisables individuellement pour les salaires dépassant 7.000 francs.

D'importants abattements à la base sont accordés : un abattement minimum de 7.000 francs, auquel viennent s'ajouter éventuellement 3.000 francs pour la femme, si celle-ci

1. *Supra*, p. 122.

2. *Supra*, p. 139.

3. V. *Face au Fisc*, p. 99 et s. et p. 82 ; *l'Echo de Paris* 17 sept. 1926, p. 4 ; et surtout Allix et Leecerclé, *op. cit.*, t. II, p. 36 et s., t. I, p. 358.

4. C. E. 1924, 25 fév. et 25 janv.

5. C. E. 1920, 7 août, rendu en matière d'impôt sur les bénéfices industriels.

n'a ni salaire ni revenus personnels, 3.000 francs par enfant de moins de 18 ans et non salarié, 2.000 francs pour chacune des autres personnes à la charge du déclarant, 1.000 francs pour le mutilé titulaire d'une pension d'invalidité (1).

En outre, pour le calcul de l'impôt, la fraction comprise entre le minimum exempté » (7.000) « et 10.000 francs est comptée pour un quart, la fraction comprise entre 10.000 et 20.000 francs est comptée pour moitié, la fraction comprise entre 20.000 et 40.000 francs est comptée pour trois quarts. Le taux de l'impôt est fixé à 12 % (2).

Ces déductions rendent très appréciable, pour l'artisan, le passage à la cédule des salariés (3).

1. L. 31 juil. 1917, art. 23, rédaction L. 13 juil. 1925, art. 5.

2. L. 4 août 1926, art 23 modifiant, L. 31 juil. 1917, art. 23. Préalablement le taux était de 7,20 % la portion comprise entre 7.000 et 9.000 était comptée pour moitié, le surplus pour la totalité.

3. V. Allix et Lecerclé, *op. cit.*, t. II, p. 60.

CHAPITRE VIII

La taxe sur le chiffre d'affaires. Conditions d'exemption.

Beaucoup d'artisans et de façonniers qui ne relèvent pas de la cédula des salariés peuvent rentrer dans celle des petits industriels et petits commerçants. A la base du régime fiscal de cette dernière catégorie est la notion du chiffre d'affaires. C'est pourquoi il convient tout d'abord d'étudier la taxe sur le chiffre d'affaires.

LA LOI DU 25 JUIN 1920, article 59, dispose : *A partir du premier jour du mois qui suivra la promulgation de la présente loi, il est institué un impôt sur le chiffre des affaires faites en France par les personnes qui, habituellement ou occasionnellement achètent pour revendre, ou accomplissent des actes relevant des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par le titre I^{er} de la loi du 30 juillet 1917.*

L'article 62 explique que le chiffre d'affaires est constitué : « 1^o Pour les personnes vendant des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques, par le montant des ventes effectivement et définitivement réalisées ; — 2^o pour les personnes faisant acte d'intermédiaires, mandataires, façonniers, loueurs de choses, entrepreneurs ou loueurs de services, banquiers, escompteurs, changeurs, par le montant des courtages, commissions, remises, salaires, prix de location, intérêts escomptés, agios et autres profits définitivement acquis. » Il ajoute : « Lorsqu'une personne effectue des opérations rentrant les unes dans la première catégorie, les autres dans la seconde catégorie, son chiffre d'affaires est déterminé en appliquant à chacune des opérations les définitions

ci-dessus.» Le dernier paragraphe concerne la répétition d'impôts.

La détermination exacte du chiffre d'affaires, des éléments dont il se compose ne va pas sans soulever des difficultés. Le principe posé par l'article précité est l'addition des profits bruts résultant des rapports de l'intéressé avec ses clients. Une facture, un mémoire, etc., peuvent être détaillés en un grand nombre d'articles. Rien n'empêche par ce moyen la séparation de la somme que le vendeur, le mandataire, le bailleur... doivent payer au fisc pour cette taxe, car les prix sont librement convenus entre les parties. Mais l'impôt dont il s'agit est personnel, il est à la charge de celui qui le paie au fisc et non de son client. Une dérogation conventionnelle n'est pas opposable à l'administration, aussi l'impôt est-il dû même sur les sommes inscrites sur la facture au titre d'impôt.

Pas plus que les dépenses fiscales les frais d'expédition ne peuvent être décomptés. Cela se comprend lorsque le vendeur s'est engagé à livrer la marchandise à tel endroit, parce que les frais de délivrance de la chose vendue sont normalement à sa charge et rentrent, au point de vue économique, dans les frais généraux. Peu importe donc qu'ils soient facturés à part. Lorsque la chose est vendue sur place selon la règle habituelle, c'est l'acquéreur qui prend soin de l'expédition et les frais n'en ont pas à figurer sur la facture. Mais si l'acquéreur fait prendre livraison, sur place, de la marchandise par un mandataire chargé de la lui expédier, il pourra être convenu entre le vendeur et l'acquéreur que le premier dédommagera le mandataire suivant un tarif arrêté et facturera, en sus du prix de vente, les sommes ainsi dépensées pour le compte du client. Ces dernières sommes ne doivent pas être sujettes à la taxe. Rien ne s'oppose (sauf la question des risques) (1), à ce que le vendeur soit choisi comme mandataire (2).

Il arrive qu'entre vendeur et acquéreur, s'interpose un

1. Les risques sont à la charge de l'acquéreur dès la livraison (ou la mise en demeure de prendre la chose).

2. L'obligation de garantie serait en pratique la même, car le mandataire doit répondre de sa bonne gestion d'une part, et d'autre part le lien de droit entre le mandant et le vendeur subsiste.

commissionnaire. Si ce dernier agit pour le compte du vendeur sa rémunération ne pourra être déduite car c'est un élément des frais généraux. S'il agit pour le compte de l'acheteur, sa rémunération n'est pas à la charge du vendeur et n'a pas à être facturée. Mais il peut advenir qu'il touche sa rémunération des mains du vendeur. Dans ce cas le vendeur se fait rembourser par l'acquéreur, de l'avance ainsi faite, et cette somme bien que figurant sur la facture peut être déduite (Instruction du ministre des Finances. *J. O.* du 3 sept. 1920).

LES ARTISANS, LES FAÇONNIERS et autres personnes considérées par la loi de 1917 modifiée en 1923, et dont nous venons de parler ne sont pas assujettis à l'impôt de la taxe sur le chiffre d'affaires. L'instruction déjà citée du 20 novembre 1923 en donne pour raison que l'article 59 de la loi de 1920 ne soumet à la taxe nouvelle que les personnes qui habituellement ou occasionnellement achètent pour revendre, ce que ne feraient pas les artisans puisqu'il est admis qu'ils achètent pour produire, et les personnes qui accomplissent des actes relevant des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, personnes dont les artisans ne font pas partie.

Au point de vue de l'exigibilité de l'impôt sur le chiffre d'affaires la situation des artisans diffère un peu de celle qui a été indiquée au point de vue de l'exigibilité de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Lorsqu'un artisan fait des *ventes accessoires* d'objets achetés, sans perdre pour cela la qualité d'artisan au regard de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, l'impôt sur le chiffre d'affaire est exigible sur les ventes accessoires, parce que la loi impose non seulement ceux qui relèvent de la cédula des bénéfices industriels et commerciaux, mais encore ceux « qui achètent pour revendre ». Toutefois l'instruction après avoir posé ce principe annonce une tolérance lorsque les affaires en question seront de minime importance. Comme exemple d'assujettissement à la taxe, elle cite le maréchal-ferrant qui vend des instruments aratoires ou des machines agricoles, et comme exemple d'abandon gracieux de la taxe par l'administration, le savetier qui vend « quelques boîtes

de cirage ou quelques douzaines de lacets de souliers. « Mais, en dehors de ces hypothèses exceptionnelles, l'impôt devra être exigé sur les ventes accessoires ; il le sera toujours quand ces ventes porteront, notamment, sur des objets classés comme étant de luxe ; par exemple, dans le cas d'un coiffeur vendant à ses clients des articles de parfumerie passibles de la taxe de 10 % (12 %) ».

Lorsque « l'artisan est cotisable à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux comme vendant principalement des objets achetés, il est passible de la taxe sur le chiffre d'affaires sur la totalité de ses opérations ».

S'il exerce un commerce distinct, on applique les règles précédentes sur leurs domaines respectifs : le commerce, la profession artisanale.

Achats d'objets de luxe par les artisans. — L'article 65, 3^e de la loi du 25 juin 1920 élève à 10 % (12 %) le taux de l'impôt « pour les ventes au détail ou à la consommation des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques, classés comme étant de luxe ». Or les ventes faites aux artisans sont, en principe, faites, sinon toujours au détail, du moins à la consommation (puisqu'il l'artisan n'achète pas pour revendre). Surtout « le règlement d'administration publique du 24 juillet 1920, précise, dans ses articles 20 et 21, les conditions auxquelles les affaires consistant dans la vente d'objets de luxe à des commerçants en vue d'une revente, sont exonérées de la taxe de 10 % (devenue par la suite 12 %) et ne supportent par conséquent, que la taxe de 1,10 % (devenue par la suite 2 %). Ces conditions comportent, entre autres, la remise par le commerçant acquéreur au commerçant vendeur d'une déclaration certifiant notamment : 1^o qu'il est soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux... ou qu'il se trouve dans l'un des cas d'exonération prévus par ladite loi (du 31 juillet 1917) ; 2^o que tous les achats doivent s'appliquer à des objets destinés à être revendus par lui.

« ... Quand, en raison de la nature de ses opérations, l'artisan se trouve totalement exempté de l'impôt sur le chiffre d'affaires, il ne lui est pas possible de fournir l'attestation prévue, et, par voie de conséquence, les ventes d'objets de luxe qui lui sont faites doivent supporter la taxe au taux de 10 %...

« ... Lorsqu'au contraire, l'artisan, bien que cotisable à l'impôt cédulaire sur les salaires, est redevable de la taxe sur le chiffre d'affaires, on peut l'admettre à produire la déclaration prévue au décret du 24 juillet 1920 pour ses achats d'objets de luxe rentrant dans la catégorie des marchandises ou objets qu'il vend ou qu'il revend. Dans cette hypothèse » c'est la taxe de 1,10 % qui est applicable si par ailleurs les autres conditions légales sont remplies (1).

La fin de la circulaire est plus libérable que le début puisqu'il est des cas où l'artisan paie la taxe sur le chiffre d'affaires sans être cotisable à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. L'esprit de la loi est que la taxe de luxe ne soit payée qu'une fois.

Objets de luxe vendus par l'artisan. — Lorsqu'un produit, fabriqué par l'artisan, est vendu et qu'il rentre dans la catégorie des objets de luxe, la taxe spéciale est due, mais ce n'est pas à raison de l'article 63 de la loi de 1920, car cet article vise les seuls commerçants. C'est à raison de l'article 57 de la même loi qui soumet à la « taxe de 10 o/o les paiements des prix des ventes intervenues entre non-commerçants, sous quelque forme et dans quelque condition que ce soit et s'appliquant à des marchandises, denrées, fournitures ou objets désignés comme étant de luxe par les décrets » de classement.

Mais dans ce dernier cas, la loi de 1920 ne spécifiant pas, comme elle le fait pour les commerçants (arg. articles 65 et 59) (2), que l'impôt est à la charge du vendeur, il est permis de soutenir que, conformément à la pratique antérieure, cette taxe de luxe continue à être en principe, à la charge de l'acheteur et que l'impôt n'est pas dû sur l'impôt. D'ailleurs le mode d'acquittement de l'impôt, par timbres mobiles apposés sur la facture indique assez bien que les frais en incombent à l'acheteur (arg. Code civ. art. 1593).

1. Instruction du 20 nov. 1923, n° 5797, déjà citée, p. 12 et 13.

2. Entre la taxe de luxe et la taxe ordinaire, il n'y a pas, pour les commerçants, d'autre différence que celle du taux (sauf les dispositions particulières à certains commerces qui établissent des taxes de nature différentes).

Voir à ce sujet: Trib. civ. du Mans, 30 mai 1924, in *Rec. des quest. fisc.*, juin 1925, et surtout, Conseil de préfecture de la Seine, 28 juin 1921, in *Rev. de l'Enregistr.*, mars 1923, art. 7490.

PRESCRIPTIONS. — « L'action de l'administration se prescrit par trois ans à compter de l'infraction. »

« L'action en restitution des redevables se prescrit par deux ans à compter du paiement » (L. 25 juin 1920 art. 70).

PROCÉDURE. — Modes de preuve. « Les infractions aux prescriptions de la présente loi, relatives à l'impôt sur le chiffre des affaires peuvent être établies par tous les modes de preuve du droit commun ou constatées au moyen de procès verbaux dressés par les officiers de police judiciaire et par les agents de l'Enregistrement, des Contributions indirectes, des Douanes et de la répression des fraudes.

« Les poursuites contre les redevables auront lieu par voie de contraintes décernées par les agents des services financiers qui seront désignés par le règlement d'administration publique prévu par l'article 67 de la présente loi. Les contraintes seront visées par le juge de paix de l'endroit où l'impôt devra être acquitté et signifiées aux redevables. L'exécution des contraintes ne pourra être interrompue que par une opposition formée par le redevable et motivée, avec assignation devant le Conseil de préfecture.

« Sous la réserve spécifiée à l'alinéa qui précède, les instances sont introduites, instruites et jugées par les *Conseils de préfecture*, sauf appel devant le Conseil d'Etat suivant les formes fixées par la loi du 22 juillet 1889 » (L. 25 juin 1920, art. 70).

CHAPITRE IX

Petit commerce et petite industrie

SECTION I

Taxe sur le chiffre d'affaires.

Les articles 66 et 67 de la loi du 25 juin 1920, sous leur rédaction première obligent les redevables de la taxe sur le chiffre d'affaires à tenir une comptabilité mettant en évidence les éléments successifs du chiffre atteint, à remettre à l'administration des relevés mensuels, à fournir aux agents du fisc toutes les « justifications nécessaires » mais ils confient à un règlement d'administration publique le soin de dispenser des redevables « moyennant le versement d'un forfait annuel », de la tenue de comptabilité et de la production de relevés mensuels. Seulement l'obligation de fournir des justifications subsistait. La loi du 30 mars 1923, modifiant l'article 67, la supprima, mais elle ne répéta pas la dispense d'une tenue de comptabilité. La loi du 16 AVRIL 1924, dans son article 5, répara cette omission tout en maintenant les dispenses antérieures.

Quels sont les *bénéficiaires* de ce régime ? Ce sont les « redevables dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 200.000 francs (1) s'il s'agit de redevables dont le commerce principal est de vendre des marchandises, denrées fournitures et objets à emporter ou à consommer sur place et à fournir le logement ou 40.000 francs (2) s'il s'agit d'autres

1. Ce chiffre était de 120.000 fr. sous l'empire de la loi de 1923, de 48.000 (chiffre d'affaires mensuel moyen 4.000) d'après le décret du 24 juillet 1920.

2. Ce chiffre était de 30.000 fr. Sous l'empire de la loi de 1923 de 12.000 (ch. d'aff. mensuel moyen 1.000) d'après le décret de 1920.

redevables » (L. 16 avr. 1924, art. 5). La deuxième catégorie comprend les intermédiaires qui, avec un chiffre d'affaires moindre, peuvent réaliser les mêmes profits que ceux de la première catégorie. Une demande doit être faite par le contribuable (1) « avant le 31 janvier au directeur de l'administration départementale compétente » et ce, à peine de forclusion » (2).

Quelle méthode suit-on en cas de *profession mixte* ? Conformément au texte, on cherche quel est le commerce principal en comparant à leurs maximums respectifs (40 et 200) les chiffres d'affaires correspondant aux deux catégories. Puis, le commerce principal étant déterminé, on fait le total des deux chiffres d'affaires pour le comparer au maximum qui correspond à ce commerce (3). Soit par exemple, une entreprise faisant 8.000 francs d'affaires se rapportant à des services et 33.000 se rapportant à des ventes. On a : $\frac{8}{40} > \frac{33}{200}$ (ou plus simplement $5 \times 8 > 33$) et $8 + 33 > 40$. Le régime du forfait ne s'applique pas.

Imaginons, maintenant, le cas suivant : services, 31.000, ventes 160.000. On aura : $31 \times 5 < 160$, et $30 + 160 < 200$. Le forfait s'applique.

Il semble pourtant que la première entreprise soit petite et non la seconde.

On aboutirait à des résultats plus équitables si la loi fixait un maximum unique de 200.000 et ajoutait que les chiffres des affaires qui ne concernent ni les ventes des marchandises etc... seraient multipliés par cinq. Dans les cas ci-dessus on aurait : 1° $5 \times 8 + 33 < 200$, le forfait joue ; 2° $5 \times 31 + 160 > 200$, le forfait ne joue pas. La méthode légale fait additionner des chiffres qui ne sont pas ramenés à une commune mesure.

L'*administration compétente* fut d'abord celle de l'Enregistrement, sauf exceptions nombreuses faites dans un but de simplifications, de centralisation des documents fiscaux concernant chaque contribuable en particulier. C'est ainsi que

1. Art. 4 de la loi de 1924, antérieurement art. 19 du décret du 24 juillet 1920.

2. D. 9 nov. 1924, art. 4.

3. Rep. min. n° 4241, J. O. 27 juin 1925. Ch. déb. p. 2957.

l'administration des Contributions indirectes eut compétence « pour les personnes ou sociétés exerçant à titre principal, dans une commune quelconque une profession ou un commerce les rendant redevables de droits ou taxes perçus par cette administration, c'est à dire tous les débiteurs de boissons... » etc. (1). De plus elle était encore compétente « pour les personnes... exerçant leur profession ou leur commerce dans une commune dont la population, d'après le dernier recensement, ne dépasse pas 5.000 habitants » (2), sans que cette extension s'appliquât aux sociétés par actions, hors le cas précédemment envisagé (2).

Le décret du 23 mai 1925 (3), modifiant l'article 1^{er} du décret du 24 juillet 1920 a transféré à l'administration des *Contributions indirectes* la compétence générale qui appartenait précédemment à l'administration de l'Enregistrement, cette dernière ne connaissant plus que des banques et « autres professions se rapportant au commerce des valeurs et de l'argent ».

Comme précédemment, l'administration des Douanes est compétente pour les commissionnaires de transitaires en douanes.

PROCÉDURE. — « Le montant du forfait... sera établi par l'administration après entente avec le contribuable » (art. 5 de la loi du 16 avril 1924). Ce dernier, ayant fait une demande et proposé un chiffre (4), « si le directeur estime

1. Ministère des Finances, instruction du 29 août 1920 (*J. O.* du 3 sep.). V. 1^o mêmes expressions moins l'énumération au décret du 24 juillet 1920, art 1^{er}, 1^o a).

2. D. 24 juil. 1920 art. 1^{er}, 1^o b.

3. Étudié d'après le texte publié au *Recueil des questions fiscales*, octobre 1925.

4. « La demande d'admission au régime du forfait est adressée par le redevable, à peine de forclusion, avant le 31 janvier, au directeur départemental de l'administration compétente pour le recouvrement de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Cette demande rédigée sur papier non timbré, indique : 1^o le nom et le domicile du redevable; la désignation et le siège de l'établissement unique ou principal et, le cas échéant la désignation et le siège des agences ou succursales ; 2^o la nature de l'industrie, du commerce ou des affaires donnant ouverture à l'impôt ; 3^o la catégorie de classement de l'établissement s'il y a lieu ; 4^o la somme à laquelle le redevable propose de fixer le chiffre annuel des affaires

que le redevable ne remplit pas les conditions requises pour être admis au bénéfice du forfait ou que ses évaluations ne sont pas suffisantes, il l'en avise par lettre recommandée avec avis de réception et lui fait connaître les motifs de son opposition ainsi que s'il y a lieu, les conditions auxquelles le bénéfice du forfait pourrait lui être accordé. L'intéressé est également avisé qu'un délai de vingt jours à partir de la notification lui est accordé pour présenter ses observations. Faute par le contribuable de répondre dans le délai de vingt jours il reste soumis au régime de droit commun. Si le redevable use de son droit et présente de nouvelles observations par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de désaccord le redevable est averti qu'un délai de vingt jours lui est ouvert pour se pouvoir devant la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du 16 avril 1924 » (D. 9 nov. 1924 art. 5).

La commission dont il s'agit siège au chef-lieu et comprend un conseiller de préfecture, président, trois représen-

devant servir de base à l'établissement du forfait, *en distinguant, pour chaque nature de profession exercée*. Les affaires passibles en principal de la taxe de 1 o/o. Les affaires passibles en principal de la taxe de 3 o/o » (ceci ne concerne pas, en principe les artisans, la taxe de 3 o/o vise les hôtels et restaurants classés dans la seconde catégorie). « Les affaires passibles de principal de taxe de 10 o/o. Les affaires exemptes de la taxe sur le chiffre d'affaires. Si le redevable est passible de l'impôt à raison d'opérations rentrant dans les deux catégories prévues sous les numéros 1 et 2 de l'article 62 de la loi du 23 juin 1920 » (actes de vente, actes d'intermédiaire) « la demande indique distinctement, pour chaque nature de profession exercée, le montant des opérations rentrant dans chacune de ces deux catégories. La demande est certifiée, datée et signée par le redevable, ou du mandataire spécial, suivant pouvoir régulier produit eu même temps que la demande » (D. 9 novembre 1924, art. 4).

L'énumération qui précède ne devrait être considérée qu'à titre d'indication. M. Bokanowski avait expliqué dans un rapport (n° 6627 annexe à la séance du 27 novembre 1923) « qu'aucune formalité rigoureuse ne sera imposée pour le mode de production de cette demande qui sera adressé par l'intéressé à l'agent de l'administration chargé de l'assiette de l'impôt sur le chiffre d'affaires » (cité par *Revue des Impôts*, 1294, art. 1425, p. 441). Pourtant il était naturel que les redevables sachent quelles précisions sont nécessaires à l'administration. On sait de plus que la loi du 4 août 1926 a uniformisé à 2 o/o les taux de diverses taxes sur le chiffre d'affaires.

tants de l'administration des Finances, trois représentants des contribuables (1).

La demande, est établie sur papier libre, et fait connaître les prétentions du redevable : « elle énonce les moyens de celui-ci et indique s'il entend fournir des explications orales ; le cas échéant, elle mentionne le nom de son mandataire, qui ne peut être qu'un commerçant patenté de la même profession, ou un membre du bureau d'un syndicat ou d'une coopérative agricole si l'affaire concerne une association agricole (2), un officier ministériel ou un avocat régulièrement inscrit au barreau, si l'intéressé a demandé à fournir des explications orales ; elle se fera communiquer par le redevable, ainsi que par les administrations compétentes, tous renseignements ou justifications qui lui paraîtront nécessaires pour déterminer le montant du forfait » (art. 5).

Sur quels éléments sera assise l'évaluation (3) Les inscriptions de ventes à la comptabilité du petit commerçant sont insuffisantes en l'espèce faute de contrôle possible, car d'une part les clients des détaillants sont le plus souvent anonymes et ne tiennent pas d'écritures qui puissent révéler tous leurs achats, et être utilement rapprochés du livre des ventes ; d'autre part les petits commerçants ne tiennent pas une comptabilité rigoureuse qui permette, comme chez le commerçant en gros, de suivre exactement

1. « Trois membres désignés par les chambres de commerce ou, à défaut par le ministre du Commerce. » Des membres suppléants sont désignés en même temps et semblablement (art. 5). Il est à supposer qu'à la suite de la création des « chambres de métiers » le législateur fera une place aux représentants des artisans et adoptera une disposition inspirée de celle-ci qui figure à l'article 5 : « En cas de désaccord avec un syndicat ou une coopérative agricole, ces derniers membres seront remplacés par trois représentants des syndicats et des coopératives agricoles du département, désignés au début de chaque année, ainsi que leurs trois suppléants, par les chambres d'agriculture. »

2. Même observation qu'à la note précédente en ce qui concerne la présence à espérer de membres d'une chambre de métiers.

3. C'est le titre même donné par M. Bokanowski, rapport 6627, précisé, à la question qui nous occupe. Les lignes qui vont suivre font état du passage de ce rapport cité à la *Revue des impôts*, 1924 art. 1425, p. 443.

les marchandises depuis leur entrée au magasin jusqu'à leur sortie. On admet que chez un petit commerçant les achats et les ventes ont une importance parallèle. Seulement la conservation de toutes les factures d'achats est mal observée. « La principale source de renseignements sera recherchée dans les gares. Par l'examen du registre de réception, les agents du Trésor connaîtront les envois de marchandises faits chaque année aux divers détaillants et les noms des fournisseurs qui les auront expédiés, ils auront ainsi la possibilité de retrouver dans la comptabilité des commerçants en gros, la valeur exacte du courant annuel moyen d'achats effectués par les abonnés, et d'en déduire l'importance approximative de leurs ventes... Si le contrôle du fisc ne pénètre pas chez lui, le détaillant qui bénéficiera du forfait n'échappera pas de ce fait à tout regard de l'administration ; il restera soumis à une surveillance qui tout en restant extérieure, pourra conserver une efficacité suffisante pour empêcher la fraude ou la dissimulation. Enfin, à côté de ces éléments certains il convient de placer tous les indices que les agents du Trésor peuvent tirer d'une étude attentive des signes extérieurs du développement de certains commerces... » Cette dernière phrase peut faire craindre l'arbitraire administratif. Mais le contribuable a la ressource de renoncer au bénéfice du forfait. Dans ce cas, l'appel, aux signes extérieurs est interdit à l'administration ; mais celle-ci peut exiger une comptabilité bien ordonnée et faire des recoupements avec les registres de réception des gares, les registres des fournisseurs, etc...

Durée, révision, renouvellement du forfait. — « Le forfait, dit la loi, sera établi pour une période de deux années ; il sera renouvelable d'année en année par tacite reconduction, sauf dénonciation par le contribuable ou par l'administration dans les deux derniers mois de chaque année. » Cette rédaction est défectueuse, car, dans la première période de deux années, ce n'est qu'aux vingt-troisième et vingt-quatrième mois, que la dénonciation peut avoir lieu (1). La loi prévoit

1. Décret du 9 novembre 1924, article 14. Cet article se termine ainsi : « Si la dénonciation du forfait a pour objet la réduction du chiffre antérieurement fixé le contribuable formule, en le motivant, ses nouvelles propositions qui sont instruites dans les conditions prévues aux articles 5 à 11 du présent décret. »

Sous l'empire de la législation antérieure le forfait était annuel.

une révisiou « au cours des deux mois qui précéderont l'expiration de chaque semestre, en cas de changement notoire dans la nature ou le mouvement des affaires assujetties à la taxe » dite de luxe. En cas de catastrophe tels un incendie, une déconfiture, le contribuable peut demander la modification du forfait chaque année. (1) On devrait admettre que le forfait pourrait, alors, être révisé à toute époque. Ceci est d'autant plus rationnel que, dans le cas de vente du fonds de commerce, l'acquéreur ne bénéficie pas du forfait accordé à son prédécesseur, à moins que l'Administration ne considère que le successeur a l'intention de continuer le commerce dans les mêmes conditions et qu'elle ne soupçonne aucune intention de fraude (2). Tous les contrats d'abonnement partent en principe du 1^{er} janvier. Lorsque pour une des raisons qui viennent d'être indiquées, un contrat d'abonnement prend naissance à une date différente, faut-il le faire expirer au 1^{er} janvier et dans ce cas doit-on en étendre ou au contraire en raccourcir la durée ? Nous inclinons pour l'expiration à un premier janvier avec raccourcissement de la durée.

La procédure est la suivante : le directeur de l'administration départementale compétente rend ou prend une décision selon que l'initiative vient du contribuable ou de lui. Naturellement la correspondance se fait par lettre recommandée. Lorsqu'ils s'agit de la dénonciation de fin d'année qui constitue la règle générale en la matière, le contribuable répond dans les vingt jours au directeur, et, sur une nouvelle décision, s'adresse dans les vingt jours à la commission spéciale, à moins qu'il ne notifie au directeur sa renonciation au bénéfice du forfait. Si l'administration a pris l'initiative, le contribuable pourra solliciter successivement deux nouvelles décisions du directeur avant d'aller à la commission supérieure (3) (ou de renoncer au forfait) ; ce qui peut porter à 80 jours, le total des délais impartis au contribuable pour renoncer au forfait. La renonciation au forfait peut, en

1. Déclaration du ministre des Finances. *J. off.*, 24 janvier 1924. Déb. Ch., p. 244, 3^e col., cité par *Rev. des impôts*, 1924, p. 447.

2. 1924. Déb. Ch., p. 248. *Rev. des impôts*, article cité p. 448.

3. L'article 15 du décret renvoie dans ce cas aux articles 4 et 5 précédents ; au contraire dans le cas précédent l'article 14 ne renvoyait qu'à l'article 5 du décret.

effet, se faire dans les vingt jours de la notification de la décision de la commission ; on l'adresse au directeur.

En cas de révision spéciale du forfait concernant ceux qui font commerce des objets de luxe, le redevable fait immédiatement (dans les vingt jours) appel, auprès de la commission spéciale, de la première et unique décision du Directeur, sans qu'il y ait lieu de distinguer si cette décision a été rendue sur la demande de l'intéressé, ou au contraire si elle constitue l'acte spontané par lequel l'Administration manifeste son désir de reviser le forfait. Il peut comme précédemment soit après la décision du directeur, soit après la décision de la commission, notifier, dans les vingt jours, au directeur, sa renonciation au bénéfice du forfait, mais seulement si la décision administrative « aboutit à un rehaussement de la fraction du forfait applicable aux ventes d'objets de luxe » (1).

La décision intervenue ou la renonciation au bénéfice du forfait, ont effet à partir de la date pour laquelle la révision avait été demandée ou la dénonciation faite ; ainsi ce sera le 1^{er} janvier si la demande a été faite en novembre ou décembre, le 1^{er} juillet si la demande a été faite en mai ou juin (cas de révision semestrielle pour la taxe de luxe) quand bien même la décision du directeur ou celle de la commission ne serait rendue qu'ultérieurement.

Le forfait est *personnel* au commerçant ; en cas de cession ou transmission du fonds il ne passe pas au successeur ; mais celui-ci, lorsque « les conditions d'exploitation n'auront pas été sensiblement modifiées » pourra demander, par lettre recommandée envoyée au directeur « dans les quinze jours de la possession » que le précédent contrat d'abonnement continue à son profit. Le silence gardé pendant quinze jours par l'administration, à la réception de la demande, vaut définitivement acquiescement. Si le directeur croit devoir refuser la continuation du forfait, et qu'il notifie son refus en temps utile « le cessionnaire ou successeur se trouve placé sous le régime du droit commun pour le paiement de l'impôt sur le chiffre d'affaires, à compter du jour de la prise de possession » (2). C'est dire qu'il peut

1. Décret : art. 17, avant-dernier alinéa, article 19, dernier alinéa.

2. Art. 22 du décret du 9 novembre 1924.

entamer la procédure précédemment exposée en vue d'aboutir à la conclusion d'un nouveau contrat d'abonnement. Mais ce nouveau contrat ne rétroagira pas à la date de la prise de possession.

La loi et le décret sont muets sur ce qu'il convient de faire en *cas de catastrophe*. Deux choses sont alors à apprécier : 1^o la réalité de la catastrophe (y a-t-il eu incendie ? quelle est l'importance des dégâts ?) ; 2^o la modification qu'il convient d'apporter au forfait. Si le directeur ou la commission répondent affirmativement à la première question faut-il permettre au contribuable de dénoncer le forfait au cas où la réduction accordée lui paraîtrait insuffisante ? On sait qu'en matière de révision spéciale du forfait concernant le chiffre des ventes d'objets de luxe, le réclamant ne peut renoncer au forfait que si le directeur ou la commission décident de relever le chiffre de ce forfait. Mais le cas présent est tout autre. Si le contribuable voit sa situation modifiée par une catastrophe, sa volonté n'est pas en cause (comme elle l'eût été, au contraire, s'il avait remplacé, dans son magasin, nombre d'articles de luxe par des articles non classés) ; les prévisions qu'il était censé avoir faites, au moment de l'adoption du forfait, ne peuvent être considérées comme ayant été mal établies elles ne devaient porter que sur les faits courants et habituels du commerce, tels un ralentissement des ventes, la concurrence d'un voisin, l'abaissement des prix, la modification des goûts de la clientèle..., mais non sur des faits assez exceptionnels pour être considérés comme des catastrophes, tels un incendie, une faillite etc., car s'il fallait prévoir de tels événements lors de la conclusion du forfait, aucun commerçant ne pourrait souscrire au forfait. C'est pourquoi il serait logique de décider ici que dès que la réalité de la catastrophe est admise, le forfait est résolu et que le contribuable est libre d'en conclure ou non un nouveau.

TAUX (1). — Le taux de la taxe sur le chiffre d'affaires est très variable.

La loi du 25 juin 1920, dans son article 63, prévoyait le

1. Pour la détermination des éléments à faire entrer dans l'établissement du chiffre d'affaires, voir *supra* p. 148.

taux de 1 % plus un décime ce qui faisait 1,10 % et devint 1,30 avec la loi du 22 mars 1904, article 4 (double décime). La même loi de 1920 prévoyait les taux de 3 et 10 % selon le classement de l'établissement dans une première ou seconde catégorie pour des affaires n'intéressant point des artisans et consistant en débit de denrées alimentaires et de boissons pour consommation sur place. Ces taux qui ne s'appliquaient qu'aux établissements des deux premières catégories devinrent 3, 60 et 12 % avec le double décime ; puis 4 et 13 avec la loi du 4 avril 1926 (art. 58).

La loi de 1920 établissait deux *Taxes de luxe*, l'une concernant les commerçants, l'autre les particuliers. Le taux fut d'abord de 10 % puis de 12 %.

La loi du 4 avril 1926 (art. 57 et 58) éleva à 2 % le taux ordinaire de 1,30, conservant toutefois 1,30 pour les affaires de vente au détail ou à la consommation sur place, et pour les affaires concernant les entreprises de journaux.

Les *intermédiaires* énumérés à l'article 62 2° de la loi de 1920 durent payer 2, 50 au lieu de 1, 30 devenu 2 comme il vient d'être expliqué, mais les *façonniers n'occupant pas plus de TROIS ouvriers ou employés* furent à ce sujet détachés du groupe et cotisés à 2 %.

La loi du 3 août 1926 fixa en principe « uniformément au taux de 2 % à compter du 1^{er} août 1926, le taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires applicable aux affaires » qui était alors « taxés à 1,30, 2 ou 2,50 % » le taux de 1,30 restant toutefois « applicable aux affaires imposables réalisées par les entreprises de journaux, ainsi qu'aux ventes de papier faites et aux prestations de services rendues à ces mêmes entreprises » (1).

Les taxes énumérées ne sont pas les seules. Indiquons pour mémoire que la taxe spéciale sur les charbons (L. 13 juillet 1923, art. 142) fut portée en 1920 de 1,80 à 2,50 et réduite à 2 % par la loi du 4 août 1926.

Il existe des exemptions énumérées par les lois pour certaines affaires, telles celles « consistant dans la vente du

1. « L'exonération prévue par l'article 13 de la loi du 31 juillet 1920, en ce qui concerne le produit des abonnements ou de la vente au numéro, s'applique aux entreprises des journaux dont le prix ne dépasse pas 50 centimes par exemplaire. »

pain » celles « effectuées par les entrepreneurs de voitures publiques de terre et d'eau » (par exemple un passeur) « ou de loueurs de voitures partant d'occasion ou à volonté et soumises aux taxes spéciales qui les concernent » (L. 25 juin 1920, art. 60).

La boucherie et la charcuterie jouissent d'un régime particulier par suite de l'établissement de taxes à l'abattage (L. 13 juillet 1925, art. 143 modifié par la L. du 4 avril 1926 pour la boucherie, L. 4 avril 1926, art. 57 pour la charcuterie).

La même loi du 25 juin 1920, article 72, al. 3^e exemptait « de l'impôt de 1 ou 10 % les affaires s'appliquant à des opérations de vente, de commission ou de courtage qui portent sur des marchandises ou objets *exportés*, sous réserve, en ce qui concerne les affaires passibles de l'impôt de 10 % des exceptions » à déterminer par décrets. L'article 54 de la loi du 4 avril 1926 abrogeait les dispositions précédentes et instituait pour les affaires d'exportation une taxe de 0,20 à 1,30 %, taxe à préciser par décrets selon les affaires, mais conservait l'exonération pour certains marchés en cours, pour les exportations à l'Algérie, aux colonies et pays de protectorat ou de mandat, et dans certains cas pour faciliter la pratique de l'admission temporaire, des acquits à caution, du bénéfice de retour et autres dispositions douanières. Cet article fut abrogé par la suite.

La loi du 12 août 1926 remplaça l'article 12 de la loi du 3 août 1926 en complétant les dispositions édictées à cet article. Elle dispose : « Les affaires d'exportation, visées au troisième paragraphe de l'article 72 de la loi du 25 juin 1920, sont soumises au profit de l'État à l'impôt sur le chiffre d'affaires :

« Au taux de 1,30 % s'il s'agit d'objets non classés comme étant de luxe ;

« Au taux de 3 % s'il s'agit d'objets classés comme étant de luxe, mais seulement lorsque ces affaires sont effectuées avec des acheteurs établis à l'étranger en qualité de commerçants ;

« Au taux de 12 % il s'agit d'objets classés comme étant de luxe lorsque ces affaires sont effectuées avec des acheteurs non établis à l'étranger, en qualité de commerçants, ou des

objets visés à l'article 30 de la loi du 31 décembre 1921.

« Toutefois,

« 1^o Le Gouvernement est autorisé à appliquer par décrets le taux à 1,30 % aux affaires portant sur les objets classés comme étant de luxe et qui seraient jugées ne pouvoir supporter la taxe au taux de 12 ou de 3 % ;

« 2^o Restent taxées, à titre transitoire, dans les conditions prévues à l'article 54 de la loi du 4 avril 1926, et aux taux fixés par le décret du 4 mai suivant rendu pour l'application dudit article, les affaires conclues moyennant un prix ferme avant la date de la promulgation de la présente loi mais seulement dans la mesure où les marchandises ou objets sur lesquels elles portent, feront l'objet d'une déclaration ou douane avant le 1^{er} novembre 1926.

« Est abrogé l'article 54 de la loi du 4 avril 1926.

« Le gouvernement pourra, si les conditions des échanges viennent à l'exiger, suspendre par décret l'application de la taxe.

« Les mesures nécessaires pour l'exécution du présent article seront réglées par arrêtés ministériels.

« Les présentes dispositions sont applicables à l'Alsace et à la Lorraine. »

En application de la loi du 12 août 1926, le décret du 14 août 1926 (1) modère à 1,30 % la taxe pour l'exportation des automobiles neuves, des armes à feu et de la joaillerie (2). Il est à remarquer que la modération en faveur de la joaillerie a lieu seulement lorsque les affaires sont effectuées à l'étranger avec des commerçants.

Les formalités à remplir sont expliquées dans des arrêtés ministériels (3).

1. *J. O.* du 26.

2. Le texte porte : « Sur les armes à feu (fusils, carabines, revolvers, pistolets automatiques) ; 3^o Sur la joaillerie fine, la bijouterie d'or, d'argent ou de platine, des perles, pierres précieuses et gemmes naturelles, l'orfèvrerie d'or et d'argent ou de platine y compris les médailles, jetons et plaquettes, mais seulement lorsque ces affaires sont effectuées avec des acheteurs établis à l'étranger en qualité de commerçants. »

3. V. les arrêtés du 24 août (*J. O.* du 26) 1926, du 28 oct. 1922, du 28 août 1920.

SECTION II

Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

LA LOI DU 31 JUILLET 1917 prévoit, en ce qui concerne l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux, pour tous les contribuables autres que les sociétés par actions (1) une taxation établie d'après le chiffre d'affaires. Naturellement comme un même chiffre d'affaires suppose des bénéfices très divers suivant le genre d'industrie, un classement des industries était nécessaire. Une commission spéciale, dite commission des coefficients, fut instituée ; elle eut pour but d'opérer le classement et de déterminer, pour chaque catégorie créée deux coefficients dont l'intervalle forme une série continue sur laquelle le contrôleur peut fixer son choix selon chaque cas particulier. En général les deux coefficients de chaque catégorie furent arrêtés à des chiffres très distants l'un de l'autre, ce qui donna au contrôleur une latitude si considérable que le système ne présenta pas le caractère forfaitaire désiré par le législateur. Deux catégories spéciales furent créées pour les artisans et les façonniers, les premiers ayant pour coefficient l'intervalle 10 à 30, les seconds 15 à 50. La commission expliqua : « Doivent être imposés d'après les coefficients généraux fixés ci-contre, et non d'après les coefficients arrêtés pour chaque nature d'industrie les artisans et les artisans façonniers quelle que soit la profession particulière exercée par chacun d'eux » (2). Elle pensait en effet que le mode de travail avait, sur le choix du coefficient, une influence prépondérante auprès de laquelle l'influence de l'industrie était secondaire. Elle donnait cette définition de l'artisan : « celui qui exerce à ses risques et périls une industrie manuelle, travaillant lui-même comme ouvrier, en général avec des matières pre-

1. Les bilans des sociétés par actions font ressortir le bénéfice réel. Point n'est besoin de procéder à des évaluations indirectes.

2. *J. O.* du 18 mars, 1921. *V. Rect. des questions fiscales*, 1921, pp. 44 et s. pp. 64 et s.

nières lui appartenant et exceptionnellement à façon, et n'employant pas plus de cinq personnes (membres de la famille, ouvriers aides ou apprentis). » Le façonnier ne diffère de l'artisan que parce qu'il travaille pour autrui (fabricants, marchands, particuliers), avec les matières qu'il en reçoit en cet effet. On voit que, au point de vue du concours auquel l'artisan (ou le façonnier) peut faire appel, la définition de la commission est plus large que celle de la loi sur l'inscription des artisans (et des façonniers) à la cédule des salariés.

Le contrôleur ou le contribuable pouvaient d'ailleurs chacun, à charge d'en apporter la preuve, prétendre que le coefficient à appliquer pour mettre en évidence le bénéfice réalisé, se trouvait en dehors de l'échelle arrêtée par la commission. En fait, lorsque le contrôleur voulait adopter un coefficient plus élevé, la charge de la preuve qui légalement lui incombait passait sur le contribuable dont la seule ressource était de justifier de son bénéfice réel (1).

LA LOI DE 1924 a apporté à cet état de choses des modifications importantes. Son article 1^{er} complète ainsi l'article 7 de la loi du 31 juillet 1917 : « Pour l'imposition de contribuables dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 200.000 fr., s'il s'agit de redevables dont le commerce principal est de vendre des marchandises, denrées, fournitures et objets à emporter ou à consommer sur place ou de fournir le logement, et 40.000 francs s'il s'agit d'autres redevables (2), il est fixé un coefficient unique pour chaque nature de profession ou chaque catégorie déterminée conformément à l'alinéa 1^{er} du présent article » (par la commission spéciale).

« En ce qui concerne « les mêmes contribuables » le bénéfice imposable est évalué en appliquant au chiffre d'affaires le coefficient unique... Le contrôleur notifie aux intéressés le coefficient qu'il a appliqué en les avisant qu'un délai de 20 jours leur est accordé pour présenter leurs observations par écrit ou verbalement au sujet de cette fixation. Dans le cas où le contribuable juge que le coefficient qui lui est appliqué ne correspond pas à la catégorie de profession dans laquelle il

1. Allix *Traité élémentaire de Science Financière*. Paris, 1921, p. 506.

2. Les premiers sont les vendeurs, les seconds les intermédiaires

doit être rangé, il a la faculté d'indiquer le coefficient qu'il estime devoir être adopté et d'en demander l'application sauf à lui de fournir les justifications nécessaires.

« A la suite des observations présentées ou à l'expiration du délai de vingt jours prévu aux alinéas 3 et 5 du présent article, le contrôleur arrête définitivement les bases d'imposition, sans préjudice, pour les intéressés de réclamer par la voie contentieuse après la publication du rôle » (L. 16 avril 1924, art. 3 supprimant et remplaçant le cinquième alinéa de l'article 10 de la loi du 31 juillet 1917).

Faisant choix d'un coefficient unique la Commission est appelée à multiplier les divisions, en tenant compte non seulement des différentes espèces d'industries et de commerces, mais encore de tous autres éléments intéressants en la matière, tel le chiffre de la population de la commune où est exercé le commerce ou l'industrie (1). Ni l'administration, ni le contribuable ne peuvent prétendre, ici, à un coefficient différent du coefficient unique. Mais il peut y avoir discussion sur la catégorie dans laquelle il convient de faire entrer l'établissement. Naturellement ces règles ne s'appliquent qu'aux contribuables énumérés au texte, et non aux autres pour lesquels les errements antérieurs continuent. Une difficulté intéressante réside dans l'appréciation pour chaque redevable du chiffre d'affaires auquel le coefficient choisi doit s'appliquer. Il faut faire rentrer dans ce chiffre, non seulement, celui qui est arrêté, par des procédés divers, en vue de la taxe sur le chiffre d'affaires, mais encore le chiffre des ventes qui, par suite d'exemptions diverses (notamment en ce qui concerne les importations de certaines matières premières), n'entre pas en ligne de compte pour l'établissement de la taxe. Le supplément qui pourra être ajouté au chiffre arrêté pour la taxe sur le chiffre d'affaires sera déterminé selon la même méthode que le principal. Si le contribuable a son chiffre d'affaires établi forfaitairement, le complément sera évalué forfaitairement. S'il exerce une profession exemptée de cette taxe (boulangier) il aura évidemment le choix. Mais la loi ne dit pas si, lorsque le contribuable n'est pas satisfait de l'évaluation forfaitaire dressée par le Directeur de l'Administration compétente, ou par la commission spéciale, il peut renoncer dans les conditions

ordinaires au forfait, ni si cette renonciation peut se limiter à l'évaluation de complément. Dans le silence du texte il faut reconnaître cette double faveur au redevable, car il est fait renvoi aux conditions d'établissement du forfait en matière de taxe sur le chiffre d'affaires, pour le principal et pour le complément, sans aucune restriction à l'encontre des droits du contribuable (2).

Les bénéficiaires du forfait sont dispensés de faire la déclaration de leur chiffre d'affaires réel et de fournir au contrôleur les justifications nécessaires (2).

« L'article 4 de la nouvelle loi » dit la *Revue des Impôts* dans son commentaire « prévoit que les nouveaux coefficients devront être fixés avant le 1^{er} janvier 1925 et que le système de détermination forfaitaire du bénéfice imposable prévu pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux sera applicable à partir de cette date.

« A titre transitoire, le même article prévoit qu'en ce qui touche les contribuables appelés à bénéficier du nouveau régime, les coefficients dont il a été fait usage en 1923 seront maintenus pour le calcul de l'impôt établi au titre de 1924 (3). »

Ce régime a été complètement modifié par les articles 9 et 10 de la LOI DU 4 AVRIL 1926.

Dorénavant il n'est plus question de l'application d'un forfait aux petits industriels et commerçants, mais *lorsque le*

1. Voir *Rev. des Impôts* 1924, art. 1425, p. 452 et la référence au rapport Bokanowski (rapp. n° 6627, p. 63) ce rapport figure au *J. O.*, Sénat, Doc., parl. 1923, s. l., f° 23, p. 5353 et s., commentaire de l'article 11).

2. L. 16 avril 1924, art. 2 complétant l'article 9 de la loi du 31 juillet 1917 modifié par diverses lois et le commentaire in *Rev. des Impôts*, article cité.

3. « Les instructions qui ont été adressées à ce sujet au service des Contributions directes (note 797 du 19 avril 1924) précisent d'ailleurs que « cette règle ne sera applicable que tout autant que le contribuable aura exercé en 1924 la même profession que l'année précédente » ; que « sous la même réserve, il conviendra, dans le cas de cession d'établissement, de faire emploi à l'égard du cessionnaire, du coefficient ayant servi à l'imposition du cédant en 1923 ». Il y est ajouté que « si le coefficient appliqué en 1923 a été, postérieurement à l'établissement du rôle, reconnu exagéré à la suite d'une réclamation ou d'une déclaration à la mairie, c'est le coefficient finalement retenu qui devra être appliqué en 1924 (*Rev. d. Imp.*, 1924, p. 455).

bénéfice net n'excède pas 50.000 francs, le contribuable peut se borner à indiquer, dans sa déclaration, celle des catégories déterminées à l'article 12 (de la loi du 31 juillet 1917 rédaction de 1926) dans laquelle il doit être rangé pour le calcul de l'impôt (1).

Voici les dispositions de l'article 12 en question : « Le montant de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est fixé conformément au tarif ci-après : Bénéfice inférieur ou égal à 800 francs, total de l'impôt 15 francs ; Bénéfice compris entre 801 et 1.500 francs, total de l'impôt, 30 francs ; » de 1.500 à 3.000 francs, 100 francs ; de 3.001 à 5.000 francs, 200 francs, de 5.001 à 7.000 francs, 500 francs ; de 7.001 à 10.000 francs, 700 francs ; de 10.001 à 15.000 fr., 1.000 francs ; de 15.001 à 20.000 francs, 1.500 francs ; la progression continue ; l'impôt augmentant de 500 francs en 500 francs et les catégories de 5.000 à 5.000, jusqu'à 4.000 francs d'impôts pour 40.001 à 45.000 francs de bénéfices. Pour un « bénéfice compris entre 45.001 et 50.000 francs, total de l'impôt 4.500 francs. Au-dessus de 50.000 francs, le montant total de l'impôt est égal à 10 p. 100 du bénéfice toute fraction de celui-ci inférieure à 1.000 (mille) francs étant négligée ». Le double décime institué par la loi du 22 mars 1924 n'est pas ajouté à l'impôt ainsi déterminé (2).

« Si le bénéfice excède 50.000 francs, le contribuable est tenu de fournir, en même temps que sa déclaration, un résumé de son compte de profits et pertes ou un état de ses bénéfices et de représenter, à toute réquisition du contrôleur, tous documents comptables de nature à justifier la sincérité de sa déclaration » (L. 31 juillet 1917, art. 7 nouveau). Faute de fournir les renseignements indiqués, ces contribuables tenus à déclaration du bénéfice exact peuvent être taxés d'office (art. 10 nouveau).

Les articles 8 et 9 nouveaux qui concernent tous les contribuables que leurs bénéfices soient ou non supérieurs à 50.000 francs sont ainsi rédigés :

Art. 8. — « Le contrôleur vérifie les déclarations. Il entend es intéressés dont l'audition lui paraît utile ou qui demandent à fournir des explications orales. »

1. L. 31 juillet 1917, art. 6 nouveau.

2. L. 4 avril 1926, art. 9.

Art. 9. — « Le contrôleur peut rectifier les déclarations. Mais il fait alors connaître au contribuable la rectification qu'il envisage et lui en indique les motifs. Il incite en même temps l'intéressé à faire parvenir son acceptation ou ses observations dans un délai de vingt jours.

« Si le désaccord persiste il peut être soumis à l'appréciation d'une commission consultative siégeant au chef-lieu de l'arrondissement et composée de cinq commerçants ou industriels désignés par la chambre de commerce dans les conditions qui seront fixées par un décret (1).

« L'avis de la Commission est notifié au contribuable, par le contrôleur, qui l'informe, en même temps, de la catégorie dans laquelle (2) ou du chiffre (3) d'après lequel il se propose de le taxer.

« Si cette taxation est conforme à l'appréciation de la commission, le contribuable ne peut obtenir de réduction par voie de réclamation devant la juridiction contentieuse qu'en apportant la preuve du chiffre exact de ses bénéfices.

« Dans le cas contraire, la charge de la preuve incombe à l'administration, en tant que le bénéfice retenu pour l'assiette de l'impôt excède l'appréciation de la commission. »

Deux questions sont essentielles : quels sont les éléments sur lesquels la commission appuyera sa décision ? Quelles sont les possibilités de preuve dont dispose l'Administration.

La situation du contribuable diffère selon que le bénéfice net excède ou non 50.000 francs. Si le contrôleur estime que le bénéfice est supérieur à 50.000 francs il dira au contribuable : montrez-moi votre comptabilité et les documents annexes, mais si le contribuable déclare « mon revenu est inférieur, je n'ai pas à vous montrer ce que vous réclamez » comment résoudre la question de la production documentaire

1. Le décret du 25 août 1926 a décidé que les chambres de Métiers pourront désigner éventuellement des artisans. On sait en effet que les artisans ressortissants aux chambres de Métiers peuvent être aussi bien des artisans imposables sur les bénéfices industriels et commerciaux (par suite du nombre de leurs compagnons, de l'importance de l'outillage, etc...) que des artisans non commerçants.

2 et 3. L'article s'applique donc également aux contribuables dont le bénéfice est inférieur à 50.000 francs et à ceux dont le bénéfice est supérieur à ce chiffre.

autrement que par la question ? Nous pensons que dans ce cas l'Administration ne peut pas, en droit, exiger la production dont parle l'article 7, parce que l'initiative appartient au contribuable qui doit faire une déclaration et si cette déclaration est contestée, il faut que le contrôleur apporte ses preuves devant la commission spéciale. Ce n'est que lorsqu'il aura obtenu gain de cause devant cette commission quant à la catégorie (au-dessous ou au-dessus de 50.000 fr.) qu'il pourra exiger les documents prévus à l'article 7.

Si le désaccord existe sur celle des catégories créées par la loi pour les contribuables faisant moins de 50.000 francs de bénéfice net, dans laquelle le contribuable doit être rangé, la commission ne pourra exiger la production des documents visés à l'article 7, c'est donc en somme le chiffre d'affaires qui sera l'élément principal de discussion. Si la commission est très sévère, il arrivera que le contribuable aura intérêt à montrer sa comptabilité et à faire établir son bénéfice réel, mais si elle ne l'est pas ce qui est vraisemblable étant donné sa composition, l'élément chiffre d'affaires continuera d'être à peu près le seul employé.

Le contrôleur *peut ne pas se soumettre à la décision de la commission*, mais, en cas de procès, la charge de la preuve lui incombe. En conséquence il devra convaincre le tribunal (Conseil de préfecture et Conseil d'Etat sur appel par le ministre des Finances ou le contribuable) du bien fondé de ses prétentions; seulement l'initiative d'engager la procédure peut bien rester dans tous les cas au contribuable, car le contrôleur n'est pas obligé d'engager une instance avant d'adopter un chiffre plus élevé que celui fixé par la commission. Le contribuable a trois mois pour se pourvoir devant le Conseil de préfecture de la décision du contrôleur (1). La discussion pourra porter sur les éléments connus de la taxe sur le chiffre d'affaires, mais rien n'empêche le contribuable de montrer sa comptabilité. S'il est avéré qu'il en tient une, et s'il ne la montre pas, le tribunal aura tendance à lui donner tort. En pratique le petit industriel ou commerçant fera bien d'établir son bénéfice réel, surtout s'il est classé dans une des catégories supérieures; un commerçant qui

1. *Recueil des questions fiscales*, mai-juin 1926, p. 185.

gagne, tous frais payés, plus de 30.000 francs par an est généralement supposé capable d'ordonner ses comptes.

La possibilité qui résultait de l'ancien article 6 de la loi du 31 juillet 1917, pour les contribuables autres que les sociétés anonymes d'être taxés à l'impôt cédulaire d'après leur chiffre d'affaires existait quel que soit le montant de ce chiffre d'affaires, mais le droit à l'application d'un coefficient unique n'existait qu'au profit de certains contribuables, lesquels eurent droit au régime forfaitaire pour l'établissement de ce chiffre d'affaires. La loi du 4 avril 1926 supprime le régime des coefficients pour l'appréciation du bénéfice net, elle ne supprime pas le régime du forfait en matière d'évaluation du chiffre d'affaires. Elle ne fait pas coïncider le bénéfice de la déclaration de catégorie et de la non production de certains documents, en ce qui concerne l'impôt cédulaire, avec le bénéfice du forfait en matière de taxe sur le chiffre d'affaires. Si nous prenons le tableau des coefficients uniques publié par le *Journal officiel* (1) on voit que ces coefficients ne descendent que rarement au dessous de 8 %, sont fréquemment de 10, 12 et 15, dépassent rarement 20. Avec le coefficient 10 % appliqué au chiffre d'affaires de 200.000 francs on obtient un bénéfice de 20.000 francs, avec le coefficient 20 qui se rencontre surtout pour les travaux à façon, appliqué au chiffre d'affaires de 40 000 francs on obtient un bénéfice de 8.000 francs. On voit que la loi de 1926 est plus extensive que celle sur le forfait en matière de chiffre d'affaires. Un grand nombre de commerçants, compris dans l'article 6 nouveau, ne bénéficiaient pas, sous le régime de la loi de 1924, pour l'établissement de leur bénéfice imposable du régime forfaitaire par adjonction d'un coefficient unique à leur chiffre d'affaires. On sait que le procédé du double coefficient avait abouti en fait, à obliger le contribuable à justifier de son bénéfice réel. On peut dire que, dorénavant, tout au moins pour ceux des contribuables dont le chiffre d'affaires dépasse 200.000 francs (ou 40.000 francs pour les intermédiaires et façonniers), la dispense de fournir les justifications prévues à l'article 7 est illusoire.

1. *J. O.*, 15 mars et 25 mars (erratum) 1925, tirage à part (texte rectifié) à l'imprimerie du *Journal officiel* sous le n° 83.

Notons pour mémoire que la loi du 4 DÉCEMBRE 1925 avait majoré les impôts émis ou à émettre au titre de l'année 1925 dans les proportions suivantes : impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, 50 % ; impôt général sur le revenu, 20 %.

ADDENDA. — *La loi du 4 août 1926 (art. 23) majore de 50 % le taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, tel qu'il résulte du barème dressé par la loi du 4 avril précédent (supra, p. 170).*

CHAPITRE X

Groupements d'achats en commun. Coopératives. Sociétés diverses.

Un producteur, ou un industriel, lorsqu'il font des achats de marchandises, sont dans une situation d'autant plus favorable, au point de vue des conditions d'achat, qu'ils sont à même de passer ou de ne pas passer la commande et que cette commande est plus considérable. Or l'artisan fait des achats minimes parce qu'il a une activité industrielle petite et aussi, le plus souvent, parce qu'il ne constitue pas de stocks. D'où la nécessité de grouper les commandes en une dont l'importance permette l'obtention de conditions avantageuses.

On peut concevoir que la commande soit passée aux noms de tous les intéressés, et que la livraison soit faite sur décharge collective, ou mieux sur la réception par un seul agissant en qualité de mandataire. Si nos artisans ne sont pas commerçants, chacun ne sera, sauf stipulation contraire, débiteur du prix des marchandises que selon un fractionnement effectué en tenant compte soit du seul nombre des débiteurs soit, si le contrat l'indique, de l'importance respective des parts. Si nos artisans sont commerçants, la solidarité est présumée (1). La commande peut être passée par un seul, agissant en qualité de mandataire. Mieux encore, celui qui prend l'initiative de grouper les commandes jouera le rôle de prête-nom, ou de commissionnaire ; il contractera directement, et en son nom seul, avec le fournisseur, le grossiste. On sait (2) que pour l'établissement du chiffre d'affaires des petits commerçants et des petits industriels les agents du

1. Planiol, *Droit civil*, t. II, 7^e éd., n° 736.

2. Voir *suprà*, p. 158.

fisc sont appelés à se servir des registres de réception des gares et des indications relevées chez les fournisseurs. Celui au nom de qui toutes les commandes auront été prises par le fournisseur, et au nom de qui toutes les expéditions auront été faites apparaîtra aux agents de l'administration comme ayant acheté et conservé jusqu'à revente plus qu'il n'a acheté en réalité pour lui-même. Il devra donc prendre soin de tenir rigoureusement la comptabilité de ces opérations, avec éventuellement toutes pièces justificatives. Enfin pour qu'aucune des marchandises prises en charge par lui pour ses commettants ne donne lieu à l'inscription d'un chiffre d'affaires taxable, il faudra qu'il prouve par sa comptabilité et ses fractures ne percevoir aucune rémunération pour le service rendu. S'il y a eu mandat la situation est simplifiée au regard du fisc, car d'une part le mandataire n'agit pas sous son seul nom, d'autre part « le mandat est gratuit, s'il n'y a convention contraire » (art. 1988 du Code civil).

Si un artisan joue gratuitement le rôle de commissionnaire fait-il par cela même acte de commerce ? Le contrat de commission est un contrat commercial, on y trouve une entremise dans la circulation des produits, avec recherche d'un bénéfice. Ici le bénéfice semble faire défaut. Le seul avantage retiré par le commissionnaire est de pouvoir payer moins cher les marchandises qu'il achète pour son propre compte, mais cet avantage n'est, ni directement, ni indirectement, onéreux pour ses mandants. Sur l'opération d'entremise il n'y a aucun bénéfice. Si les parties sont des commerçants, les différends qui peuvent survenir pour l'exécution de ces conventions relèvent de la compétence des tribunaux consulaires (art. 631, 1^o du Code de com.). Le contrat d'entremise est commercial par application de la théorie de l'accessoire. Si celui qui joue le rôle de commissionnaire n'est pas commerçant (1), la même théorie ne peut s'appliquer ; il semble qu'au lieu d'un véritable contrat de commission de nature commerciale, ou soit en présence d'une convention de prêter-nom. En général cette convention oblige au double paiement de droits fiscaux. Mais celui qui passe la commande peut,

1. Voir *suprà* : les artisans ne sont pas toujours considérés comme commerçants.

tout en indiquant qu'il prendra lui-même livraison de la marchandise et paiera directement en tout état de cause, faire connaître que tout ou partie de la commande est destinée à des collègues, des confrères artisans pour le compte desquels il agit. On est en présence d'un mandat, le vendeur peut, si le mandataire ne paie pas, obtenir connaissance des noms des mandants afin de se faire payer.

Les mandants ne pourront se décharger en alléguant qu'ils ont déjà remis l'argent à leur mandataire. En résumé, ou bien l'intermédiaire achète et revend, et alors le vendeur et ses collègues ne connaissent respectivement que lui, mais il est difficile d'échapper au double droit, ou bien sa qualité d'intermédiaire est manifeste et alors des rapports juridiques s'établissent entre le vendeur et les collègues, mais il n'y a lieu à la perception que d'un seul droit, au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires (c'est le vendeur qui paie), sauf, toutefois, si l'intermédiaire prélève une commission et ne se contente pas de réclamer le remboursement des frais qu'il a faits. Quant aux mandants, ils paieront ou non une taxe sur le chiffre d'affaires, selon qu'ils se seront fait procurer la marchandise pour la revendre ou non.

Au lieu de se réunir à l'occasion d'une commande à passer, les artisans peuvent s'adresser à des *organismes permanents*.

Ces organismes sont les syndicats professionnels, les groupements d'achats en commun, les coopératives de consommation.

SYNDICATS PROFESSIONNELS. COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION. — La loi du 12 mars 1920, modifiant par son article premier, l'article 5 de la loi du 21 mars 1884, dispose : « Les syndicats professionnels... peuvent s'ils y sont autorisés par leurs statuts et à condition de ne pas distribuer de bénéfices, même sous forme de ristournes, à leurs membres :

« 1^o Acheter pour les louer, prêter ou répartir entre leurs membres tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, matières premières, outils, instruments, machines... »

Tout établissement, pour fonctionner, reçoit et dépense,

même s'il ne recherche pas de bénéfices. A la fin de l'année apparaît aux écritures une balance favorable ou défavorable. Il est très gênant dans la première éventualité de ne pouvoir ristourner les trop perçus.

Le syndicat se bornera à grouper les commandes de ses adhérents, car il ne doit pas vendre mais seulement répartir. Toutefois il peut acheter pour son propre compte et prêter ou louer à ses adhérents. Bien entendu la location doit se faire à un taux modique. Puisque le syndicat peut posséder et louer, il peut avoir un magasin de dépôt, rien ne l'empêche d'y faire la répartition.

En principe le syndicat n'exerce pas une profession industrielle et commerciale et ne doit pas l'impôt sur les bénéfices réalisés dans ces professions. Lorsqu'il n'excède pas sa capacité, il rentre nécessairement dans le cas d'exemption prévu au paragraphe 2 de l'article 15 de la loi de 1917 en faveur, il est vrai, des seuls syndicats agricoles et coopératives de consommation. Mais le paragraphe 1^{er} du même article, qui explique que les coopératives de consommation sont passibles en principe de l'impôt cédulaire, ne dit rien des syndicats. Il faut considérer cet article 15 au moins autant comme une illustration de la loi que comme un énoncé complet et impératif. Le paragraphe second parle non seulement de répartition des produits, mais encore de vente aux sociétaires, les syndicats ne vendent pas aux sociétaires mais ils peuvent leur louer, l'exemption n'en sera pas moins acquise.

Doit-il, le syndicat, la taxe sur le chiffre d'affaires ?

Nous expliquerons plus loin à propos des coopératives de consommation que la taxe est due chaque fois qu'il y a achat et revente, mais non s'il y a simplement groupement des commandes transmises par les syndiqués, que la répartition des marchandises ait ou non lieu par les soins du syndicat. Toutefois le syndicat fera bien d'agir de façon à ce qu'il n'y ait pas équivoque. Par exemple le vendeur livrera directement aux intéressés et en recevra les paiements, ou bien le syndicat spécifiera qu'il commande, prend livraison et paie pour le compte d'autrui. En réalité même si les syndicats font tout en leur propre nom, on ne devrait pas présumer qu'ils ont agi au delà de ce qu'ils peuvent légalement accomplir.

Si le syndicat loue, il réalise évidemment un bénéfice, mais ce bénéfice ne peut, en principe parvenir, même sous forme de ristournes aux syndiqués, de telle sorte que l'assujettissement à l'impôt cédulaire ne se rencontre pas. Il ne se rencontre pas non plus à la taxe sur le chiffre d'affaires, parce que l'article 59 de la loi de 1920 ne soumet les bénéfices ainsi réalisés que lorsqu'ils donnent lieu à l'imposition sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Les syndicats autorisés par leurs statuts, et ne distribuant aucun bénéfice même sous forme de ristourne, peuvent « prêter leur entremise gratuite pour la vente des produits provenant exclusivement du travail personnel ou des exploitations des syndiqués, faciliter cette vente par expositions »... sans pouvoir opérer sous leur nom et leur responsabilité.

Ils peuvent en tout état de cause subventionner des coopératives de consommation ou de production.

C'est là un excellent emploi de leurs profits, c'est même un emploi qui leur permet (contrairement à ce que l'on pourrait penser de la prohibition de toute distribution de bénéfices ou de ristournes) de faire parvenir indirectement à leurs membres des avantages pécuniaires incontestables.

Nous venons de voir que l'activité syndicale est limitée en ce qui concerne l'approvisionnement de ses membres par trois bornes :

L'approvisionnement ne doit porter que sur des matières premières, outils, etc., et non sur des objets de consommation individuelle. Aucune somme ne peut être distribuée ni ristournée. Le syndicat ne peut agir, sauf le cas de louage, que comme intermédiaire et pour ses seuls membres.

Aussi constitue-t-on habituellement un groupement d'achats en commun. Tandis que la *coopérative de consommation* fournit uniquement ce qui sert à l'usage individuel, le groupement d'achats fournit plus spécialement ce qui est nécessaire à l'exercice de la profession (1). Seulement en matière artisanale, il peut en aller différemment. Dans cer-

1. Ainsi la livraison de charbon rentre dans le domaine de la coopérative de consommation si le charbon est destiné à alimenter des foyers domestiques, mais non si le charbon est destiné à alimenter des forges, chaudières industrielles, etc.,.

tains cas, l'artisan est considéré comme un producteur non commerçant (1). Ses achats sont réputés n'être pas faits en vue d'une revente mais pour permettre de travailler, et la matière achetée doit disparaître lors de l'accomplissement du travail. Lorsqu'on considère les choses de cette façon pourquoi distinguer entre le pain qui nourrit la dentellière, le savon qui lui permet d'avoir les mains toujours propres, et le fil qui lui permet d'exercer son habileté manuelle. Tous ces produits devraient, en conséquence, pouvoir être fournis par la coopérative de consommation.

Quant aux petits façonniers qui travaillent pour des particuliers et qui fournissent quelques menus accessoires (la couturière à façon qui use fil, aiguilles et boutons) il paraît difficile en fait de les empêcher de s'approvisionner aux coopératives de consommation et, tant qu'on ne peut dire qu'ils achètent des marchandises pour les revendre, l'usage qu'ils font de ces menus accessoires peut être considéré comme individuel.

Mais tout ceci suppose qu'il n'y ait que deux catégories de marchandises : celles qui sont destinées à l'usage individuel, celles qui sont destinées à faire du négoce. Or précisément la loi de 1920 défend aux syndicats d'acheter pour leurs membres ce qui est à usage individuel, et permet l'achat de ce qui est à usage professionnel, sans distinguer s'il y a ou non négoce. De telle sorte que l'opposition doit être entre usage professionnel et usage individuel et non entre usage commercial et usage individuel. Dans ces conditions, la coopérative de consommation ne pourra fournir ni le fil à la dentellière ni le cuir au savetier ni le fer au forgeron, ni les aiguilles, fil et boutons à la couturière ; et, même, si l'artisan ou le façonnier à domicile avaient une pièce ou une place réservée comme atelier, la lampe qui éclairerait uniquement cette pièce ou cette place ne devrait pas, rigoureusement parlant, provenir d'une coopérative de consommation !

Bien que la coopérative de consommation n'ait qu'un rôle minime en ce qui concerne les approvisionnements des artisans, il est bon de noter ici le régime fiscal qui lui est propre,

1. Voir *suprà* p. 123.

ne serait-ce que pour mieux comprendre celui des syndicats professionnels et celui des groupements d'achats en commun.

Patente. Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Conditions d'exonération. — La loi du 19 avril 1905 dispose : article 9 : « Les sociétés coopératives de consommation et les économats, lorsqu'ils possèdent des établissements, boutiques ou magasins pour la vente ou la livraison des marchandises, sont passibles du droit de *patente* au même titre que les sociétés ou particuliers possédant des établissements, boutiques, ou magasins similaires. Toutefois les syndicats agricoles et les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôts, les denrées, produits ou marchandises qui font l'objet de ces commandes, ne sont pas soumis à la patente. »

ART. 10. — Les adhérents des syndicats agricoles et des sociétés coopératives de consommation comprennent, en ce qui concerne les syndicats, tous les membres qui font partie de ces associations, et en ce qui concerne les sociétés coopératives de consommation les seuls membres de ces sociétés qui ont la qualité d'associé.

L'article 15 de la loi du 31 juillet 1917 est ainsi rédigé :

« Les sociétés coopératives de consommation lorsqu'elles possèdent des établissements, boutiques ou magasins pour la vente ou la livraison de denrées, produits ou marchandises, sont passibles de l'*impôt sur les bénéfices des professions commerciales et industrielles*, à l'exclusion de la taxe spéciale établie par l'article 14.

« Toutefois en sont affranchis, les syndicats agricoles et les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes, ou lorsque, ne vendant qu'à leurs sociétaires, ils distribuent leurs bonis annuels aux dits sociétaires ou à des œuvres d'intérêt général, ou lorsqu'ils consacrent ces bonis à des réserves qui ne sont pas réparties entre les porteurs d'actions. »

Grâce à la seconde partie du second paragraphe (ou, lorsque ne vendant etc...) cet article est plus libéral que

l'article 9 de la loi de 1905 (1). On peut même se demander quelle est l'utilité de la première partie de ce paragraphe. Pour les coopératives de consommation elle n'existe pas. Au contraire pour les syndicats agricoles on peut supposer que l'extension donnée par la seconde partie ne s'applique pas lorsque les bénéficiaires de l'activité syndicale sont non seulement des sociétaires mais encore de simples adhérents selon la définition donnée à l'article 10 de la loi de 1905.

On sait d'une façon générale que les *adhérents* ne sont pas toujours assimilés aux *sociétaires*. Toutefois, lorsque les adhérents ont, par le fait de leur participation aux ristournes, une situation analogue à celle des sociétaires, et qu'ils sont, par la capitalisation des ristournes auxquelles ils ont droit, appelés à devenir effectivement des sociétaires, une grande libéralité doit être observée par l'administration eu égard à l'assimilation de ces adhérents aux sociétaires au point de vue fiscal (C. E. 29 février 1924, *rev. des impôts* 1924, art. 1466). Or par suite des dispositions de la loi du 7 mai 1917, rédaction de 1920, cette assimilation est appelée à devenir fréquente (2).

1. Aussi le Conseil d'Etat par un arrêt du 12 juil. 1923 (publié par la *Rev. des impôts*, 1923, art. 1239) a-t-il considéré qu'un syndicat agricole qui se trouvait dans le cas envisagé à la seconde partie du second paragraphe de l'article 15, était redevable de l'impôt des patentes mais non de l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux.

2. L. 7 mai 1917, art. 12 (L. 14 juin 1920). — Pour que les sociétés coopératives puissent bénéficier des avances ainsi prévues, leurs statuts devront satisfaire aux conditions suivantes : l'action ou part sociale que devra acquérir un consommateur pour devenir membre de la société ne pourra dépasser 100 francs. Par dérogation à l'article 1er de la loi du 24 juillet 1867, les actions pourront être d'un minimum de 25 francs, quel que soit le capital de la société. Tout consommateur admis par la société deviendra de plein droit membre de ladite société lorsqu'il aura versé une fraction de part ou d'action, qui ne pourra être fixée au-dessus de 25 francs, quel que soit le taux des actions. Le surplus de sa part ou action sera acquitté par imputation sur les sommes lui revenant dans la répartition des bénéfices; s'il est imposé en outre des versements en espèces, les dits versements ne pourront être exigés par fractions supérieures, annuellement, au quart du montant de la part ou de l'action. Dans tous les cas, les statuts stipuleront que les sommes restant dues sur les actions deviendront immédiatement exigibles au cas de liquidation ou de faillite de la société.

Les coopératives de consommation, et même les syndicats agricoles peuvent avoir besoin de capitaux plus ou moins importants. Les coopératives peuvent rémunérer leur capital social, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 7 mai 1917, par un intérêt fixe non supérieur à 6 o/o. Mais dans ce cas la rémunération ne pouvant être prise que sur les bénéfices réalisés, il semble que l'établissement ne puisse bénéficier de l'exonération. On admet au contraire que les coopératives peuvent *emprunter à intérêt* sans être déchues pour cela des avantages résultants de l'article 15 de la loi du 31 juillet 1917 (1).

Taxe sur le chiffre d'affaires. — Conditions d'exonération. — L'article 59 de la loi du 25 juin 1920 assujettit à cette taxe toutes « les personnes qui habituellement ou occasionnellement achètent pour revendre ». Par conséquent lorsque la coopérative vend, peu importe qu'elle soit ou non imposable au titre de la cédula des bénéfices industriels et commerciaux.

Au contraire, lorsqu'il n'y a pas, achat et vente, mais seulement acte d'intermédiaire, ou location, on considère que l'article 59 n'assujettit à la taxe que ceux qui exercent des professions les rendant passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Cette très importante distinction entre les deux situations n'a pas toujours été faite. Pendant longtemps les coopératives de consommation, les syndicats agricoles, lorsqu'ils étaient exonérés de l'impôt cédulaire, ne furent pas considérés comme taxables sur le chiffre de leurs affaires, même pour ventes (2). Aussi quand la jurisprudence par ses arrêts du 18 janvier et du 22 février 1924 modifia cette interprétation, il y eut un grand émoi parmi de très nombreux syndicats agricoles et coopératives de consommation, redevables, au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires, d'un arriéré plus ou moins considérable et dont la contre-partie n'avait pas

1. Rep. minist., 1923, J. of., Ch., p. 3500, cité par *Rev. des Impôts*, 1924 art. 1329 V. Cette distinction est de nature à inciter les coopératives à avoir un très faible capital non rémunéré, et un capital-obligation plus important et librement rémunéré.

2. Voir par exemple l'arrêt du C. E. du 26 juill. 1923 (solution implicite) publié in *Rev. des Impôts*, art. 1545.

été facturée aux acheteurs. L'administration usa d'indulgence, elle décida de ne rien réclamer pour les affaires faites antérieurement au 1^{er} janvier 1924 (1). Puis la loi du 13 juillet 1925, dans son article 85, reporta au 1^{er} janvier 1926 la date à laquelle les syndicats agricoles et les coopératives de consommation, remplissant les conditions nécessaires pour être exonérés de l'impôt cédulaire, seront taxables sur le chiffre de leurs affaires (lorsque, selon les explications qui viennent d'être données, ils ne sont pas dans le cas d'exonération de cette taxe).

Un état de fait contraire au droit s'était donc établi. La loi a cru devoir consolider pour le passé la situation avantageuse de ceux qui en avaient bénéficié. Mais, si pour toutes les affaires antérieures au 13 juillet 1925 aucun versement ne peut-être exigé par l'administration, au titre de la taxe, si toute procédure même d'exécution doit être abandonnée, aucun droit à remboursement n'existe au profit de ceux qui auraient déjà payé soit volontairement soit par contrainte, car on ne conçoit de répétition que de l'indû. Par contre, il semble que le droit à répétition existe en faveur des syndicats agricoles ou des coopératives de consommation qui auraient payé des taxes pour les affaires effectuées entre le 13 juillet 1925 et le 1^{er} janvier 1926, car pendant ce semestre presque complet, l'impôt n'était pas dû légalement. Sans doute le texte, par l'expression « et n'ont pas en fait acquitté cet impôt » paraît réserver ses faveurs à ceux qui se seront abstenus de tout versement, mais cette rédaction s'explique par ce que le législateur pensait aux sommes arriérées dont l'administration allait continuer de poursuivre le recouvrement ; aussi bien la phrase citée ne concerne que ceux qui, au moment de la promulgation de la loi, étaient débiteurs de l'impôt, et c'est pourquoi le verbe employé est au passé. Conformément à l'article 72 de la loi du 25 juin 1920 c'est dans les deux ans du versement, que le remboursement doit être réclaté.

La loi du 31 décembre 1925 et celle du 31 mars 1926 ont reporté successivement au 1^{er} avril et au 1^{er} juillet la date d'exigibilité de l'impôt. La loi du 30 juin 1926 n'a donné de nouveau sursis qu'aux syndicats agricoles.

1. Instruction du 23 juin 1924 (Enregistrement n° 3817).

« L'Administration a précisé que le bénéfice des nouvelles dispositions ne saurait être étendu à d'autres coopératives de consommation ou syndicats agricoles que ceux qui vendent exclusivement à leurs sociétaires et qui en outre ne contreviennent pas, dans la réalité des faits aux prescriptions de l'article 15 de la loi du 31 juillet 1917 touchant l'emploi des bonis... Toutefois l'administration admet que le bénéfice de l'exemption temporaire prévue par l'article 85 ne sera pas refusé : 1° Aux sociétés coopératives dont une partie des bonis est affectée à la constitution de réserves dont les statuts ne prévoient pas le mode de répartition en cas de liquidation ; 2° Aux sociétés coopératives pour lesquelles le mode de répartition des réserves prévu par les statuts n'est pas en harmonie avec les dispositions de l'article 15 de la loi du 31 juillet 1917.

Enfin il est admis que les unions de coopératives de consommation et les unions de syndicats agricoles doivent, pour l'application de la loi, être considérés comme groupements d'achats en commun » (1).

CALCUL DU BÉNÉFICE. CALCUL DU CHIFFRE D'AFFAIRES. — Lorsqu'il y a lieu à imposition soit sur les bénéfices commerciaux soit sur le chiffre d'affaires, comment calcule-t-on le bénéfice et le chiffre d'affaires ? Le lieu n'est pas ici d'exposer les règles générales suivies en ces matières. Il importe seulement de dire que les sommes ristournées sont déductibles comme représentant des trop-perçus. La déduction peut être opérée non seulement sur le bénéfice commercial, mais encore sur le chiffre d'affaires qui n'est constitué que par « le montant des ventes effectivement et *définitivement* réalisées » et le montant des divers « profits *définitivement* acquis » (l. 25 juin 1920, art. 62), c'est-à-dire seulement des « sommes *définitivement* encaissées » (2).

Les sommes qui ne sont pas ristournées, mais affectées à des œuvres d'intérêt général, ou intégrées dans des

1. *Revue des impôts*, 1925, article 1685. — L'article mentionne une circulaire, numéro 175 de l'Administration des Contributions indirectes.

2. 2^e séance Ch. 23 avril 1920 *J. off.* Déb. p. 1278, 2^e col. d'après Instruction du 29 août 1920, art. 25 et 5 (*J. off.*, 3 sept. 1920, *Rev. de l'Enreg.* 1920 art. 7143).

Voir les arrêts du Conseil d'Etat du 12 juin 1925.

réserves non destinées au capital, ne peuvent pas être déduites car elles ont été perçues et le demeurent puisqu'elles ne sont pas restituées. Toutefois on a vu plus haut que ce mode d'attribution était la source de certaines exonérations.

Il va de soi que le service des emprunts est un élément du passif déductible du seul bénéfice pour l'établissement de l'impôt cédulaire, mais que la rémunération du capital par un intérêt fixe ne peut donner lieu à aucune déduction. Cette rémunération devant être prise sur les bénéfices.

Lorsque la société est constituée sous forme de société en nom collectif ou en commandite simple, ou sous la forme dite à responsabilité limitée, l'impôt cédulaire est perçu sur chaque associé pour la part lui revenant.

GROUPEMENTS D'ACHATS EN COMMUN. — On a vu que les coopératives de consommation ne peuvent, en principe, être fournisseurs de choses à usage professionnel. C'est pourquoi il convient d'étudier la situation faite aux groupements d'achats en commun.

Ceux-ci n'ont pas, en principe, pour but de réaliser des bénéfices (1). Si l'on admet qu'ils peuvent se constituer en associations non déclarées, dans cette circonstance l'activité des groupements est forcément très limitée. Elle est réduite à une simple entremise pour la conclusion d'un contrat, entremise gratuite et dénuée de valeur juridique car les associations non déclarées n'ont pas de capacité juridique. Il semble donc que le Fisc doive ignorer ces associations sauf le cas où elles se comporteraient en fait comme des sociétés.

Lorsqu'une association est déclarée, elle a personnalité civile et capacité juridique, mais elle sortirait de son rôle en cherchant à réaliser des bénéfices. Tous les trop-perçus doivent donc être intégralement ristournés, sans pouvoir être ni distribués à des œuvres d'intérêt général, ni mis en réserve dans le même but, car l'attribution et la réalisation

1. Cette question et celle de savoir si les coopératives d'artisans peuvent se constituer en associations a été étudiée p. 85 au sujet des coopératives et unions prévues par la loi du 27 décembre 1923. Toutefois, remarquons que des coopératives peuvent se constituer sans se soumettre au régime de la loi de 1923 et sans bénéficier des avantages prévus par cette loi.

des bénéfices sont choses différentes. Néanmoins nous considérons qu'une association qui attribue tous ses revenus à des buts désintéressés, statutairement définis, ne sort pas de son rôle, car ce qui est interdit, aux personnes qui s'associent, ce n'est pas de faire du bien avec les ressources que trouve l'association, c'est d'en tirer un profit personnel et pécuniaire. Toutefois, il ne faudrait pas, pensons-nous, que parmi les œuvres d'intérêt général admises figurassent des sociétés destinées à procurer des avantages matériels aux membres de l'association.

Peut-être devrait-on même considérer au point de vue fiscal ces associations comme sont considérées les coopératives de consommation et dire que l'énumération de l'article 24, paragraphe second de la loi du 31 juillet 1917, n'est pas limitative mais seulement explicative.

Pour les mêmes raisons les groupements d'achats en commun devraient, même constitués sous forme de sociétés, être complètement assimilés aux coopératives de consommations.

Il n'en est rien. L'administration considère que les groupements d'achats en commun n'ont pas droit aux exonérations dont profitent les coopératives de consommation. Par conséquent, ils seront toujours taxables sur le chiffre d'affaires, non seulement lorsqu'ils achètent pour revendre, mais encore lorsqu'ils jouent le rôle d'intermédiaires, parce qu'ils exercent toujours des « professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux » et cela même si, en fait, aucun bénéfice n'est réalisé car les entreprises déficitaires ou simplement non bénéficiaires paient la taxe sur le chiffre d'affaires ; il suffit que la profession exercée soit assujettie à l'impôt cédulaire. Mais précisément peut-on admettre que lorsqu'aucun bénéfice n'est recherché, la profession exercée doit être considérée comme assujettie ? La négative a été admise par l'article 15 de la loi du 31 juillet 1917, mais dit l'administration c'est pour certaines sociétés seulement. Pourtant si les groupements d'achats en commun à base coopérative n'ont pas été mentionnés, n'est-ce pas par inadvertance, car la question valait la peine d'être clairement tranchée. L'administration a toujours admis que « les professions commerciales et indus-

trielles » dont l'exercice, lorsqu'il donne des bénéfices, entraîne assujettissement à l'impôt, ce sont, non seulement les professions commerciales au sens des dispositions du Code de commerce (art. 632 et 1er) mais toutes les professions analogues, c'est à dire dans lesquelles l'activité exercée est semblable par un nombre suffisant de traits à celle qui est déployée dans les professions consistant en la répétition habituelle des actes de commerce.

En conséquence les groupements d'achats en commun exercent une telle profession, ils sont imposables sur les bénéfices industriels et commerciaux sauf éventuellement à ne pas acquitter cet impôt, faute de bénéfices effectivement réalisés. Ils sont en outre taxables sur le chiffre d'affaires, c'est à dire soit sur le chiffre des ventes (déduction faite des sommes ristournées), soit sur celui des courtages, commissions etc., que la société même lorsqu'elle limite son rôle à celui d'intermédiaire est toujours obligée de prélever pour couvrir les frais généraux.

Rappelons que *les groupements constitués sous le régime de la loi du 27 décembre 1923 bénéficient d'exemptions en ce qui concerne la patente, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières*. Il en résulte que, lorsqu'ils n'achètent pas pour revendre, mais jouent seulement un rôle d'intermédiaire ils ne sont pas assujettis à l'impôt sur le chiffre d'affaires.

A titre transitoire l'article 85 de la loi du 13 juillet 1925 dispose que la taxe sur le chiffre d'affaires ne sera pas exigée avant le 1^{er} janvier 1926 des groupements d'achats en commun constitués entre professionnels. Les lois du 31 décembre 1925 (art. 13) et la loi du 31 mars 1926 (art. 9) ont reporté au 1^{er} avril puis au 1^{er} juillet 1926 la date d'exigibilité de la taxe. La question est semblable à celle qui a déjà été étudiée en ce qui concerne les coopératives de consommation. Nous y renvoyons notamment pour ce qui touche aux remboursements éventuels des versements faits au fisc.

Toutefois une différence de rédaction très considérable est à noter. Tandis que pour les syndicats agricoles et les coopératives de consommation, l'exonération temporaire ne pouvait être accordée qu'aux établissements susceptibles de bénéficier de l'exonération de l'impôt cédulaire, aucune res-

triction n'est posée pour les groupements d'achats en commun. Mais « on ne peut, étant donné l'esprit dans lequel le texte a été voté considérer, comme groupements d'achats en commun, que les sociétés qui traitent exclusivement avec leurs seuls membres » (1).

Bases d'imposition. — Les sommes ristournées doivent être déduites, car il s'agit d'un simple remboursement de trop perçus. De même les dettes de la société envers les tiers (service des obligations, etc.) peuvent donner lieu à déduction mais pour l'impôt sur les bénéfices industriels seulement.

AUTRES GROUPEMENTS. — Ce que nous venons de dire pour les groupements d'achats en commun s'applique, *mutatis mutandis*, à des groupements ayant des buts divers. Observons, en particulier que la loi du 13 juillet 1925, article 85, ne concerne pas ces divers groupements, et que le fisc peut, éventuellement, poursuivre les sommes dues au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires pour toutes les opérations donnant lieu à cette taxe même si elles ont été réalisées antérieurement au 1^{er} janvier 1926 ou au 14 juillet 1925.

Nous avons dit que toutes les sociétés fonctionnant sous le régime de la loi du 13 mars 1917 pour les sociétés de caution mutuelle et les banques populaires, sous celui de la loi du 27 décembre 1923 pour les coopératives artisanales étaient exemptes de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, de l'impôt de patente et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

1. *Revue des Impôts*, 1925 ; circulaire n° 175 des Contrib. indir.

CHAPITRE XI

Taxe d'apprentissage.

L'article 25 de la loi du 13 juillet 1925 dispose : « Toute personne ou société exerçant une profession industrielle ou commerciale, ou se livrant à l'exploitation minière, ou concessionnaire d'un service public, est assujettie à une taxe, dite taxe d'apprentissage dont le produit, inscrit au budget de l'Etat, contribue aux dépenses nécessaires au développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage ainsi qu'à celles des laboratoires scientifiques.

« Le taux de la taxe d'apprentissage est fixé chaque année dans la loi des finances en prenant pour base le montant total des appointements, salaires, rétributions quelconques payés pendant l'année précédente par le chef d'entreprise.

« Ne seront pas considérés comme chefs d'entreprise, aux termes du présent article, et ne seront pas soumises à la taxe les personnes énumérées à l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 qui ne sont pas assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ainsi que celles, qui dans l'année n'auront pas payé en espèces plus de 10.000 francs de salaires.

« Des exonérations partielles ou totales pourront être, en outre, accordées aux assujettis, dans les conditions ci après, en considération des dispositions prises par eux en vue de favoriser l'enseignement technique et l'apprentissage, soit directement soit par l'intermédiaire des chambres syndicales, des chambres de commerce, ou de toutes associations consacrant une partie de leurs ressources à ce but. Les exonérations seront accordées par les comités départementaux de l'enseignement technique.

«... Compteront seuls pour ces exonérations :

1° Les frais des cours professionnels et techniques de degrés divers ;

2° Le salaire des techniciens qui sont chargés, à l'exclusion de tout autre travail, de la formation et de la direction des apprentis isolés ou en groupe, dans la limite maximum d'un technicien pour dix apprentis.

3° Les salaires payés aux apprentis :

a) Pendant les dix premiers mois de l'apprentissage lorsqu'ils sont soumis à un programme d'apprentissage méthodique ;

b) Pour les heures de présence aux cours professionnels (1).

« La taxe est due au 1^{er} janvier pour l'année entière. Elle est établie et recouvrée, les réclamations sont instruites comme en matière de contributions directes. Les états matrices sont dressés annuellement par les comités départementaux de l'enseignement technique d'après les renseignements qui leur sont fournis par les chefs d'entreprises. Les rôles sont établis par l'Administration des contributions directes.

« Dans les cas où ces déclarations seraient reconnues inexactes, les chefs d'entreprises seront tenus de verser en sus des droits régulièrement dus le double droit sur la partie omise.

Lorsque le chef d'établissement n'aura pas fait de déclaration, il sera imposé d'office et ne pourra bénéficier d'aucune exonération.

« Pour l'examen des exonérations, le comité départemental de l'enseignement technique prendra l'avis des représentants dûment qualifiés qui demanderont à être entendus par lui. Toutes ses décisions sont susceptibles d'appel devant la commission permanente du Conseil supérieur de l'enseignement technique qui statue en dernier ressort... » La loi du 29 avril 1926 applicable à partir du 1^{er} janvier 1927 décide que la taxe faite d'office sera doublée. L'administration a cinq ans pour réparer les erreurs.

Ce texte appelle quelques commentaires.

Les sociétés coopératives diverses ne bénéficient d'aucune exemption même si elles ne visent pas à réaliser des béné-

1. 4° et 5° diverses subventions concernant l'apprentissage, et énumérées au texte.

fices, lorsque leurs opérations sont semblables à celles des entreprises commerciales ou industrielles ordinaires.

Les exonérations « pourront être accordées » dit le texte. Pourront a été substitué intentionnellement à seront. Ce n'est pas un droit mais une faveur.

Pourtant lors des débats, il a été expliqué que cette faveur serait très libéralement dispensée et que l'expression pourront avait seulement pour but de ne pas créer un droit absolu susceptible de priver le Trésor des ressources escomptées et d'autoriser par ailleurs les redevables à faire un emploi inopérant ou insuffisamment surveillé de leurs ressources (1). Par conséquent les comités techniques, s'ils jouissent d'un pouvoir discrétionnaire, doivent adopter une certaine uniformité de conduite dans l'octroi ou le refus d'exonération. Le recours en excès et détournement de pouvoir est ouvert éventuellement devant le conseil d'Etat.

1. Ch. séance du 11 juillet 1925. *J. O. déb.* p. 3.383, f° 194 : « Le gouvernement veut dire qu'il reconnaît le droit à la dérogation dans la mesure où elle serait reconnue légitime et possible, p. 3.384 » M. Bokanowski : « Je retiens que M. le sous-secrétaire l'Etat a dit à deux reprises que des dérogations « seraient » apportées. Par conséquent, de ce fait, ce ne sera plus la faculté mais l'obligation de l'exonération lorsque l'avis du conseil départemental aura été favorable... Il est bien entendu que c'est une obligation qu'entend assumer le gouvernement. » M. le rapporteur. « L'interprétation qu'a donnée M. Bokanowski répond exactement à ce que la commission des finances a décidé hier... »

CONCLUSION

Pour terminer cette étude, indiquons quelques modifications qui pourraient être faites au régime fiscal des artisans et à l'organisation du crédit artisanal, puis jetons un coup d'œil superficiel sur le mouvement législatif actuel en faveur des artisans.

En ce qui concerne la taxe sur le chiffre d'affaires, l'exonération des artisans se justifie pour autant qu'ils ne peuvent pas en intégrer le montant aux prix de vente, ou que les autres modes de production échappent à la charge qu'elle ferait peser sur eux. Dans ce dernier cas se trouve le petit artisan qui s'approvisionne au magasin de détail qui, lui, se fournit au grossiste, tandis que l'industriel est directement pourvu par le marchand en gros. Il faut considérer, par contre, que beaucoup de petits artisans sont en rapport direct avec le public, tandis que la plupart des industriels vendent à des commerçants. L'exonération des petits faconniers se justifie encore mieux, car l'industriel qui effectue tous ses travaux dans son usine doit une taxe sur le prix des ventes, mais son coût de production n'est pas grevé par une taxe portant sur les salaires payés aux ouvriers, ni par une taxe portant sur les sommes nécessaires à l'amortissement du matériel, tandis que l'industriel qui fait travailler à façon, s'il est seulement redevable d'une taxe sur les ventes, a, par incidence, son prix de revient accru par les taxes que le faconnier doit au fisc sur sa rémunération, celle-ci devant correspondre au moins au travail manuel exercé et, en outre, lorsque le matériel employé n'appartient pas à l'industriel qui donne à travailler à façon, à l'amortissement de l'outillage. On comprend que la catégorie des petits faconniers ne soit pas limitée comme celle des petits artisans, par l'importance des machines utilisées.

Nous avons exposé que les lois fiscales, surtout celles relatives aux patentes, devraient avoir plus de considération pour les orphelins travaillant ensemble. Nous avons vu aussi que le mutilé de guerre voire maintes personnes à déterminer en raison de leur âge, de leurs infirmités, de leur sexe, pourraient prétendre à l'emploi d'un compagon supplémentaire tout en restant cotisés à la cédula des salariés.

Les promoteurs de l'artisanat voudraient que tout artisan, quel que soit le nombre de ses ouvriers, pût défalquer de son bénéfice commercial une certaine somme correspondant à son salaire, parce que, disent-ils, l'artisan travaille manuellement comme ses compagnons. Mais le travail manuel n'est pas le seul genre de travail qui relève de la cédula des salaires et traitements. Il n'y aurait alors aucune raison pour ne pas autoriser l'épicier, parce qu'il travaille comme ses commis, ou le commerçant qui travaille comme un comptable et comme un gérant de maison de commerce, ou le banquier parce qu'il travaille comme ses employés et plus spécialement comme le directeur d'agence d'un grand établissement de crédit, à déduire de leurs bénéfices des sommes qu'ils s'attribueraient chacun à titre de salaire.

Il faudrait, pour justifier une réforme en faveur des seuls artisans, des raisons qui leur fussent particulières. Peut-on dire, par exemple : la petite entreprise, celle où le patron collabore manuellement au travail de ses ouvriers, est économiquement en état d'infériorité, par rapport à une entreprise plus importante. Il faut l'aider à vivre par des dégrèvements fiscaux, afin qu'elle puisse se transformer, un jour, en entreprise patronale florissante, et combler, éventuellement, un vide creusé par le jeu de la concentration au sein des entreprises indépendantes ? Les données qui permettraient de répondre à cette question ne peuvent être connues qu'à la suite d'enquêtes approfondies dont les résultats ne seront pas nécessairement les mêmes pour tous les métiers. On ne pourrait donc légiférer d'après ces considérations que par des dispositions particulières. Il est d'ailleurs douteux que des faveurs fiscales suffisent à faire prospérer des entreprises peu viables.

A côté des petits artisans, existent, qu'on ne l'oublie pas, des petits commerçants qui, eux aussi, peuvent n'avoir pas

pour leurs approvisionnements, toutes les facilités dont jouissent des détaillants importants, et qui pourraient dire : « Nous ne faisons pas du tout de « spéculation » ; notre prix de vente comprend : la somme qui a été dépensée pour acquérir ce que nous vendons, ou quelquefois, lorsque les variations de cours sont importantes, la somme qu'il nous faudra dépenser pour remplacer dans notre magasin ce qui en sort, une somme destinée à nous couvrir de certains frais et de certains risques, enfin la rémunération de notre peine. Parmi nous, il y a des personnes à qui l'âge, les infirmités et mutilations ont interdit l'exercice d'un métier plus rémunérateur. L'inconvénient du régime actuel réside dans une inégalité de traitement entre nous et les petits artisans, et c'est à notre égard qu'il faut accomplir une réforme. »

Les abattements qui sont accordés aux artisans coûtent déjà très cher au budget. Le moment actuel n'est pas favorable pour en faire profiter d'autres catégories de contribuables. On ne peut étendre indéfiniment les avantages dont jouissent les artisans.

Les lois fiscales ont une efficacité immédiate, en ce sens que, si elles dégrèvent certains contribuables, ceux-ci en profitent aussitôt. Au contraire, les lois qui visent à faciliter le développement d'institutions diverses peuvent ne manifester que tardivement leur utilité, ou même échouer.

Le crédit populaire semble avoir reçu une heureuse impulsion de la loi de 1917, et surtout de celle de 1919. Nous avons expliqué que le régime juridique des banques populaires et sociétés de caution mutuelle gagnerait à être précisé, notamment par une réglementation sévère des conditions auxquelles la responsabilité des adhérents peut être fixée par les statuts.

La loi du 27 décembre 1923 peut être la source d'une expérience intéressante. Elle compte sur des organismes qui étaient à créer au moment de sa promulgation. Elle ne couronne pas un mouvement coopératif, mais semble, plutôt, en réservant un rôle prépondérant aux sociétés bénéficiaires du crédit collectif, avoir pour but de provoquer ce mouvement, afin de s'appuyer ultérieurement sur lui. Le crédit qu'elle organise peut être à long terme ; dans ce cas, la surveillance à exercer sur les emprunteurs doit être particulièrement

sévère. Tout ceci cadre mal avec les tendances individualistes des Français, que renforce une aisance relative, en rapport avec la grande division des fortunes. L'on comprendra, en relisant les conclusions de la commission d'enquête citées plus haut (1), qu'il ne faille pas compter sur un succès rapide, ni s'étonner de la médiocrité des résultats obtenus.

La présentation des petits artisans par une union nous semble être dénuée d'intérêt, touchant la bonne administration du crédit. Quant à l'intervention d'une société de caution mutuelle, elle pourrait être simplement facultative, de telle sorte que les banques populaires provoqueraient la constitution de ces sociétés seulement dans la mesure qui leur paraîtrait nécessaire.

Les artisans sont obligés de recourir au crédit collectif lorsqu'ils sollicitent une avance remboursable à long terme. On comprend bien que, pour des achats faits en commun, le crédit soit accordé à la société qui groupe les commandes, et non à chaque adhérent. Pour pouvoir être groupées, ces commandes doivent être nombreuses et fréquentes, c'est-à-dire porter sur des choses destinées à être rapidement amorties ; il en résulte que les sommes à payer en règlement des achats, ne sauraient mettre en jeu que le crédit à court terme.

Le crédit à long terme n'intervient que pour faciliter des opérations qu'une même personne ne peut pas répéter fréquemment. Si un artisan s'adresse à une coopérative afin qu'elle les fasse pour lui, cette société agira à peu près pour lui seul, faute d'artisans qui aient les mêmes besoins. Le crédit collectif fait, alors, figure de crédit individuel.

C'est pourquoi il serait logique de ne pas empêcher l'artisan de s'adresser aux banques populaires pour l'obtention de prêts à long terme.

Puisque l'on voulait que ces prêts, généralement individuels par leur nature, pussent être faits par les sociétés et unions, il aurait été bon de prévoir les dangers que peut présenter, pour ces sociétés, la pratique des opérations à long terme, et d'instituer une réglementation rigoureuse.

Il devrait être nettement indiqué que les unions agréées

sont responsables des prêts collectifs consentis par leur intermédiaire.

Il faut ménager les finances de l'Etat. Tout le monde y a intérêt, même ceux qui profitent des libéralités du prince, car tout le monde est appelé à souffrir de la gêne commune et de l'amoindrissement des forces de la nation.

Il est admis que la loi de budget doit donner une vue nette de l'ensemble des recettes et des dépenses. On ne saurait approuver la constitution d'un fonds de dotation au moyen de ressources spéciales. En l'espèce, si certaines redevances de la Banque de France doivent avoir une affectation particulière ce ne peut être que l'extinction des dettes de l'Etat vis-à-vis de la banque. Les sommes allouées devraient figurer au budget au moyen d'un chiffre précis qui exprime le montant voté par le Parlement, et non sous la mention mémoire.

Nous avons vu que le crédit artisanal intéresse les coopératives faisant des travaux et opérations accessoires aux travaux de leurs membres. Nous savons que les ouvriers à domicile sont les successeurs d'anciens artisans qui ont perdu leur indépendance au profit des personnes effectuant ces opérations ou travaux accessoires, principalement au profit des commerçants chargés d'écouler, au loin, les produits ouvrés par les artisans (1). Il s'ensuit que la loi du 27 décembre 1923 facilite l'indépendance des artisans par la coopération. Néanmoins, cette coopération elle-même pourrait être une concentration. Si des artisans ont un organe commun chargé d'écouler leurs produits, la société ainsi formée tendra à diriger la fabrication et à devenir une coopération d'ouvriers à domicile pour la production et la vente. Si les artisans, ayant une clientèle locale, sont en rapport avec le public, la coopérative d'approvisionnement tendra à leur livrer des produits partiellement ouvrés au lieu de matières premières brutes voire des objets tout faits, si le prix de revient de la coopérative est inférieur à celui

1. V. *supra* pp. 10 et s. ; aux ouvrages cités ajouter : Pirenne, *Les anciennes démocraties des Pays-Bas*. Paris 1910 pp. 114 et s. ; Aftalion, *Le développement de la fabrique à domicile dans l'industrie de l'habillement*. Paris, 1906, pp. 23 et s.

des artisans. Mais cette coopérative n'aura rien d'une coopérative ouvrière de production parce que les travailleurs manuels n'y seront que des salariés tandis que les membres coopérateurs feront de plus en plus figure de marchands désireux de s'approvisionner à prix coûtant.

Seulement il ne faudrait pas croire que la coopération aille créer un mouvement de concentration car la concentration n'avait pas besoin d'elle pour s'effectuer. Là où la production artisanale est prospère c'est parce que les conditions économiques et techniques justifient ce genre de production et la coopérative ne changera pas grand'chose à l'état actuel, sinon en le consolidant par la réalisation d'économies sur des opérations tout à fait accessoires.

Les questions fiscales et celles qui concernent le crédit ne sont pas les seules qui animent le mouvement artisanal contemporain.

La Confédération générale de l'Artisanat français dirige ce mouvement. Elle a fondé diverses coopératives, établi des services fiscaux et juridiques auxquels les lois récentes donnent évidemment une grande importance.

Elle mène campagne en faveur de la création de *chambres de métiers* selon les règles édictées par la loi du 10 juillet 1925. Ces chambres sont spécifiquement artisanales. Instituées par décrets, elles sont composées, à raison de deux-tiers de maîtres et d'un tiers de compagnons, des représentants de chaque catégorie de métiers, les catégories et le nombre des représentants à fixer pour chacune d'entre elles, en tenant compte de son importance régionale ou locale, étant déterminés par le décret d'institution. Elles doivent « être, auprès des pouvoirs publics, les organes des intérêts professionnels et économiques des artisans maîtres et compagnons de leur circonscription » (art. 1^{er}). L'initiative privée avait créé en France des chambres de métiers qui s'occupaient principalement d'orientation professionnelle et d'apprentissage ; mais les représentants de la moyenne et de la grande industrie n'étaient pas exclus de ces chambres (1). Aussi, lors des travaux législatifs, le projet

1. Les Chambres de métiers d'Alsace et de Lorraine ne sont pas d'une initiative périmée. Bien qu'elles orientent les jeunes gens vers

Courtier fut-il modifié de façon à ne pas donner aux chambres d'artisans le monopole de l'organisation de l'apprentissage, mais seulement « mission de *participer* à l'organisation de l'apprentissage des métiers dans les conditions qui seront fixées par une loi spéciale » (art. 17) (1).

Une certaine base corporative est donnée aux chambres d'artisans, mais il s'agit de corporations tronquées, puisqu'elles ne comprennent que des artisans.

Appuyée par un groupe parlementaire auprès de chaque Chambre, la C. G. A. F. a joué un rôle considérable dans la rédaction des textes législatifs qui intéressent les artisans et propose quelques améliorations au statut actuel. Ainsi elle considère que la loi sur la propriété commerciale ne protège qu'imparfaitement les artisans (par exemple ceux qui n'ont pas de baux ou qui sont installés récemment et les travailleurs en chambre) malgré la mention expresse qui est faite en faveur des artisans et des façonniers non cotisés à la cédula des commerçants ; en conséquence, elle réclame une loi sur la *propriété artisanale* où l'on verrait concilier les droits du propriétaire et ceux du locataire par l'abandon au propriétaire de la valeur de 5 o/o du fonds artisanal à chaque mutation de ce fonds ; elle demande que les locaux à usage artisanal soient recensés et immatriculés afin que leur affectation ne change pas, et qu'il soit obligatoire de réserver dans les constructions nouvelles, des locaux de ce genre (2).

Les lois sur les loyers sont à la mode. Nous n'étudierons pas ici la proposition dans ses détails. Faisons, toutefois, remarquer que la propriété bâtie a, dans une très large mesure, perdu, auprès des épargnants, son antique faveur, en partie au profit des valeurs à change, ce qui n'est pas à l'avantage du crédit public. Il en eût sans doute été tout différemment si les immeubles de rapport avaient paru con-

les métiers artisanaux « elles n'excluent pas dans leur composition les représentants de la grande et de la moyenne industrie » Barraud, *op. cit.*, pp. 60, 102, 370).

1. Le projet portait : « mission d'organiser ». V. G. O., Rap. Duval Arnoult, 2^e séance du 2 fév. 1925, ch., an. 1242, p. 222, fo 14, *l'Artisan français*, juil. 1925, p. 2, l'exposé de M. Courtier.

2. *L'Artisan français*, juin 1926.

server leur caractère de valeurs réelles par excellence. Les désordres monétaires consécutifs à la guerre eussent alors encouragé à bâtir. Aujourd'hui l'on construit non pour louer mais pour vendre au détail, il s'agit d'une spéculation, non d'un placement. Pour s'établir à son compte, le compagnon doit acheter un local ou un fonds. Les lois sur les loyers ont donc doublement profité à ceux qui sont en place en créant une sorte de monopole à leur profit. Si la construction reprenait, les propriétaires considéreraient certainement les coopératives artisanales et les sociétés de caution mutuelle comme susceptibles d'assurer efficacement le payement des loyers. Il en résulterait que, par le jeu de contrats à long termes librement consentis, les sociétés d'artisans pourraient procurer à leurs adhérents, même à ceux qui cherchent à s'établir, les locaux nécessaires à l'exercice de leur activité.

Pour le faire actuellement, en faveur des arrivants, il faut faire appel au crédit artisanal (donc aux contribuables) sans que les compagnons y puissent gagner de s'établir à meilleur compte. L'accord entre propriétaires et artisans est tout particulièrement désirable, d'autant plus que les logements à usage artisanal sont nécessairement petits et qu'ils appartiennent surtout à des personnes ayant une fortune modeste.

Le propriétaire a été longtemps l'épargnant indépendant et maître de sa chose, comme l'artisan est le travailleur indépendant, maître de son travail.

Si le propriétaire devait être transformé en rentier, au profit des locataires, comme beaucoup d'artisans furent transformés en ouvriers à domicile, au profits des fabricants, ce ne serait pas à l'avantage de l'artisanat, mais à celui de la grande industrie capable de faire appel au crédit public par l'émission d'obligations ou d'actions, afin de se procurer les capitaux nécessaires aux constructions nouvelles. Si le statut de la propriété bâtie est établi d'une façon qui manifeste clairement les avantages des placements immobiliers, l'épargne prudente, à commencer par celles des petits patrons et des boutiquiers, assurera à tous les artisans de France, et aux meilleures conditions, les locaux nécessaires.

Les lois nouvelles sont comme ces sentiers en montagne qui invitent à marcher toujours vers de nouveaux horizons ; il est à craindre que la phase parlementaire du mouvement artisanal contemporain ne soit pas close.

Voici justement que les promoteurs de ce mouvement nous font savoir que la situation économique et financière de la France doit être pour l'artisanat l'occasion de révéler son importance économique. Mais, pour qu'il se développe et réalise ses promesses, il lui faut des lois favorables, et le mieux serait d'instituer un *directoire de compétences* qui ferait un grand inventaire économique des ressources et des besoins de la France et de ses colonies, qui établirait « un plan complet de *réorganisation de la production nationale* et des échanges et un *plan financier* d'exploitation de cette production. Ces plans ratifiés par le Parlement, les censeurs devront en surveiller la réalisation et pour cela pleins pouvoirs leur seront donnés pour demander au Conseil des ministres des sanctions contre toute infraction à la réalisation du programme établi ». Pour être sûr que tout cela fonctionnera bien, la C. G. A. F., est prête à prendre ses responsabilités et se réclame du patronage de Danton (1). Naturellement son rôle sera considérable, car la classe artisanale, intermédiaire entre le capital et le travail, est appelée à jouer le rôle d'arbitre entre eux.

L'heure est trop grave pour que, sous prétexte de tout organiser, tout soit bouleversé. Le statut actuel de l'artisanat permet bien des réalisations. Les promoteurs peuvent maintenant abandonner le terrain parlementaire pour celui de l'activité pratique. Nous ne les en croirons que davantage lorsqu'ils vanteront à nouveau le rôle économique et social des artisans.

Pour eux l'artisanat permet seul à l'ouvrier de devenir patron s'il possède les qualités requises. C'est le narthex du grand patronat. On comprend, en effet, qu'un ouvrier ne puisse guère devenir, d'emblée, le chef d'une grande entreprise mais qu'au contraire le comagnon qui connaît tous les secrets du métier puisse devenir artisan, puis, de plus en

1. *L'Artisan fr.*, juil. 1926, p. 2, col. 5, rapport général du congrès par A. Grandadam.

plus absorbé par le travail de direction, patron, chef d'une riche entreprise.

L'artisanat est donc un élément de paix sociale.

Nous avons vu, au début de cette étude, que la France comptait beaucoup de petites entreprises. Il y a lieu de s'en réjouir.

Nous ne croyons pas à une transformation rapide de l'artisanat. Pendant un temps dont il est vain d'essayer de préciser la durée, on rencontrera les artisans, tels que nous les connaissons aujourd'hui, travailleurs isolés et indépendants, rouage essentiel de l'économie locale.

Vu : le Président de la thèse,
ALLIX.

Vu : le Doyen,
BERTHELÉMY.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. LAPIE.

BIBLIOGRAPHIE

Actes du Congrès du Crédit populaire. Paris.

Albertini. — Le développement du crédit populaire. Thèse Paris, 1926.

Aftalion (A.). — Le développement de la fabrique et le travail à domicile dans l'industrie de l'habillement.

Allix et Lecerclé. — L'impôt sur le revenu. Paris, 1926.

Ansiaux. — Traité d'économie politique. Paris, 1920.

Barraud. — Les chambres de métiers en France. Thèse Paris, 1925.

Bocquet. — L'impôt sur le revenu. Paris, 1921.

Brouilhet (C.). — Economie politique. Paris, 1912.

Confédération générale de l'Artisanat français, II^e Congrès ; Paris, 1924.

Dufourmantelle. — Recueil des principales lois étrangères régissant le crédit populaire. Menton (Centre fédér. du cr. p.), 1913.

Face au Fisc, Paris, 1925.

Garde. — L'impôt sur le chiffre d'affaires. Poitiers, 1924.

Instructions administratives.

Le Barbier. — Le crédit agricole en Allemagne. Paris, 1890.

Lecerclé. — L'impôt sur le revenu. Thèse Paris, 1922.

Martin-Saint-Léon (E.). — Histoire des corporations de métiers. Paris, 1922.

Mantoux (P.). — La Révolution industrielle au XVIII^e siècle. Paris, 1906.

Noël (O.). — Histoire du commerce du monde. Paris, 1906.

Pirenne. — Les anciennes démocraties des Pays-Bas. Paris, 1918.

Rapports sur un projet de loi ayant pour but l'organisation du crédit au petit et moyen commerce, etc..., n^o 2212. Paris, 1912 ; n^o 2590. Paris, 1913.

Ouvrages classiques de droit et de jurisprudence.

Bulletin des contributions directes et du cadastre, et ses tables.

Bulletin du crédit populaire.

Journal officiel.

Le Moniteur universel, années 1843 et 1850.

Recueil des questions fiscales.

Revue de l'Enregistrement.

Revue des Impôts.

TABLE DES MATIERES

	Pages
PRÉFACE.....	5
Petite et grande industrie.....	5
Importance numérique des artisans.....	9
Généralités sur le crédit.....	11
But de l'ouvrage.....	17
Définitions de l'artisan.....	18

PREMIÈRE PARTIE

LE CRÉDIT

CHAPITRE PREMIER. — <i>Généralités</i>	23
CHAPITRE II. — <i>Loi du 13 mars 1917</i>	29
Objet des sociétés de caution mutuelle ; objet des banques populaires.....	34
Capital, nature des parts, négociabilité, cessibilité....	41
Sociétaires; choix; admissibilité des caisses d'épargne; Responsabilité.....	45
Bénéfices ; Réserves ; actif net.....	54
Organes de la société.....	59
Formalité de constitution ; Contrôle administratif....	60
Régime juridique.....	65
Questions fiscales.....	68
Résultats.....	69
CHAPITRE III. — <i>Loi du 24 octobre 1919</i>	72
CHAPITRE IV. — <i>Loi du 27 décembre 1923</i>	73
Bénéficiaires.....	74
Régime des avances ; formalités ; montant des avances ; garanties ; prêts collectifs ; prêts individuels ; la commission spéciale.....	91
Le fonds de dotation ; Résultats.....	97
Questions fiscales.....	100
CHAPITRE V. — <i>Le warrant artisanal</i>	102

DEUXIÈME PARTIE

QUESTIONS FISCALES.

INTRODUCTION. — Situation des artisans à la fin de l'ancien régime.....	103
CHAPITRE VI. — <i>Patentes</i>	106
CHAPITRE VII. — <i>Impôts cédulaires. Passage de la cédule des bénéfices industriels et commerciaux à la cédule des traitements et salaires</i>	119
Loi du 31 juillet 1917 (art. 13); la rédaction première ; la rédaction de la loi du 30 juin 1923, article 10....	119
Définition de l'artisan. Conditions d'exonération.....	122
Les artisans associés ; restitutions par le fisc.....	138
Façonniers.....	141
Autres bénéficiaires.....	142
Liste d'artisans.....	142
Règles d'imposition ; restitutions par le fisc.....	144
CHAPITRE VIII. — <i>La taxe sur le chiffre d'affaires : conditions d'exemption</i>	148
CHAPITRE IX. — <i>Régime du petit commerce et de la petite industrie</i>	154
Section I. — <i>Taxe sur le chiffre d'affaires</i>	154
La loi du 16 avril 1924.....	154
Bénéficiaires.....	154
Administration compétence. Procédure.....	155
Bases de l'évaluation forfaitaire.....	158
Durée du forfait ; Renouvellement ; Révision.....	159
Taux de la taxe.....	162
Section II. — <i>Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux</i>	166
Loi du 31 juillet 1917.....	166
Loi du 16 avril 1924.....	167
Lois du 4 avril et du 4 août 1926.....	169 et 173
Loi du 4 décembre 1925.....	174
CHAPITRE X. — <i>Groupements coopératifs</i>	175
Les syndicats professionnels, les coopératives de consommation.....	177
Groupements d'achats en commun.....	186
CHAPITRE XI. — <i>Taxe d'apprentissage</i>	190
CONCLUSION. — Critique des lois étudiées ;.....	194
Le mouvement artisanal contemporain.....	197
BIBLIOGRAPHIE.....	203

7359 — Imp. Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 11-1926.
